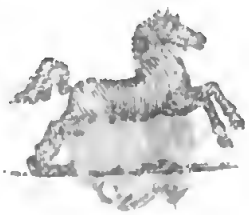
NAZIONALE
B. Prov.
I
1413
NAPOLI
BIBLIOTECA
VITT. EM. III

BIBLIOTECA PROVINCIALE



Armadio
Palchetto
Num.° d' ordine

119
8
14
B Pus
XVII
63
I. 1413.

BIBLIOTECA NAZIONALE
NAPOLI

TABLEAU

HISTORIQUE ET POLITIQUE

DE

L'ANNÉE MIL HUIT CENT SIX.

Les Contrefacteurs et Débitans de Contrefaçons seront poursuivis conformément aux Lois.

Paris, ce 30 Mai 1807.

Brisson

Libraire, rue Gît-le-Cœur, n.° 10.

DE L'IMPRIMERIE DE Mme. Ve. JEUNEHOMME,
RUE DE SORBONNE, N° 4.

613101

TABLEAU

HISTORIQUE ET POLITIQUE

DE

L'ANNÉE MIL HUIT CENT SIX;

PRÉCÉDÉ

D'UN COUP D'OEIL SUR LES CINQ PREMIÈRES ANNÉES DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE,

Et accompagné de Portraits gravés en taille-douce.

A PARIS,

Chez F. Buisson, Libraire, rue Gît-le-Cœur, n°. 10,
ci-devant rue Hautefeuille, n°. 20.

Mai 1807.

On trouve à la même adresse :

Campagne des Armées Françaises, en Prusse, en Saxe, en Pologne, sous le Commandement de S. M. l'Empereur et Roi; en 1806 et 1807 :

Ouvrage destiné à recueillir les grands Evénemens qui s'y sont passés, et les Actions d'éclat des Généraux, Officiers et Soldats.

On y a joint des Notices Biographiques sur ceux qui ont péri dans cette mémorable Campagne, ainsi que des Détails Historiques et Militaires sur les Siéges et Batailles qui ont eu précédemment lieu dans les Contrées où les Français ont porté leurs armes.

Ouvrage orné de vingt cinq *Portraits*, gravés en taille-douce, tant des principaux Commandans, Généraux et Officiers Nationaux et Etrangers, que des Personnes qui ont accompagné Sa Majesté; avec une *Carte du Théâtre de la Guerre*, et le Plan de la *Bataille de Jéna*.

4 vol. in-8°. Prix, 22 fr. pris à Paris, et 26 fr. 50 cent. pour les recevoir *francs de port par la poste*. Il faut affranchir l'Argent et la Lettre d'Avis.

AVERTISSEMENT
DE L'ÉDITEUR.

L'OUVRAGE qu'on offre au Public n'a rien de commun avec les Recueils dans lesquels on s'est empressé de réunir les Pièces de tout genre, relatives aux Evénemens des deux dernières Années. C'est un Tableau raisonné de tout ce qui vient de se passer de remarquable en Europe, tant sous le rapport Politique que Militaire.

Il se compose de Trois Parties, très-distinctes.

Dans la Première, l'Auteur, après quelques mots sur les commencemens de notre Révolution et la conduite des Puissances voisines à cette époque, parle rapidement des premiers triomphes de l'Armée Française en Italie, de la Paix de Campo-Formio qui en fut le résultat, de l'Expédition d'Egypte, de la nouvelle Guerre rallumée alors par le

Directoire, du retour de Napoléon Bonaparte, et de l'heureuse Révolution du 18 Brumaire an 8. Après cette espèce d'Introduction, il commence à entrer dans de plus grands détails sur les Evénemens qui ont eu lieu sous le Consulat et jusqu'à la dernière Guerre contre l'Autriche, c'est-à-dire depuis la fin de 1799 jusqu'à l'automne 1805. Il prend ces Faits à l'époque précise où M. de Ségur les a laissés dans son *Tableau Historique et Politique de l'Europe* (1).

Dans la Seconde Partie, qui forme à elle seule plus de la moitié de l'Ouvrage, l'Auteur, remontant au mois d'Octobre 1805 (à cause de la Guerre d'Autriche qui a commencé à cette époque), donne, mois par mois, un Récit détaillé de tout ce qui s'est passé d'important, jusqu'à la fin de 1806, entre les

(1) Trois Volumes in-8°, qui retracent les Evénemens Historiques et Politiques depuis 1786, jusqu'en 1796. Cet Ouvrage est à sa *Troisième* Édition.

Cabinets, les Armées; en un mot, entre les différentes Puissances de l'Europe, ou des autres parties du Monde qui ont avec nous quelques relations directes.

Enfin, tout ce qui a rapport à l'Administration intérieure de chaque Pays, ou à la Politique particulière de chaque Cabinet, et qui ne pouvoit trouver naturellement place dans le récit des Affaires générales, forme la Troisième Partie, où chaque Etat d'Europe a son article à part. L'Auteur a eu soin d'y faire entrer des Notices, souvent assez étendues, sur les Personnages marquans, morts durant l'époque dont il parle, et d'ajouter à l'Ouvrage les Pièces Justificatives les plus importantes à consulter. Nous avons cru, de notre côté, afin d'augmenter encore l'utilité de ces Annales, devoir y joindre une Table des Matières, propre à fournir aux Hommes d'Etat, aux Militaires, en un mot à tous les Lecteurs, le moyen de trouver sans peine et sur-le-champ le récit des

Combats, les Traités de Paix ou les Négociations, les grandes mesures Administratives, la date, enfin, des Evénemens que chacun d'eux pourroit desirer de connoître ou de vérifier.

Nous avons lieu de croire que l'Auteur de cet Ouvrage se propose de continuer à donner tous les ans un Volume, rédigé sur le même plan, et qui contiendra l'Histoire détaillée de chacune des Années de l'Epoque, à jamais extraordinaire, dans laquelle nous vivons.

AVIS.

Il s'est glissé plusieurs fautes graves dans l'impression de cet Ouvrage. Voici les plus importantes, que l'on est prié de vouloir bien corriger avant que d'en commencer la lecture : sans cette précaution, quelques passages paroîtroient absurdes ou tout-à-fait inintelligibles.

Pages 53, lignes 15, sur chacune par les escadres anglaises, *lisez :* sur chacune des escadres, etc.
106, 24, Gouvernement, *lisez :* gouverneur.
126, 8, et qui avoit le tort, *lisez :* et qui avoit eu le tort.
130, 21, devant la porte, *lisez :* devant le port.
143, 21 et 22, s'il est possible, tant par sa prudence, *lisez :* s'il est possible, par sa prudence.
213, 5, que devoit rendre, *lisez* : qui devoit, etc.
216, 20, Biutzuè, *lisez :* Bietzun.
279, 11, et firnet par fois comparoître, *lisez :* et finirent par faire comparoître.
291, 7, qui devroit, *lisez :* qui devoit.
299, ligne avant dernière, et Ulm, qu'il demandoit à capituler, *lisez :* et Ulm demandoit à capituler.

TABLEAU

TABLEAU
HISTORIQUE
ET POLITIQUE
DE L'ANNÉE 1806.

PREMIÈRE PARTIE.

COUP-D'ŒIL SUR L'ÉTAT DE L'EUROPE, ET PARTICULIÈREMENT DE LA FRANCE, PENDANT LES CINQ PREMIÈRES ANNÉES DU XIX.e SIÈCLE.

Une révolution terrible, favorisée par le caractère du prince qui régnoit sur la France, et attisée, dès le principe, par une nation perfide, qui déjà s'enivroit en idée du sang français, venoit de renverser violemment le monarque et la monarchie. L'histoire est pleine d'exemples qui prouvent à quel point des secousses pareilles donnent de force et impriment d'énergie aux peuples les plus

foibles. Par un aveuglement inconcevable, la plupart des puissances voisines imaginèrent que ce qui a transformé si souvent les plus timides des hommes en héros alloit au contraire abâtardir ou énerver le plus actif, le plus audacieux des peuples, et que le temps de partager ses dépouilles étoit à la fin venu. Cet esprit de vertige et d'injustice, qui, en légitimant d'avance tout ce qu'on a pu entreprendre depuis contre les rois d'Europe, a éteint tout l'intérêt qu'auroient fait naître leurs malheurs, fut la première cause, comme le plus sûr garant du salut de la France. Vingt factions déchiroient son sein; mais un cri unanime s'éleva de toutes parts, sitôt qu'on vit ces prétendus défenseurs du trône arborer leurs propres drapeaux sur des remparts français; et soudain les camps se remplirent d'une jeunesse nombreuse, ardente à suspendre ses querelles pour repousser d'insolens étrangers, qui osoient s'annoncer comme ennemis de tous les partis.

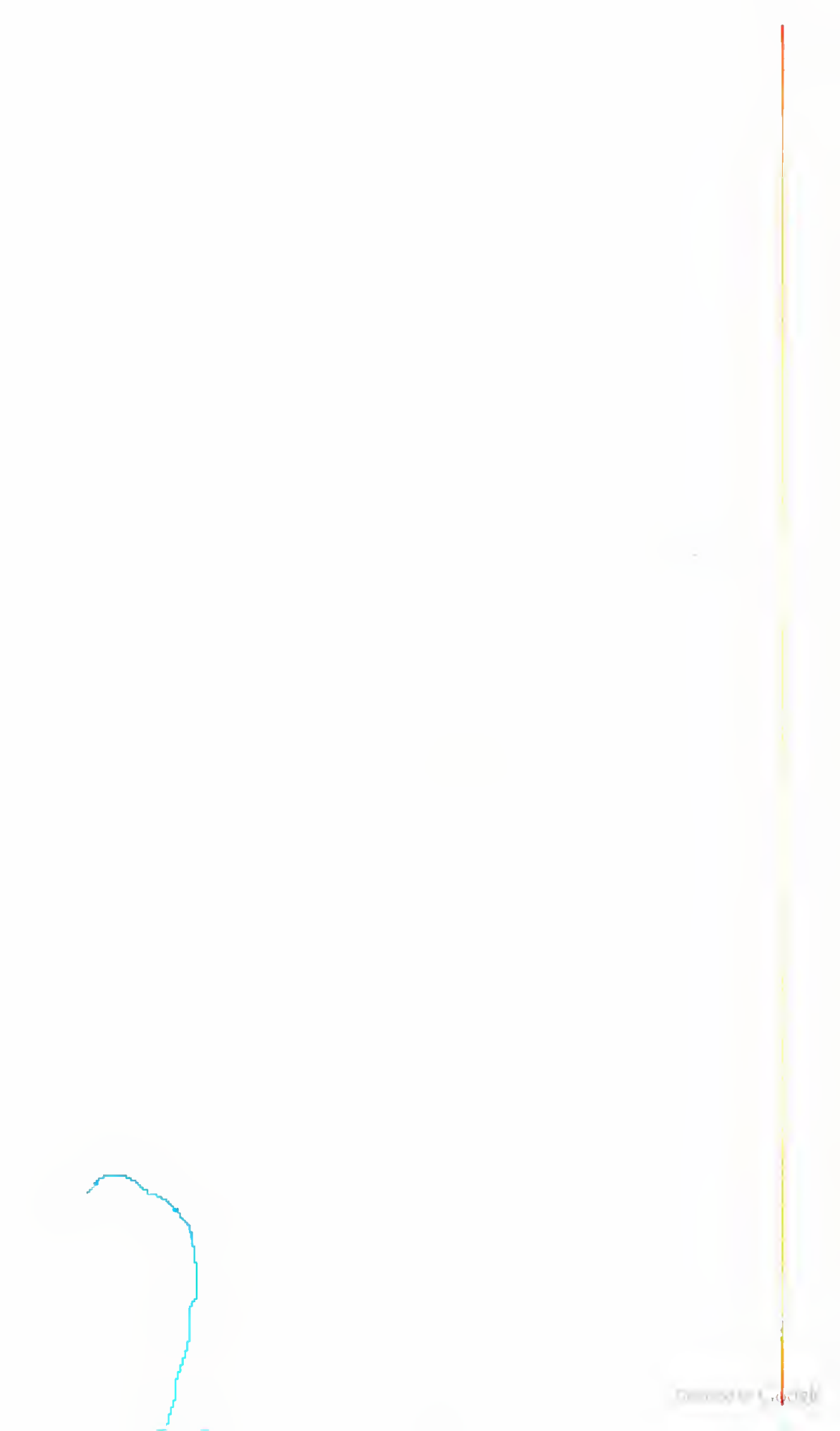
Mais tandis que les rois coalisés se voyoient punis, par des défaites, de leur ambitieuse imprudence, la France, tourmentée quelque temps par les secousses de la démocratie, tomboit rapidement sous le joug d'une aris-

tocratie véritable, que les partis, tour-à-tour dominans, établissoient au sein de la Convention; et bientôt le pouvoir, cherchant toujours, selon son essence, à se concentrer de plus en plus, fut remis aux mains de cinq Directeurs. C'étoit déjà sans doute avoir fait un premier pas vers un gouvernement plus stable; mais il est vrai de dire que, si la France souffrit moins sous le Directoire que sous la Convention, elle fut peut-être encore plus mal administrée. Des hommes obscurs, qui se sentoient incapables de conserver le pouvoir, ne l'employoient qu'à servir leurs passions ou leur avidité, qu'à rassembler de l'or et à écarter leurs rivaux. Les armées, où l'élite de la jeunesse et l'honneur français s'étoient réfugiés pendant le règne des proscriptions, ne pouvoient rien attendre d'un pareil gouvernement. Au lieu de recevoir de l'intérieur ce que réclamoient leurs besoins, elles voyoient les contributions mêmes, fruit de leurs victoires, pompées par les chefs de cette aristocratie nouvelle; à peine un de leurs généraux s'étoit-il distingué à leur tête, à peine commençoit-il à inspirer de la confiance aux troupes, à s'occuper de leur discipline ou de leurs intérêts, que ce

Quinquévirat, soupçonneux et jaloux, se hâtoit de les destituer ; et la désorganisation, l'indiscipline, la misère, menaçoient de détruire ces légions qui avoient bravé l'Europe entière.

Tel est le spectacle qu'offroient nos armées vers la fin de la Convention et sous le règne du Directoire.

Ce fut au milieu de pareilles circonstances que parut tout-à-coup à la tête de l'armée d'Italie un jeune guerrier, destiné par le sort et par son génie à mettre fin à tant de troubles, à tant d'anarchie, et dont les premiers pas furent marqués par des faits qui dûrent frapper vivement tout homme capable d'observer et de réfléchir. Il n'entre pas dans notre plan de tracer le tableau de ces campagnes brillantes dans lesquelles il déploya tant d'audace, de talens, d'activité, et surtout un génie si fécond en ressources, qu'on est tenté quelquefois de douter encore si ses dernières campagnes, quoique plus éclatantes et renfermant de plus vastes combinaisons, ont pu les effacer. Mais ce que nous devons remarquer ici, c'est la manière dont il sut, dès son entrée dans la carrière, unir au rôle de conquérant celui de politique et de législateur.



De toutes nos armées, celle d'Italie étoit, à l'époque dont je parle, la plus désorganisée. Réduite à-peu-près à trente mille hommes, son infanterie étoit presque nue, sa cavalerie sans chevaux, une partie de son artillerie étoit traînée à bras; des défaites successives, et surtout l'état malheureux où on la laissoit languir, y avoient jeté un tel découragement, le mal paraissoit, en un mot, si irremédiable, que tous les chefs auxquels on la confioit depuis quelque temps avoient donné successivement leur démission. Mais cette armée, en moins de deux mois, eut totalement changé de face sous les ordres du nouveau général. Ses prédécesseurs, esclaves des comités de la Convention, épuisoient le pays où ils se trouvoient, pour sauver leur tête et assouvir ces maîtres d'un moment. On le vit au contraire employer toutes les contributions à habiller ou à équiper ses troupes, à atteler son artillerie, à recruter et à remonter sa cavalerie; la confiance commença à renaître; la victoire s'attacha à ses drapeaux, et toute la France lut avec étonnement ses rapports, dont le ton indépendant contrastoit d'une manière singulière avec celui des autres généraux, que les factions dominantes avoient accou-

tumés à toujours trembler devant elles. De rapides succès lui fournirent de nouveaux moyens, dont il sut tirer des succès nouveaux; et bientôt, unissant (comme nous l'avons dit) le rôle de pacificateur et celui de législateur au rôle de guerrier, on le vit, dès sa première campagne, signer ou préparer des armistices, des préliminaires, et des traités de paix, d'abord avec toutes les puissances d'Italie, ensuite avec l'Autriche, et constituer et organiser lui-même, à vingt-sept ans, la république cisalpine.

Si un esprit d'aveuglement et de vertige n'eût pas dominé la plupart des cabinets de l'Europe, ainsi que leurs dupes et tous leurs partisans, ils auroient prévu ce que pouvoit faire un tel homme, du moment où il a disposé de la puissance d'un grand empire, lui, qui avoit opéré des choses si extraordinaires avec de si foibles moyens.

Cependant le Directoire ne tarda pas à détruire, par sa mauvaise administration intérieure et par sa folle conduite au dehors, les fruits de tant d'habileté militaire et politique; et tandis qu'une armée française, suppléant au nombre et aux ressources qui lui manquoient, par l'ordre, la discipline et la valeur,

étonnoit l'Egypte et la Syrie par de nouveaux prodiges, ce gouvernement, tout à la fois foible et présomptueux, rallumoit de toutes parts le feu de la guerre, sans avoir rien prévu, sans avoir rien préparé pour la soutenir. En un instant, une partie des Belges, tous les Suisses, toute l'Italie furent en armes; le Portugal, l'Autriche, la Russie, la Porte-Ottomane joignirent leurs troupes ou leurs flottes à celles de l'Angleterre; et la plupart des armées françaises, désorganisées de nouveau, manquant de tout sous un gouvernement qui reprenoit le système des destitutions, se virent bientôt réduites à abandonner une partie de leurs conquêtes, et à se borner même, sur plusieurs points, à couvrir nos frontières menacées. L'état de l'intérieur étoit pire encore, s'il est possible: le sang ne couloit pas, il est vrai, comme au temps de la Montagne, mais les lois révolutionnaires et les proscriptions redevenoient à l'ordre du jour: on voyoit le trésor public au pillage, l'administration dans l'anarchie; le désordre étoit partout; des symptômes d'insurrections se manifestoient de toutes parts; la misère, en un mot, le mécontentement se trouvoient portés à un point dont les temps

les plus malheureux de la révolution offroient à peine d'exemples. Tout le monde pressentoit un changement prochain ; tout le monde le regardoit comme inévitable ; chacun en secret le hâtoit par ses vœux ; et les Directeurs eux-mêmes, quoique luttant contre l'opinion publique, étoient contraints de s'avouer intérieurement que le pouvoir échappoit à leurs mains inhabiles.

1799. Tel étoit l'état de la République, lorsque l'on apprit tout-à-coup que Napoléon Bonaparte venoit de débarquer en Provence. Cette nouvelle produisit une sensation générale, et la France entière fut dans l'attente. Sa marche à travers les départemens eut l'air d'un triomphe ; et dès qu'il parut dans la capitale, tous les partis l'entourèrent, toutes les factions se pressèrent autour de lui. C'est le 9 octobre qu'il avoit pris terre à Fréjus, et le 9 novembre au soir (18 brumaire an 8) la France étoit déjà affranchie du joug odieux du Directoire. Dès-lors la reconstruction de l'édifice social s'effectua avec une rapidité dont il n'y a pas d'exemple dans les annales d'aucune grande nation. Cette rapidité, sans doute, a peu frappé les êtres légers ou ignorans, parce que tout semble facile à quiconque n'a rien

approfondi ; mais elle a frappé vivement tous 1799.
les hommes sensés et instruits, tous ceux, en un mot, qui, capables d'envisager les différentes faces d'un objet, savent ce que la plus foible amélioration (même dans les temps les plus faciles) coûte d'efforts et rencontre d'obstacles. Guerre, administration, politique, tout étoit en France livré à une sorte d'anarchie : toutes les branches réclamoient à la fois l'attention du nouveau chef; et il sut les embrasser toutes. Ce fut le 7 décembre 1799 qu'une constitution nouvelle le plaça, comme Premier Consul, à la tête du Gouvernement; et dès le premier janvier 1800, il écrivit au 1800.
roi d'Angleterre, pour lui proposer de chercher en commun les moyens de ramener la paix. Dès le 18 du même mois, un traité de pacification fut conclu avec les principaux chefs Vendéens; et dès le mois suivant, il fit clore la liste dite des émigrés, mettant par-là un terme à ce genre terrible de proscription. Le sort de la banque de France, la division de l'Empire en préfectures, les finances de l'Etat, et mille autres objets importans qu'il nous est impossible de récapituler ici, l'occcupèrent dès les premiers instans de son administration, comme si la paix la

1800. plus profonde l'eût environné de toutes parts.

Cependant, sans parler des restes de troubles qui fermentoient encore dans l'intérieur, l'incendie rallumé au dehors par le Directoire duroit toujours. La défaite des Russes en Hollande et en Suisse avoit éloigné l'orage de ces deux frontières; nous obtenions même de nouveau des succès en Allemagne; mais les revers continuoient au midi; la république cisalpine toute entière étoit envahie par les Autrichiens; Nice étoit occupé, et Gênes alloit succomber après la plus héroïque résistance. Mais le pouvoir avoit changé de mains; et la force publique prenoit une nouvelle direction et une toute autre énergie. Tandis que deux armées s'avançoient en Allemagne, et que Masséna retenoit, à force de courage, les Autrichiens devant Gênes, une armée nouvelle, créée comme par enchantement, franchissoit, ayant le Premier Consul à sa tête, ces Alpes regardées jusqu'alors comme impénétrables, et, redescendant à grands pas vers l'Italie, alloit se placer audacieusement entre l'armée de l'Empereur d'Autriche et ses pays héréditaires. Ce fut le 25 mai 1800 que le Premier Consul parvint à Ivrée. Il entra le 28 dans le Milanais; le 2 juin dans Milan

même ; le 3, il fit occuper Pavie ; le 4, il pro- 1800.
clama le rétablissement de la république cisalpine ; Bressia fut pris le 5 ; Plaisance le 6 ; et, après avoir enlevé aux ennemis leurs bagages et tous leurs magasins, il les joignit le 13 vers la Bormida, et remporta le lendemain sur eux la victoire de Marengo, dont le résultat fut la conquête de toutes les forteresses du pays de Gênes (1), du Piémont et du Milanais, que le général Mélas s'engagea, le 15, à remettre au vainqueur, afin d'obtenir de lui de pouvoir recueillir à Mantoue les tristes débris de son armée.

La valeur et l'habileté française, secondée enfin par un Gouvernement éclairé, actif et prévoyant, ne pouvoit plus marcher que de succès en succès, ainsi que nos armées d'Allemagne le prouvèrent encore à la même époque ; et cependant le Premier Consul, déjà fidèle à la loi qu'on l'a vu suivre toujours depuis, de songer constamment à la paix au milieu même des plus grands triomphes, s'empressa d'adopter alors des préliminaires, qui furent signés le 28 juillet par MM. de Tal-

(1) Gênes s'étoit rendu aux Autrichiens dix jours avant la bataille.

1800. leyrand et de Saint-Julien, mais que, malheureusement pour l'humanité, l'empereur François II refusa ensuite de ratifier; ce qui ne tarda pas à faire rompre tous les armistices conclus entre les armées belligérantes (1).

Les efforts pacifiques du Premier Consul furent alors plus heureux du côté de la Russie: il ordonna, dans le même temps, de traiter avec égards les officiers russes prisonniers de guerre; et cet ordre devint comme le prélude d'un rapprochement entre les deux empires.

Cependant l'empereur d'Autriche ayant rejeté la paix, cherchoit à donner à la guerre une nouvelle activité. Il se rendit lui-même à son armée d'Allemagne, avec l'Archiduc

(1) Il est digne de remarque, que plusieurs fois ce prince a rompu ainsi des négociations, et que chaque fois il s'est vu contraint d'accepter ensuite des conditions plus dures que celles qu'il avoit d'abord rejetées. De tels exemples, si souvent répétés, auroient dû servir de leçons aux souverains de Prusse et de Russie, qui ont de même si imprudemment refusé leur ratification, l'un à un traité, l'autre à un armistice conclu par MM. d'Oubril, de Lucchésini et de Zastrow. Que de sang ces refus n'ont-ils pas fait couler, et quel avenir se préparent ces deux princes !

Jean, son frère, qui en prit le commande- 1800.
ment, avec son ministre d'Etat Tugut; et aussitôt des sommations furent adressées aux habitans de l'Autriche, de la Hongrie, ensuite à ceux de la Silésie, de la Bohême et de la Moravie, pour les engager à s'armer contre la France. Mais toutes ces mesures échouèrent contre l'esprit de sagesse qui dirigeoit l'ensemble de nos opérations; de nouveaux succès contraignirent les Autrichiens à conclure de nouvelles suspensions d'armes; et l'empereur François second ne tarda pas à regagner précipitamment sa capitale, après avoir cédé en Allemagne, pour obtenir ces armistices, Ulm, Ingolstadt et Philisbourg. Quant au Gouvernement français, il ne profita encore de ces avantages que pour renouer aussitôt des négociations. Le comte de Cobentzel fut admis à Lunéville pour y traiter de la paix avec le frère du Premier Consul; et vers le même temps, le ministre des relations extérieures signa à Paris une convention avec les Etats-Unis d'Amérique, pour mettre fin à la mésintelligence et aux hostilités qui avoient eu lieu sur mer, depuis quelques années entre les deux états. Egalement attentif à effacer graduellement, dans l'intérieur, les

1800. maux causés par la révolution, et à encourager les entreprises utiles ou glorieuses, on vit alors le Premier Consul rayer en masse de la liste des émigrés les domestiques, les artisans, les laboureurs, les prêtres déportés, les enfans, la plupart des femmes; et la veille même du jour où il rendit ce décret, les vaisseaux le *Géographe* et le *Naturaliste* avoient, par son ordre, mis à la voile, sous le commandement du capitaine Baudin, pour un voyage de découvertes.

La modération et les bons procédés du Premier Consul, secondés par la conduite impolitique des princes coalisés, et par la tyrannie maritime de l'Angleterre, avoient produit le double résultat de rapprocher la Russie de la France, et de l'irriter contre la Grande-Bretagne et l'Autriche, au point que l'empereur Paul refusa, le 24 octobre, d'admettre un ambassadeur autrichien à sa cour; et ordonna, le 11 novembre, de mettre l'embargo sur les navires anglais qui se trouvèrent dans ses ports, d'y saisir toutes les propriétés anglaises, et d'envoyer les marins de cette nation prisonniers dans l'intérieur de son empire. Ce même prince signa, le 16 décembre, à Pétersbourg, avec la Suède

et le Danemarck, la célèbre convention de 1800.
neutralité armée, qui établissoit la liberté du commerce neutre en temps de guerre, fondée sur ce principe, que *le pavillon couvre la marchandise;* convention à laquelle accéda bientôt la Prusse, et qui fut sur le point d'allumer une guerre terrible entre l'Angleterre et les puissances du nord, ainsi que nous aurons occasion de le dire en parlant du bombardement de Copenhague et de la mort de Paul Ier.

Les armistices conclus entre la France et l'Autriche venoient d'expirer encore une fois, sans qu'il y eût rien de terminé à Lunéville. En conséquence, les hostilités recommencèrent sur tous les points; et les succès des armées françaises devinrent tellement rapides, surtout après les journées d'Hohenlinden et de Salzbourg, que l'empereur François II, menacé jusques dans sa capitale, se hâta d'acheter une nouvelle suspension d'armes au prix que voulut y mettre le vainqueur. Il s'engagea à évacuer le Tyrol, à en remettre aux Français tous les passages, ainsi que les forts qui les commandent; à livrer les places de Braunaw et de Wurtzbourg, et à ordonner à son ministre,

1800. qui répugnoit à traiter séparément de l'Angleterre, d'ouvrir les négociations sur ce pied, comme le desiroit la France. M. de Cobentzel établit en effet ce nouveau protocole à Lunéville, le 1.er janvier 1801, et les bases sur lesquelles on commença dès-lors à traiter, sont : que la France auroit le Rhin pour limites ; que la domination de l'empereur d'Allemagne n'iroit, en Italie, que jusqu'à l'Adige, et que les républiques cisalpine, batave et helvétique, seroient reconnues par la maison d'Autriche (1).

Tandis que le Premier Consul ne laissoit échapper aucune occasion de rétablir la paix sur le continent, le cabinet britannique ne négligeoit aucune mesure, ne dédaignoit aucun moyen, quel qu'il fût, pour parvenir à prolonger la guerre ou à replonger la France dans l'anarchie. Une poignée de Jacobins avoient formé, en octobre 1800, le projet de

(1) Nous devons ajouter que ce fut en août 1800 que s'effectua la réunion politique de l'Irlande avec l'Angleterre ; en septembre de la même année, que les Anglais se rendirent maîtres de l'île de Malthe, et en décembre, que M. Jefferson fut nommé président des États-Unis d'Amérique.

faire sauter, avec des barils de poudre, le 1800.
Consul, dans la salle de l'Opéra; projet doublement atroce, puisqu'il devoit coûter la vie à des milliers d'innocentes victimes. Heureusement il fut découvert, et deux des chefs, Caracchi et Demerville, portèrent leur tête sur l'échafaud. Le ministère anglais eut-il part à cette trame odieuse? Les avis sont partagés sur ce point; mais ils ne sauroient l'être sur l'attentat du 3 nivose (1), où quelques hommes, rebut des chouans, soldés par l'Angleterre, et arrivés pour la plupart tout récemment de Londres, tentèrent de nouveau, au coin de la rue St.-Nicaise, mais toujours inutilement, de faire périr le Premier Consul, au moyen d'une de ces *machines infernales*, armes favorites du ministère britannique, qui en a encore multiplié depuis et les modèles et les essais.

Mais la France n'étoit pas, à cette époque, le seul théâtre d'une conduite aussi atroce: tout homme qui gênoit le cabinet de Saint-James, tout prince qui portoit ombrage à son ambition, avoit à redouter son or et ses poignards. On sait avec quelle astuce et quelle

(1) 24 décembre 1800.

1800. froide cruauté il a poursuivi et payé l'assassinat des agens français en Perse et dans l'Asie mineure; mais nous ne devons parler en ce moment que de la conduite qu'il tint alors dans le nord de l'Europe.

Nous avons vu l'empereur Paul, mécontent des princes coalisés, et indigné surtout du despotisme de l'Angleterre, se retirer d'abord de la coalition, et former bientôt lui-même une triple alliance, dans le but de faire respecter les pavillons neutres. La cour de Londres regarda ce traité comme une at-
1801. teinte portée à ses droits. Dès le 14 janvier, un embargo général fut mis dans tous les ports d'Angleterre sur les navires russes, danois et suédois; et dès les premiers jours de mars, une flotte de 47 bâtimens de guerre fit voile vers la Baltique, tandis que d'autres forces alloient en Amérique envahir les îles du Danemarck et de la Suède.

Cependant toutes ces mesures ne tranquillisoient pas encore le ministère britannique; d'autant mieux que les Danois, maîtres de Hambourg, alloient interdire à ses vaisseaux le commerce de l'Elbe, tandis que la Prusse, faisant occuper le Hanovre par un corps de vingt-quatre mille hommes, se préparoit à

leur fermer également tous les ports de l'Ems et du Weser. Ce cabinet sentit que le caractère personnel de Paul I.er le rendoit, aussi bien que sa puissance, le véritable lien de cette coalition ; et il résolut d'employer contre lui, afin de trancher d'un seul coup la difficulté, ses moyens ordinaires, l'or et l'intrigue, la perfidie et l'assassinat. On peut assurer que la flotte aux ordres de Parker et de Nelson ne fut destinée qu'à développer en quelque sorte, en effrayant le Danemarck et la Suède, les résultats que l'on se promettoit de la trame ourdie à Saint-Pétersbourg : aussi eut-on grand soin de faire coïncider ces deux événemens. 1801.

On n'ignoroit point à Londres que la cour du Czar étoit peuplée de mécontens ; cette cour orgueilleuse et stupide, qui adore à genoux ses maîtres, et qui les assassine, nourrie des exemples et corrompue par les vices du dernier règne, se partageoit alors en plusieurs factions. Celle qui avoit pour chefs les amans de Catherine et leurs adhérens, s'indignoit surtout d'obéir à un prince que cette femme, mère aussi dénaturée que barbare épouse, avoit tenu jusqu'à sa mort dans une longue tutelle ; et qui, devenu enfin le maître, affec-

1801. toit de suivre une route absolument contraire à celle de son orgueilleuse marâtre. Paul, moins extraordinaire sans doute, moins bizarre par nature que par les suites du poison pris dans son enfance, et des mauvais traitemens qu'il avoit constamment endurés; Paul, dont on nia toutes les bonnes qualités, dont on exagéra tous les défauts dès qu'on l'eut assassiné, avoit augmenté encore le nombre des mécontens par des innovations beaucoup trop brusques, quoique sages pour la plupart, et surtout par le mépris qu'il témoiguoit, trop hautement peut-être, pour les grands, presque tous fort méprisables en effet, qu'il avoit trouvés autour du trône. Cependant il est probable que le mécontentement de ces esclaves seroit resté long-temps encore sans résultat, faute de chef, si l'Angleterre ne se fût chargée de leur en fournir un, dans la personne même de son ambassadeur. C'est cet homme qui, à l'ombre du caractère sacré dont il étoit revêtu, prit soin de rapprocher les mécontens, d'unir leurs haines, d'augmenter leurs craintes et d'armer leurs bras. La part qu'il eut à la mort de Paul est un fait trop connu dans toute l'Europe, trop avoué par les conjurés eux-mêmes, pour avoir besoin d'être discuté.

Freud del. Thevenet Sc.

Alexandre Ier, Empereur de Roussie.

NAPOLI

Aussi remarque-t-on que parmi les lois que ces conjurés dictèrent, pendant les premiers jours, au jeune empereur dont ils venoient de massacrer le père, et qu'il publia alors en douze ukases successifs, la plupart concernent l'Angleterre, après avoir promis de *mettre en liberté tous les prisonniers d'état, et de rétablir toutes choses sur le pied où elles étaient sous Catherine* (ce qui intéressoit également et les conjurés et les Anglais, puisque la plupart des créatures de l'Angleterre se trouvoient au nombre de ces prisonniers, et que le retour à la politique de Catherine rompoit la coalition du nord), Alexandre s'engageoit en outre à *rendre la liberté à tous les matelots anglais.....* et à *renoncer à la grande maîtrise de Malthe*, dignité qu'avoit possédée son père, et qui choquait vivement le ministère britannique, qui venoit alors d'envahir cette île, avec le projet de la garder. 1801.

C'est le 23 mars que l'on égorgeoit cruellement Paul dans son palais; c'est le 30 que les amiraux Parker et Nelson passèrent le Sund, et le 2 avril que ce dernier bombarda Copenhague; expédition qui ne peut procurer aucune gloire à celui qui l'effectua, mais

1801. qui doit faire honneur à la bravoure de la nation généreuse qui, surprise et sans moyens de défense proportionnés, sut opposer encore une noble et vigoureuse résistance. Quiconque a connu Nelson n'a pu être étonné des forfanteries qu'il s'est permises à propos de cette attaque. Mais ce qu'on peut regarder comme le comble du ridicule, et qui en a pourtant imposé à une foule de gens en Europe, ce sont les rapports des amiraux anglais relativement à leur passage à travers le Sund, *sous le feu des batteries des deux côtes.* Il y auroit eu de la gloire sans doute à forcer ce passage, si les batteries et les chaloupes *des deux côtes* l'eussent défendu; mais il est certain que la cour de Suède, qui, malgré toutes ses promesses, n'avoit ordonné aucune espèce d'armement en Scanie, rendit inutile tous les préparatifs faits sur le rivage opposé, par les Danois, qui eurent la douleur de voir cingler, sans péril et sans obstacles, vers la Baltique, une flotte qu'ils s'étoient promis d'écraser au passage.

Cependant ce fut encore moins cette catastrophe, que la mort de Paul Ier, qui engagea le Danemarck à faire la paix. La Russie avoit seule entraîné la Suède et la Prusse dans la

coalition du nord; le régent de Danemarck ne pouvoit plus compter sur ces deux puissances, du moment où le ministre britannique régnoit de fait à Pétersbourg : demeuré seul, il ne restoit donc à ce sage gouvernement qu'à terminer de la manière la moins défavorable une guerre inégale, devenue sans objet; et il eut encore la gloire, en signant la paix au bout de deux mois, d'obtenir plusieurs concessions utiles pour son pavillon. La complaisance des cours qui venoient de l'abandonner lâchement fut payée par les mêmes concessions (1). 1801.

Au reste, jamais le gouvernement britan-

---

(1) Cette année 1801 vit des changemens assez importans s'opérer dans plusieurs autres Etats. L'empereur de Russie réunit, par acte du 28 janvier, la Géorgie à ses domaines. Le ministère anglais fut presque totalement renouvelé pendant les mois de février et de mars, les lords Greenville et Spenser, MM. Dundas et Windam ayant suivi le sort de M. Pitt, qui céda sa place à M. Addington. Les gouvernemens batave et helvétique éprouvèrent des secousses et des changemens assez considérables en septembre et en octobre. Enfin, une grande insurrection eut lieu pendant ce même mois, et de nouveaux massacres furent commis par les Noirs à Saint-Domingue.

1801. nique ne s'étoit peut-être montré plus actif qu'à cette époque; car tandis que ses agens ou ses ministres employoient tout leur zèle pour faire périr le chef du Gouvernement français et l'empereur de Russie; tandis qu'une de ses flottes incendioit Copenhague, et que des escadres envahissoient en Amérique les possessions des Danois, des Suédois, des Hollandois, son armée de terre jointe à des troupes venues de l'Inde par la Mer Rouge, aidoit aux Turcs à reconquérir l'Égypte; d'autres escadres formoient des entreprises contre Batavia et contre les Moluques; enfin, on voyoit cette cour enlever Madère à ses alliés les Portugais, sous l'étrange prétexte que le Portugal *étoit menacé et pouvoit être conquis* par les Espagnols ou les Français (1). On vit encore Nelson former, le 4

(1) C'est-là sans doute un singulier motif pour dépouiller une puissance amie. Mais il y a plus encore: l'Angleterre ne pouvoit pas ignorer, à cette époque, que l'état de guerre qui existoit entre le Portugal et l'Espagne étoit près de finir; elle savoit que les négociations étoient en pleine activité; et effectivement, la paix fut signée le 20 juillet, c'est-à-dire cinq jours avant que les troupes anglaises ne débarquassent à Madère.

et le 15 d'août, deux attaques, également 1801.
vaines, il est vrai, contre la flottille de Boulogne.

Mais pendant que ce peuple s'étudioit à prolonger, l'incendie en Europe, et à étendre même le feu de la guerre sur tous les points du globe, le gouvernement de France prenoit une route et offroit un spectacle tout opposé. Ne pouvant développer ici tous ses efforts en faveur de la paix, nous nous contenterons d'en rappeler sommairement les résultats, et de laisser parler les faits.

Deux fois l'Autriche avoit rompu ou suspendu les négociations; deux fois le Premier Consul les avoit renouées au milieu même des plus grands triomphes; et le 2 janvier, il annonça au Corps législatif, alors assemblé, les bases sur lesquelles on traitoit à Lunéville. Malgré la révolution survenue à Pétersbourg, un ministre russe, M. de Kalitschef, vice-chancelier de l'empire de Russie, parut en France le 24 du même mois, comme ambassadeur extraordinaire: le 9 février, la paix avec l'Autriche fut signée à Lunéville; le 18, un armistice fut conclu avec le roi de Naples; le 28 mars la paix fut faite avec le même prince; le 22 avril, les prisonniers russes quit-

1801. tèrent la France pour retourner dans leur patrie ; le 23 mai, l'armée du Rhin reçut ordre de rentrer dans ses garnisons de paix : pendant le mois de juin, le nouveau roi d'Étrurie traversa la France pour aller prendre possession du royaume que l'on venoit de créer pour lui : le concordat qui rétablit en France la religion catholique (et par suite, les autres cultes), fut conclu le 16 juillet, ratifié à Rome le 14 août, et à Paris, le 14 septembre : le 23 août, la paix fut faite avec la Bavière ; le 29 septembre avec le Portugal ; le 1er octobre, M. Otto signa des articles préliminaires à Londres ; le 4 et le 8 du même mois, la paix fut conclue, à Paris, entre l'Espagne, la France et la Russie : enfin, le congrès d'Amiens s'ouvrit le 9 décembre, et la paix définitive y fut
1802. signée le 25 mars 1802, entre la France, l'Espagne, la Hollande d'une part, l'Angleterre de l'autre, et les ratifications échangées le 18 avril. Nous devons ajouter encore qu'un traité fut également conclu, à Paris, le 20 mai, avec le Würtemberg.

Quand on réfléchit à la position, soit intérieure, soit extérieure, dans laquelle le Premier Consul avoit trouvé la France à son retour d'Égypte ; quand on considère en-

suite avec quelle rapidité il rejeta loin 1802.
des frontières tous nos ennemis, avec quel empressement il profita de ses victoires pour signer, en quelques mois, tant de paix différentes, il est impossible de se défendre d'un sentiment de surprise; et l'étonnement redouble lorsque, reportant les yeux dans l'intérieur, on l'y voit accomplir, avec la même rapidité, les améliorations les plus importantes et les plus difficiles à opérer. Il suffiroit de citer le rétablissement des cultes et le rappel des émigrés; mesures qui choquoient tant d'opinions, tant d'intérêts, tant de préjugés, et qui paroissoient si dangereuses, pour ne pas dire si impossibles à réaliser, qu'on eût traité de fou l'homme qui auroit osé, six mois plus tôt, seulement en concevoir l'idée. On voyoit en outre, à cette époque, les départemens de l'Ouest pacifiés; les Jacobins venoient d'être comprimés; deux flottes s'armoient à Brest et à l'Orient pour aller reconquérir Saint-Domingue, que la perfidie britannique devoit replonger encore dans l'anarchie; enfin, l'éducation publique, le commerce, la législation occupoient tout à la fois le Gouvernement; et ces travaux, qu'il avoit commencés au milieu de la guerre,

1802. prirent une nouvelle vivacité quand il eut réussi à faire signer la paix à toute l'Europe (1).

Le Sénat-Conservateur et les autres corps politiques, témoins de l'activité, de la force, des talens que déployoit le Premier Consul, tant pour fermer nos plaies intérieures, étouffer les restes de nos discordes civiles et relever la prospérité publique, que pour nous rendre notre dignité et notre influence au-dehors, s'empressa, en mai 1802, de le réélire pour dix ans, et de proposer ensuite au peuple de lui conférer à vie le consulat, avec le droit de nommer son successeur. Les assemblées primaires, convoquées dans toute la France, sanctionnèrent aussitôt cette pro-

(1) Dès le 18 mars 1802, le Premier Consul ordonna la réparation de soixante-deux grandes routes principales; dès le 24 du même mois, il convoqua une assemblée de jurisconsultes pour travailler à la rédaction du Code civil. Convaincu de l'effet que produisent les distinctions dans une armée et chez une nation généreuse, il s'occupa, dès le mois de mai, de la création de la Légion d'Honneur : déjà on rédigeoit à cette époque un plan d'éducation; déjà une école de commerce étoit établie à Bordeaux, etc., etc.

position, et elle fut proclamée le 2 et le 4 août par le Sénat. 1802.

Des motifs semblables avoient déjà inspiré des résolutions à peu-près pareilles aux chefs de la république cisalpine. Pendant le mois de janvier, une *consulte* assemblée à Lyon, pour améliorer les lois et la constitution de cet état (qui prit alors le nom de *république italienne*), avoit élu pour *président* celui qui, toujours vainqueur dans ses plaines, lui avoit donné deux fois l'existence.

Au milieu de tant de travaux, le Premier Consul trouvoit encore le temps de s'occuper, comme médiateur, des affaires de l'Allemagne. D'après le traité de Lunéville et celui conclu avec l'empereur Alexandre, les indemnités que réclamoient les princes allemands, lésés ou dépossédés par la dernière paix, devoient être réglées sous l'intervention de la France et de la Russie. Cette affaire, très-délicate et très-difficile à traiter avec succès, à raison de la multiplicité et de l'opposition des intérêts, fut conduite alors par ces deux puissances avec beaucoup d'accord et de célérité.

Dès le 1.er mai 1801, la Diète germanique avoit offert de remettre à l'Empereur, sauf la ratification de l'Empire, le droit de régler

1802. ces indemnités; mais ce prince refusa, par déclaration du 26 juin, de s'en charger seul; ce qui força la Diète à nommer une députation composée des électeurs de Mayence, de Bohême, de Saxe, de Brandebourg, des princes de l'Ordre teutonique, de Hesse-Cassel et de Würtemberg, pour traiter en commun cette affaire, sous la réserve des ratifications de l'Empereur et de l'Empire. Ce fut donc avec cette députation, qui n'entra en activité qu'en août 1802, qu'eurent à négocier les ministres de France et de Russie. En attendant, un traité conclu à Paris le 4 juin de cette année assura au prince d'Orange des dédommagemens en Allemagne (1); et le même jour un plan d'indemnités pour tous les princes de l'Empire fut arrêté à Paris entre les ministres des deux puissances médiatrices. Ce plan fut communiqué le 21 août à la Diète germanique; et la députation s'é-

(1) Un des articles d'une convention arrêtée entre la France et la Hollande, à Amiens, à l'époque de la paix signée dans cette ville, portoit que le ci-devant Stathouder ne seroit point indemnisé aux dépens de la république batave.

tant constituée enfin trois jours après, elle adopta ce même plan le 21 octobre. Dès-lors on s'occupa des mesures d'exécution. Un *conclusum* pris par la députation et ratifié par par l'Empereur, fixa, le 26 du même mois, le sort des princes, tant laïques qu'ecclésiastiques, dépossédés par ces nouveaux arrangemens. Le récès final sur les indemnités, adopté par la députation et rédigé en *conclusum* général le 30 novembre, fut accepté le 5 décembre par les puissances médiatrices. Le 26 du même mois, une convention qui régloit un complément d'indemnités pour la maison d'Autriche et le grand duc de Toscane, fut conclue à Paris, et le ministre russe y accéda le même jour. Enfin, un dernier *conclusum*, contenant ces nouvelles clauses, ainsi que la création d'un péage sur le Rhin, péage qu'on destinoit principalement à compléter la dotation de l'Electeur archi-chancelier, ci-devant Electeur de Mayence, fut adopté le 24 mars de l'année suivante, par la Diète générale de l'Empire, puis sanctionné le 25 avril par l'Empereur (1). 1802.

(1) L'ancien électeur de Mayence, le baron d'Erthal, étoit mort le 25 juillet, à l'âge de 83 ans; il avoit

1802. Le Premier Consul s'occupoit encore, à la même époque, à maintenir ou à ramener la tranquillité en Hollande et en Helvétie.

Depuis le moment où, par suite de notre révolution et de la conduite du Stathouder, qui entraîna sans nécessité son pays dans les coalitions contre la France, la Hollande eût été conquise par nos troupes, on avoit vu sa nouvelle constitution éprouver, à diverses reprises, plusieurs secousses; mais une fermentation générale s'y manifesta en septembre et en octobre 1802, de manière à faire craindre des scènes violentes. Cependant une déclaration du Premier Consul, datée du 9 octobre, et dans laquelle il témoignoit à cette république son étonnement des manœuvres de quelques révolutionnaires, suffit pour arrêter l'incendie dans son principe; et tout rentra dans la tranquillité à l'approche seulement de quelques troupes françaises.

Les choses allèrent plus loin en Suisse;

été élu en 1774. Son co-adjuteur, le baron de Dalberg, déjà prince-évêque de Constance, de Worms, etc. et déjà célèbre par son amour pour les sciences, par ses travaux littéraires, lui succéda âgé de cinquante-huit ans.

mais elles furent bientôt calmées par la même 1802.
intervention. Depuis que la politique du Directoire avoit bouleversé ce pays, il étoit continuellement agité par deux partis différens. A mesure que la France s'étoit rapprochée des principes de la monarchie, la faction aristocratique avoit cru pouvoir, en Suisse, reprendre plus de confiance; et après diverses variations dans la forme ou dans la composition du gouvernement, des troubles sérieux commencèrent à éclater en août 1802 dans le canton de Lucerne. On courut aux armes de part et d'autre; on se battit d'abord devant Zurich pendant les premiers jours de septembre, ensuite à Arau, à Berne; et vers le 25 du même mois, le parti aristocratique commençoit à l'emporter dans presque tous les cantons. La France ne pouvoit voir ces troubles d'un œil indifférent; aussi le ministre des relations extérieures avoit-il adressé, dès le 9 septembre, des représentations aux différens états; et le 30 du même mois, le Premier Consul déclara aux Helvétiens qu'il alloit intervenir dans leurs querelles, afin de les concilier. Une armée française se rassembla en conséquence le long de leurs frontieres, sous les ordres du général Ney; et les mou-

1802. vemens ayant recommencé avec une nouvelle force, vers le milieu d'octobre, dans les Petits-Cantons, les troupes françaises entrèrent en Suisse, les insurgeans furent dissipés, et en décembre des députés de toute l'Helvétie se réunirent en France, afin de rendre à leur patrie, sous les auspices du Premier Consul, une existence plus tranquille et plus stable; ce qui s'effectua par *l'acte de médiation* signé à Paris en février 1803.

Aucun des traités de paix conclus successivement avec les différentes puissances de l'Europe ne contenoit de stipulation relative au sort futur du Piémont; ce pays, en conséquence, étoit resté à la disposition du Gouvernement français, et le premier Consul le réunit définitivement à la France en septembre 1802. La mort presque subite du duc de Parme, qui eut lieu dans les premiers jours d'octobre, nous rendit également maîtres des Etats de Parme, Plaisance et Guastalla, que l'Espagne avoit cédés éventuellement à la France, par un traité signé à Madrid le 21 mars 1801, traité qui nous assuroit en outre la possession de la Louisiane, qui fut bientôt après cédée de nouveau aux Etats-Unis d'Amérique.

Que la plupart des conquêtes de la France

soient le fait même de ses ennemis et le ré- 1802.
sultat de leurs attaques, c'est ce qu'il est impossible de nier de bonne foi, pour peu qu'on ait suivi les derniers troubles de l'Europe. Les puissances étrangères ont toujours été criant contre l'ambition des Français, et toujours les poussant, par de nouvelles provocations, à des envahissemens nouveaux. Ils ont constamment conquis, ou en se défendant, ou en cherchant de nouvelles positions qui la missent, pour l'avenir, à l'abri de nouvelles attaques. Mais il est certain qu'aucun cabinet n'a fait autant que celui de Londres pour l'agrandissement de la France. Contentons-nous d'examiner ici la conduite qu'il a tenue pendant les années 1802 et 1803.

L'Angleterre n'avait, en la signant, regardé la paix d'Amiens que comme une trève: c'est ce qui résulte des faits; ce qui est prouvé par l'aveu même des ministres et de plusieurs membres du parlement britannique. Ce qui semble plus difficile à décider, c'est la durée que les chefs du ministère projetoient d'abord de donner à cette trève. Il est impossible de croire, en effet, qu'ils ne l'aient conclue que pour la rompre aussitôt; mais, soit qu'ils aient soudain conçu l'espoir de renouer une

1802. coalition, ou bien d'ourdir une conjuration nouvelle; soit que l'activité que sembloit vouloir prendre notre commerce, ou celle que mettoit le Gouvernement à réparer notre marine, aient pu leur porter ombrage; soit enfin qu'ils aient cédé à la crainte de nous voir rétablir nos colonies et reconquérir Saint-Domingue; il est constant que la paix fut à peine signée, qu'ils commencèrent à montrer de nouveau des dispositions hostiles dans les Deux-Mondes.

Le traité d'Amiens, conclu le 25 mars 1802, avoit été ratifié à Londres et à Paris dans le courant d'avril; et dès le mois de décembre, l'ordre étoit déjà parvenu au Cap de Bonne-Espérance de s'emparer de nouveau de cette colonie, que l'on venoit à peine de rendre aux Hollandais. Quand on calcule le temps nécessaire pour aller d'Angleterre au Cap, on est forcé de convenir que l'ordre de le reprendre a dû suivre de bien près celui de
1803. le restituer. Ce même esprit se manifesta presque en même temps en Europe; car dès le mois de février 1803, le cabinet britannique refusa formellement de rendre Malthe à l'Ordre, malgré la teneur des traités; et il ne fut plus possible de s'aveugler sur les projets de

cette puissance, quand on vit le roi d'An- 1803.
gleterre inviter les deux Chambres, par un message, à prendre des mesures contre les armemens qui se faisoient, disoit il, dans tous nos ports. Il faut convenir que jamais prétexte ne fut plus ridicule et plus mal inventé; aussi ne produisit-il aucun effet, même dans les pays les moins disposés en faveur de la France. Il étoit par trop évident que le Gouvernement français n'avoit et ne pouvoit avoir, dans ce moment, aucun projet hostile contre l'Angleterre; il étoit trop bien prouvé qu'aucune espèce de préparatifs réels n'avoit lieu dans nos ports; il étoit trop clair enfin que si le Premier Consul avoit médité une rupture, il n'auroit pas laissé sortir une foule de vaisseaux marchands, destinés à devenir, au premier coup de canon, la proie des Anglais; et qu'il n'eût pas surtout sacrifié une flotte et une armée de terre considérables, en les envoyant attaquer Saint-Domingue, où elles ne pouvoient réussir que par la paix. La déclaration du roi d'Angleterre ne fit donc, nous le répétons, aucune dupe sur le continent; et s'il eût été possible de conserver encore quelques doutes sur les intentions réelles et sur la bonne foi de ce cabinet, les demandes

1803. nouvelles, insolemment présentées le 10 mai par lord Whitwort, auroient suffi pour les lever tous. Il ne s'agissoit de rien moins, pour la France, que de faire céder à l'Angleterre, par le roi de Naples, l'île de Lampédouse; de laisser la Grande-Bretagne en possession de Malthe encore pendant dix ans; de faire évacuer par nos troupes la Hollande et la Suisse; d'indemniser le roi de Sardaigne: conditions qui avoient toutes, comme on voit, un grand rapport avec les prétendus armemens de la France, énoncés d'abord comme motifs de rupture, et une grande connexion avec le traité d'Amiens, auquel elles étoient, au contraire, ou des innovations, ou même des infractions positives.

Le Premier Consul répondit négativement, mais avec une étonnante modération, à ces étranges demandes, faites d'un ton plus étrange encore; et le négociateur anglais quitta Paris dans la nuit du 12 au 13 de mai. Le cabinet de Saint-James avoit si bien prévu ce résultat, qu'il préparait lui-même depuis trois mois, et toutes ses mesures (outre celles déjà prises à Malthe, au Cap, en Amérique et dans les Indes) étoient si bien calculées sur une rupture, que trois jours

après le départ de lord Whitwort, c'est à- 1803.
dire le 16 au matin, on publioit tout-à-la-fois, chose très-remarquable, à Londres, une déclaration de guerre contre la France, et à Hanovre, l'ordre d'une levée générale.

L'intention du Premier Consul, en tolérant la burlesque arrogance de lord Whitwort, avoit été sans doute d'éloigner autant que possible la rupture, afin de donner au commerce français le temps de faire rentrer un plus grand nombre de bâtimens; mais on le vit, dès que la guerre fut décidée, se livrer de nouveau à toute son activité naturelle. Le 17 de ce mêmemois (mai) l'armée française en Hollande eut ordre de se porter vers le Hanovre, et le 26, elle commença à entrer dans le comté de Bentheim. Son approche seule suffit pour jeter l'épouvante parmi les généraux anglais et hanovriens, dont les uns, tels que le prince duc de Cambridge, s'enfuirent à la hâte sans avoir vu le feu; les autres s'empressèrent de conclure capitulation sur capitulation, sans oser même prétendre à la gloire d'opposer quelque résistance. Tout le Hanovre fut occupé avant la fin de juin; et l'armée anglo-hanovrienne livra en outre à l'armée française, par capitulation du 3 juillet,

1803. le duché de Lawenbourg, ainsi que ses propres armes et ses chevaux.

L'Angleterre tenta de se venger de cette expédition, au moyen de ses armes ordinaires, le blocus et l'incendie; l'amirauté déclara l'Elbe et le Weser bloqués, et ses flottes essayèrent, mais toujours inutilement, de bombarder Boulogne. Ardente à consommer une injustice dès qu'elle l'a commencée, on la vit, en novembre, chasser de Malthe, qu'elle retenoit déjà contre la foi des traités, le petit nombre de chevaliers qui s'y trouvoient encore. Au reste, les mêmes principes dirigeoient, comme nous l'avons dit, ses agens dans les Deux-Mondes. De nouveaux succès, que l'or et l'art de désunir venoient de lui procurer dans l'Inde, la mirent à même de dicter, vers le mois de décembre, différens traités de paix aux malheureux princes Marattes. Mais ce n'étoient là encore que des injustices communes, si on les compare à la conduite qu'elle tenoit à la même époque en Amérique. Devenu le fidèle allié de Dessalines et de ses bandes, le cabinet de Londres lui aidoit, en octobre et en novembre, à repousser l'armée française; et le résultat de cette noble expédition, étoit le massacre de trois mille blancs, égor-

gés par les noirs quelques jours après le 1803.
départ de troupes françaises (1).

Plus on suit avec attention la conduite du ministère anglais, plus on s'occupe à rapprocher ses actions et ses démarches, et plus on demeure convaincu que pour lui l'art de la guerre, comme celui de la politique, consiste presque en entier dans la mauvaise foi, la corruption et l'assassinat. En effet, on le vit recourir successivement à ces trois différens moyens, à l'époque dont nous parlons.

Avant que la guerre fût déclarée, il avoit déjà retenu nos vaisseaux dans ses ports; il les avoit fait arrêter même en pleine mer, et il n'hésita point à les déclarer de bonne prise, ainsi que tous les hommes, et jusqu'aux passagers qui se trouvoient à leurs bords. C'est cette violation manifeste des lois reconnues par tous les peuples civilisés qui engagea le Premier Consul à retenir également par représailles, comme prisonniers de guerre, tous les Anglais qui se trouvoient en France.

Prodiguant à Pétersbourg l'or, le mensonge et l'intrigue, ce même cabinet réussit, dès le

(1) Pendant les premiers jours de janvier 1804.

1803. commencement de 1803, à éloigner peu-à-peu de la France un prince qui venoit de régler, d'accord avec le Premier Consul, toutes les affaires d'Allemagne; et cette foible cour, au milieu de laquelle fumoit encore, pour ainsi dire, le sang d'un souverain, se vit agitée de nouveau pour les seuls intérêts de l'Angleterre.

Enfin, de nouvelles trames, ourdies dans l'ombre, et qui, ayant pour prétexte de servir en France un parti, avoient pour but réel d'y rallumer le feu des dissentions et de l'anarchie, furent alors, ainsi que nous le verrons bientôt, la plus forte conception, comme la plus grande entreprise de M. Pitt et de tous ses amis. Mais nous devons auparavant jeter un coup-d'œil sur ce qui se passoit alors dans l'intérieur de la France.

Le Gouvernement français avoit espéré, à la paix d'Amiens, pouvoir ranimer le commerce, renouer peu-à-peu nos rapports extérieurs et rétablir nos colonies. Quoique trompé dans son attente, il n'en travailla pas avec moins de zèle, pendant toute cette année, à porter l'amélioration dans les différentes branches de l'administration intérieure. On l'avoit vu, vers la fin de janvier, réorganiser et diviser en quatre classes l'Institut National

de France (1) ; et l'éducation, l'instruction 1803.
publique, fixèrent son attention d'une manière toute particulière, au moment même où la guerre éclatoit de nouveau. Les départemens réunis avoient une part égale à sa sollicitude ; Mayence et Turin recevoient dans leurs murs des écoles de médecine ; et un décret exprès leva le séquestre mis sur les biens des Belges émigrés. On vit encore, quelque temps après, le Premier Consul renouveler les anciennes capitulations avec les Suisses, et reprendre seize mille hommes de leurs troupes au service de France.

Nous venons de dire que le Gouvernement britannique avoit moins compté sur ses forces en recommençant la guerre, que sur ses intrigues pour séduire, et sur son or pour payer des dupes ou des scélérats. C'est au commencement de 1804 qu'il crut avoir amené à ma- 1804.
turité ces nobles projets ; et il faut convenir que le génie infernal qui combinoit, pour le malheur des peuples, ces nouvelles conspirations, parut cette fois s'être surpassé. Il étoit

(1) Le Premier Consul s'occupa de même, pendant ce mois de janvier, de l'université de Bologne, où il nomma trente professeurs, en sa qualité de Président de la république italienne.

1804. parvenu à réunir, pour l'exécution des mêmes plans, les hommes les moins faits pour marcher ensemble; des gens de toutes les classes et de toutes les opinions, des hommes de la cour et des gens du peuple, des guerriers et des brigands; et tous étoient aveuglés au point de croire travailler pour leur parti, tandis que tous ne travailloient que pour l'ennemi commun. Les envoyés britanniques remplissoient eux-mêmes le rôle d'agens de la conspiration sur le continent. Et pourquoi auroient ils, en effet, rougi d'un tel métier, puisque leur grand homme (1) ne rougissoit pas d'être l'ame et d'être nommé l'*inventeur* de ce nouveau genre de guerre; en un mot, d'accueillir et d'interroger lui-même, d'encourager et de charger de ses instructions, les plus vils d'entre les assassins? Cette conspiration, qui eût naturellement, après la mort du Premier Consul, replongé la France dans les horreurs de l'anarchie et fait couler de nouveau des flots de sang, fut découverte vers la fin de janvier. Dracke, presque aussi vil qu'il devint ridicule, Dracke, qui avoit

(1) M. Pitt.

voulu conspirer et s'étoit laissé honteusement jouer par un agent français, fut chassé de Munich par l'électeur de Bavière, à la fin de mars. Spenser Smith, qui avoit plus particulièrement connu la conspiration dirigée contre la vie du Premier Consul, s'enfuit également de Stutgard; et ceux des conjurés à qui le Consul ne fit pas grace de la vie furent exécutés le 25 juin, conformément à un arrêt du tribunal criminel, confirmé par la cour de cassation. 1804.

Si le cabinet britannique ne retira pas tout le fruit qu'il s'étoit promis sans doute d'aussi puissantes machinations, il put se consoler en répétant ce qu'un de ses membres avoit déjà dit quelques années plus tôt, en apprenant la défaite d'une armée vendéenne : *N'importe, c'est toujours pour nous une victoire; car, dans cette guerre, tout coup qui frappe tue toujours un Français!*

Un autre motif de consolation pour l'Angleterre fut, à cette époque, d'être parvenue définitivement à brouiller ensemble la France et la Russie, dont l'accord, au temps de Paul, l'avoit si fort effrayé. Ce changement de disposition de la part d'Alexandre, commença à se manifester vers le mois d'avril; et en

1804. conséquence, le général Hédouville, ambassadeur de France à Pétersbourg, reçut au commencement de juin ses lettres de rappel. Il ne resta de même à Paris qu'un chargé d'affaires russe, M. d'Oubril, qui présenta, le 21 juillet, au Gouvernement, des demandes qui équivaloient à une rupture déclarée. On peut dire que la conduite de la Russie fut alors absolument la même que celle qu'avoit tenue l'Angleterre, et ses demandes absolument calquées sur celles du cabinet britannique, lorsqu'il avoit voulu rompre avec la France. Il falloit nous résoudre à permettre à l'empereur Alexandre de s'immiscer en maître dans toutes les affaires d'Italie, ainsi que dans nos discussions avec le roi de Naples; il falloit nous engager à donner des indemnités au roi de Sardaigne; à évacuer sur-le-champ le Hanovre; propositions presque toutes également ridicules, surtout de la part de la Russie, qui venoit de régler conjointement avec la France les affaires de l'Allemagne, sans songer alors à lever aucune de ces questions. Il est bon d'observer que, dans le moment même où cette cour, à moitié barbare, prétendoit se mêler ainsi des affaires de la France, et, selon ses propres termes, nous *forcer à la*

Porcowsky del. Tavaert scalp.

P. d'Aubril

NAPOLI

modération, elle-même, sans doute afin de prouver sa *modération* personnelle, s'emparoit tout-à-coup, sans aucun droit, sans même aucun prétexte, d'une partie de l'Arménie ; préparoit l'envahissement d'autres provinces persanes, et établissoit un corps de dix mille hommes dans la république des Sept-Isles, en dépit des traités conclus entre toutes les grandes puissances de l'Europe, au moment de la pacification ; traités qui déclaroient cette république état libre et indépendant. M. d'Oubril échangea encore, pour la forme, quelques notes avec le ministère français, avant de demander des passe-ports ; ensuite il quitta Paris le 31 août, et le chargé des affaires de France, M. Rayneval, quitta Pétersbourg le 26 septembre. 1804.

Le jeune roi de Suède avoit cru devoir, à cette époque, suivre à peu-près la même marche; et l'on vit, en conséquence, son ambassadeur partir également de Paris le 2 septembre, c'est-à-dire trois jours avant l'audience dans laquelle l'ambassadeur d'Autriche offrit, au contraire, au chef du Gouvernement les félicitations de son maître, relativement à la nouvelle dignité, celle d'Empereur des Français, dont il venoit alors d'être re-

1804. vêtu, et que la Prusse, l'Espagne et un grand nombre d'autres puissances avoient déjà reconnue officiellement. Cette contradiction dans la conduite de princes naguères encore coalisés contre la France est sans doute digne de remarque ; mais ce qui ne l'est pas moins, ce sont les circonstances qui ont accompagné l'élévation du Premier Consul sur le trône impérial.

Il est constant, ainsi que nous l'avons déjà observé, que c'est à chaque coalition formée pour abaisser la France qu'elle a dû l'occasion d'étendre ses limites, d'augmenter sa puissance ; et il est de même constant que c'est chacune des attaques dirigées contre le Premier Consul qui a consolidé d'abord et ensuite étendu son pouvoir. Ce fut encore au moment où le cabinet de Londres venoit de rallumer la guerre, au moment où il armoit partout des ennemis contre la France, où il achetoit, séduisoit ou trompoit des hommes de tous les partis, dans l'espoir de ranimer le feu mal éteint de nos dissentions, qu'on vit le Tribunat proposer à l'unanimité (le 18 avril 1804) de rétablir le gouvernement monarchique, dans la personne du Premier Consul. Le 2 mai, le Corps législatif

vota en faveur de cette mesure politique. Le 1804.
lendemain, le Tribunat émit son vote constitutionnel dans le même sens; et la volonté nationale, consultée au moyen de registres ouverts dans chaque commune, s'étant prononcée pour la nouvelle constitution, le Sénat-Conservateur proclama aussitôt l'acte qui conféroit la dignité impériale à Napoléon Bonaparte et à sa famille. Bientôt les différentes armées prêtèrent serment au nouvel Empereur, et il fut sacré à Paris, par le Pape, le 2 de décembre.

A peine devenu Premier Consul, Napoléon avoit écrit au roi d'Angleterre pour proposer la paix; à peine couronné, il lui écrivit de nouveau, le 2 janvier 1805, pour proposer encore un rapprochement; mais cette démarche demeura sans succès : l'Angleterre, qui avoit l'espoir de renouer bientôt une guerre continentale, et de prolonger ainsi les maux de l'humanité, n'avoit garde d'entendre à aucune proposition. Elle venoit même de provoquer alors de nouvelles haines, de nouveaux combats, elle venoit de se faire de nouveaux ennemis, par une de ces violations du droit des gens qu'elle seule se permet parmi

1804. les nations policées, mais qui n'en sont pas moins atroces, pour lui être devenues familières. Elle avoit osé, en pleine paix, sans déclaration préalable, et tandis que l'ambassadeur d'Espagne étoit encore à Londres, faire attaquer des bâtimens espagnols qui revenoient en toute sécurité du Nouveau-Monde, se reposant sur la foi des traités. Des vieillards, des femmes, des enfans, embarqués sur ces frégates, périrent misérablement, ou dans le combat, ou au milieu des flammes et des flots. Un cri général d'indignation s'éleva dans toute l'Europe; mais les forbans avoient saisi une partie de la proie qu'ils convoitoient; car nous devons ajouter qu'il se trouvoit des sommes considérables à bord de ces vaisseaux; et ce peuple avide et marchand crut sans doute ne pouvoir commencer une guerre contre l'Espagne d'une manière tout à-la-fois plus utile et plus digne de lui.

Le ministère britannique étoit, vers cette époque, moins heureux contre le Hâvre. Il avoit tenté vainement de l'incendier quelques mois auparavant; plus de cinq cents bombes lancées sur cette ville, le 1.er et le 2 d'août, n'y causèrent aucun mal sensible; mais d'au-

tres succès d'un autre genre le consoloient 1804.
en partie de l'inutilité constante de ses attaques contre la France. En Amérique, son allié fidèle, Dessalines, s'étoit fait couronner; le 8 octobre, roi d'Haïty, sous le nom de Jacques 1er. En Europe, ses agens diplomatiques, frappant dans toutes les cours à toutes les portes, avoient réussi à ébranler plusieurs cabinets; et ce qui flattoit surtout sa passion guerroyante, est l'ascendant que son ministre à Vienne, secondé par la Suède, la Russie et par la reine de Naples, obtenoit alors de nouveau près de la cour d'Autriche. En effet cette cour après avoir, comme nous l'avons dit, reconnu, en septembre, l'empereur Napoléon, recommença vers la fin de l'année à prêter l'oreille aux propositions des ennemis de la France; et on la vit même, dans le courant de décembre, faire déjà filer des renforts vers les frontières d'Italie. 1805.

Au reste, il faut convenir que si l'Angleterre s'agitoit alors dans tous les sens, jamais peut-être elle n'avoit eu besoin de déployer à-la-fois plus d'artifices et plus d'énergie; car jamais danger plus grand ne l'avoit menacée. Depuis que lord Withwort avoit de nouveau

1805. jeté le gant, une armée française formidable s'étoit rassemblée sur nos côtes; d'innombrables bâtimens, propres à transporter les troupes, à tenter ou à protéger une descente, avoient été construits avec une promptitude qui tenoit du prodige; et tandis que tous les regards étoient fixés sur ces préparatifs, on réparoit en silence, on armoit, on équipoit dans les deux mers, des flottes qui, sortant tout à-coup de nos ports, étonnèrent l'Europe, qui ne soupçonnoit pas même que la France eût encore une marine.

Beaucoup de gens ont paru douter que l'Empereur ait eu véritablement l'intention de tenter une descente en Angleterre; et d'autres, que cette descente fût possible. Nous dirons donc, si l'opinion des Anglais peut être ici de quelque poids, que nous en avons vu de très-instruits, très-zélés patriotes, et qui s'étoient ris long-temps de nos projets de descente, être au contraire alarmés tout-à-coup du nouveau plan conçu par l'Empereur; plan qui leur paroissoit d'une exécution si simple, qu'ils en frémissoient encore après même que la marche des affaires eût contraint d'y renoncer. Il seroit hors de propos de nous étendre ici sur un projet dont nous

ne connoissons d'ailleurs que ce que les évé- 1805.
nemens seuls ont pu en dévoiler; ainsi nous nous contenterons d'ajouter que ce projet, qui étoit fondé sur le système même de blocus adopté par le ministère britannique, avoit pour but d'entraîner en Amérique, à la poursuite d'une partie de nos forces, les escadres qui observoient nos ports de la Méditerranée, et de mettre ainsi les flottes de Rochefort, de Toulon, de Carthagène et de Cadix, à même de revenir, après s'être réunies dans les eaux de la Martinique, tomber successivement et à l'improviste, avec des forces au moins doubles et presque toujours triples, sur chacune par les escadres anglaises disséminées devant chacun de nos ports de l'Océan; et cela afin de pouvoir ensuite, fortifiées de nouveau par les escadres qui se trouvoient au Férol, à Brest et au Texel, conduire les trois armées de débarquement sur les côtes de l'Irlande et de la Grande-Bretagne. On peut dire que ce plan réussit d'abord à souhait, puisque Cochrane et Nelson errèrent, pendant plusieurs mois, à la suite des amiraux Misiessi, Villeneuve et Gravina, sans pouvoir ni les rencontrer, ni parer à aucun de leurs projets; et ce plan étoit effectivement com-

1805. biné de manière qu'il fallut plusieurs fautes majeurs dans l'exécution, jointes à des contre-temps impossibles à prévoir, pour le faire échouer d'abord, et une nouvelle guerre continentale pour y faire ensuite renoncer tout-à-fait (1).

L'expédition particulière de l'escadre de Rochefort, qui avoit mis à la voile le 11 janvier, produisit pourtant un double avantage. Cette escadre débarqua à Santo-Domingo des renforts qui mirent le général Férand à même d'attaquer les Nègres, de les repousser loin de la partie espagnole; et elle réussit en outre à s'emparer momentanément de la Dominique et de la plupart des petites colonies anglaises dans les Antilles, où elle leva cinq millions de contribution, et prit ou détruisit deux cent cinquante navires.

---

(1) On se rappelle entr'autres que l'escadre de Carthagène ne se trouva point prête à mettre à la voile quand celle de Toulon vint la débloquer; on se rappelle que l'escadre de Rochefort, trompée par de faux avis, quitta la Martinique, au lieu d'y attendre Villeneuve et Gravina; et ces deux fautes seules affoiblirent d'un tiers la flotte combinée.

Cependant le nouvel orage rassemblé sur le continent grossissoit encore chaque jour, grace aux bons offices de la cour de Russie, qui seconda alors puissamment les vues de l'Angleterre. Sa conduite offre même à cette époque un exemple de duplicité digne de remarque. Dans le courant d'avril, elle conclut avec la Grande-Bretagne (1) un traité par lequel elle s'engageoit, moyennant des subsides, à mettre sur pied un nombre de troupes considérables (cent quatre-vingt mille hommes), et à former une coalition dans le but d'arracher le Hanovre à la France, de soustraire à notre influence la Suisse et la Hollande, de faire donner ce qu'elle appeloit une *frontière* à l'Autriche, de faire évacuer Naples par nos troupes, de rétablir le roi de Sardaigne en Piémont: et dans le même moment, c'est-à-dire vers le mois de mai, elle envoyoit tout à-la-fois 1805.

(1) Ce traité d'alliance fut signé à Pétersbourg le 11 avril, et un traité additionnel y fut signé le 10 mai. Il est aisé de voir que plusieurs des articles de ce traité n'intéressoient en rien l'Angleterre; mais ils étoient propres à entretenir ou à faire naître la désunion entre les grandes puissances, et elle les avoit lancés comme autant de pommes de discorde sur le continent.

1805. M. de Nowosilzow avec beaucoup d'appareil à Berlin, sous prétexte d'entamer des négociations avec la France, et plus secrètement un autre négociateur à Vienne, afin d'entraîner la maison d'Autriche dans la coalition. En effet, à peine eut-on réussi à égarer cette cour, que l'on vit, en juillet, M. Nowosilzow (qui avoit eu aussi la mission secrète de pressentir les dispositions de la Prusse) renvoyer tout-à-coup les passe-ports français qu'il avoit demandés, et retourner en poste à Pétersbourg. Enfin, tout étoit si bien préparé d'avance, non pour un arrangement, mais pour une attaque, que ce négociateur étoit à peine de retour près de son maître, que cinquante mille Russes et la garde même de l'Empereur étoient déjà en route pour la Lithuanie et la Gallicie.

Au reste, la conduite de l'Autriche ne mérite pas moins d'être remarquée. Le 5 d'août, son ambassadeur à Paris déclaroit officiellement au Gouvernement français que son maître *étoit dans les intentions les plus pacifiques..... qu'il souhaitoit vivement la reprise des négociations tendantes à rétablir la paix maritime ;* et dans le même ins-

tant (le 9) son ambassadeur à Pétersbourg accédoit, au nom de son maître, à la coalition formée entre l'Angleterre, la Suède et la Russie, pour attaquer la France. Ce sont-là des faits; ce sont des pièces qui subsistent, qui resteront, dont la postérité pourra confronter les dates, et qui attesteront à ses yeux la bonne foi, tant vantée par quelques panégyristes, des ennemis de la France. 1805.

Pendant que toutes ces intrigues préparoient au loin de nouvelles scènes de destruction, l'ordre peu-à-peu se rétablissoit en Suisse, grace à l'*acte de médiation;* et un gouvernement plus régulier commençoit à se réorganiser de même en Hollande sous les auspices de l'Empereur (1). L'exemple de ces

(1) Le 15 mars, le Directoire batave présenta à l'Assemblée législative un plan de constitution qui établissoit un Grand-Pensionnaire, et un Corps législatif; le 26 avril, cette nouvelle constitution, acceptée par le peuple, à la majorité des suffrages inscrits sur des registres, fut proclamée à La Haye; le 29, le nouveau Grand-Pensionnaire, Schimmelpennink, entra en fonction; et le 15 mai, les nouveaux États-Généraux furent installés.

1805. deux peuples, qui lui devoient également leur tranquillité, et celui de la France, qui venoit de remettre en ses mains le souverain pouvoir, furent suivis alors par différens peuples du midi. Une députation de la république italienne lui offrit, le 17 mars, la couronne d'Italie; et le 26 mai, il se fit sacrer dans la cathédrale de Milan. Il venoit de donner alors la principauté de Piombino à sa sœur, la princesse Elisa; et les habitans de Lucques lui ayant demandé, vers le mois de juin, quelqu'un de sa famille pour les gouverner, il confia à cette même princesse le sort futur et le bonheur de cette république. Enfin Gênes, à qui son indépendance, dans l'état actuel des affaires de l'Europe, étoit devenue moins avantageuse que funeste, demanda, à la même époque, à être réuni à la France, et le ministre de l'intérieur fut aussitôt chargé de cette réunion.

Cependant, tant de soins divers, unis à ceux de l'administration, n'empêchoient pas l'Empereur d'avoir les yeux ouverts sur toute l'Europe; Vienne et Londres attiroient particulièrement ses regards; et des ordres partoient à la fois de Milan pour incorporer la réserve

de l'an 13 dans l'armée de terre, afin de parer aux projets de l'Autriche; et pour hâter les préparatifs d'expédition contre l'Angleterre. Ce prince se rendit lui-même, le 5 août, à Boulogne. Mais les intrigues du cabinet britannique commençoient alors à produire leur effet; les intentions de la Russie n'étoient plus un mystère; celles de l'Autriche devenoient chaque jour plus évidentes; et l'Empereur, contraint de tourner ses armes contre des ennemis qu'il auroit desiré n'avoir point à combattre, décréta, le 26 août, la levée de soixante mille hommes sur la conscription de l'an 14, et ordonna le débarquement des troupes qui se trouvoient embarquées à Brest, au Texel et à Boulogne. Ces ordres s'exécutèrent en France pendant les derniers jours d'août, en Hollande le 2 septembre; et dès le 8 du même mois, les armées autrichiennes avoient commencé les hostilités et passé l'Inn, pour envahir la Bavière. 1805.

Un nouveau spectacle va maintenant s'ouvrir devant nos yeux, grace à cette agression nouvelle que l'Angleterre préparoit avec tant de soin depuis long-temps, dans l'espoir de borner ou d'anéantir même l'influence exté-

1805. rieure de la France; et qui n'a fait au contraire, comme toutes les attaques précédentes, qu'accroître les forces de cet empire, et donner de nouveaux développemens à sa puissance.

SECONDE PARTIE.

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENS DE L'ANNÉE 1806.

AFFAIRES GÉNÉRALES DE L'EUROPE.

L'ANNÉE dont nous allons tracer maintenant le tableau est, sans contredit, une des plus intéressantes et des plus remplies de l'histoire du monde. Elle a vu deux coalitions formidables dissoutes en quelques mois; les premières armées du continent détruites en deux batailles; Napoléon dictant des lois dans les palais de Naples et d'Amsterdam, dans ceux de Marie-Thérèse, du grand Frédéric et des Jagellons; l'Empereur des Français mettant quatre couronnes royales sur la

tête de ses alliés ou de ses frères, brisant le sceptre antique des Césars, construisant des vieux débris de l'Empire Germanique un empire nouveau, érigeant tour-à-tour, ôtant, distribuant les états ou les principautés, abattant les royaumes qui existoient, relevant ceux qu'on avait abattus, et bloquant enfin dans leur île ceux qui prétendoient assujettir ou bloquer tout le continent.

Nous n'avons jeté qu'un coup d'œil sur les premières années du siècle qui commence; nous allons nous occuper plus en détail de l'année 1806, et offrir un précis des faits, aussi rapide tout à la fois et aussi complet qu'il nous sera possible. Mais comme les événemens des premiers mois de cette année ne sont que la suite, et en quelque sorte le complément de ceux des derniers mois de l'année précédente, nous nous voyons forcés de reprendre les choses d'un peu plus haut.

L'Autriche, encore plus humiliée peut-être qu'affligée des pertes qu'elle avoit faites, ne regardoit que comme une trève la paix signée à Lunéville. Excitée depuis quelque temps par la Suède, poussée par la Russie, tourmentée sans cesse, et par la reine de Naples, et par les agens de l'Angleterre, espérant de

la Prusse une coopération et des secours qu'on lui avoit à-peu-près promis; cette puissance, qu'égaroit ainsi et ses propres desirs et les intrigues de ses alliés, méditoit depuis la fin de 1804 une rupture contre la France; et elle commença dès le printemps 1805, dès l'hiver même, à en préparer les moyens (1). Bientôt il fut impossible de s'aveugler sur ses projets. Cependant l'été se passa en négociations. A chaque éclaircissement demandé par la France sur le but des rassemblemens de troupes qui se faisoient vers l'Inn et du côté de l'Italie, le ministre d'état comte de Cobentzel repondoit par les protestations les plus amicales et les plus pacifiques. Ne pouvant nier les armemens de sa cour, il assuroit que la France ne devoit les regarder que comme une mesure de précaution, commandée par l'accrois- 1805.

(1) Le premier mouvement ostensible de cette puissance remonte, comme nous l'avons fait remarquer, au mois de décembre 1804, époque à laquelle la cour de Vienne fit renforcer de six régimens son armée d'Italie, sous le prétexte frivole d'augmenter un prétendu cordon contre la *fièvre jaune*. Au bout de quelques mois, elle donna, comme on va le voir, un autre prétexte, tout aussi peu plausible, à ces mouvemens.

1805. sement des forces françaises en Italie ; prétexte évidemment faux, puisque la Grande-Armée étoit alors toute entière sur les côtes de l'Océan; et il avoit soin d'ajouter, avec tous les dehors de la sincérité, que les craintes conçues par l'Autriche pouvoient être vaines; que lui-même les croyoit mal fondées; mais que le cabinet autrichien les éprouvoit réellement, et qu'elles seules avoient donné lieu aux préparatifs dont on se plaignoit.

On peut dire que M. de Cobentzel fit alors, en faveur des projets de son maître, ou plutôt des ennemis de la France, tout ce que l'on pouvoit attendre de son adresse diplomatique. Mais comme le recrutement dans tous les pays héréditaires, l'équipement des officiers généraux, la formation des états-majors, les mouvemens de troupes et d'artillerie, ne faisoient que prendre chaque jour une nouvelle activité, l'Empereur Napoléon, qui avoit toujours espéré que la cour de Vienne reviendroit à des idées plus calmes, se vit contraint, pour mettre un terme à ces incertitudes, de lui notifier qu'il regarderoit comme une déAoût. claration de guerre la violation du territoire de l'électeur de Bavière, son allié, qui, effrayé à cette époque de l'orage qu'il voyoit se for-

mer et grossir sur sa frontière, s'occupoit déjà à faire refluer vêrs la Franconie ses arsenaux, ses magasins et toutes les caisses de l'état. L'Autriche, qui se croyoit prête, qui ne voyoit pas un soldat français le long du Rhin, et qui ne doutoit point que ses nombreux alliés ne pussent être sur le champ de bataille aussitôt que l'armée française, encore barraquée à 300 lieues de la Bavière, n'hésita plus à jeter le gant. Ses troupes passèrent l'Inn; la Bavière fut envahie par elle, et la guerre par conséquent déclarée. 1805. 8 Sept.

Mais elle ne tarda pas à voir tous ses calculs cruellement trompés; et en effet, dans ces calculs n'étoient entrés, malgré toutes les leçons de l'expérience, ni l'activité française, ni le génie du héros que l'on rappeloit si imprudemment au combat. A peine la nouvelle de l'occupation de la Bavière étoit parvenue à Saint-Cloud, que déjà les troupes avoient franchi la moitié de la France; le bruit de la levée du camp de Boulogne n'étoit pas arrivé à Vienne, que cette armée, que les vaisseaux anglais croyoient encore voir et observer sur les côtes du détroit, couvroit déjà les deux rives du Rhin, ou franchissoit les montagnes Noires. 30 Sept.

1805. Mais il ne sera pas hors de propos, avant que d'entamer l'histoire de cette campagne, d'examiner quelles forces l'Autriche comptoit opposer à l'orage qu'elle attiroit sur ses états.

L'espoir de reconquérir le Milanais et ses autres possessions en Italie étoit le principal appât auquel s'étoit laissé prendre la cour de Vienne. Aussi, satisfaite pour le moment d'avoir inondé la Bavière de ses troupes, et d'avoir occupé (du moins étoit-ce son projet de le faire) tous les passages des montagnes Noires, elle destinoit la meilleure partie de ses forces, sous son général le plus habile, à agir d'abord en Italie, puis en Helvétie, et même en Franche-Comté, si la fortune lui sourioit. La reine de Naples, qui négocioit en même temps, le même jour, et pour ainsi dire à la même heure, un traité de neutralité avec la France, et un traité de coalition contre cette même puissance, devoit appuyer l'archiduc Charles de tous ses moyens, en faisant une diversion sur les derrières de l'armée du maréchal Masséna, et même, s'il étoit possible, jusques dans le midi de la France, secondée par un corps d'Anglais et par un corps de Russes, attendus tous les les jours dans sa capitale. Il paroît que d'au-

tres Russes, venus de Corfou dans l'Adriatique, devoient en outre débarquer à Venise, soit pour garder cette ville, soit pour inquiéter, suivant les circonstances, les flancs de l'armée française. 1805.

Le Hanovre, occupé par nos troupes, devoit également être attaqué d'abord, et ensuite la Hollande, par quatre ou cinq puissances à-la-fois. Le roi de Suède devoit accourir de la Poméranie; le général Tolstoy amener des Russes; le duc de Cambridge reparoître avec ses Anglais et des Hanovriens; enfin le roi de Prusse laissoit espérer son appui, et il eût fini par l'accorder sans doute, si le Gouvernement britannique se fût montré d'abord plus prodigue, et si les commencemens de la campagne eussent ensuite été moins décisifs.

Entre ces deux points d'opérations, l'armée autrichienne en Souabe, commandée par le général Mack, et l'archiduc Ferdinand, cousin de l'Empereur, paroissoit destinée à faire la guerre défensive, jusqu'à ce qu'elle eût été jointe par la grande armée russe, conduite par l'empereur Alexandre en personne; car on comptoit bien reprendre alors l'offensive, surtout après avoir décidé le roi de

1805. Prusse à la guerre, ainsi que tous les grands princes de l'Empire Germanique, que l'on se flattoit d'entraîner aisément de gré ou de force. Telle étoit l'énorme coalition dont on menaçoit encore une fois la France, et dont elle devoit triompher avec plus de promptitude que de toutes les coalitions précédentes, quoique l'Angleterre eût en outre promis, comme un moyen de diversion digne d'elle, ses machines infernales, ses brûlots et ses horloges.

En effet, le génie et la valeur veilloient autour de nous. Il avoit fallu des mois à l'Autriche pour ses préparatifs; des jours suffirent à la France. L'art d'employer le temps le double; l'art de distribuer les forces les multiplie. Le jour où la guerre fut certaine, des courriers portèrent les ordres du chef, et tout fut en mouvement. Il quitte à peine sa capitale, et déjà l'armée n'attend plus qu'un signal pour marcher à l'ennemi; à peine il est sur la frontière, et déjà ses avant-gardes ont forcé les Autrichiens, par des marches combinées et sans avoir combattu, à abandonner, dans la Forêt Noire, ces positions qu'ils jugeoient d'une si haute importance, qu'ils avoient fait plus de cent lieues pour venir les occuper.

Enfin le 1.er octobre, jour destiné à devenir doublement célèbre (c'est encore le 1.er octobre que Napoléon a passé le Rhin en 1806), vit l'Empereur quitter Strasbourg, et entrer pour la première fois en Allemagne. Le même jour, par un hasard digne de remarque, l'empereur de Russie arrivoit à Wilna : dans le même moment la grande armée française, traversant les défilés qu'on n'avoit point osé défendre contre elle, débouchoit en Souabe, en Franconie; et l'armée d'Hanovre, laissant à l'intrépide garnison d'Hameln et à un corps de réserve qui sembloit naître à la voix du chef, le soin de couvrir les frontières du nord et celle de la Hollande menacées par quatre peuples à-la-fois, traversoit rapidement la Hesse, la Franconie, pour venir, par une manœuvre aussi hardie qu'habilement concertée, s'unir à la gauche de la grande armée française, afin de déborder et d'écraser bientôt la droite de l'ennemi. 1805. Oct.

L'Empereur, dont les ordres s'exécutoient à-la-fois depuis les rives de l'Adige jusqu'aux côtes de la mer d'Allemagne, mettoit à profit son voyage même pour affermir nos alliés et régler les secours que devoit fournir chaque pays. Il préparoit, à Carlsrhue, une union

1805. Oct. propre à resserrer les liens qui attachoient l'état de Bade à la France ; dès le 4, il faisoit signer à Stuttgardt un traité d'alliance avec l'électeur de Würtemberg ; et le lendemain il parut à Nordlingue, pour se mettre à la tête de ses troupes.

Dans le même instant, l'armée bavaroise se réunissoit près de Nuremberg ; et de son côté le général Mack, trompé par les manœuvres de l'armée française, incapable de saisir d'aussi vastes combinaisons, et incertain, par conséquent, sur quel point viendroit fondre l'orage, concentroit ses forces, et cherchoit à prendre une position sur l'Iller et dans les environs d'Ulm. Le jour où s'achevoit une partie de ces mouvemens, le 5 octobre, les Anglais faisoient dans l'Inde une perte peut-être irréparable ; lord Cornwalis mouroit à Bénarès.

Enfin le 6, la campagne s'ouvrit en Allemagne ; et le général Vandamme eut l'honneur de porter les premiers coups, en culbutant, sur le pont de Donawerth, le régiment de Colloredo, qui prétendoit lui en défendre les approches. Dès-lors les actions se succédèrent avec une étonnante rapidité. Le prince Murat, arrivé le 7 à Donawerth avec ses dragons, se porta aussitôt sur le pont du Lech, et s'en rendit

maître, après avoir enfoncé un corps ennemi du double de sa force. Les deux jours suivans furent signalés par des engagemens plus sérieux et par des victoires plus importantes : toutes les divisions de l'armée les passèrent ou à combattre, ou à exécuter les manœuvres qui leur étoient prescrites pour envelopper l'ennemi ; les corps venus par la Franconie traversèrent le Danube, afin de couper la route de l'Autriche au général Mack ; et le résultat des affaires de Wertingen, d'Aicha, de Gunzbourg et des deux combats d'Albeck, qui eurent lieu les 8, 9 et 11 octobre, fut d'ôter à ce général toutes ses communications directes, de culbuter tous les corps qui donnoient du développement à sa position, et de le rejeter lui-même, de le resserrer vers Ulm. 1805. Oct.

Tous ces combats furent remarquables par la précision des marches, la hardiesse des manœuvres, et l'intrépidité des attaques : la division Dupont se couvrit surtout de gloire au second combat d'Albeck, en résistant, avec six mille hommes, aux attaques répétées de plus de vingt-cinq mille Autrichiens, auxquels elle finit même par faire quinze cents prisonniers.

Pendant que le premier corps autrichien

1805. Oct. mettoit bas les armes, le 8 octobre à Wertingen, le général Mack adressoit à ses troupes une proclamation ridicule, pour leur apprendre que Napoléon avoit été défait, qu'il étoit lui-même blessé, en fuite, et son armée en déroute. Deux jours après, ce même général Mack avoit, au contraire, comme nous venons de le dire, perdu toutes ses positions, une partie de ses troupes, et se voyoit menacé d'être enveloppé, tandis que les Français, maîtres d'Augsbourg et de tous les débouchés, tant du côté de la Souabe que de la Franconie, marchoient sur Munich, où ils entrèrent le 12, sur Memmingen, qui se rendit le 14 avec le corps d'armée qui s'y trouvoit, et se préparoient à attaquer Mack lui-même en avant d'Ulm. En effet, l'Empereur investit en personne ses camps dès le 13, les emporta l'un après l'autre le 14, culbuta toutes ses troupes jusques dans l'intérieur d'Ulm, et fit le 15 ses dispositions pour donner l'assaut à cette place, si l'armée ennemie ne capituloit pas.

Cette campagne est fertile en rapprochemens singuliers, que nous aurons toujours soin de faire remarquer au lecteur ; et celui qui se présente en ce moment n'est pas un

des moins curieux. Ce même jour, où tout se préparoit pour anéantir l'armée autrichienne en Allemagne, l'empereur François II assembloit à Vienne un conseil de guerre pour délibérer sur les plans d'opérations ; et le commodore Sidney Smith faisoit faire dans les Dunes l'épreuve d'une nouvelle machine infernale : le lendemain l'empereur d'Autriche partoit pour la diète de Presbourg ; nos troupes remportoient un nouvel avantage à Neresheim ; le roi de Prusse faisoit partir la garnison de Berlin pour les frontières ; et Ulm demandoit à capituler. 1805. Oct.

La journée du 18 vit signer cette humiliante capitulation, en vertu de laquelle un général en chef, dix-sept généraux, vingt mille hommes mirent bas les armes, et défilèrent prisonniers devant l'armée française. A la même heure, la division de Werneck, cernée dans Nordlingen, par le prince Murat, capituloit également ; le maréchal Masséna ouvroit, par une attaque sanglante, près de Vérone, la campagne en Italie ; les villes de Landshut, de Kempten, etc., se rendoient aux Franco-Bavarois ; et l'Empereur adressoit quarante drapeaux ennemis au Sénat de France.

1805. Oct. Profitant de ses premiers avantages, le maréchal Masséna fit passer l'Adige, le 19 octobre, à Ranco, par une de ses divisions, pour faciliter ses opérations ultérieures ; et les journées du 29 et du 30 le virent arracher à l'archiduc Charles de nouveaux succès devant Vérone et près de Caldiéro. Les côtes d'Espagne étoient témoins, à la même époque à-peu-près, le 21 octobre, d'un des combats les plus sanglans dont les annales de la marine fassent mention, celui de Trafalgar, qui, fatal aux deux partis, coûta la vie aux trois amiraux qui y commandoient en chef: Nelson tué dans l'action même, le brave Gravina mort de ses blessures, et le malheureux Villeneuve bientôt après victime de son chagrin.

Pendant que l'Empereur anéantissoit, avec la rapidité de la foudre, tout ce qui se présentoit devant lui, les premières colonnes russes avoient forcé de marches pour s'approcher du théâtre de la guerre, et déjà quelques corps parurent à cette époque sur les bords de l'Inn. Mais ils semblèrent n'être arrivés que pour fuir ; car, loin de passer ce fleuve, on les vit, dès le 24 du même mois, l'abandonner sans combat, avec les débris des troupes autrichiennes ; et une chose que sans

doute l'histoire n'oubliera pas d'observer, 1805. Oct.
c'est que, dans le même moment où ces Russes, si fiers, défendoient si mal le souverain qu'ils avoient poussé vers l'abîme, ce prince malheureux se voyoit encore insulté par deux caricatures humiliantes (*François allant à la guerre, et François revenant de la guerre*), à Londres, dans la capitale même d'un autre de ses alliés.

Cependant la grande armée poursuivoit sa marche et ses succès. Les Austro-Russes, tantôt battus, tantôt fuyant, cédoient partout le terrain; Braunau fut pris dès le 29; la cour de Vienne commençoit alors à embarquer sur le Danube ses propriétés les plus précieuses; et le 30, la capitale de l'électorat de Wurtzbourg ouvrit ses portes au maréchal Bernadotte.

Jusqu'ici nous avons vu les secours efficaces qu'a reçus l'Autriche de deux de ses alliés : les Russes sont venus pour lui aider à fuir; l'Angleterre a essayé des machines infernales, et a fait contre elle des caricatures. Maintenant une troisième puissance va paroître sur la scène. Le roi de Suède débarqua le 2 novembre à Nov.
Stralsund; et afin que son arrivée près du théâtre de la guerre fût signalée par quelque événement remarquable, c'est le même jour que la capitale de la Haute-Autriche, Lintz,

1805. Nov. tomba au pouvoir des Français. Ce fut le lendemain que le roi de Prusse, entraîné par l'empereur Alexandre, qui, non-content d'avoir causé les désastres de l'Autriche, étoit venu à Postdam pour envelopper Frédéric-Guillaume dans les mêmes fautes, s'engagea, par un traité solennel, à se joindre à la coalition, pour contraindre la France à rendre à l'Autriche *une frontière militaire;* à donner au roi de Sardaigne une indemnité; à évacuer la Hollande et la Suisse; enfin à séparer sur-le-champ les couronnes de France et d'Italie.

Le moment sans doute étoit bien choisi pour imposer aux Français de pareilles conditions; car, à l'heure même où se signoit cet imprudent traité, ils s'emparoient de Steyer, et, passant le lendemain, 4 novembre, l'Ens avec leur rapidité ordinaire, ils avançoient à grands pas au travers de l'Autriche-Inférieure, vers la capitale de la monarchie.

L'empereur Alexandre, transformé en ambassadeur, et devenu, pour ainsi dire, le courrier de la coalition, s'arracha de Potsdam dès qu'il crut avoir rempli le but politique de son voyage, et prit la route des états autrichiens; mais au lieu de les défendre, il ne lui fut pas permis d'apercevoir, même de loin, les

murs de Vienne. La première colonne de la seconde armée russe arriva le 6 novembre en Silésie; mais, dès le 7, le quartier-général français s'établit à Saint-Polten, à dix lieues de la capitale de l'Autriche; l'empereur François II et l'impératrice s'enfuirent le même jour de cette ville, et une députation de la bourgeoisie vint à Ips déposer aux pieds de l'Empereur des Français ses prières et ses soumissions. Dans le même instant, la capitale du Tyrol, Inspruck, ouvroit ses portes au maréchal Ney, déjà maître d'une bonne partie de cette vaste province, et la forteresse Kuffstein, qui en défend une des principales issues, se rendoit aux troupes franco-bavaroises. Le lendemain 8, l'empereur d'Autriche, en s'éloignant, envoya le général Giulay demander une suspension d'armes, que le vainqueur lui refusa. Dès que cette réponse, qu'on avoit dû prévoir, fut connue à Vienne, on y publia successivement, le 10 et le 11, deux proclamations pour exhorter, au nom du souverain, le peuple à se soumettre avec calme aux Français. Dès le 9, en effet, la cavalerie de leur avant-garde avoit dépassé Vienne, se portant vers Bade; le 11, le prince Murat alla camper à une demi-lieue des faubourgs, et le 13, nos troupes firent leur entrée dans cette ville.

1805. Nov.

1805. Nov. Toujours infatigables, et agissant à la fois sur tous les points, une de leurs colonnes pénétroit alors en Bohême jusqu'à Plisen; une autre, forte seulement de quatre mille hommes, repoussoit, le 11 novembre, à Dirstein, l'attaque de plus de vingt mille Russes, et finissoit par les mettre en déroute; Lindau, Bregentz, et le corps entier du général Jellachich se rendoient, le 14, au maréchal Augereau; et en Italie, le maréchal Masséna obtenoit de nouveaux avantages le 12 sur le Tagliamento, le 15 et le 16 sur l'Izonzo. Il est vrai qu'à la même époque, les Russes et les Suédois commençoient leur campagne du Lunébourg et du Lawenbourg, pays dont la conquête ne leur coûta pas même une goutte de sang, car il ne s'y trouvoit pas un seul Français, et qu'ils évacuèrent ensuite d'une manière tout aussi prompte et aussi glorieuse.

Nos troupes, en entrant dans Vienne, avoient aussitôt franchi les ponts du Danube, sans donner le temps à l'ennemi de les rompre; et le même jour, Napoléon s'établit dans le palais de Marie Thérèse. Le comte de Palfy s'étoit rendu près du monarque pour négocier la neutralité de la Hongrie, et l'Empereur la lui accorda. Avant que de quitter Schoenbrunn,

ce prince nomma, le 15, le général Clarke gouverneur de Vienne et de l'Autriche, et M. Daru intendant-général des pays conquis. 1805. Nov.

Cependant les opérations militaires se poussoient toujours avec vigueur. Les Russes, atteints le 15 et chargés à Hollabrunn par le prince Murat, proposèrent une capitulation d'après laquelle ils se seroient retirés chez eux par journées d'étape. Il paroît que ce n'étoit-là qu'un artifice pour se tirer d'un pas dangereux, et gagner quelques marches; d'ailleurs, une telle capitulation, consentie par un corps isolé, n'opéroit rien pour les affaires générales; aussi l'Empereur la rejeta-t-il, comme étant proposée par des chefs qui n'avoient aucun pouvoir de leur souverain. Cependant cette négociation leur réussit jusqu'à un certain point, car ils eurent le temps de se retirer d'Hollabrunn sans être attaqués; mais atteints de nouveau le jour suivant à Juntersdorff, ce corps fut mis dans une déroute complète, avec perte d'une partie de ses canons, de ses voitures, et de quatre mille hommes tués ou faits prisonniers.

Le lendemain, 17 novembre, l'Empereur porta son quartier-général à Znaïm en Moravie; et, apprenant que l'empereur d'Au-

1805. Nov. triche étoit à Brunn, il défendit à son avant-garde d'attaquer ce jour-là cette ville, où les les Russes fugitifs s'étoient retirés avec un petit corps autrichien. Le même jour où ce prince témoignoit ainsi des égards pour un souverain malheureux, le roi de Prusse, conformément au traité secret de Potsdam, mais en contravention aux traités *patens* avec la France, ouvroit aux Russes les portes de la capitale de la province de Silésie, à travers laquelle il leur avoit déjà livré passage. Mais cette infraction de sa neutralité ne sauvoit pas la première armée russe, qui, poussée de position en position et de défaite en défaite, fut encore battue le 18 à Porlitz et chassée de Brunn, où la courtoisie du Souverain français lui avoit laissé un jour de répit.

On peut se peindre quel dut être l'étonnement des Moraves en voyant dans leurs plaines, d'un côté, les peuples de la Moscovie, de l'Ukraine et de la Tartarie; de l'autre, les Gascons, les Normands, les Bourgignons se cherchant pour s'entr'égorger. L'électorat d'Hanovre offroit en petit, à la même époque, un spectacle à peu près semblable : une foible garnison française se maintenoit fièrement au milieu de ces contrées, à Hameln,

devant les forces de cinq ou six peuples réu- 1805.
nis ; les troupes nombreuses de la Prusse Nov.
marchoient alors, alloient, venoient en hésitant sur les frontières de ce pays; des Russes, des Suédois s'agitoient dans le Lunébourg et le Lawenbourg : enfin on vit le roi de Suède se porter en personne à Lunébourg le 18; et le même jour, le général Don commença à débarquer ses Anglais et ses Hanovriens à Cuxhaven. Ce même jour encore, eut lieu à Olmutz l'entrevue des empereurs de Russie et d'Autriche; et plus on s'occupe à rapprocher, par les dates, les événemens de cette année extraordinaire, plus on s'étonne de la fermentation où se trouvoit alors l'Europe, de l'acharnement aveugle de tant de cabinets qui armoient tout à-la-fois contre la France, et de la force du génie qui paroit à tant d'attaques, et confondoit tant de projets. Car c'est encore au même instant, le 20 novembre, qu'une escadre anglo-russe débarqua une armée combinée à Naples, et que le gouvernement napolitain leva le masque, au mépris du traité qu'il venoit de signer à peine avec la France : ce fut dans la nuit du 20 au 21 que Sidney Smith fit une tentative, bien vaine il est vrai, avec des brûlots et ses machines infernales

1805. Nov. contre Boulogne; ce fut le 25 que le grand duc Constantin arriva à Olmutz avec la garde impériale de Russie et d'autres troupes d'élite; et c'est dans le même moment que le prince Louis de Prusse et le prince de Hohenlohe, s'approchant l'un et l'autre, non sans dessein, du théâtre de la guerre, vinrent prendre le commandement, l'un des troupes concentrées près d'Erfurth, et le second d'autres corps rassemblés vers les frontières de la Bohême. Les négociations entre toutes ces puissances étoient plus actives encore, s'il est possible, que les mouvemens militaires; et la Prusse, la Hesse, qui préparoient de loin leur perte, se mêlant de jour en jour davantage à toutes ces intrigues, couvroient une partie de la Franconie, de la Haute, de la Basse-Saxe, et le pays de Hesse, de plus de quatre-vingt mille Prussiens, Hessois ou Saxons. Leur but n'étoit pas douteux: ils n'attendoient que le moment d'agir; un seul revers, et ils espéroient tomber sur les derrières de la grande armée française, comme si la prévoyance de l'Empereur n'avoit pas calculé d'avance et leur perfidie et la possibilité d'une défaite momentanée.

En effet, la fortune, quoique toujours fi-

dèle à ses drapeaux, ne pouvoit endormir sa prudence. Tandis qu'en Allemagne tout fuyoit devant lui, ses armées d'Italie s'emparoient de Trieste le 23 novembre, battoient le prince de Rohan à Castel-Novo et le faisoient prisonnier le 24 avec toutes ses troupes. Mais loin de se laisser éblouir par tant de succès (qui, au reste, avoient déjà rassuré les Suisses au point de les engager à licencier dès le 27 une partie de leur armée d'observation), l'Empereur, au contraire, redoubloit en quelque sorte de prudence et de précautions. Non content d'avoir derrière lui l'armée de réserve du maréchal Augereau ; d'avoir détaché des corps vers la Styrie et la Bohême, pour contenir les deux archiducs Charles et Ferdinand; une autre armée, sous le nom d'Armée du Nord, se formoit entre le Rhin et la Moselle, pour observer un allié devenu trop suspect : à chaque pas, quelques places de sûreté, quelques forts s'élevoient sur les derrières ou sur les flancs de la Grande-Armée, et les rives du Rhin même se couvroient de nouvelles fortifications, comme si l'ennemi, partout vainqueur, eût déjà menacé le centre de l'Empire. Le même esprit de prévoyance veilloit sur l'Italie. Un corps de

1805. Nov.

1805. Nov. troupes recevoit ordre de s'avancer vers l'Etat de l'Eglise, pour contenir les Anglais et les Russes réunis aux Napolitains; et quoiqu'il fût probable que ces bandes confédérées, trop heureuses d'être oubliées quelque temps, ne songeroient pas à s'approcher des frontières italiennes, le vice-roi ordonnoit, le 26 novembre, l'établissement d'un corps de réserve de gardes nationales entre Bologne et Modène, afin d'observer encore leurs mouvemens.

Fort tout à-la-fois de ses victoires et des mesures qu'il avoit prises, l'Empereur n'en accueillit pas avec moins d'empressement des ouvertures de paix qui lui furent faites alors par l'Autriche; mais les faits ont assez prouvé que ces négociations n'étoient qu'une ruse par laquelle on espéroit endormir sa vigilance, donner le temps au colonnes russes d'arriver en Moravie, et peut-être à l'archiduc Charles de pénétrer jusqu'à Vienne. En effet, à peine l'Empereur avoit-il reçu les pleins pouvoirs des plénipotentiaires autrichiens, dans une audience qu'il leur accorda le 27 de novembre, et où il leur offrit même un armistice, afin d'épargner le sang pendant les conférences, qu'il vit ses avant-postes atta-

qués dès le lendemain, et repliés par une nuée de cosaques et de cavaliers russes. Le même jour, 28, les empereurs de Russie et d'Autriche vinrent s'établir à Wischau, pour surveiller de plus près les opérations. Ainsi les négociations se trouvèrent aussitôt rompues que commencées, et le soir même, l'Empereur, au milieu de ses occupations militaires, taxa, par un décret, les états autrichiens conquis à cent millions de contribution; envoya négocier à Vienne, avec M. de Talleyrand, le comte d'Haugwitz, que son maître, encore incertain, ou feignant de l'être, venoit de dépêcher au quartier-général français; et fit proposer une entrevue à l'empereur Alexandre. 1805. Nov.

Ce seroit ici le lieu d'examiner en détail tout ce qui se passa durant les quatre journées qui précédèrent la bataille d'Austerlitz, journées peut-être aussi remarquables que celle de la bataille elle-même; et de voir, en comparant ce que l'on fit alors de part et d'autre pour obtenir la victoire, ce qu'on avoit fait d'avance pour se préparer des ressources en cas de défaite, quel parti méritoit de vaincre; et par conséquent jusqu'à quel point ce que le commun des hommes appelle *la*

1805. Nov. *fortune*, mot souvent bien vide de sens, influe sur les événemens humains. Mais, contraints de nous resserrer, nous nous contenterons de rappeler ici quelques faits principaux.

L'empereur Alexandre n'accepta point l'entrevue que lui avoit fait proposer l'Em-

Déc. pereur Napoléon; mais il envoya un de ses courtisans, l'un des princes Dolgorouki au camp français. Il n'y a que ceux qui ont vu de près et observé sans prévention la cour de Russie, mélange bizarre de barbarie et de civilisation, d'instruction d'emprunt et d'ignorance native, de luxe asiatique et de grossièreté tartare, qui sachent jusqu'à quel point on y porte l'orgueil, la sotte présomption et la folle confiance. Les avant-postes français s'étoient repliés devant les Russes; l'armée même avoit fait une marche rétrograde; en conséquence, la cour du Czar se croyoit déjà victorieuse, voyoit déjà les Français en déroute; et l'insolence du jeune et ignorant favori fut telle, dans l'audience que lui donna l'Empereur, que l'on n'ose répéter ses absurdes propositions, puisqu'il ne s'agissoit de rien moins pour la Grande-Armée, que de passer en quelque sorte sous le joug. Napoléon toléra ces ridicules rodomontades

avec une patience vraiment admirable ; il s'étudia même à augmenter encore l'aveugle confiance du courtisan ; et tandis que l'armée française, sûre d'elle-même et de son chef, demandoit avec calme et attendoit avec gaîté le combat, les jeunes gens de Pétersbourg et de Moscou la croyoient frappée de terreur et dans le découragement. Les Autrichiens seuls, instruits par une lutte glorieuse de près de quinze années, s'effrayoient de la marche rétrograde de l'Empereur, et redoutoient le réveil du lion. En effet, ce prince observoit les mouvemens et les fautes de l'ennemi de dessus ces hauteurs qu'il avoit choisies d'avance (1) pour être le centre de ses opérations, et qui devoient lui servir, ou à retarder un engagement, ou bien à reprendre l'offensive, suivant les chances que lui offriroient ses adversaires. 1805. Déc.

Le premier décembre arriva, et leurs manœuvres pendant cette journée le décidèrent

(1) Huit jours avant la bataille, l'Empereur monta sur le Santon (c'est le nom d'une de ces collines), malgré un froid très-vif, et dit aux officiers qui l'entouroient : « Examinez bien cette position, car elle » jouera probablement un grand rôle avant deux » mois ».

1805. Déc. à accepter le combat qu'on venoit lui offrir, quoiqu'une partie de ses forces ne l'eût pas encore rejoint. Il employa lui-même ce jour à faire ses dispositions; et pendant la nuit qui précéda cette bataille à jamais mémorable, l'armée toute entière, se rappelant que le lendemain étoit l'anniversaire de son couronnemen, conçut l'idée de le fêter, au moment où il parcouroit les bivouacs, par une illumination générale. Aussitôt des feux de joie s'allumèrent de toutes parts, des brandons de paille parurent enflammés au bout des piquets, des sabres ou des baïonnettes, et les acclamations de 80,000 hommes l'accueillirent sur toute la ligne; présage certain du *bouquet*, pour me servir de l'expression d'un vieux grenadier, que lui préparoit pour le lendemain une aussi brave armée.

« Nous avons été sûrs de vaincre, a dit un » officier français, dès que nous avons vu » que des généraux russes osoient manœu- » vrer devant Napoléon ». En effet, leurs manœuvres, commencées le 1.er décembre et continuées sur le même plan, le 2, devinrent la première cause de leur défaite. L'Empereur leur avoit si bien dérobé ses mouvemens, que cherchant, le jour de la bataille, sa droite où

elle n'étoit pas, ils étendirent, dans l'espoir de la tourner, leur gauche outre mesure, la renforcèrent aux dépens de leur centre, et employèrent une bonne partie de leurs forces, trois colonnes entières, contre des corps détachés que l'Empereur avoit postés de façon à les arrêter d'abord, et à compléter ensuite leur défaite, dès que l'effet de ses combinaisons les lui auroit livrés. Pendant que les Autrichiens et les Russes exécutoient cette folle manœuvre, le centre des Français et cette aile droite que l'on croyoit aller envelopper, se portant avec rapidité sur le centre ennemi, l'écrasoient, renversoient tout devant eux, s'emparoient des hauteurs qui auroient dû faire le pivot d'opération des coalisés, et par-là coupoient en deux toute leur armée. On peut dire que dès-lors la victoire fut à peu près décidée; car le centre des ennemis se trouvoit hors de combat; leur aile gauche, qui croyoit avoir l'offensive, n'étoit plus appuyée à rien, et se trouvoit prise à dos par le gros de l'armée française, tandis que les corps détachés lui résistoient de front ou l'attaquoient en flanc; enfin leur aile droite, déjà vivement pressée par notre aile gauche, et sinon tournée, du moins menacée sur son

1805. Déc.

1805. Déc. flanc par les troupes qui venoient d'occuper les hauteurs du centre, se voyoit obligée de partager ses forces, et hors d'état, par conséquent, de rien opérer de décisif. Aussi quoique les deux empreurs, le grand-duc Constantin et les gardes impériales d'Autriche et de Russie fussent réunis sur ce point, cette aile, où les Russes déployèrent le plus de valeur, battue à son tour, se trouva chassée de toutes ses positions à une heure après midi. Le combat ne se soutint plus dès-lors qu'à la gauche des coalisés; encore n'y combattoient-ils plus pour la victoire, mais pour leur salut. Cette aile, sur laquelle le général ennemi avoit fondé surtout son espoir de succès, et sur qui l'Empereur avoit résolu de faire tomber particulièrement les désastres de la journée, avoit été d'abord, selon le plan, plutôt contenue qu'attaquée par le maréchal Davoust; mais quand toutes les manœuvres se trouvèrent effectuées et développées sur les autres points, ce corps énorme, chassé successivement des hauteurs, entassé dans des bas-fonds, cerné de toutes parts, n'ayant plus pour retraite que des chaussées et des marais, fut mis bientôt dans la plus affreuse déroute, que l'Empereur vint encore augmenter, en

accourant lui-même en personne, avec vingt pièces d'artillerie volante : des bataillons entiers étoient foudroyés ; des corps de quatre à cinq mille hommes jetoient à-la-fois bas les armes ; d'autres s'engloutissoient dans les marais, dans les lacs glacés, entr'ouverts par les boulets ; enfin la nuit seule, sur ce point, vint mettre fin, non pas à la bataille, car on ne se battoit plus, mais à la poursuite des vainqueurs et à la mort des vaincus. 1805. Déc.

Il seroit à peu près impossible d'estimer la perte des coalisés dans cette journée terrible : les campagnes, les bois étoient encore remplis, infectés de morts, et les villes, les hameaux, les cabanes encore encombrés de blessés, plusieurs mois après. L'aile droite perdit un grand nombre de canons, soit dans la bataille, soit dans la retraite ; le centre abandonna à peu près tous les siens ; les première, seconde et troisième colonnes formant la gauche, perdirent, sans exception, toute leur artillerie sur le champ de bataille même ; et la plus grande partie des bagages tomba entre les mains du vainqueur, ainsi qu'un nombre prodigieux de voitures et de charriots de toute espèce.

Les débris de l'armée coalisée avoient perdu

1805. Déc. leur ligne naturelle de retraite ; forcés de se rejeter, pour fuir, sur une autre direction, une ou deux marches suffirent à plusieurs corps de l'armée victorieuse pour les prévenir ; déjà coupés en partie, sans ordre, sans projets fixes, sans artillerie et presque sans généraux, les journées du 5 et du 6 les auroient vus nécessairement réduits, ou à mettre bas les armes, ou bien à se faire exterminer en détail sans possibilité de succès. Mais la générosité de l'Empereur l'emporta sur sa politique ; il voulut épargner le sang ; il crut ramener, par la modération, la cour de Russie à des idées plus saines, et il accorda ce qu'on n'auroit pas même sans doute osé lui demander.

Dès le lendemain de la bataille, au point du jour, le prince Jean de Lichtenstein, commandant les troupes autrichiennes, étoit venu trouver le vainqueur de la part de son maître, pour proposer une entrevue entre les deux souverains ; entrevue qui eut lieu le 4, au bivouac de l'Empereur des Français, à ses avant-postes, et dans laquelle les deux princes convinrent des bases d'un armistice et de celles de la paix future. L'empereur Alexandre accéda, la nuit suivante, à cette espèce de capi-

tulation, qui se réduisoit pour lui à évacuer sur-le-champ la Prusse et l'Autriche, et à se retirer par journées d'étape dans ses états. Les avant-postes du maréchal Davoust, qui avoient déjà tourné les Russes pour les attaquer le lendemain, reçurent en conséquence ordre de s'arrêter, de laisser la retraite libre; et le 5 au matin, parut à Holitsch, en Moravie, une note de l'empereur Alexandre, qui portoit que *la présence de ses troupes n'étant plus nécessaire à l'empereur d'Autriche, il ordonnoit à son armée de retourner en Russie.* Le 6, ce prince reprit lui-même en poste la route de sa capitale, et dès le surlendemain, 8, les débris de ses troupes partirent sur trois colonnes pour le suivre. Le 10, Napoléon, après avoir fait venir devant lui le prince Repnin, commandant la garde noble russe, et les chevaliers-gardes faits prisonniers comme lui, les renvoya tous sans échange à leur maître. 1805. Déc.

Cependant l'armistice, préparé par les empereurs de France et d'Autriche pendant leur entrevue, avoit été rédigé et signé par leurs plénipotentiaires dès le 6; et dès le 9, le prince de Lichtenstein arriva à Brunn, muni de pleins pouvoirs pour y traiter de la paix.

1805. Déc. Jetons maintenant un coup-d'œil sur ce qui se passoit dans le reste de l'Europe tandis que ces grands événemens s'accomplissoient en Moravie. La conduite de la Prusse à cette époque mérite surtout d'être observée. Nous l'avons vue faisant sur tous les points de grands préparatifs; puis envoyant, sur la nouvelle de la défaite de l'armée autrichienne et des premiers corps de l'armé russe, M. d'Haugwitz observer et négocier au quartier-général français. Mais cette nouvelle démarche n'empêchoit pas la cour de Berlin de continuer ses armemens; et, par un à-propos remarquable, le lendemain même de la bataille d'Austerlitz, le jour où le prince de Lichtenstein apportoit au vainqueur les propositions des vaincus, les équipages du roi de Prusse partoient de Berlin pour l'armée; ses gardes recevoient l'ordre de se mettre en marche; des troupes prussiennes entroient dans le pays de Fulde; et l'on vit en outre d'autres corps défiler en grande pompe au milieu de Berlin, à l'instant même où l'armée russe s'ébranloit pour retourner, par journées d'étape, dans son pays. Ce rapprochement est curieux sans doute; mais ce qui ne l'est pas moins, c'est la précipitation que l'on mit à se réconcilier avec

la France, dès que l'on connut ses nouveaux triomphes. Le 7 et le 8 décembre, comme nous venons de le dire, Berlin vomissoit encore des bataillons vers les frontières; et dès le 11, les troupes prussiennes en Saxe recevoient ordre de retourner dans leurs garnisons; dès le 11, les électeurs de Saxe et de Hesse faisoient remettre des notes à tous les ministres, pour protester que les rassemblemens de troupes qu'ils avoient faits sur leurs frontières n'avoient rien d'hostile; dès le 15, M. d'Haugwitz, après avoir, selon l'expression d'un journaliste anglais, *suivi l'arrière-garde française, son ultimatum à la main,* et longuement négocié jusqu'à l'événement, se hâtoit de signer un traité (en opposition avec celui de Potsdam), pour rapprocher son maître de l'empereur Napoléon; enfin, dès le 16, l'électeur de Cassel se rendoit en toute hâte à Berlin, pour se consulter avec le roi de Prusse sur la nouvelle conduite à tenir envers la France. 1805. Déc.

Rien de plus plaisant, au reste, que les contradictions qui ne cessèrent d'éclater pendant tout ce mois dans la conduite des coalisés; rien de plus ridicule que les allées, les venues, les incertitudes des Anglais, des

1805. Déc. Russes, des Prussiens, des Suédois, dans le Hanovre, le Lawenbourg et le Lunébourg, grace aux intérêts et aux négociations qui se croisoient sans cesse, aux nouvelles et aux événemens qui se succédoient avec rapidité; et aux instructions contradictoires qui, se détruisant chaque jour l'une l'autre, présentoient, en résultats, aux yeux du simple observateur, une énigme dont le temps seul a pu donner le mot.

La France offroit alors un spectacle bien différent. Dirigée, elle et ses alliés, par une ferme et unique volonté, tout marchoit vers le but d'un pas sûr et constant. Des champs de la Moravie, Jérôme Bonaparte recevoit l'ordre de se rendre à Brest, et dès la mi-décembre, il sortoit de ce port, à la tête d'une escadre, pour menacer les établissemens des Anglais en Amérique, et troubler partout leur commerce. A la même époque à-peu-près, le 6 décembre et jours suivans, le prince Louis, après avoir rassemblé l'armée du nord, se rendoit à Berg-op-Zoom, à Bréda, à Nimègue, dans toutes les villes, dans toutes les places de la Hollande, visitoit, avec le plus grand soin, les citadelles, les ports, les arsenaux, les magasins, tout

ce qui pouvoit, en un mot, contribuer à la défense des frontières ou des côtes de cette république. L'Empereur, afin de resserrer encore les liens qui unissoient la Bavière à la France, faisoit demander, le 25, la main de la princesse Auguste pour le vice-roi d'Italie. Un bulletin, daté de Schoenbrunn, du 26, annonçoit tout à-la-fois à l'Europe, l'élévation des électeurs de Bavière et de Würtemberg à la dignité royale; la réunion de Venise au royaume d'Italie, et la résolution où étoit l'Empereur de renverser du trône de Naples la dynastie régnante. Ce même jour, la paix étoit signée à Presbourg entre la France et l'Autriche (1). Le lendemain, l'Empereur, après l'avoir ratifiée, avoit une entrevue avec l'archiduc Charles à trois lieues de Vienne; et adressoit, de Schoenbrunn, une proclamation à son armée d'Italie, pour lui ordonner d'aller renverser du trône le roi des Deux-Siciles. Enfin, le 29, deux autres proclamations annoncèrent, l'une à la Grande Armée, la conclusion de la paix et les fêtes qu'on alloit lui préparer à Paris; l'autre aux habitans de Vienne, le départ de Napoléon et l'estime que lui avoit inspirée

1805. Déc.

(1) *Voyez* le texte de ce traité aux Pièces justificatives, n.° I.

1805. Déc. leur sage conduite pendant la guerre. Le 31, ce monarque étoit arrivé à Munich.

C'est ainsi qu'en deux mois, du 6 octobre, jour où commencèrent les hostilités, au 4 décembre, jour où elles cessèrent, le génie d'un grand homme et la bravoure d'un grand peuple anéantirent une coalition formidable, à la tête de laquelle on comptoit les premières puissances de l'Europe. Les événemens qui vont suivre, quoique moins éclatans, ne sont guère moins féconds en résultats.

1806. Janv. Le 1.er janvier 1806 fut signalé par la proclamation des électeurs Maximilien-Joseph et Frédéric, en qualité de rois de Bavière et de Würtemberg. Ce même jour, le Tribunat portoit en pompe au Sénat de France les drapeaux russes et autrichiens envoyés par l'Empereur; et les ratifications du traité de Presbourg s'échangeoient à Vienne, encore occupé par les troupes françaises, qui ne l'évacuèrent que neuf jours après. L'Empereur, que le desir d'unir lui-même son fils d'adoption à la Princesse royale de Bavière retenoit à Munich, y reçut, le 10 janvier, ce jeune prince, qu'il adopta le 12, et dont il fit célébrer, le 13 et le 14, l'union civile et religieuse.

Ce fut vers cette époque, le 10 de janvier, 1806. Janv.
que les Anglais enlevèrent le Cap de Bonne-Espérance aux Hollandais.

Cependant le Maréchal Masséna, après avoir adressé, le 18, de Spolette, une proclamation énergique à ses troupes, s'avançoit vers Naples, afin de mettre à exécution les ordres de l'Empereur; et tandis que cette armée alloit renverser du trône un prince devenu la victime d'une politique aussi fausse que coupable, l'empereur d'Autriche rentroit, le 16, dans sa capitale, au milieu des acclamations d'un peuple fidèle.

Le spectacle qu'offrit pendant tout ce mois la ville de Naples seroit digne d'être médité par les souverains, qui, assez foibles ou assez aveugles pour céder aux suggestions des autres cours, ont la folie de hasarder et leurs peuples et leur propre existence sur la foi de secours étrangers. A peine les Anglais et les Russes, débarqués à Naples, eurent appris la défaite d'Austerlitz et lu la proclamation par laquelle l'Empereur annonçoit que la reine Caroline *avoit cessé de régner*, qu'abandonnant celle qu'ils avoient poussée vers l'abîme, et la laissant à son impuissance et à son désespoir, on vit les premiers, toujours

1806. Janv. prudens, se rembarquer dès le 8 pour la Sicile, et les Russes, dès le 13, pour Corfou.

Les événemens de la guerre de Moravie avoient également porté la terreur parmi les armées bigarrées réunies vers le Hanovre; et dès le 11 janvier, c'est-à-dire avant que le nouveau traité entre la France et la Prusse pût y être connu, avant même qu'il fût signé (on ne le signa que le 15), les Anglais, les Hanovriens, les Russes, se hâtèrent d'évacuer l'électorat, malgré le mécontentement et les plaintes du roi de Suède, qui finit pourtant par imiter leur exemple, huit jours plus tard, en se concentrant dans le Lawenbourg.

Le Parlement, qui se réunit à Londres, le 21 janvier, sous de si mauvais auspices, que le roi en fit faire l'ouverture par des commissaires, et qu'il eut à déplorer deux jours après, le 23, la mort du pilote auquel étoit confié depuis long-temps la conduite de l'Etat, donna alors un exemple d'indiscrétion, bien fait pour effrayer tous les princes encore tentés de l'alliance britannique. On le vit soumettre textuellement à la Chambre des Communes les traités conclus avec les souverains d'Autriche, de Russie, de Suède, et engager à ce sujet une discussion publique, qui, très-

Portman del.

Tassaert sculp.

Frederic Guill. III Roi de Prusse.

NAPOLI

Digitized by Google

désagréable en elle-même pour toutes ces puissances, devenoit encore très-dangereuse pour celles qui, comme la Prusse, avoient eu à la coalition une part qu'elles ne vouloient plus avouer depuis les événemens de la dernière campagne. 1806. Janv.

Au reste, ce même roi de Prusse, que le ministère anglais compromettoit moins encore que sa propre conduite; ce roi qui, après avoir pris un ton menaçant dans une note remise au ministre de France à l'ouverture de la campagne, avoit ensuite hésité, tergiversé long-temps, négocié jusqu'à la fin de novembre, puis conclu précipitamment un traité après la journée du 2 décembre; ce même roi enfin, qui venoit de dépêcher de nouveau, le 18 janvier, M. d'Haugwitz à Paris, dans l'espoir d'appaiser et sans doute de tromper encore le vainqueur, annonça, dès le 24, le maintien de la paix à son armée, par un article officiel qui dut trahir déjà, aux yeux des hommes clairvoyans, les folles entreprises que l'on préparoit en silence pour la fin de cette année. Ce jour-là, le grand duc Constantin de Russie quittoit Berlin, après avoir été prendre congé *en personne* de M. d'Hardenberg, chef du parti anglais, du

1806. Janv. parti de la guerre; et, par une de ces contradictions dont toute la conduite du cabinet prussien est remplie, trois jours après, le 27, Frédéric Guillaume faisait prendre possession par ses troupes de l'électorat de Hanovre, démarche qui devoit le mettre bientôt en état de guerre avec l'Angleterre et la Suède, en faveur desquelles il armoit encore un mois auparavant, et en faveur desquelles il devoit armer et se perdre six mois après.

D'un autre côté, les alliés de la France commençoient alors à recueillir les avantages du traité de Presbourg, et à faire occuper leurs nouvelles possessions. L'Empereur, qui venoit de repasser le Rhin, reparut dans la grande capitale le 26 janvier, après avoir préparé une partie des arrangemens que commandoit l'état de l'Allemagne, et réparti ses troupes de manière à observer la contenance de la Prusse. Ce fut à cet effet que l'armée du maréchal Augereau commença à occuper, le 28 de ce mois, des positions vers le Mein. Cependant les négociations de ce cabinet avec la France continuoient toujours; et son envoyé extraordinaire, M. d'Haugwitz, conclut, le 15 février, à Paris, un traité (confirmé ensuite par un autre du 8 mars) en vertu duquel il acceptoit le

Févr.

Hanovre en échange de plusieurs provinces prussiennes, telles que le pays d'Anspach, qui fut donné à la Bavière, le comté de Neufchâtel, les pays de Clèves et de Wesel, qui furent cédés à l'Empereur Napoléon, pour qu'il eût à en disposer à son gré. 1806.

On pourroit dire, au reste, que ces deux mois (février et mars) furent ceux des échanges ou des occupations de territoires; car, outre les actes dont nous venons de parler, une colonne française commença à occuper la Dalmatie le 1.er février; le même jour, l'empereur d'Autriche fit partir des troupes pour le pays de Wurtzbourg, échu à son frère, ci-devant électeur de Salzbourg; le 11, un commissaire de l'Empereur Napoléon remit le Tyrol aux délégués du roi de Bavière; le gouvernement de l'Istrie proclama, le 16, la prise de possession de cette province par l'Empereur, Roi d'Italie; le 4 mars, les troupes françaises occupèrent, pour les remettre bientôt à leur nouveau maître, la ville et le territoire de Nuremberg, comme elles avaient déjà fait d'Anspach; une patente du roi de Bavière, datée du 15, annonça la cession du duché de Berg à la France; le prince Joachim déclara, à son tour, par une Févr. Mars.

1806. Févr. Mars. note du 21, la cession à lui faite de ce duché et de celui de Clèves, par l'Empereur des Français : enfin, l'Electeur de Bade et les Rois de Würtemberg et de Bavière continuoient, en Souabe, en Brisgaw et en Franconie, leurs occupations respectives, sous les auspices de la France, qui se vit même contrainte, plusieurs fois, de régler, par des commissaires, les différens survenus entre ces princes par la fixation des limites.

Tandis que toutes ces affaires contentieuses ou diplomatiques se traitoient avec plus ou moins d'activité, le Gouvernement britannique s'occupoit à raffermir l'édifice important de son ministère, ébranlé par la mort de M. Pitt, en appelant, le 3 de février, M. Fox au timon de l'Etat. L'Angleterre, en effet, avoit alors besoin d'un homme habile, si elle vouloit conserver sur le continent quelque influence ; car jamais cette influence n'avoit paru plus près de lui échapper. L'antique puissance de l'Autriche se trouvoit ébranlée jusque dans ses fondemens; la Russie se retiroit humiliée au fond de ses déserts ; la Prusse, non-contente d'avoir abandonné la coalition, s'emparoit même des états du roi d'Angleterre, cédoit les siens à la France, et fermoit

une partie des ports de la mer d'Allemagne aux vaisseaux britanniques ; la Porte, long-temps indécise, ou plutôt long-temps intimidée, reconnoissoit, par une déclaration publique, le 15 février, Napoléon en qualité d'Empereur et de *Padischah ;* enfin, le Royaume de Naples, si important à cause de ses ports pour la marine et les projets de l'Angleterre, alloit lui échapper sans retour. Au milieu de cette défection générale, il restoit au cabinet de Londres, il est vrai, un allié constant, le roi de Suède ; mais, ni les démarches ou les proclamations de ce Prince, ni quelques avantages obtenus, non sans combats, sur la marine française, le 6 février et le 13 mars, près de Saint-Domingue et de Madère; ni les promesses de Miranda, qui partit à cette époque de New-Yorck, pour tenter sa première expédition contre les Carraques, ne pouvoient compenser les pertes que l'Angleterre avoit déjà faites dans la personne de ses alliés, et celles qu'elle alloit faire encore dans la Méditerranée. 1806. Févr. Mars.

Les Français marchoient sur Naples. Déjà, comme on l'a vu, les Anglais et les Russes avoient fui ; déjà le roi avoit d'avance abandonné ses états; la confusion, la fureur, le Fév.

1806. Févr. désespoir régnoient dans les conseils de la reine et dans sa cour. Cependant toute son armée étoit sous les armes, la milice étoit sur pied dans la plupart des provinces, et toutes ses places avoient été mises en état de défense. Le 8 février, l'avant-garde des troupes françaises passa le Garigliano ; le 9, le prince Joseph, qui étoit venu prendre le commandement en chef, leur adressa une proclamation, et une autre au peuple napolitain ; le 13, Téano, Capoue, Pescaro, Naples avec tous ses forts, avoient déjà capitulé; et le 14, les vainqueurs firent leur entrée dans la capitale. Le Prince y parut lui-même le lendemain, et prit, le 21, possession de ce royaume au nom de son frère. Les bataillons de la reine Caroline, fuyant devant l'avant-garde française, tentèrent à peine quelque résistance, et ne purent l'arrêter un instant dans sa marche victorieuse ; Gaëte seule, défendue par sa situation, par la mer, qui lui fournissoit chaque jour des munitions, des vivres, des renforts, et par l'intrépidité de son gouvernement, bien plus que par sa garnison, osa soutenir un siége, que le petit nombre de troupes, le défaut d'attirail et de grosse artillerie, en un mot, de tout ce qui étoit nécessaire ;

soit pour le commencer, soit pour le pousser avec vigueur, finit par rendre assez long. 1806. Fév.

Les mêmes causes qui avoient engagé l'Empereur à retenir ses troupes en Allemagne subsistoient toujours. Il avoit cru devoir surtout en rapprocher une partie des cercles du Rhin et des bords du Mein; mais une autre raison vint encore, à cette époque, se joindre aux motifs précédens; ce fut la violation d'un des articles du traité de Presbourg par les Russes, qui s'emparèrent, le 4 mars, du Cattaro, cédé par la cour de Vienne à la France, et que le gouverneur autrichien leur livra, avant que les Français en eussent pris possession. Cet événement, qui ne tarda point à être une occasion de combats en Dalmatie, devint en outre une source de calamités pour l'Etat de Raguse, et de désagrémens pour l'Autriche; car cette dernière puissance se vit contrainte de laisser, comme place de garantie, la clef de ses états, Braunaw, entre les mains de l'Empereur des Français, ce prince ayant déclaré qu'il étoit résolu à ne le rendre que lorsqu'on l'auroit lui-même, suivant la teneur des traités, mis possession de Cattaro. Mars.

C'est vers le même temps que la mésintel-

1806. Mars. ligence survenue entre l'Angleterre et la Prusse, à raison du Hanovre, commença à se manifester par des actes publics. Le roi d'Angleterre fit déclarer le 17 mars, à l'ambassadeur prussien, qu'il refusoit son acquiescement à la cession de ses pays électoraux; ce qui n'empêcha pas le roi de Prusse de faire occuper, le 26, la forteresse de Hameln, et d'ordonner même quelques jours après, de fermer les ports de la mer d'Allemagne aux navires anglais, *de la même manière que cela s'étoit pratiqué* (ce sont les termes de la patente) *pendant l'occupation de ce pays par les Français.*

Le roi de Suède, irrité de plus en plus d'une telle conduite, redoubloit alors de plaintes et de menaces; mais, craignant néanmoins de compromettre son armée, si la Prusse venoit à prendre de l'humeur, il jugea à propos de se retirer sur la Poméranie, et ne laissa que quelques foibles détachemens dans le Lawenbourg, qu'il s'étoit engagé à défendre, par ses traités avec l'Angleterre. Au reste, par suite de ces contradictions que l'on retrouve à chaque pas, ainsi que nous l'avons déjà observé, dans toutes les démarches de la cour de Prusse, on vit cette cour, au moment

même où elle se brouilloit avec deux des puissances coalisées, où elle se rattachoit, par des traités patens, par des actes et des échanges aux intérêts de la France, quitter toute entière sa capitale, se rendre en pompe à Stettin, le 5 mars, afin d'y passer en revue les troupes russes revenant du Hanovre, et les combler de témoignages d'estime, on pourroit presque dire, de marques de tendresse ; et si l'on porte ses regards plus loin, si on les étend jusqu'à Pétersbourg, on y voit, ce même jour 5 mars, le duc de Brunswick, qui s'y trouvoit depuis le 18 février, recevoir de l'empereur Alexandre son audience de congé, pour retourner à Berlin : voyage funeste, qui probablement a perdu la Prusse. 1806. Mars.

C'est ainsi que les ennemis de la France, quoique encore tout tremblans du dernier coup qu'on venoit de leur porter, s'agitoient déjà dans l'ombre, et préparoient contre elle, dans le plus grand secret et au milieu des incertitudes, de nouvelles attaques et de nouveaux complots : mais l'Empereur veilloit sur eux, et son œil suivoit tous leurs mouvemens, sans que l'administration intérieure, ou même ses soins pour sa famille en souffrissent un ins-

1806. Mars. tant. Nous parlerons ailleurs plus en détail de ces nombreux et utiles travaux. Le plan qu'il avoit conçu pour assurer le repos de la France, en l'entourant de peuples amis, se développoit aussi avec une étonnante rapidité. On le vit, le 30 mars, élever à la fois le prince Joseph à la dignité de roi de Naples et de Sicile; le prince Joachim à celle de duc de Berg et de Clèves; nommer la princesse Pauline duchesse de Guastalla; le maréchal Bertier prince de Neufchâtel; réunir Venise au royaume d'Italie; les duchés de Massa-Carara et de Gafarguana à la principauté de Lucques; Avril. et peu de temps après, conclure avec la république Batave un traité qui plaça, comme nous le verrons bientôt, la couronne de Hollande sur la tête du prince Louis.

Il est probable que la Prusse, quoiqu'elle n'ait pas mis ce fait au nombre de ses griefs contre la France, envisagea néanmoins d'un mauvais œil ce changement opéré dans la situation intérieure de la Hollande; et ce qui paroit certain, c'est que l'Angleterre ne vit pas, sans le plus violent dépit, ce royaume sortir d'un état de foiblesse et d'anarchie, qui paralysait, pour le moment, le reste de ses forces, et flattoit, pour l'avenir, l'ambition

britannique. Mais la discorde entre ces deux puissances, l'Angleterre et la Prusse, ne faisoit que s'accroître à cette époque. Dans les premiers jours d'avril, le roi de Prusse avoit ajouté les ports d'Embden et de l'Ost-Frise à ceux dont il avoit déja interdit l'entrée aux bâtimens de la Grande-Bretagne. Dans le même moment, le 8 avril, l'occupation civile du Hanovre s'effectua *définitivement* en son nom; il se fit prêter serment par les autorités; et ses troupes prirent une attitude hostile vis-à-vis des troupes suédoises, afin de les forcer à évacuer le Lawenbourg. L'Angleterre, de son côté, mit, le 7 avril, l'embargo sur les navires prussiens; et l'on ne cessa d'échanger entre les cours de Stockholm et de Berlin des lettres, des déclarations et des notes depuis le 13 avril jusqu'au 23, jour auquel il y eut enfin, entre les avant-postes des deux armées, une escarmouche, à la suite de laquelle les Suédois se retirèrent tout-à-fait en Poméranie. Quatre jours après, parut le manifeste du roi de Suède contre la Prusse; et dès le milieu de mai, ce prince fit sortir de Carlscronne une escadre de frégates, pour croiser dans la Baltique contre le commerce prussien, et déclara *tous les ports de cette puissance en état de blocus.*

1806. Avril.

1806. Avril. Mais ces démarches éclatantes et les hostilités réelles exercées sur mer contre la Prusse, qui restoit pendant ce temps-là, sur terre, dans une inaction que sa conduite subséquente a pu seule expliquer, n'empêchoient pas que des communications très-actives n'eussent lieu entre ces deux puissances, tantôt directement, tantôt par l'entremise de la Russie; et ces allées et venues de négociateurs, ces disputes, ces menaces, ces incertitudes, se prolongèrent jusqu'à ce que le cabinet de Berlin eût enfin résolu de tourner ses préparatifs contre la France. Pendant cette espèce de comédie politique, la seule mesure hostile prise par le roi de Prusse contre la Suède, fut de mettre, vers la fin de mai, l'embargo sur le peu de navires suédois qui pouvoient se trouver dans ses ports.

Avril Mai.

La guerre, également ridicule, qui sembloit de même avoir lieu entre la Prusse et l'Angleterre, se poussoit avec moins de vigueur encore, s'il est possible, malgré la déclaration dont nous avons parlé plus haut. Cette déclaration étoit, comme nous l'avons dit, du 7 avril, et ce ne fut que le 19 que le Conseil britannique, ordinairement si actif en semblable occasion, fit retenir les pro-

priétés et les bâtimens prussiens ; ce ne fut que le 20 de mai qu'il ordonna de courir en mer sur les navires de la même nation, et de délivrer des lettres de marques aux corsaires ; enfin, ce ne fut que le 30 que l'on commença à expédier ces lettres, et seulement le 11 juin que la guerre fut proclamée à Londres, dans la Cité. 1806. Avril Mai.

Une telle conduite a fait croire à quelques personnes que ces querelles n'avoient été qu'un jeu, joué par les autres puissances, pour fournir à la Prusse l'occasion de mettre ses forces sur pied, sans éveiller les soupçons de la France. Trop de faits s'élèvent contre cette opinion pour qu'on puisse l'adopter ; et ce seroit prêter gratuitement une assez vaste combinaison à des cabinets qui n'ont jamais montré, l'un, que beaucoup de machiavélisme sans habileté ; les autres, beaucoup d'imprévoyance jointe à beaucoup d'irrésolution.

Il s'éleva, vers cette époque, une discussion entre la cour de Prusse et le Grand-Duc de Berg, pour quelques districts de Westphalie. Ce prince avoit fait occuper, dans les derniers jours de mars et les premiers jours d'avril, le pays d'Essen, d'Elten, de Wer-

1806. Avril. Mai. den, etc., comme faisant partie des duchés cédés à la France par les traités du 15 février et du 8 mars. Des commissaires prussiens protestèrent contre cette occupation; quelques lettres furent échangées à ce sujet, et l'affaire resta indécise jusqu'au moment où d'autres considérations amenèrent une rupture.

Cependant l'empereur Alexandre, au lieu de savoir gré à Napoléon de sa générosité en Moravie, et de prendre enfin, comme on l'avoit espéré, des sentimens plus pacifiques, se vit à peine hors de la position critique où il s'étoit trouvé, et n'eut pas plutôt reçu ses chevaliers-gardes, que le vainqueur lui renvoyoit sans échange, qu'il fit occuper par ses troupes, comme nous l'avons dit, les bouches du Cattaro. Il est évident que les Russes ne s'étoient pas permis cette infraction aux traités pour en rester là; aussi, par une contradiction bien digne des autres coalisés, après avoir eu l'air de retirer, par suite de la convention d'Austerlitz, leurs troupes du Hanovre et de Naples, on les vit occuper, le 9 avril, l'île de Curzola en Dalmatie, d'où ils furent chassés par les Français le 8 mai, et se faire battre, les 29 et 30 avril, 1.er et 2 mai, en voulant s'emparer de l'île de Liésina.

Tandis que les intrigues de l'Angleterre, pour ranimer une coalition mourante, agitoient ainsi l'Europe, leur funeste influence se faisoit également sentir, et faisoit de même verser du sang dans le Nouveau Monde. L'aventurier péruvien Miranda, rêvant la subversion de son pays, s'étoit approché le 27 avril des Carraques; mais attaqué par les Espagnols, il se sauva lâchement sur le *Léandre*, en abandonnant deux de ses vaisseaux. Un autre bâtiment du même nom, la frégate anglaise le *Léandre*, exerçant, selon la coutume de ce peuple, des vexations inouies devant New-Yorck sur les vaisseaux américains, tua un matelot à bord d'un navire de cette nation; événement qui causa aux Etats-Unis une vive indignation. Enfin, l'allié du cabinet britannique, le nègre Dessalines, faisoit massacrer, le 14 de mai, la plupart des blancs qui existoient encore dans la partie de Saint-Domingue soumise à son joug. 1806. Avril. Mai.

Les efforts du même cabinet pour étendre le feu de la guerre dans le midi de l'Europe, ne faisoient alors que redoubler chaque jour; et comme il n'avoit pas de forces assez imposantes pour se flatter de réussir dans aucune de ces attaques, il est permis de croire qu'il se bornoit, selon son usage, à l'espoir de Mai.

1806. Mai. nuire. En effet, le 13 de ce mois, ses troupes s'emparèrent de l'île de Capri, vis-à-vis Naples, dans le dessein d'en faire un point de départ pour les bandits qu'on se proposoit de jeter sur la terre-ferme.

Ce nouveau genre de guerre d'un côté, et de l'autre les projets ambitieux de la Russie, engagèrent l'Empereur à faire occuper, vers la fin de mai, par mesure de précaution, les ports de l'Etat de l'Eglise, ainsi que la république de Raguse; et ce qui prouva la sagesse de cette dernière mesure, fut l'attaque formée, deux jours après son exécution, par les Russes, unis aux Monténégrins, contre le Vieux-Raguse, où ils furent défaits par le général Lauriston.

Cependant il avoit commencé, dès le milieu de ce mois, à exister quelques négociations entre la France et la Russie. M. d'Oubril, qui venoit d'arriver à Vienne, eut plusieurs conférences avec l'ambassadeur français; et le bruit se répandit, même prématurément, que ce ministre alloit se rendre à Paris. Il est assez remarquable que ce fut vers cette époque que l'empereur d'Autriche, irrité de la conduite des Russes et des Anglais à Cattaro et dans l'Adriatique, conduite qui le compromettoit envers la France, ferma ses ports aux

vaisseaux de guerre de ces deux puissances. On ne doit pas oublier d'observer non plus que ce fut vers ce temps, le 16 mai, que l'Angleterre, par une des extensions les plus ridicules de son droit public maritime, déclara, par une simple note, *toutes les côtes, depuis Hambourg jusqu'à Brest inclusivement, en état de blocus;* mesure qui provoquoit celle que l'on a prise enfin contre cette nation tyrannique. 1806. Mai.

On se doute bien que l'Empereur avoit les yeux ouverts sur tant d'intrigues. L'Europe entière fermentoit sourdement; et, malgré tous les travaux auxquels le monarque se livroit alors, tant pour l'administration, l'embellissement et la prospérité de la France, que pour le bien-être de sa famille et des princes alliés, il surveilloit encore constamment toutes les menées des grandes puissances. Ses regards étoient fixés sur le cabinet de Berlin : le 2 mai, il nomma le général Sébastiani ambassadeur près de la Porte Ottomane, que ce ministre fut chargé d'éclairer sur ses véritables intérêts, et de défendre contre les suggestions de l'Angleterre et de la Russie; il régloit en outre, par ses instructions, les conférences ouvertes à Vienne avec le ministre russe; ses ordres dirigeoient tout à-la-fois les troupes

1806. Mai. françaises en Dalmatie, en Calabre et sous les murs de Gaëte; enfin, la nomination faite, le 27 du même mois, par l'électeur archi-chancelier, du cardinal Fesch pour son coadjuteur, prépara une grande mesure qui devoit donner bientôt à l'Allemagne entière une face nouvelle.

La journée d'Austerlitz avoit produit une sensation plus vive encore, s'il est possible, en Turquie, que dans tout le reste de l'Europe. Une seule bataille avoit suffi aux Français pour anéantir l'élite de cette armée russe, si redoutée à Constantinople; la joie de la partie saine du Divan fut extrême, et l'envoi d'un ministre extraordinaire près de l'Empe-
Juin. reur Napoléon fut aussitôt résolu. Le 5 juin, S. M. lui accorda, à Paris, une audience solennelle.

Ce prince nourrissoit des sentimens si modérés envers la Russie, et mettoit tant de bonne foi dans ses négociations avec elle, que l'on vit, dès le 8 de ce mois, le journal officiel annoncer, sur la simple promesse de M. d'Oubril, l'évacuation du Cattaro; et, le 9, le ministre de la marine envoyer dans tous les ports de l'empire l'ordre de lever l'embargo mis sur les navires russes. Il est digne de remarque que, sept jours après, le 16 juin, le

vice-roi d'Italie étoit au contraire obligé d'annoncer au commerce que les Russes, ainsi que les Anglais, venoient d'étendre leurs hostilités sur les bâtimens ragusains, parce que ce pays se trouvoit occupé alors par les Français. La cour de Vienne, induite elle-même en erreur par M. d'Oubril, fit partir de Trieste, le 19, sous les ordres de M. de Bellegarde, une escadrille ayant à bord des troupes chargées de recevoir des Russes le Cattaro, et de le remettre ensuite aux Français; mais cette remise n'eut point lieu, et ces troupes ont erré vainement, pendant plus de dix mois, sur les côtes, ou dans les îles de la Dalmatie. 1806. Juin.

La guerre entre la Prusse, l'Angleterre et la Suède, toujours aussi singulière que dans son principe, se poursuivoit alors comme elle avoit commencé; et le roi de Suède, établi à cette époque en Poméranie, continua pendant tout ce mois de juin, avec une grande vivacité, ses armemens, ses menaces et ses négociations. Cet objet cependant n'étoit pas le seul qui l'occupât; car à peine fut-il informé de la nomination du cardinal Fesch en qualité de coadjuteur de Ratisbonne, et sans doute des changemens qui se préparoient dans l'Allemagne méridionale, que cet ardent défenseur de la constitu-

1806. Juin. tion germanique et du traité de Westphalie, se hâta d'être le premier à séparer, par deux proclamations du 21 et du 26 juin, son duché de Poméranie du Corps germanique, et à le réunir civilement au royaume de Suède.

Les actes d'hostilité répétés que ce prince avoit commis envers la France engagèrent, vers la fin de ce mois, la cour d'Espagne à fermer ses ports à tous les vaisseaux suédois.

C'est également vers la fin de juin que l'amiral anglais Popham s'empara, à la tête de cinq à six mille hommes, et presque sans coup férir, de la ville espagnole de Buenos-Ayres, qui fut reconquise peu de temps après; nous aurons occasion de parler ailleurs plus en détail de cet événement.

Il est hors de doute que le cabinet de Londres pressoit vivement, à cette époque, celui de Pétersbourg pour l'engager à garder le Cattaro, malgré tous les dangers que l'on faisoit par-là courir à l'Autriche; il n'y a pas de doute non plus que sa marine ne fût pour beaucoup dans les vexations que les escadres russes exerçoient alors dans l'Adriatique; et l'on peut dire que la rage des Anglais et leur tyrannie dans ces parages augmentèrent en proportion des humiliations et des pertes qu'ils éprouvoient. Il est vrai que tout le

royaume de Naples étoit alors conquis par nos troupes; on vit, dès les premiers jours de juin, le nouveau roi organiser son gouvernement et nommer ses ministres; les travaux, pour recréer à Venise une marine, se poussoient en même temps avec une étonnante activité; enfin, un décret du 10 juin prohiba l'entrée des marchandises anglaises dans tout le royaume d'Italie. 1806. Juin.

L'orgueil et l'avidité britannique se trouvoient donc également blessés par nos progrès dans le Midi; aussi n'épargnèrent-ils aucun effort pour y traverser nos succès; mais ces efforts furent dignes du peuple dont les machines infernales, les conspirations et les assassinats sont devenus les armes favorites.

Le 1.er juillet (jour où le prince vice-roi faisoit poser à Rivoli la première pierre d'un monument destiné à rappeler une des victoires les plus glorieuses obtenues en Italie par l'Empereur Napoléon), les Anglais opérèrent un débarquement à Sainte-Euphémie. Le général Stuartt, qui le commandoit, n'étoit pas fait pour une pareille guerre; aussi n'en conserva-t-il pas long-temps la direction. Ce corps, composé d'Anglais, de Siciliens et de quelques Napolitains réfugiés, comptoit bien moins sur ses forces réelles que sur les intel- Juill.

1806. Juill. ligences qu'il s'étoit ménagées dans le pays pour y opérer des soulèvemens, et sur l'armement de tous les prisonniers, malfaiteurs ou galériens des deux royaumes. En effet, les troupes françaises qui se trouvoient en Calabre, quoique pleines de mépris pour les Anglais, n'en furent pas moins contraintes de se retirer vers les frontières de la Calabre citérieure, afin de ne pas être enveloppées par suite des mouvemens qui éclatoient derrière ou autour d'elles, et privées de toutes communications par les bandes d'assassins dont se peuploient les routes, les vallées et les montagnes. Dès-lors commença cette guerre funeste, qui coûta quelques hommes à la France, mais qui fut surtout fatale au pays, qu'elle dépeupla, et aux Calabrois des deux partis, qui s'égorgèrent tour-à-tour avec le dernier acharnement.

Ce fut aussi vers cette époque, le 7 juillet, que commença en règle le siége de Gaëte, qu'on n'avait fait que bloquer jusques-là, faute de grosse artillerie, et sur la résistance duquel les Anglais et la reine Caroline avoient fondé tout l'espoir du succès de leur expédition.

L'État de Raguse voyait alors, comme la Calabre, son petit territoire tout couvert de cendres et de sang. Les Russes et les Monté-

négrins, défaits, comme nous l'avons dit, au Vieux-Raguse à la fin de mai, étoient revenus tellement en force dans le mois de juin, que le corps qui occupoit ce pays, et qui ne s'élevoit pas à trois mille hommes, s'étoit vu contraint de se renfermer dans Raguse même, où, secondé par le zèle et la constance des habitans, il opposa la plus héroïque résistance. Les Russes et surtout les Monténégrins, maîtres du plat pays, y commirent des horreurs inouies parmi les peuples policés, tant contre les propriétaires que contre leurs possessions. Enfin le général Molitor, ayant tiré quelques troupes de la Dalmatie, s'avança, dans les premiers jours de juillet, au secours de Raguse, défit complètement, le 6, tous ces barbares, et les rejeta, les uns vers leurs vaisseaux, les autres dans leurs montagnes. Peu de temps après, le 18 juillet, un succès égal couronna la valeur et l'habileté française devant Gaëte; cette place, menacée d'un double assaut, capitula après douze jours de tranchée ouverte, et ayant deux brèches praticables. 1806. Juill.

Tandis que les progrès de la révolte dans les Calabres, et le genre atroce de guerre organisé dans ces provinces, obligeoient le nouveau roi à les déclarer, le 31 juillet, en état de guerre l'une et l'autre, la Hollande

1806. Juill. offroit un spectacle bien différent au prince appelé à régner sur ce peuple et à réparer ses malheurs; d'un autre côté, tandis que dans le Nord, le roi de Suède continuoit ses négociations, ses menaces et ses armemens contre la Prusse; et qu'en Amérique l'aventurier Miranda remettoit à la voile, le 24 juillet, de l'île anglaise de la Trinité, pour tenter une seconde expédition contre les Carraques, on voyoit en France l'Empereur Napoléon s'avancer, d'un pas toujours égal, vers son double but, l'amélioration de l'ordre intérieur, et l'établissement d'un système politique, propre à mettre le continent à l'abri des secousses continuelles que l'or et l'avidité des insulaires, secondés par l'aveuglement et l'ambition mal entendue de certaines puissances, y ont malheureusement si long-temps prolongées. Le 12 de ce même mois, fut conclue et signée à Paris la confédération du Rhin, qui devoit donner à la France une nouvelle barrière, à l'Allemagne un nouveau protecteur (1); et huit jours après, le 20, fut également signée à Paris, par M. d'Oubril, la paix entre la France et la Russie; traité auquel

(1) *Voyez* le texte de ce traité parmi les Pièces Justificatives, N.° II.

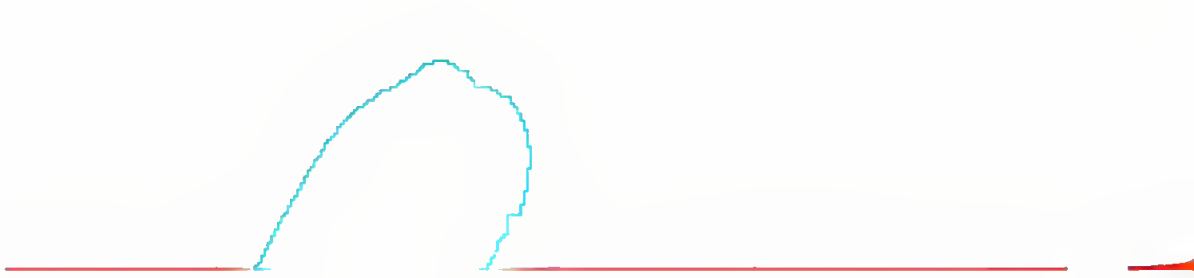
le cabinet de Pétersbourg devoit refuser bien- 1806.
tôt sa ratification, mais que la France conclut Juill.
avec une telle bonne foi, que, dès le 22, le ministre de la marine adressa une circulaire dans tous les ports, pour ordonner de traiter désormais en amis tous les vaisseaux russes (1).

Le mois de juillet n'avoit pas été vide d'in- Août.
trigues de la part des puissances neutres; mais on peut dire que celui d'août parut gros d'événemens; car presque tous les cabinets que les malheurs de l'Autriche avoient rendus circonspects commencèrent à se trahir alors, soit que le moment favorable pour lever le masque leur parût approcher, soit que l'établissement de la confédération du Rhin, contrariant les plans hostiles qu'ils préparoient avec tant de mystère, leur eût fait oublier, plus tôt qu'ils ne se l'étoient promis, la prudence dont ils cherchoient à s'envelopper. Quoi qu'il en soit, on les vit s'agiter tous dès cette époque avec plus ou moins de vivacité, selon qu'ils étoient ou plus loin ou plus à la portée de la France. Le cabinet anglais, comme le plus fourbe, dépêcha, sous prétexte de hâter des négociations de paix

(1) *Voyez* le texte de ce traité, et celui du refus officiel fait par l'empereur de Russie de le ratifier, parmi les Pièces Justificatives, N.° III.

1806. Août. commencées par M. Fox, un nouveau négociateur, lord Lauderdale, qui arriva à Paris le 5 août, avec la mission de prolonger, puis de rompre les conférences dès que l'on seroit parvenu à renouer un plan offensif. La Russie, dont le ministre étoit allé beaucoup plus vîte dans sa marche qu'une partie de cette cour ne le vouloit, et qui avoit le tort de ne pas deviner à temps les changemens dans la négociation qu'un changement survenu dans le ministère devoit produire, refusa, dans les premiers jours d'août, de ratifier le traité de Paris; dès le 21, M. d'Oubril fut même rayé de la liste de membres du ministère; et le 25, la gazette de la cour annonça officiellement cette non-ratification, en assurant que l'empereur Alexandre étoit prêt à renouer les négociations sur d'autres bases. Quant à la Suède, seule elle ne dissimuloit point, je ne dirai pas ses projets, car quels projets pouvoit-elle avoir, mais ses intentions hostiles contre la France; et quand on considère ce que firent les états de Poméranie, que le roi ouvrit le 7 août, et qu'il congédia le 17, on seroit tenté de croire qu'il les assembla bien moins pour les affaires de cette province, qu'il avoit déjà commencé, et qu'il acheva ensuite de règler sans eux, que pour avoir

Digitized by Google



Perkowsky del. Gautier sculp.

Lord Lauderdale.

NAPOLI

une occasion de déclamer, dans trois discours (le 7, le 9 et le 17 août), contre la France ou contre les changemens qui s'effectuoient alors en Allemagne. Enfin la Prusse, et c'est elle que les Anglais et les Russes avoient choisie comme victime pour cette année; la Prusse, aveuglée tout-à-coup par un délire inconcevable, commença sérieusement, dès les premiers jours de ce mois, à armer contre la France; préparatifs que l'on crut néanmoins devoir annoncer encore quelque temps, comme étant dirigés contre la Suède. 1806. Août.

Cependant, tant de menées différentes n'empêchoient pas les projets de l'Empereur de s'accomplir. Le 1.er août, M. Bacher notifia tout à-la-fois à la diète de Ratisbonne, le traité encore secret, conclu à Paris le 12 juillet, la formation de la confédération du Rhin, la dissolution de l'Empire Germanique et l'adhésion de tous les princes confédérés.

Deux jours après, le 3 août, l'Empereur ordonna la mise en activité de la conscription de 1806.

De son côté, l'empereur d'Autriche s'empressa d'accéder, par une déclaration du 6 août, aux mesures prises à Ratisbonne, en renonçant, d'une manière formelle, au titre et

1806. Août. à la dignité d'empereur d'Allemagne (1). Mais un fait qui mérite d'être observé, c'est que l'on commença, dès le 7, à parler fortement à Berlin d'une confédération du Nord; tant il est certain que la Prusse eût encore applaudi à tout ce que faisoit la France, et eût trouvé sa conduite conforme à la plus exacte justice, si l'Empereur avoit consenti à lui laisser étendre son autorité sur tous les états foibles qui l'environnoient. Mais la France paroissoit tenir à ce que les villes anséatiques restassent indépendantes, à ce qu'aucun état ne fût contraint d'entrer malgré lui dans une fédération du Nord : dès-lors, l'humeur augmenta progressivement à Berlin; et en dépit des protestations récentes, de celles que l'on renouveloit chaque jour, ou que l'on fit encore par la suite, les préparatifs militaires prirent, vers le milieu d'août, un caractère tellement prononcé, et allèrent si fort en augmentant jusqu'à la fin du mois, que cette puissance ne tarda pas à se trouver engagée au point de ne pouvoir plus reculer. Du moment dont nous parlons (le milieu d'août), les nominations de généraux, les approvisionnemens de places, les recrutemens, les

(1) *Voy.* cette déclaration aux Pièces Justificat., N° IV.

achats de chevaux, les mouvemens de troupes se succédèrent sans interruption, et furent même annoncés et exagérés, presque officiellement, dans toutes les feuilles prussiennes. On vit, le 16, M. Jacobi, ministre de la cour de Berlin près celle de Londres, débarquer à Altona, revenant d'Angleterre, moins sans doute par suite de la mésintelligence qui régnoit encore entre les deux gouvernemens, que pour apporter des propositions secrètes. Ce fut aussi vers ce temps que l'Empereur des Français fit prendre possession de Wesel en son nom; démarche dont le roi de Prusse a fait un de ses principaux griefs lors des hostilités, mais qui ne l'empêcha point d'écrire lui-même, quelques jours après, le 23 août, une lettre pleine de déclarations obligeantes et pacifiques à l'Empereur, lettre que le général de Knobelsdorff fut chargé de remettre à ce monarque. Il est vrai que, dans le même moment où la Prusse envoyoit ainsi un nouveau ministre en France et faisoit de nouvelles protestations, ses préparatifs redoubloient d'activité, ses journaux d'insolence, et ses jeunes officiers de rodomontades et de présomption ; la Hesse armoit; l'électorat de Saxe et la plupart des duchés imitoient de gré ou de force cet

1806. Août.

1806. Août. exemple, et l'on commençoit à parler tout haut dans les gazettes de Berlin d'un rapprochement entre la Prusse, la Suède et l'Angleterre.

L'établissement de la confédération du Rhin et les préparatifs de la Prusse absorbèrent en grande partie, pendant tout ce mois, l'attention publique en Europe. Cependant les regards se portoient aussi avec curiosité sur lord Lauderdale, qui négocioit à Paris, et sur le cabinet de Pétersbourg, que l'on supposoit d'accord avec celui de Berlin, tandis qu'il n'étoit lié qu'avec deux factions qui s'unissoient alors pour égarer la cour de Prusse, et dont l'une étoit dévouée à la Russie, l'autre vendue à l'Angleterre.

Cette dernière puissance, toujours agissante, mais toujours par les mêmes moyens, poussoit alors de nouveau vers les côtes de l'Amérique espagnole l'aventurier Miranda qui se présenta, le 2 août, devant la porte de Vela-del-Corro, et s'y fit battre une seconde fois par ses compatriotes. En Calabre, les efforts de ce cabinet, quoique moins heureux que dans le premier instant, se renouveloient encore chaque jour, afin de compléter la ruine de ce malheureux pays. Ardent à augmenter le nombre

des victimes de sa politique, il envoyoit, à la même époque, lord Saint-Vincent vers le Tage, avec une flotte qui y entra vers le 14 et qui étoit destinée à entraîner le Portugal dans la coalition. Enfin rien de plus actif que les intrigues de ses agens, unis à ceux de la Russie, pour éloigner le gouvernement turc de la France. L'arrivée à Constantinople du général Sébastiani, qui fit son entrée le 10 août dans cette capitale, où il fut aussitôt comblé de marques d'honneur, fit naître en eux les plus vives inquiétudes; et elles redoublèrent encore lorsque l'on vit, peu de jours après, le Grand-Seigneur se déterminer enfin à destituer les hospodars infidèles de Moldavie et de Valachie. 1806 Août.

Le même jour où l'ambassadeur français faisoit son entrée dans la capitale de l'Empire ottoman, celui du souverain d'Autriche, M. de Metternich, présentoit à Paris, à l'Empereur, ses lettres de créance, et une députation de la Dalmatie apportoit au pied du trône français l'hommage de la fidélité des Dalmates.

Vers les derniers jours de ce mois, le 26, le prince Jérôme rentra sur le *Vétéran*, dans le baie de Concarnau, à travers les flottes anglaises, après une campagne longue et glorieuse.

1806. Sept. Les intentions de la Prusse, n'étoient plus douteuses à cette époque: elle cherchoit même si peu à les déguiser, qu'à compter des premiers jours de septembre, toutes les feuilles publiques, sous son influence, ne furent plus remplies que d'états, ridiculement exagérés, de ses préparatifs et de ses forces, aussi bien que de ceux de la Russie, dont les folicu-laires allemands avoient commencé, dès la fin d'août, à mettre les armées *innombrables* en mouvement. Quant à celles de la France, elles étoient encore immobiles dans leurs canton-nemens, bien sûres de se trouver sur le champ de bataille aussitôt que les Prussiens, et assez tôt pour les vaincre, avant l'arrivée de ces auxiliaires, que l'on dit toujours en marche six mois avant la campagne, et que l'on est toujours obligé d'aller chercher au loin pour les combattre.

Les différends qui existoient entre la Prusse et la Suède s'étoient aplanis : la cour de Berlin consentit à laisser occuper de nouveau par les Suédois le pays de Lawenbourg; et dès le 5 de septembre, le jeune roi de Suède leva le blocus des ports et l'embargo mis sur les navires prussiens. Mais, par une singularité remarquable, on vit, sept jours après, ce même

prince, qui ne s'étoit brouillé avec la Prusse que parce qu'elle avoit refusé de prendre parti contre la France, l'abandonner au moment où elle se préparoit à entrer dans l'arène, s'éloigner tout-à-coup du théâtre de cette guerre qu'il avoit si fortement provoquée, et se rembarquer pour ses Etats d'outre-mer. 1806. Sept.

Au reste, ce fut depuis sa réconciliation avec la Suède, c'est-à-dire, depuis le 6 de septembre, que le cabinet de Berlin, plus décidé apparemment dans ses projets, et n'ayant plus d'ailleurs aucun prétexte pour couvrir le but de ses armemens, les poussa avec une vigueur nouvelle. On vit alors la garnison de Potsdam et une partie des gardes du roi se mettre en marche; les troupes qui se trouvoient aux extrémités même de la monarchie furent rendues mobiles; les conférences du prince avec ses ministres redoublèrent d'activité; son départ pour l'armée fut annoncé journellement; ses équipages se mirent en route; un gouverneur fut nommé pour Berlin; et M. de Krusenmarck partit pour Pétersbourg, avec une mission dont le motif ne resta point un mystère. Dans le même instant, l'électeur de Hesse rappeloit

1806. Sept. ses semestriers, organisoit ses milices, complétoit ses régimens, augmentoit les garnisons de ses villes fortes, garnissoit de troupes ses frontières, et n'oublioit rien pour mettre son armée sur un pied respectable. Enfin, les troupes saxonnes recevoient de Berlin l'ordre, qu'elles commencèrent à exécuter quelques jours après (vers le 10 septembre), de quitter leurs cantonnemens, pour prendre des positions et se rapprocher des corps prussiens.

En France, tout étoit encore tranquille, comme nous venons de le dire; seulement, vers le 7, le bruit commença à se répandre dans le public, qui observoit sans inquiétude, mais avec étonnement, les folies de la Prusse, que le camp formé à Meudon pour les fêtes de septembre alloit être levé, et que les circonstances appelleroient probablement de nouveau les vainqueurs en campagne. Le 5, le journal officiel avoit annoncé la non-ratification du traité conclu avec la Russie. Le 7, M. de Luchésini présenta à Sa Majesté ses lettres de rappel, et son successeur, M. de Knobelsdorff, ses lettres de créance; car il est bon d'observer que tandis que la Prusse nous provoquoit, aux yeux de toute l'Europe, par ses armemens, par ses journaux, par les scènes

publiques que jouoient ses jeunes officiers, tant sur le théâtre de Berlin, que sous les fenêtres du ministre de France, M. de la Forêt, elle continuoit à traiter notre gouvernement avec le ton de la plus grande modération, dans toutes les relations directes et diplomatiques. 1806. Sept.

Cependant une telle comédie ne pouvoit durer long-temps. Outre ces préparatifs, dont le but n'étoit plus un mystère; outre la non-ratification de la Russie, dont la cause étoit évidente, et fut encore développée dans les proclamations adresées, le 10 et le 13 de septembre par l'empereur Alexandre au Sénat et au peuple russe; enfin, outre le rapprochement de la Prusse avec la Suède, dont il étoit impossible de méconnoître le motif, on n'ignoroit pas en France les négociations renouées depuis quelque temps avec l'Angleterre, et dont le résultat ne tarda point à devenir public. En effet, on vit, dès le 16, l'ambassadeur prussien, M. Jacobi, aller se rembarquer à Hambourg pour l'Angleterre, les gazettes de Londres annoncer, dès le 24, le rétablissement de la bonne harmonie et des rapports commerciaux et politiques entre les deux états, et lord Morpeth, devenu de-

1806. Sept. puis si célèbre, partir de Londres le 28, afin de suivre Frédéric-Guillaume à l'armée. On peut dire que le Gouvernement français avait montré une longue patience envers la Prusse; mais il est un terme à tout, et la prudence ordonnoit d'ailleurs des mesures de précaution. Cependant, afin d'ôter jusqu'au plus léger prétexte à la malveillance, l'Empereur voulut encore, avant que d'ordonner des mouvemens de troupes, expliquer à l'Allemagne entière, comme il le fit par une lettre adressée le 11 septembre au Prince-Primat, le genre de protection qu'il comptoit exercer sur la confédération du Rhin, protection en vertu de laquelle il ne prétendoit s'immiscer en rien dans les affaires intérieures des états confédérés.

Il ne sera pas hors de propos d'observer ici que comme l'occupation de la Bavière par les Autrichiens avoit été, en 1805, le signal de la guerre, ce fut également l'entrée des troupes prussiennes en Saxe qui fut, en 1806, le signal du rassemblement pour l'armée française. Les premiers ordres de l'Empereur partirent à l'instant même où les premiers bataillons du prince de Hohenlohe touchèrent le territoire saxon. Les Prussiens occupèrent la

capitale de cet état le 12 septembre; et le 12 septembre les troupes françaises et alliées commencèrent, en Franconie et en Souabe, à quitter leurs cantonnemens. Le lendemain 13, parut une note circulaire du Prince Primat, qui proposoit à tous les souverains confédérés d'établir en principe l'inviolabilité de leur territoire; mesure qui tendoit à avertir tout état voisin que violer le sol d'un de ces princes, c'étoit s'en prendre à la confédération toute entière; et l'Empereur, en l'absence de la Diète et vu les circonstances, se hâta de ratifier cette déclaration en sa qualité de protecteur. 1806. Sept.

La guerre, au reste, devenoit chaque jour plus certaine, la mort de M. Fox qui arriva vers cette époque, le 13 septembre, laissant le champ tout-à-fait libre, dans le cabinet britannique, au parti de la guerre, qui ne cessoit de la souffler et de la solder sur le continent. Ses efforts pour l'alimenter en Italie devenoient cependant chaque jour plus vains. Dès que les Français, maîtres de Gaëte, avoient pu disposer de quelques forces, on les avoit vus se reporter rapidement dans les deux Calabres, attaquant et dispersant tout ce qui se rencontroit devant eux. Le 5 de septembre,

1806. Sept. le général Stuartt désespérant du succès, et indigné du genre de guerre, à-la-fois vil et atroce, que sa cour le condamnoit à faire, s'étoit rembarqué pour la Sicile; dès le 16, le serviteur de la reine Caroline, l'organisateur des bandes de la Calabre, Sidney-Smith, quitta lui-même l'île de Capri, quartier-général de ses galériens et de ses bandits, afin de repasser à Messine, comme s'il eût abandonné définitivement ses projets; et vers le 25 il ne resta plus un seul Anglais, en rase campagne, sur la terre ferme.

Si nous nous permettons d'anticiper seulement de quelques jours, nous verrons les armes françaises obtenir aussi de nouveaux avantages à l'autre extrémité de l'Italie. Les Russes battus toutes les fois qu'ils paroissoient sur ce point, profitèrent de la sécurité que la signature de la paix avoit fait naître parmi nos troupes, qui se préparoient paisiblement à prendre possession de Cattaro, pour combiner d'autres attaques. Instruits que leur Empereur ne vouloit pas ratifier le traité, ils temporisèrent d'abord pour la remise de Cattaro, et profitèrent ensuite de l'état des choses pour repousser, à l'aide de renforts qu'ils avoient fait venir de Corfou et du pays des Monténé-

grins, quelques avant-postes français, qui jetèrent leurs canons à la mer, afin de ne pas les leur abandonner. Mais le général Marmont à peine informé de cette irruption nouvelle, réunit un corps d'environ six mille hommes et marcha droit aux ennemis, qui se trouvoient en avant de Castel-Novo, au nombre de quatorze à quinze mille, dont six mille Russes et neuf mille Monténégrins. Ces troupes attaquées avec impétuosité par les Français, le 29 septembre, puis le 30, furent complètement battues, et se retirèrent, partie dans leurs vaisseaux, partie dans Castel-Novo ou dans leurs montagnes, laissant au-delà de neuf cents morts, deux cents prisonniers et vingt-un drapeaux, sans compter un assez grand nombre de blessés. Le général Marmont fit brûler, par représailles pour les horreurs commises dans le pays de Raguse, les faubourgs de Castel-Novo, ainsi que plusieurs villages des Monténégrins; et les Russes se trouvèrent affoiblis par cette expédition, au point d'être hors d'état de faire de long-temps aucune tentative nouvelle. 1806. Sept.

Mais ces petits combats, où la valeur, où l'habileté française se signaloient ainsi en suppléant au nombre, n'étoient que le prélude

1806. Sept. des événemens qui se préparoient sur un plus grand théâtre.

La cour de Prusse, dans ses malheureux projets, dans ses folles conceptions, embrassoit tous les pays, prétendoit menacer à la fois tous les points. Des mouvemens de troupes s'étoient fait remarquer en Hanovre comme par-tout ailleurs : ils avoient pris même, du 8 au 15 de septembre, un nouveau degré d'activité; et les généraux Blücher, Ruchel et Lecoq continuèrent, pendant tout le reste de ce mois, à s'agiter dans ce pays d'une manière vraiment extraordinaire, et en quelque sorte ridicule. Mais là, comme ailleurs, il ne leur servit de rien d'avoir pris l'initiative. Le 15 de ce mois, il n'y avoit pas un soldat en mouvement en Hollande : le roi étoit absent. Mais les ordres venoient d'arriver. Dés le 17, par-tout les troupes s'ébranlent, pour se concentrer près de Groningue; le roi arrive le 19 à la Haye; le 20 il travaille avec ses ministres; aussitôt tout est réglé; le camp de Zeist se forme, et avant la fin du mois, ce royaume, que l'on vouloit attaquer, que peut-être même on se flattoit de surprendre sans défense, a une armée toute prête à porter chez l'ennemi la guerre dont on le menaçoit.

On se doute bien que les préparatifs de l'armée française n'étoient pas moins prompts. C'est le 12, comme nous l'avons dit, que le premier mouvement eut lieu parmi les troupes stationnées en Souabe ; le 17 le corps du prince de Ponte-Corvo, qui se trouvoit le plus voisin de l'ennemi, se concentroit déjà vers Bareuth et vers Cobourg ; le 18 au matin la capitale vit des détachemens de la cavalerie de la garde quitter ses murs, s'acheminer vers le Rhin, et les voitures de l'Empereur prendre la même route ; le 19, le 20, le 21, l'infanterie de la garde partit avec des relais pour l'Allemagne ; des brigades de boulangers s'organisèrent à Paris, afin d'aller, sur les frontières septentrionales, confectionner du biscuit pour les troupes ; et le camp de Meudon commença à se mettre en marche pour rejoindre la grande-armée. 1806. Sept.

C'est ainsi que tout s'ébranloit à la fois pour la guerre. Mais tandis que les généraux prussiens fatiguoient, depuis trois mois, leurs troupes, et plus encore leurs gazetiers, de marches et de contre-marches, tout s'opéroit avec calme et célérité du côté de la France. Autant il y avoit eu de forfanterie, autant il régnoit de confusion, de désordre, de contra-

1806. Sept. dictions dans les préparatifs de la Prusse; autant on remarqua de simplicité, d'ordre et d'ensemble dans ceux de l'armée française. Les premiers ordres étoient parvenus le 10 aux différentes divisions; dès le 20 tous ces grands corps, dirigés et animés pour ainsi dire par le même génie, avoient quitté leurs cantonnemens, et s'avançoient avec rapidité vers leurs destinations respectives. Ce même jour, 20 septembre, le départ du roi de Prusse, annoncé depuis si long-temps, s'effectuoit enfin : il partit pour Potsdam, et de-là pour l'armée de Saxe, traînant la reine après lui. Le lendemain 21, l'Empereur, encore tranquille dans sa capitale, écrivoit aux rois de Bavière, de Wurtemberg, à tous les princes confédérés, pour leur faire part de ses armemens, et les inviter à imiter cet exemple. Le même jour le *Moniteur* annonça officiellement l'adhésion de l'électeur de Wurtzbourg à la confédération du Rhin, en vertu d'un traité qui venoit d'être signé à Paris; et deux jours après la même feuille donnoit encore, sous la forme la plus douce, celle de la louange, de sages, d'utiles conseils aux électeurs de Saxe et de Cassel; heureux ce dernier surtout, s'il avoit su en profiter!

A partir de cette époque, les journaux anglais ne furent plus remplis, et sans doute à dessein, que de longues énumérations *des forces considérables* rassemblées à Plymouth pour agir contre la France ; mais cette prétendue diversion ne diminua pas d'un homme le nombre des troupes françaises destinées pour l'Allemagne. 1806. Sept.

Enfin, le 25 septembre, l'Empereur jugea qu'il étoit temps de quitter la capitale et de se porter vers les frontières. Le 28, il arriva à Mayence, accompagné de l'Impératrice, qui devoit y rester, ainsi que du prince Jérome; et le même jour, parut en Franconie un météore lumineux, qu'une partie du peuple ne manqua pas de regarder comme une sorte de pronostic des événemens futurs, et qui produisit surtout, à ce que l'on assure, une grande sensation parmi les classes inférieures des sectateurs de Moïse.

Toujours plus étonnant, s'il est possible, tant par sa prudence prévoyante, que par son génie même et par son audace sur le champ de bataille, l'Empereur, avant que de quitter la France, ordonna, le 30, de mettre en activité les gardes nationales de la Roër et des autres départemens des frontières du nord, comme

1806. Oct. s'il eût déjà prévu des revers ou des défaites. Le 1.er octobre il passa le Rhin.

Les faits vont se succéder maintenant avec une telle rapidité, que pour les présenter avec plus d'ordre, et ne laisser échapper aucun des rapprochemens curieux qui vont renaître à chaque pas, nous croyons devoir suivre de nouveau les évènemens jour par jour, à peu près comme nous l'avons déjà fait pour la campagne d'Autriche et de Moravie.

Au moment où l'Empereur quittoit Mayence, lord Morpeth, quittoit Londres, pour s'acheminer vers le continent, avec de l'or, des phrases et des promesses, afin d'y ralumer et d'y propager l'incendie. Le même jour, six mille grenadiers ou chasseurs du département du Nord, destinés à la garde des côtes, s'assembloient pour se porter à S.-Omer; les gardes nationales de toute la rive droite du Rhin étoient rendues mobiles; vingt mille hommes, pris dans les neuf départemens les plus voisins, recevoient l'ordre de se porter vers Mayence, pour couvrir la frontière; et déjà des instructions (toujours dictées par cette prévoyance qui ne néglige aucune précaution possible) arrivoient à Forcheim, au centre de la Franconie, pour réparer cette forteresse. Accueilli le 2 au matin avec ma-

gnificence à Aschaffenbourg par le Prince-Primat, et le soir à Wurtzbourg par le nouveau Grand-Duc, le prince Ferdinand d'Autriche, l'Empereur visita, le 3, dans le plus grand détail, la citadelle de Wurtzbourg, ordonna de la mettre en état de défense, ainsi que toutes les places du Duché, d'y établir un grand dépôt pour l'armée, et décréta le même jour la création d'une *légion du nord* composée de déserteurs prussiens, le rassemblement d'un huitième corps de la Grande-Armée à Mayence, et la formation dans le même lieu d'une avant-garde pour l'armée du nord. 1806. Oct.

Cependant l'armée prussienne d'un côté, et quelques corps de l'armée française de l'autre, s'étoient avancés de manière que, du 1er au 3, les avant-postes ne se trouvèrent plus séparés que par le Mein, par la Reidnitz; et déjà dès ce moment la différence qui se faisoit remarquer dans les mouvemens des deux armées put devenir, aux yeux de l'observateur éclairé, une sorte de pronostic du sort de la campagne. Tandis que les corps des généraux Blücher, Ruchel, Kalkreuth, se portant tantôt vers la Westphalie, tantôt vers la Hesse ou vers la Saxe, trahissoient, par toutes ces marches ou

1806. Oct. contre-marches, une grande indécision et l'absence de tout plan fixe, on voyoit l'armée française obtenir déjà, autant par l'unité que par la rapidité de ses mouvemens, l'avantage incalculable de donner à la guerre la direction qui convenoit à son chef.

L'activité de ce chef animoit tout, et se communiquoit partout à-la-fois. Du 1er au 7 octobre, les ordres arrivèrent dans tous les départemens, pour le départ de la réserve de 1806; le 4, le prince héréditaire de Bade quittoit Carlsruhe pour se rendre au quartier général impérial, et apprendre la guerre sous le grand capitaine; de nouveaux corps de gardes nationales, celles de Bruges, d'Ostende, de Tournout et des districts voisins, se portoient vers les côtes pour surveiller les ennemis du continent; enfin deux couriers de l'Empereur étant arrivés à la Haye, le Roi adressa, dans la journée, à Leurs Hautes-Puissances un nouveau plan de finances, devenu nécessaire dans les circonstances présentes, leur annonça la guerre, et partit la nuit suivante pour joindre son armée à Utrecht.

Le roi de Prusse se trouvoit déjà depuis quelque temps à son quartier général, où on

lui faisoit, chaque jour, passer des revues et jouer publiquement une sorte de comédie; afin d'éveiller parmi ses troupes un enthousiasme qui n'avoit jamais existé que dans les gazettes ou dans quelques jeunes têtes de la garnison de Berlin. Le 6, il faisoit dîner avec lui le pamphlétiste Gentz, qui travailloit depuis deux mois au fameux manifeste qui parut deux jours après. Le moment, au reste, pour un tel dîner étoit bien choisi; car ce même jour, l'Empereur, arrivant à Bamberg, adressoit à ses troupes une proclamation plus courte, plus simple que celle de Gentz, et qui devoit avoir un plus heureux résultat. De son côté, lord Morpeth débarquoit ce jour-là à Hambourg, d'où il repartit en grande hâte, le lendemain, avec toute sa légation, pour le quartier général prussien, d'où il devoit repartir, il est vrai, avec plus de hâte encore, au bout d'un séjour de quelques heures. 1806. Oct.

Vers ce temps, les Princes de la confédération du Rhin s'occupoient ou à rassembler ou à fournir leurs contingens; et le roi de Wurtemberg, entre autres, s'étoit déjà rendu auprès de l'Empereur à Wurtzbourg (où il décora le prince Jérôme de son grand ordre royal) pour conférer avec le Monarque Français.

1806. Oct. L'aveuglement du cabinet prussien étoit tel, qu'on auroit de la peine à le croire, s'il n'étoit constaté par des pièces officielles publiées par lui-même, et par le témoignage de toutes les feuilles allemandes imprimées avant sa chute. Ce Gouvernement qui, au milieu de ses préparatifs contre la France, avoit conservé au moins dans les relations directes les égards et le ton de la modération, s'enivra tout-à-coup d'orgueil et s'oublia au point de prétendre, dans ses dernières notes, exiger ce que dix ans même de victoires ne lui eussent pas donné le droit de demander à une nation telle que la nation française, c'est-à-dire que la Grande-Armée sortît d'Allemagne avant le 8 octobre, si elle ne vouloit pas y être contrainte par la force des armes. Le canon seul pouvoit répondre à semblable insolence. Le 7, l'Empereur, après avoir lu cette note, adressa au Sénat-Conservateur une lettre, à laquelle étoient joints les rapports faits par le prince de Bénévent sur la conduite de la Prusse, toutes les notes échangées entre ce ministre et M. Knosbelsdorff depuis le 11 du mois précédent; et le 8 il quitta Bamberg, à trois heures du matin, afin d'aller répondre, ce jour-là même, ainsi que le roi de Prusse l'avoit desiré, à sa sommation.

Le passage de la Saala, opéré par le grand duc de Berg vers Saalbourg, à la suite d'une légère canonnade, ouvrit en effet la campagne le 8; mais ce fut le 9, (à l'heure même où le manifeste prussien paroissoit à Erfurth) que le premier combat sérieux se livra à Schleitz, village que l'Empereur fit emporter sous ses yeux par le prince de Ponte-Corvo, qui en chassa dix mille Prussiens, tandis que le maréchal Soult forçoit Hoff et s'emparoit dans cette ville des magasins ennemis. Le 10, une affaire plus sérieuse encore s'engagea à Saafeld, entre le maréchal Lannes et le prince Louis de Prusse, qui, battu avec l'avant-garde du prince de Hohenlohe, finit par se faire tuer lui-même, après avoir perdu mille hommes sur le champ de bataille, six cents prisonniers et trente pièces de canon. Le lendemain 11, la brigade de réserve du général Lassalle, culbutant l'escorte des bagages, enleva cinq cents caissons ou autres voitures. 1806. Oct.

Pendant ces divers combats et par suite de ces différens avantages, les manœuvres combinées, ordonnées par l'Empereur à toutes les divisions, s'exécutoient successivement avec l'ensemble et la ponctualité les plus admirables; dès le 11, Dresde et Berlin se trouvè-

1806. Oct. rent découverts, et l'armée prussienne tournée par sa gauche; le 12, ces mouvemens s'achevoient par des marches rapides sur Naumbourg et Jéna; et les Prussiens, qui s'étoient livrés aux combinaisons les plus mal conçues et les plus hasardées (parce qu'elles étoient sans liaison et sans point d'appui), se voyoient contraints de rappeler à la hâte des corps qu'ils avoient poussés sur Wurtzbourg, vers Francfort et vers Cassel, dans le dessein de menacer notre aile gauche et même nos frontières.

Mais, pendant que tout se préparoit en Saxe pour un grand événement, que faisaient les autres ennemis de la France pour seconder le prince qu'ils avoient ainsi poussé vers l'abîme? Le roi de Suède, qu'on avoit vu s'agiter en tous sens pour forcer la Prusse à armer contre la France, venoit de retourner, comme nous l'avons dit, et se tenoit tranquille dans ses états. La Russie, l'un des principaux mobiles de cette guerre, et dont les gazettes faisaient accourir les armées depuis plus de trois mois, n'avoit pas un homme à portée de défendre seulement la Pologne, où ses troupes ne parurent que plus de deux mois après. Pour l'Angleterre, on ne

peut nier qu'elle n'aidât puissamment la Prusse : lord Morpeth étoit depuis plusieurs jours en Saxe avec une nombreuse légation : tandis que l'on commençoit à combattre à Saalbourg, à Schleitz, à Saalfeld, à Géra, le ministre des affaires étrangères, lord Howick, accordoit à Londres, le 11, une longue audience au ministre de Prusse, et expédioit l'ordre de ne plus courir sur les vaisseaux de cette puissance ; des bombardes et des bateaux chargés de nouvelles fusées ou machines infernales se présentoient, pendant les nuits du 9, du 10 et du 13 (car c'est toujours dans l'ombre que les Anglais tentent leurs expéditions), pour incendier Boulogne et Calais, où un petit nombre de maisons particulières éprouva seul quelque dommage ; enfin lord Lauderdale quittait Paris le 9, et le 12 Boulogne, où il étoit arrivé au moment même où ses compatriotes essayoient de le bombarder. A toutes ces diversions, également puissantes, il est juste d'en ajouter une encore, pour laquelle les Anglais, il faut l'avouer, ont tout-à-la-fois un goût et une habileté extrêmes, celle qui résulte des faux bruits et des fausses nouvelles ; car, dès le 10, tout le nord de l'Allemagne retentissoit du débarquement de

1806 Oct.

1806. Oct. troupes anglaises, qui n'ont jamais débarquées; du retour du roi et des troupes suédoises, qui ne sont jamais revenus; et à Londres, les plus beaux détails sur la défaite, tantôt *totale*, tantôt *partielle*, de la Grande-Armée française, circulèrent et se soutinrent jusqu'au 20 ou au 22, au moyen de rapports *officiels*.

Si nous jetons les yeux sur ce qui se passait à cette époque, dans le reste de l'Europe, nous voyons Naples s'acheminer de plus en plus vers la tranquillité; l'empereur d'Autriche réunir diverses armées d'observation, notamment en Bohème et en Moravie; le général polonais Dumbroski quitter l'Italie pour se rendre à la Grande-Armée; plus de soixante élèves de l'école Polytechnique se faire inscrire, avant le temps, pour servir dans le génie ou l'artillerie; cinquante élèves du prytanée de Saint-Cyr, et trois cents de l'école de Fontainebleau, partir de même pour les autres corps; enfin le roi de Wurtemberg publier à-la-fois deux proclamations, l'une pour sommer ses sujets de quitter, sous trois mois, tout service étranger, et l'autre adressée aux troupes qui alloient joindre la Grande-Armée française.

1806. Oct.

Cependant, le 12 octobre, tous les mouvemens ordonnés par l'Empereur étant opérés, et les divisions à-peu-près parvenues sur les points indiqués, toute la position des Prussiens se trouva tellement tournée que, contraints de faire une demi-conversion, ils se placèrent alors le dos, pour ainsi dire, au Rhin, tandis que l'armée française, bordant l'Elster et la Saale, avoit au contraire l'Elbe presque à son dos. Voici quelle étoit, ce soir-là, la disposition des différens corps français. L'armée formoit deux lignes. En première ligne, sur la Saale, étoit, à la droite, le maréchal Davoust, qui occupa, à la nuit, Naumbourg, où il enleva des magasins et un superbe équipage de pontons; au centre étoit le maréchal Lannes, en arrière de Jéna; à la gauche, le maréchal Augereau, à Kala. La seconde ligne, beaucoup plus développée, s'étendoit en partie le long de l'Elster; le grand duc de Berg, formant l'extrémité droite, étoit au de-là de Zeist, poussant ses coureurs jusqu'aux portes de Leipsick; à Zeist même se trouvoit le prince de Ponte-Corvo; au centre, le quartier-général, le corps du maréchal Soult et la garde impériale occupoient Géra; le maréchal Ney avoit pris poste à Neustadt; et à Schleitz étoit

1806. Oct. le prince Jérôme, avec les Bavarois et les autres alliés, dont une partie étoit restée devant le fort de Plassenbourg.

On peut déjà observer, en examinant cette position, avec quel soin l'Empereur, qui réunissoit et concentroit les masses destinées à agir, développoit au contraire les extrémités de sa seconde ligne, afin d'éclairer et d'assurer ses flancs, aimant mieux se priver de quelques troupes sur le champ de bataille, et conserver ses communications, ses lignes d'opération et de retraite; et ce qui semble même expliquer toute sa pensée, c'est de voir sa droite arriver, tard en partie, mais arriver toute sur le champ de bataille; et à sa gauche, au contraire, une portion du corps du maréchal Ney et tout celui du prince Jérôme, ne point prendre part du tout au combat.

C'est de cette position, qui sembloit promettre de si heureux résultats, que le conquérant écrivit au roi de Prusse cette lettre, aussi remarquable peut-être par la modération du style que par celle des propositions, et qui auroit pu prévenir encore l'effusion du sang, si Frédéric Guillaume eût été moins circonvenu par les ennemis de la paix, qui, bouchant toutes les avenues, ne la laissèrent

parvenir jusqu'à lui que le 14 au matin, quand le canon eut commencé à gronder. Cette pièce est tellement historique, elle sera d'un tel intérêt pour la prospérité, que nous ne pouvons nous dispenser de la rapporter ici textuellement. 1806. Oct.

Lettre au roi de Prusse, portée par M. de Montesquiou, capitaine officier d'ordonnance, parti de Géra, le 13 octobre 1806, à dix heures du matin, et arrivé au camp du général Hohenlohe, à quatre heures après midi.

« Monsieur mon frère, je n'ai reçu que » le 7 la lettre de V. M. du 25 septembre. » Je suis fâché qu'on lui ait fait signer cette » espèce de pamphlet (1). Je ne lui réponds » que pour lui protester que jamais je n'at- » tribuerai à elle les choses qui y sont conte- » nues; toutes sont contraires à son caractère » et à l'honneur de tous deux. Je plains et » dédaigne les rédacteurs d'un pareil ou-

(1) « Ceci a rapport à une lettre du roi de Prusse, com- » posée de vingt pages, véritable rapsodie, et que très- » certainement le roi n'a pu ni lire, ni comprendre. »

1806. Oct. » vrage. J'ai reçu, immédiatement après, la
» note de son ministre, du 1er octobre. Elle
» m'a donné rendez-vous le 8 ; en bon che-
» valier, je lui ai tenu parole : je suis au mi-
» lieu de la Saxe. Qu'elle m'en croie, j'ai des
» forces telles, que toutes ses forces ne peu-
» vent balancer long-temps la victoire. Mais
» pourquoi répandre tant de sang? à quel
» but? Je tiendrai à V. M. le même langage
» que j'ai tenu à l'empereur Alexandre deux
» jours avant la bataille d'Austerlitz. Fasse le
» ciel que des hommes vendus ou fanatisés,
» plus les ennemis d'elle et de son règne,
» qu'ils ne le sont des miens et de ma nation,
» ne lui donnent pas les mêmes conseils, pour
» la faire arriver au même résultat!

» Sire, j'ai été votre ami depuis six ans. Je
» ne veux point profiter de cette espèce de
» vertige qui anime les conseils de V. M., et qui
» lui ont fait commettre ces erreurs politiques
» dont l'Europe est encore tout étonnée, et
» des erreurs militaires de l'énormité des-
» quelles l'Europe ne tardera pas à retentir.
» Si elle m'eût demandé des choses possibles,
» par sa note, je les lui eusse accordées; elle
» a demandé mon déshonneur, elle devoit
» être certaine de ma réponse. La guerre est

» donc faite entre nous, l'alliance rompue 1806.
» pour jamais. Mais pourquoi faire égorger Oct.
» nos sujets? Je ne prise point une victoire
» qui sera achetée par la vie d'un bon nom-
» bre de mes enfans. Si j'étois à mon début
» dans la carrière militaire, et si je pouvois
» craindre les hasards des combats, ce langage
» seroit tout-à-fait déplacé. Sire, votre ma-
» jesté sera vaincue; elle aura compromis
» le repos de ses jours, l'existence de ses
» sujets sans l'ombre d'un prétexte. Elle
» est aujourd'hui intacte et peut traiter
» avec moi d'une manière conforme à son
» rang; elle traitera avant un mois dans une
» situation différente; elle s'est laissé aller à
» des irritations qu'on a calculées et prépa-
» rées avec art; elle m'a dit qu'elle m'avoit
» souvent rendu des services; eh bien, je veux
» lui donner la plus grande preuve du souve-
» nir que j'en ai; elle est maîtresse de sauver
» à ses sujets les ravages et les malheurs de la
» guerre; à peine commencée, elle peut la
» terminer, et elle fera une chose dont l'Eu-
» rope lui saura gré. Si elle écoute les furi-
» bonds qui, il y a quatorze ans, vouloient
» prendre Paris, et qui aujourd'hui l'ont em-
» barquée dans une guerre, et immédiate-

1806. Oct. » ment après dans des plans offensifs également
» inconcevables, elle fera à son peuple un
» mal que le reste de sa vie ne pourra guérir.
» Sire, je n'ai rien à gagner contre V. M.; je
» ne veux rien et n'ai rien voulu d'elle : la
» guerre actuelle est une guerre impolitique.
» Je sens que peut-être j'irrite dans cette let-
» tre une certaine susceptibilité naturelle à
» tout souverain; mais les circonstances ne
» demandent aucun ménagement; je lui dis
» les choses comme je les pense. Et d'ailleurs
» que V. M. me permette de le lui dire, ce
» n'est pas pour l'Europe une grande décou-
» verte que d'apprendre que la France est
» du triple plus populeuse et aussi brave et
» aguerrie que les Etats de V. M. Je ne lui ai
» donné aucun sujet réel de guerre. Qu'elle
» ordonne à cet essaim de malveillans et d'in-
» considérés de se taire à l'aspect de son trône
» dans le respect qui lui est dû, et qu'elle
» rende la tranquillité à elle et à ses Etats. Si
» elle ne retrouve plus jamais en moi un
» allié, elle retrouvera un homme desireux
» de ne faire que des guerres indispensables
» à la politique de mes peuples, et de ne point
» répandre le sang dans une lutte avec des
» souverains qui n'ont avec moi aucune op-

» position d'industrie, de commerce et de 1806.
» politique. Je prie V. M. de ne voir dans cette Oct.
» lettre que le desir que j'ai d'épargner le
» sang des hommes et d'éviter à une nation,
» qui, géographiquement, ne sauroit être
» ennemie de la mienne, l'amer repentir
» d'avoir trop écouté des sentimens éphémères
» qui s'excitent et se calment avec tant de fa-
» cilité parmi les peuples.

» Sur ce, je prie Dieu, monsieur mon
» frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne
» garde.

» De votre majesté le bon frère ».

Signé, NAPOLÉON.

De mon camp impérial de Géra, le 12 octobre 1806.

L'Empereur employa la journée du 13 à opérer ses derniers mouvemens, qui eurent pour but de doubler et de faire arriver, de la manière suivante, ses deux lignes sur le champ de bataille. A la première ligne, les maréchaux Davoust et Augereau conservoient et assuroient leurs positions respectives à Naumbourg et à Kala, et le maréchal Lannes arrivoit le matin à Jéna. A la droite de la

1806. Oct. seconde ligne, le grand-duc de Berg se rapprochoit du centre par Naumbourg, en laissant des partis sur Leipsick et Halle; à la gauche, le maréchal Ney venoit de Neustadt à Roda, en arrière et dans l'intervalle entre les maréchaux Lannes et Augereau; le quartier-général restoit à Géra; le maréchal Soult en partoit pour se rapprocher du champ de bataille en occupant l'embranchement des routes de Naumbourg et de Jéna; enfin, le corps du prince de Ponte-Corvo marchoit de Zeist à Dornnbourg, afin de pouvoir prendre également à dos l'ennemi, soit qu'il se portât en force vers Naumbourg, soit qu'il se portât sur Jéna. Quant au maréchal Davoust, il avoit ordre de déboucher de Naumbourg, ou pour défendre les défilés de Kosen, si l'ennemi entreprenoit de se faire jour par là (ce qui eut lieu), ou pour se rendre à Apolda, afin de le prendre à dos s'il restoit dans sa position. L'Empereur arriva lui-même à Jéna à deux heures après midi (1). Etant monté sur un petit plateau qu'occupoit l'avant-garde du maréchal

(1) Bulletin officiel.

Lannes, il observa les dispositions des Prus- 1806.
siens qui paroissoient manœuvrer pour at- Oct.
taquer le lendemain les débouchés de la Saale. L'ennemi défendoit, par une position qui sembloit inexpugnable, la chaussée de Jéna à Weimar, se flattant d'empêcher par là les Français de déboucher dans la plaine. Il avoit cru impossible de monter de l'artillerie sur le plateau de Jéna, dont le sommet d'ailleurs étoit si petit que quatre bataillons pouvoient à peine s'y déployer. Mais l'Empereur fit travailler toute la nuit à un chemin dans le roc, et l'on parvint à conduire des canons sur la hauteur : il fit occuper cette montagne, que l'ennemi sembloit avoir négligée parce qu'il n'en avoit pas connu toute l'importance, par le corps du maréchal Lannes, et bivouaqua lui-même au sommet, au milieu de l'infanterie de la garde formée en bataillon carré. Les maréchaux Soult et Ney passèrent toute cette nuit en marche; le premier pour venir se placer à la droite du maréchal Lannes, l'autre pour se réunir au centre avec celles de ses troupes qui se trouvoient arrivées.

Voyons maintenant quelle étoit la position des Prussiens.

Il paroît certain que le roi de Prusse,

1806. Oct. voulant commencer les hostilités le 9 octobre, et résolu à prendre l'offensive, avoit le projet de déboucher sur Francfort par sa droite, sur Wurtzbourg par son centre, et sur Bamberg par sa gauche : toutes les divisions de son armée étoient disposées pour exécuter ce plan ; et comme les mouvemens des Français semblèrent d'abord le favoriser, en découvrant momentanément ces deux points, Wurtzbourg parut en effet menacé un instant, et des détachemens ennemis pénétrèrent assez près de Francfort. Mais l'armée française tournant, comme nous l'avons vu, sur l'extrémité gauche de l'armée prussienne, s'étoit trouvée en peu de jours à Saalbourg, Lobenstein, Schleitz, Géra et Naumbourg. Les généraux prussiens, déconcertés, avoient employé les journées des 9, 10, 11 et 12, à rappeler leurs détachemens, à tenir des conseils, et le 13, ils se concentrèrent et se présentèrent en ordre de bataille entre Capelsdorff et Auerstaedt. Tout porte à croire (entre autres les efforts qu'ils firent au moment de la bataille) qu'ils avoient senti enfin, mais un peu tard, l'importance de la position de Naumbourg, qui auroit en effet assuré leur retraite, s'ils l'eussent occupé à temps.

« La nuit qui précéda la bataille, dit le 1806. Oct.
» rapport officiel, offrit un spectacle digne
» d'observation, celui de deux armées, dont
» l'une déployoit son front sur six lieues
» d'étendue, et embrasoit de ses feux l'at-
» mosphère; l'autre dont les feux apparens
» étoient concentrés sur un petit point;
» et dans l'une et dans l'autre, de l'activité
» et du mouvement. Les feux des deux
» armées étoient à une demi-portée de ca-
» non; les sentinelles se touchoient presque,
» et il ne se faisoit pas un mouvement qui ne
» fût entendu. »

Le point du jour trouva l'armée française sous les armes. L'Empereur avoit fait pratiquer, de la ville de Jéna et des vallées voisines, des débouchés propres à faciliter le déploiement des troupes qu'on n'avoit pu placer sur la montagne, et l'artillerie établie sur le plateau couvroit leurs mouvemens. Un brouillard épais, ainsi qu'au commencement de la bataille d'Austerlitz, obscurcissoit le jour. L'Empereur passa devant plusieurs lignes. Il recommanda aux soldats (1) *de se tenir en garde contre cette cavalerie prus-*

(1) Bulletin officiel.

1806. Oct *sienne qu'on peignoit comme si redoutable. Il les fit souvenir qu'il y avoit un an qu'à la même époque ils avoient pris Ulm; que l'armée prussienne, comme l'armée autrichienne, étoit cernée, ayant perdu sa ligne d'opération, ses magasins; qu'elle ne se battoit plus dans ce moment pour la gloire, mais pour sa retraite; que, cherchant à faire une trouée sur différens points, le corps d'armée qui la laisseroit passer seroit perdu d'honneur et de réputation.* A ce discours animé, le soldat répondit par des cris de MARCHONS ! ! !

Aussitôt les tirailleurs engagèrent l'action au centre; la fusillade devint vive : quelque forte que fût la position que l'ennemi occupoit sur la route de Jéna à Weimar, position qu'il avoit hérissée d'artillerie, elle fut escaladée et emportée; les corps qui l'occupoient furent culbutés, et l'armée française, débouchant dans la plaine, commença à prendre son ordre de bataille.

Cependant l'armée ennemie, formée en trois corps principaux, avoit détaché l'une de ces divisions, estimée de quarante à cinquante mille hommes, contre le maréchal Davoust, afin de s'emparer des défilés de

Koesen, et de s'ouvrir la position de Naumbourg, qui, comme nous l'avons déjà observé, tournoit sa gauche et coupoit sa retraite naturelle. Mais le maréchal occupoit ces défilés depuis le point du jour, et onze attaques successives ne purent l'en déloger (1); son corps d'armée, selon l'expression de l'Empereur, *fit des prodiges*, contint d'abord *par sa rare intrépidité*, puis mena battant pendant près de trois lieues, des forces doubles des siennes, et contribua de tout son pouvoir au succès de cette immortelle journée. Mais revenons devant Jéna, où devoient se frapper les plus grands coups. 1806. Oct.

A peine l'Empereur avoit-il emporté la position dont nous venons de parler, que les deux autres divisions prussiennes, fortes de quatre-vingt mille combattans, et commandées par le duc de Brunswick et le général Ruchel, s'avancèrent au-devant des Français, qui, maîtres des défilés, débouchoient alors du plateau et des vallées de Jéna. Le brouil-

(1) *Précis de la bataille d'Auerstaedt* (c'est ainsi que les Prussiens nomment la bataille de Jéna), par un aide-de-camp prussien.

1806. Oct. lard couvrit les deux armées pendant deux heures ; mais enfin il fut dissipé par un beau soleil d'automne (1). Les deux armées s'aperçurent alors à petite portée de canon. La gauche des Français, appuyée à un village et à des bois, étoit commandée par le maréchal Augereau. La garde impériale la séparoit du centre qu'occupoit le corps du maréchal Lannes. Celui du maréchal Soult formoit la droite. Le maréchal Ney n'avoit qu'un simple corps de trois mille hommes, seules troupes de sa division qui fussent arrivées. La grosse cavalerie, aux ordres du grand duc de Berg, n'avoit pas encore rejoint l'armée, et ne pouvoit la rejoindre avant midi. La cavalerie de la garde impériale étoit à trente-six heures de distance, et ne put se réunir aux vainqueurs, dans leur course rapide, que quatre jours après la bataille. Mais il est des momens à la guerre, dit le rapport officiel, où aucune considération ne doit balancer l'avantage de prévenir l'ennemi et d'attaquer le premier. Seulement l'Empereur, qui voyoit l'armée prussienne nombreuse,

(1) Bulletin officiel.

montrant une belle cavalerie, et manœuvrant avec précision et rapidité, auroit voulu retarder de deux heures d'en venir aux mains afin d'attendre, dans la position qu'il avoit prise après l'attaque du point du jour, les troupes qui devoient le joindre et surtout sa grosse cavalerie. Mais l'impatience française l'emporta. Plusieurs bataillons s'étant engagés au village du Hollstaedt, l'Empereur vit l'ennemi s'ébranler pour les en déloger. Aussitôt le maréchal Lannes reçut ordre de marcher en échelons pour les soutenir. A la droite, le maréchal Soult attaqua un bois et une espèce de plateau, que l'ennemi bordoit d'une nombreuse artillerie. Enfin le fameux tacticien Ruchel, qui s'épuisoit en vaines manœuvres, avec sa droite, dans l'espoir d'induire en erreur les généraux français, ayant fait un mouvement sur notre gauche, le maréchal Augereau fut chargé de le repousser. En moins d'une heure l'action devint générale : deux cent cinquante à trois cent mille hommes (en y comprenant les divisions qui se battoient vers Koesen) étoient aux prises, et sept à huit cents pièces de canon semoient par-tout la mort. D'abord on manœuvra de part et d'autre comme à une

1806. Oct.

1806. Oct. parade : il n'y eut jamais le moindre désordre parmi les troupes françaises ; et la rapidité de leurs évolutions étonna les généraux prussiens, qui se trouvèrent continuellement devancés et prévenus dans toutes les manœuvres qu'ils tentèrent (1). L'Empereur, constamment entouré du prince de Neufchâtel, du maréchal Bessières, du grand maréchal du palais et du grand écuyer, garda toujours en réserve, outre la garde impériale, un bon nombre de troupes, afin de parer à tout accident imprévu.

Au bout de deux heures, le maréchal Soult eut emporté la position formidable qu'il attaquoit, et sur laquelle plusieurs bataillons gravirent et s'élancèrent, au milieu des batteries, avec la plus étonnante résolution. Il fit aussitôt un mouvement en avant. Dans cet instant on prévint l'Empereur que la grosse cavalerie arrivoit, et que deux nouvelles divisions du maréchal Ney se plaçoient en arrière sur le champ de bataille. Alors il fit avancer les troupes qui étoient en réserve

(1) *Précis de la bataille d'Auerstaedt*, par un aide-de-camp prussien.

derrière le centre de la première ligne, qui se trouvant ainsi appuyée, culbuta l'ennemi dans un clin d'œil, et le mit en pleine retraite. Il la fit en ordre pendant la première heure, mais elle devint un affreux désordre dès que les dragons et les cuirassiers français, ayant le grand duc de Berg à leur tête, purent prendre part à l'action. Ces braves, dit le rapport officiel, frémissant de ce que la victoire se décidoit sans eux (les chasseurs et les hussards avoient seuls donné jusque-là), se précipitèrent partout où ils rencontrèrent des ennemis; cavalerie, infanterie, rien ne put soutenir leur choc. En vain l'infanterie prussienne se forma en bataillons carrés; cinq de ces bataillons furent enfoncés; artilleurs, cavaliers, fantassins, tout fut culbuté; et les Français arrivèrent à Weimar en même temps que l'ennemi, qui fut ainsi poursuivi pendant près de cinq lieues. Ce qui augmenta encore le désordre, c'est que l'armée battue ayant perdu d'avance son point naturel de retraite, on vit une partie de l'aile gauche, qui fuyoit devant le maréchal Davoust, se retirer de Naumbourg sur Weimar, tandis qu'une partie de la droite et du centre fuyoit de Weimar vers Naumbourg. On peut à peine se faire

1806. Oct.

1806. Oct. une idée de la confusion qui s'établit alors dans ces deux masses rompues, se rencontrant et se heurtant sur la même route, et contraintes de s'éparpiller aussitôt dans la direction d'Erfurth. Qu'on imagine le roi de Prusse se sauvant, avec son régiment de cavalerie, à travers champs; le duc de Brunswick, blessé à la figure dès le commencement de la bataille, emporté à la hâte sur les derrières; les généraux Schemettau, Ruchel, Mollendorf blessés, l'un à mort, les deux autres grièvement, entraînés au milieu des fuyards; l'artillerie, les caissons, culbutés et abandonnés sur ces routes, où il devenoit impossible de les faire avancer; et l'on n'aura qu'une idée encore imparfaite de l'état de cette armée de cent cinquante mille hommes, si belle encore huit heures auparavant.

Quand on suit avec attention les détails de cette bataille, on ne conçoit guère comment il eût été possible que les Français l'eussent perdue; car si l'Empereur étoit digne d'avoir de pareilles troupes pour exécuter ses vastes et savantes combinaisons, il est juste de dire que l'armée française étoit digne d'avoir un aussi grand homme pour la conduire. Il n'est point de louanges que l'in-

fanterie n'eût déjà méritée, et qu'elle n'ait méritée de nouveau dans cette journée : la cavalerie française (et je ne fais que transcrire les propres expressions de l'aide-de-camp prussien que j'ai déjà cité) fit partout des charges d'une audace inimaginable ; on vit des chasseurs, des hussards enfoncer des escadrons de cuirassiers et les gardes-du-corps du roi. « On a souvent, poursuit le même officier, comparé l'artillerie à la foudre; jamais cette comparaison ne fut mieux appliquée qu'à celle des Français. Les plus intrépides soldats ne peuvent approcher, sans effroi, de cette grêle de mitraille et de boulets qui précède les colonnes; et, pour citer un seul exemple, le régiment de Larisch, fort de plus de deux mille hommes, fut réduit, en quelques minutes, à cent cinquante, par le feu de huit pièces d'artillerie volante. » 1806. Oct.

Nous n'ajouterons rien à ces éloges donnés par un ennemi, témoin oculaire et actif de cette journée, dans laquelle le général sous qui il servoit fut même blessé grièvement. Quant aux pertes des Prussiens, il seroit à peu près impossible de les évaluer d'une manière exacte, puisque tous les jours suivans virent recueillir des débris de cette armée battue.

1806. Oct. Nous dirons donc seulement qu'on estima le nombre des tués ou blessés dans l'action à plus de vingt mille; que le lendemain de la bataille on portoit déjà le nombre des pièces de canons prises, à trois cents; celui des drapeaux, à soixante; celui des prisonniers, à près de quarante mille, parmi lesquels se trouvoient plus de vingt généraux. Dans le rapport officiel publié cinq mois après (le 19 mars 1807) par la cour de Prusse, on observe que le roi a eu un cheval tué sous lui; que ses deux frères ont été blessés; que de ses deux cousins, les princes Louis et Guillaume-Auguste, l'un a été tué, l'autre blessé; enfin que des trois généraux en chef de l'armée prussienne, l'un, le duc de Brunswick, est mort de ses blessures; un autre, le prince d'Hohenlohe, a reçu une forte contusion au bras; et le troisième, le général Ruchel, a été blessé grièvement. Du côté des Français, au contraire, on n'eut à regretter aucun homme marquant. Le maréchal Davoust eut son chapeau emporté et plusieurs balles dans ses habits, mais sans recevoir même une contusion; un biscaïen rasa la poitrine du maréchal Lannes, mais sans le blesser; un seul général de brigade fut tué, un seul blessé, et l'on ne perdit en tout que neuf colonels.

L'Empereur, au lieu de prendre le repos dont il avoit tant de besoin après une telle journée, passa la nuit entière à faire distribuer de l'argent, des secours, et à aider lui-même à panser les blessés. 1805. Oct.

Au milieu de mille traits que nous regrettons de ne pouvoir citer, il en est un qui doit trouver ici sa place, parce qu'il caractérise à la fois et l'Empereur et le soldat français. Pendant les deux premières heures de la bataille, où toute la cavalerie n'étoit pas encore arrivée, l'Empereur, voyant ses ailes menacées par la cavalerie prussienne, se portoit partout au galop pour ordonner des manœuvres et des changemens de fronts en carrés. La garde impériale à pied voyoit, avec un dépit qu'elle ne pouvoit dissimuler, tout le monde aux mains, et elle dans l'inaction : plusieurs voix firent entendre les mots *en avant!* « Qu'est-ce? » dit l'Empereur, ce ne peut être qu'un jeune » homme qui n'a pas de barbe, qui peut vou- » loir préjuger ce que je dois faire; qu'il » attende qu'il ait commandé dans trente ba- » tailles rangées, avant de prétendre me » donner des avis. » C'étoit effectivement de jeunes vélites dont le courage étoit impatient de se signaler.

1806. Oct. Tout homme qui suit, avec quelque attention, les campagnes de l'Empereur, est frappé de deux choses que l'on ne trouve pour ainsi dire qu'en lui. Je ne parle point de l'audace de ses plans, de son coup d'œil, de son activité, de l'étendue et de la précision étonnante de ses combinaisons : ces choses-là se font voir aux plus aveugles. Je parle de cette prévoyance extraordinaire, si rarement unie à l'audace, qui fait que ce prince ne négligé jamais, au milieu même des entreprises les plus hardies et des succès les plus éblouissans, l'occasion d'assurer ses positions, ses magasins, ses dépôts, de préparer, souvent jusqu'à deux cents lieues de lui, des places fortes, des moyens de retraite, enfin de nouvelles ressources, comme si, chaque jour, il se croyoit à la veille d'une défaite : je parle de cet art, si rare dans tous les siècles, de profiter de la victoire, et de celui, plus rare encore, de tout préparer d'avance, de manière à en augmenter les résultats. On a vu beaucoup d'hommes gagner des batailles; on en a vu peu savoir profiter de leurs succès; à peine en a-t-on vu s'occuper de vaincre de façon à tirer les plus grands avantages possibles de la victoire. Voilà ce que la vie militaire de

l'Empereur nous offre à chaque pas; et pour ne citer que deux exemples: supposons que M. de Mélas eût été, à Marengo, attaqué et battu de front; qu'en fût-il résulté? Il se seroit replié sur les États Héréditaires, en jetant des troupes dans toutes les places; il eût fallu alors faire des siéges; l'armée battue se seroit ralliée, recrutée; et au bout de quelques mois la guerre eût recommencé de nouveau. Mais l'Empereur avoit su, avant de le combattre, lui enlever tous ses magasins, lui couper toute retraite : battue, son armée sans vivres, sans munitions, se trouva à la discrétion du vainqueur; les places fortes, sans ordres, sans gouverneurs, sans garnisons, lui ouvrirent leurs portes, et la paix devint le fruit d'une seule victoire. Supposons de même que l'Empereur eût attaqué le roi de Prusse dans l'ordre naturel sur la Saale, et l'eût, par ses manœuvres, battu tout aussi complètement qu'il l'a fait à Jéna; mais le roi de Prusse, maître de ses derrières, ayant ses magasins intacts pour nourrir ses troupes et renouveler ses munitions, se fût retiré sur l'Elbe, eût rompu les ponts, rallié ses forces derrière le fleuve, pourvu de garnisons suffisantes ses forteresses mises en état de défense; les Saxons

1806. Oct.

1806. Oct. l'eussent suivi; les Hessois se seroient déclarés; des Russes, peut-être des Anglais et des Suédois, auroient eu le temps d'arriver; et alors il eût encore fallu de nouvelles batailles pour décider du sort de la Prusse. Au lieu de tout cela, ses magasins sont enlevés deux ou trois jours avant la bataille; sa retraite naturelle est coupée; obligée de faire un long détour, la plus grande partie de l'armée vaincue n'arrive sur l'Elbe qu'après les vainqueurs; les villes reçoivent ou trop ou trop peu de garnison, encore sont-ce des fuyards, la plupart sans armes, confondus, désorganisés, hors d'état d'opposer une longue résistance; et les différens corps errans, sans ordres, sans projets uniformes, sans plans fixes, coupés les uns d'avec les autres, finissent, ou plus tôt ou plus tard, par tomber entre les mains du vainqueur.

Voilà le spectacle qu'offrit en effet l'armée de Prusse, après la journée de Jéna. Beaucoup de gens ont paru surpris de la prompte reddition des forteresses prussiennes; mais si l'on considère le découragement qui régnoit parmi des troupes à peine échappées à cette terrible bataille, et la certitude où elles étoient de ne pouvoir être secourues; si l'on réfléchit

que ces places avoient; les unes, comme Erfurth, quatre fois plus de monde (et surtout de blessés) qu'elles ne pouvoient en nourrir; les autres, des magasins de vivres, et presque point de munitions de guerre; d'autres, comme Spandau, des munitions de toutes espèces, mais pas un canon monté, pas une pièce sur les remparts; alors on concevra, on trouvera même assez naturel qu'elles se soient rendues à des vainqueurs qui arrivoient du champ de bataille, poursuivant, l'épée dans les reins, les fuyards désorganisés qui devoient les défendre. La résistance des forteresses de Silésie confirme encore ce que nous avançons : elles avoient, en général, pour garnisons, les plus mauvaises troupes de l'armée prussienne (il ne s'y trouvoit, pour ainsi dire, que des troisièmes bataillons); mais on ne put les attaquer que deux ou trois mois plus tard, et alors tout étoit prêt pour la défense. Ceux qui n'envisagent que les événemens extraordinaires qui ont suivi la bataille de Jéna, sans vouloir remonter aux causes, n'y voient pour ainsi dire qu'un jeu de la fortune. Pour moi, je vois de grands talens et une prévoyance étonnante d'un côté, une grande impéritie et la plus étonnante

1806. Oct.

1806 Oct. imprévoyance de l'autre; et je n'imagine pas que la fortune ait besoin d'intervenir entre de tels adversaires.

Au reste, pour peindre l'effet que produisit en Prusse la déroute de Jéna, il suffit de transcrire l'article qui se trouvoit dans la gazette de Berlin quatre jours après la bataille. *L'armée du roi a été battue à Auerstaedt; le roi et ses frères sont en vie.* Quels aveux et quelle terreur renfermés dans ce peu de mots!

Un autre fait également digne de remarque, c'est que, le jour et à l'heure même où se décidoit le sort des deux armées, le Sénat de France, extraordinairement assemblé, recevoit communication d'une lettre de l'Empereur annonçant la guerre; et la lecture de ce message étoit à peine finie, la séance n'étoit pas même encore levée, que le sort de cette guerre et celui de la Prusse étoient déjà fixés.

Quoiqu'habitué depuis long-temps aux prodiges de l'activité française, on n'apprit qu'avec étonnement dans tout l'Europe la rapidité de ces nouveaux succès. L'armée prussienne sembloit avoir été frappée par la foudre, et les vainqueurs semblèrent avoir

des ailes dans la poursuite ; aussi la postérité ne lira-t-elle pas sans surprise le récit des événemens de la fin de ce mois. 1806, Oct.

Le soir même de la bataille, les Français entrèrent pêle-mêle avec les vaincus dans le quartier-général prussien, à Weimar, où ils firent prisonnier un des vieux compagnons du grand Frédéric, le lieutenant-général Schmettau, qui mourut cinq jours après de ses blessures. Pendant la nuit que l'Empereur passa toute entière ou à expédier des ordres, ou à présider au pansement des blessés, chaque corps reçut de nouvelles instructions ; et, dès le lendemain 15, le grand duc de Berg investit Erfurth, où s'étoient jetés le prince d'Orange et le maréchal Molendorff blessé, avec de nombreux corps de fuyards. Le même jour, l'Empereur se fit présenter à Weimar les principaux officiers saxons prisonniers (ils étoient déjà en tout au nombre de trois cents), leur expliqua ses intentions pacifiques, en leur développant les raisons qui devoient attacher la Saxe à la France, leur fit signer leur parole de ne point porter les armes contre lui, et les renvoya chez eux, sans autre condition, avec six mille de leurs soldats également faits prisonniers. Le 16 Erfurth capitula,

1806. Oct. ce qui fit tomber au pouvoir du vainqueur, outre le prince d'Orange et le maréchal Molendorff, deux lieutenans généraux, deux généraux majors, plus de quatorze mille hommes, dont huit mille blessés et cent-vingt pièces d'artillerie approvisionnées. Dans le même instant, les autres corps de l'armée française poursuivoient dans toutes les directions et enlevoient de toutes parts les soldats, les canons, les bagages, les magasins, les munitions de l'armée battue; et le maréchal Davoust s'emparoit à lui seul de trente pièces de canon. Le roi de Prusse fit parvenir, dans la journée du 16, une lettre en réponse à celle que lui avoit adressée l'Empereur; mais l'Empereur observa qu'il avoit écrit avant la bataille, que le roi ne répondoit qu'après sa défaite, et il refusa d'accorder l'armistice qu'on lui demandoit.

Ce même jour, le maréchal Soult atteignit à Greussen un corps de dix à douze mille hommes, commandé par le général Kalkreuth, et où le roi se trouvoit en personne; après l'avoir battu, il le poursuivit, l'épée dans les reins, jusqu'aux portes de Magdebourg, en le culbutant chaque fois qu'il essayoit de prendre position. Douze cents prisonniers,

trente pièces de canons et près de trois cents caissons, tombèrent entre ses mains pendant cette poursuite. 1806. Oct.

Il ne sera pas inutile d'observer qu'à cette époque, c'est-à-dire le 15 et le 16 octobre, il commença à circuler dans Londres les bruits les plus absurdes sur une prétendue défaite, tantôt partielle, tantôt totale de l'armée française. Ces bruits se soutinrent même pendant quelques jours; et, quoique les journalistes de l'opposition, instruits par des lettres du continent, s'empressassent de les démentir dès le 20, le parti ministériel n'eut pas honte de les propager encore assez long temps. Enfin désabusés, les folliculaires anglais traitèrent alors le malheureux roi de Prusse comme ils avoient traité l'année d'auparavant l'empereur d'Autriche, au moment où ce dernier monarque hasardoit pour leur cause sa gloire et ses états.

Par un à-propos, tout à la fois plus noble et plus heureux, le roi de Wurtemberg faisoit partir, deux jours après la bataille, c'est-à-dire avant que d'avoir pu en connoître les résultats, une partie de ses troupes pour la Saxe, en les exhortant, par une proclamation remarquable, à combattre pour la gloire, pour la patrie, et à se montrer dignes des

1806. Oct. braves de la Grande Armée dont ils alloient joindre les rangs.

Cependant l'espèce de chasse que l'on donnoit aux débris de l'armée prussienne se poursuivoit toujours avec une étonnante vivacité. Tandis que le maréchal Soult arrivoit sous Magdebourg, que le maréchal Ney et le duc de Berg poussoient différentes colonnes dans la même direction, ainsi que sur Blankenbourg et Halberstadt, le maréchal Davoust, entrant le 18 à Leipsick, s'avançoit rapidement pour occuper le passage de l'Elbe; et le prince de Ponte-Corvo, qui s'étoit posté, dès le 17, à Eisleben, afin de couper quelques colonnes prussiennes, instruit de l'approche de l'armée de réserve aux ordres du prince Eugène de Wurtemberg, se portoit à l'instant sur Halle, y attaquoit l'ennemi, le chassoit de la ville et de toutes ses positions, en le mettant dans une telle déroute, qu'il le força à lui abandonner trente-quatre pièces de canon, quatre drapeaux et cinq mille prisonniers, parmi lesquels deux généraux. Ainsi, au neuvième jour de la guerre, déjà l'ennemi avoit été contraint de mettre en avant sa réserve; elle se trouvoit battue, et il ne restoit plus en campagne, au roi de Prusse, un seul corps qui n'eût été entamé.

Le 18, l'Empereur traversa le champ de bataille de Rosbach, et il ordonna que la colonne élevée dans ce lieu en mémoire de la victoire remportée en 1757 par le grand Frédéric sur les Français, ou plutôt sur le prince de Soubise, fût enlevée et ensuite transportée à Paris. 1806. Oct.

Dans le même instant (le 18), lord Morpeth, de retour de sa burlesque campagne, faisoit une entrée fort modeste à Hambourg. Il seroit impossible de rien ajouter aux couleurs ridicules sous lesquelles les feuilles allemandes ont peint, à cette époque, sa fuite précipitée. D'ailleurs, nous aurons par la suite occasion de dire encore quelques mots sur la conduite de cet intrépide négociateur.

Nous avons vu, par un passage de la *Gazette de Berlin*, quelle terreur régnoit déjà le 18 dans cette capitale; dès le lendemain, le gouverneur prince d'Hatzfeld crut devoir préparer les habitans à l'entrée prochaine des Français. Il les invitoit surtout, dans sa proclamation, à l'ordre, au calme, à la résignation, en leur proposant pour modèle la conduite qu'avoit tenue le peuple de Vienne l'automne précédente. Quel contraste entre un tel langage et les indécentes rodo-

1806. Oct. montades les scènes scandaleuses que les gardes de Prusse s'étoient permises, deux mois auparavant, sur le théâtre de la même ville et jusque sous les fenêtres du ministre de France! Quelle chute des hymnes guerrières de Kotzbue à une telle proclamation! Pourquoi faut-il que les gouvernemens et les princes oublient toujours que le rôle de l'homme est d'agir, et que les forfanteries et les vaines paroles sont des armes dignes seulement de la foiblesse et de l'impuissance?

Tandis que Berlin se préparoit à recevoir ses vainqueurs, le duc de Berg, parvenu, le 19, à Halberstadt, inondoit, le 20, la plaine de Magdebourg de sa cavalerie, afin d'intercepter les fuyards échappés aux autres colonnes, et s'unissoit au maréchal Soult pour investir cette forteresse. Le même jour, le maréchal Davoust passoit l'Elbe à Wittenberg; le maréchal Lannes rétablissoit le pont de Dessau brûlé par l'ennemi; les autres corps ou continuoient à poursuivre les fuyards, ou s'acheminoient sur Berlin et Postdam; et déjà une députation de cette dernière ville arrivoit au quartier-général, pour implorer la clémence et la protection du vainqueur. Au même instant, M. de Luchésini se présentoit

aux avant-postes avec une nouvelle lettre du roi de Prusse pour l'Empereur, démarche que l'état des choses rendit encore une fois infructueuse ; et il faut convenir que, si jamais aveuglement n'avoit été plus impardonnable que celui de la Prusse, jamais humiliation ne fut plus prompte et plus complète. 1806. Oct.

Nous devons encore observer que c'est précisément à la même époque, c'est-à-dire le 21 et le 22 de ce mois, que le roi d'Angleterre publia une déclaration, très-circonspecte il est vrai, sur la rupture des négociations avec la France, et que lord Morpeth s'embarqua en toute hâte à Hambourg, afin de quitter le continent. Par une autre singularité également digne de remarque, parce qu'elle peint le désordre, la confusion qui régnoient parmi les coalisés, le jour même du départ de ce ministre les armes de Prusse disparoissoient du pays d'Hanovre, pour être remplacées par celles du roi d'Angleterre, et l'on recommençoit à rédiger les actes au nom de ce prince dans tout l'électorat. Ce malheureux pays, abandonné par ses propres troupes, et successivement inondé d'Anglais, de Suédois, de Russes ou de Prussiens, qui tous se montroient également incapables de le défendre, ne savoit

1806. Oct. plus alors à quel maître obéir. Il n'avoit pas encore paru un seul Français sur sa frontière, et déjà l'armée de Prusse, ou s'étoit jetée dans les places, ou cherchoit à se sauver, en essayant de repasser l'Elbe. Le roi de Hollande lui-même étoit encore, à cette époque, près de Wesel, et ce ne fut que quelques jours après, qu'ayant occupé rapidement le comté de la Marck et le pays de Munster, il parut menacer les garnisons restées dans le Hanovre.

Cependant nos troupes, toujours infatigables, ne laissoient pas aux vaincus le temps de respirer. Le 23, la colonne du duc de Weimar s'approcha de Magdebourg, ignorant que cette ville étoit déjà cernée; et le maréchal Soult se mit aussitôt à sa poursuite, en laissant le maréchal Ney devant la place. Dans la journée du 24, le maréchal Lannes entra à Postdam, ainsi que les maréchaux Lefevre et Bessières à la tête de la garde impériale, et l'Empereur y établit son quartier-général. Le même soir, on investissoit Spandau; le lendemain cette forteresse capituloit, le maréchal Davoust entroit à Berlin, le prince Ponte-Corvo à Brandbourg; et dans la même journée, c'est à-dire un mois et un jour après son départ de Paris, l'Empereur faisoit ma-

nœuvrer deux régimens de chasseurs, dix bataillons et soixante pièces d'artillerie de sa garde, sur cette même place de Potsdam, où les gardes de Prusse manœuvroient constamment chaque semaine depuis le grand Frédéric. 1806. Oct.

Le maréchal Lannes, poursuivant sa marche, coupoit alors au prince de Hohenlohe la retraite sur Stettein : le 26, le grand-duc de Berg atteignoit la cavalerie de ce même corps, forte de six mille hommes, la battoit près de Zehdenick ; obtenoit de nouveaux avantages le lendemain à Wignensdorf, et remportoit le 28 à Prentslow une victoire complète, qui força le prince de Hohenlohe à se rendre, à l'heure même, avec seize mille hommes d'infanterie, presque tous grenadiers ou gardes du roi, six régimens de cavalerie, quarante-cinq drapeaux et soixante-quatre pièces de canon. Ce fut le dernier coup porté aux gardes de Prusse ; tout ce qui avoit échappé jusque-là fut pris ou tué pendant ces trois jours, et tous les drapeaux ou étendards de ce corps se trouvèrent au pouvoir des vainqueurs. On comptoit encore parmi les généraux faits prisonniers dans ces poursuites, le général Tauenzien, un duc de Mecklenbourg-Schwe-

1806. Oct. rin et le prince Guillaume-Auguste de Prusse, frère du prince Louis tué à Saalfeld.

Au moment où se signoit cette capitulation, l'Empereur, après avoir reçu le matin à Charlottenbourg une troisième lettre du roi de Prusse par le général Zastrow, et une dépêche du prince Eugène, annonçant une victoire en Dalmatie, faisoit son entrée solennelle dans la capitale de la Prusse, au milieu de ses troupes, de ses grands officiers, de ses généraux et d'une foule immense accourue sur sa route. La veille, il avoit adressé à son armée une proclamation remarquable, pour rendre témoignage à son étonnante valeur, lui annoncer l'anéantissement de la Prusse, la guerre prête à commencer contre la Russie, la formation d'une armée de réserve, destinée à garder les conquêtes tandis qu'on marcheroit en Pologne, et la résolution qu'il avoit prise de ne poser les armes qu'après avoir contraint les éternels ennemis de la France à renoncer au projet de bouleverser le continent et de tyranniser les mers.

Le lendemain, le monarque alla lui-même rendre visite à la veuve du prince Henri, au prince et à la princesse Ferdinand; il renvoya à ces derniers le prince Guillaume leur fils, qui

se trouvoit blessé, et finit par accorder, à la suite d'une scène touchante, à la princesse d'Hatzfeld, grosse alors de huit mois, la grâce de son mari prêt à être fusillé pour un de ces délits que ne pardonnent point les lois militaires (1). 1806. Oct.

Le jour où ces événemens se passoient à Berlin, les débris de l'armée saxonne capituloient à Sommerda et à Rathenau; le maréchal Davoust arrivoit sur l'Oder; les alliés, après avoir occupé Dresde, prenoient la même direction; le roi de Prusse fuyoit derrière la Vistule : le lendemain, 29, un nouveau corps de cavalerie prussienne, de six mille hommes, mettoit bas les armes à Passewalck, et Stettin se rendoit par capitulation. On comptoit à cette époque deux cents drapeaux pris sur les

---

(1) Il se trouvoit convaincu, par des lettres écrites de sa main, d'avoir donné aux généraux prussiens des renseignemens sur les mouvemens des Français, depuis l'occupation de Berlin par nos troupes, et depuis le moment où il avoit consenti à conserver un emploi dans cette ville. Il étoit tombé dans le cas de l'espionnage; un souverain seul pouvoit lui faire grâce, et tout autre général n'auroit pu se dispenser de l'envoyer par-devant un conseil de guerre, et de là à l'échafaud.

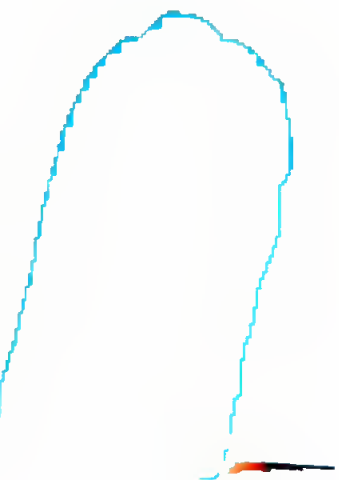
1806. Oct. Prussiens, bien près de cent mille prisonniers; et l'on vit encore la division entière du général Bila, culbutée à Auclam, tomber, le 31, au pouvoir des Français, et la forteresse de Custrin se rendre, le 1er novembre, au maréchal Davoust.

A cette époque, les corps prussiens aux ordres du général Blücher, du duc de Weimar et du jeune prince de Brunswick-Oels (1), erroient vers Gnausée, Neu-Strelitz, Wahren, Wistock, cherchant à gagner l'Oder, et fuyant devant une partie des troupes du maréchal Soult, du duc de Berg et du prince de Ponte-Corvo. Ce fut alors que le duc de Weimar, pressé par les intérêts de sa famille et de ses peuples, laissa le commandement de sa division au général Blücher, afin de se ménager le retour dans ses états.

Un autre prince, un vieillard plus célèbre et moins heureux, le duc régnant de Brunswick, arrivoit, blessé et presque aveugle, à Altona, porté sur un misérable brancard, fait à la hâte, le jour même (le 27 octobre) où

(1) Ce prince est le quatrième fils du célèbre duc régnant de Brunswick-Wolfenbüttel; il a hérité d'un de ses oncles, du duché d'Oels ou d'Olss en Silésie.

Digitized by Google



Braud del. Tavaert Sc.

Le Duc de Brunswick et Lunebourg.

NAPOLI

nos troupes occupoient sa capitale. Deux autres souverains regardés comme auteurs de cette guerre, l'électeur de Cassel et le prince d'Orange-Fulde, voyoient également le roi de Hollande et le maréchal Mortier occuper leurs états; et deux bulletins, datés de Berlin, du 31 octobre et du 6 novembre, leur annoncèrent bientôt qu'ils avoient l'un et l'autre cessé de régner. Dans le même instant le grand duc de Berg prit possession des pays d'Elten, Werten et autres districts voisins, qui avoient fait naître, avant la guerre, quelques discussions entre ce prince et la cour de Berlin. 1806. Oct.

On peut dire que la fin d'octobre et les premiers jours de novembre furent une époque vraiment malheureuse pour le cabinet britannique. Il perdoit en Allemagne, dans la personne de l'électeur de Cassel, dont on occupa le 1er la capitale, un auxiliaire qui leur vendoit chaque année un grand nombre d'hommes pour les colonies; le retour de lord Morpeth, qui reparut le même jour à Londres, lui enleva la possibilité d'abuser plus long-temps le peuple sur les revers de la Prusse; le même jour encore, le plus fidèle de tous ses alliés, le chef de brigands Fra-Diavolo, breveté par Sidney-Smith, étoit Nov.

1806. Nov. arrêté dans le royaume de Naples, où on l'exécuta dix jours après; un autre de ses alliés, le nègre Dessalines, après un échec considérable reçu en septembre dans la partie espagnole de Saint-Domingue, où le général Férand lui tua plus de quatre mille hommes, venoit d'être massacré, le 16 octobre, devant le Port-au-Prince, par plusieurs de ses complices, qui mirent à leur tête Christophe, beaucoup moins dévoué au parti britannique; enfin, vers cette même époque, deux hommes excités par l'Angleterre à bouleverser le continent de l'Amérique et leur propre patrie, le colonel Burr et le péruvien Miranda, voyoient ou leurs projets découverts ou leurs entreprises repoussées.

On auroit de la peine à croire à un ensemble de conduite et à des alliances aussi viles, à une politique aussi perfide, si les faits, si les pièces publiées par les complices eux-mêmes, si l'aveu des ministres et les discussions du parlement ne se réunissoient pour les constater. Au reste, si nous reportons, dans le même instant, nos regards sur l'Angleterre, nous voyons encore, pour la vingtième fois depuis dix ans, les Anglais occupés de préparatifs de guerre bien dignes de leur

politique; nous voyons, le 5 novembre, des officiers de terre et de mer couvrir le rivage à Portsmouth, afin d'assister, sous les yeux de l'amiral Montaigu, à l'essai de nouvelles machines infernales. 1806. Nov.

Par un contraste frappant, l'Empereur s'occupoit alors à alléger, pour les peuples vaincus, le fardeau de la guerre, en réorganisant en Prusse toutes les branches de l'administration publique. Le même jour où ce décret parut à Berlin, le 3 novembre, le général Dombrowski et le représentant polonais Wybicki adressèrent, de la même ville, à leurs compatriotes, une proclamation tendante à les armer tous pour la cause de leur liberté.

Cependant le général Blücher, qui, après avoir réuni à sa division celles des ducs de Weimar, de Brunswick-Oels et quelques débris des autres colonnes, étoit parvenu à échapper continuellement, par des marches forcées, aux corps qui le poursuivoient, approchoit alors du terme de sa course. Ce vieux chef de troupes légères a montré, dans cette longue retraite, à quel point le courage, la constance et la fermeté de caractère peuvent suppléer aux talens; et l'on doit

1806. Nov. regretter qu'il ait un peu terni l'espèce de gloire qu'il s'est acquise, par le rapport ridicule qu'il a laissé ensuite publier sous son nom (1),

(1) Ce rapport, qui a pu en imposer à quelques oisifs des grandes villes, ne peut que faire sourire les gens du métier. Le général Blücher (ou plutôt le jeune homme qui a rédigé son rapport) revient à chaque page sur *le manque de vivres et de fourrages qui a perdu son armée*, sans s'apercevoir combien est absurde ce raisonnement, puisque l'armée française, qui le suivoit à la piste, faisant les mêmes journées, traversant *après lui* les mêmes villages, éprouvoit nécessairement une bien plus grande disette encore, et que les chevaux et les hommes n'en étoient pas moins en état de combattre et de vaincre. Quant à l'affectation avec laquelle il répète qu'il a été cerné par *des forces immenses*, la capitulation même a prouvé qu'il avoit près de trente mille hommes sous ses ordres; et cependant il refusa à plusieurs reprises le combat que lui offroit, seul, le prince de Ponte-Corvo, quoiqu'il n'eût alors que douze mille hommes. Il en est de même de la prise d'une des portes de Lubeck qu'il attribue à la faute que l'on fit de *retirer sans son ordre seize pièces de canon qui la défendoient*, tandis qu'il est de fait que sur ces seize pièces quatorze furent enlevées sur place et de vive force par l'infanterie française. Il seroit hors de propos de pousser ici plus loin un tel examen; et cet exemple d'ailleurs doit suffire pour mettre en garde contre tous ces contes, répandus par la mauvaise foi, propagés par la sottise et accueillis par l'irréflexion ou l'ignorance.

et par la faute impardonnable qu'il commit, de sacrifier inutilement la ville de Lubeck. Si l'occupation de cette place avoit pu lui offrir seulement un avantage momentané, il eût suivi les lois de la guerre en s'y retranchant ; mais cette occupation étoit si vaine, le pays lui présentoit tant d'autres positions plus avantageuses même pour livrer un honorable et dernier combat, que tout homme de guerre qui, au courage et à la fidélité du général Blücher, auroit uni des idées un peu plus étendues et des conceptions un peu plus vastes, se seroit fait un devoir d'épargner à cette ville malheureuse les horreurs d'un sac et d'un assaut. Quoi qu'il en soit, elle fut alors témoin du combat le plus vif et le plus meurtrier que les Prussiens aient osé soutenir contre les Français depuis la bataille de Jéna. 1806. Nov.

Un petit corps de Suédois, qui avoit quitté le Lawenbourg le 1er novembre, précéda les Prussiens dans Lubeck : son but étoit de s'embarquer, afin de se soustraire à des forces qu'il étoit hors d'état de combattre. Le 3, vers midi, il se présenta devant la place; à quatre heures, il enfonça les portes; et le lendemain, une foible partie de ces troupes se rendit à Neustadt où elle s'embarqua, et le reste à

1806. Nov. Travenmunde, où il fut atteint et pris le 6 par le prince de Ponte-Corvo (1). Quant aux Prussiens, quelques hussards et des blessés entrèrent de force à Lubeck le 5 au matin; d'autres blessés et un corps d'environ quatre mille hommes y parurent vers midi; et le soir, le général Blücher s'y établit lui-même avec le duc de Brunswick-Oels. Ses dispositions de défense furent faites aussitôt; et en effet, le lendemain 6, dès le point du jour, l'avant-garde du prince de Ponte-Corvo culbuta toutes les troupes qu'il avoit laissées en dehors de la place, et la ville même fut attaquée vers neuf heures par ce prince du côté du *Burg-Thor*, tandis que le grand duc de Berg et le maréchal Soult formoient, avec quelques brigades de leurs corps d'armées, d'autres attaques sur la gauche, contre le *Huxter* et le *Mülhen-Thor*. Malgré une vive résistance, ces trois portes furent successivement emportées; et les Prussiens, chassés de maison en maison, de rue en rue, au milieu du plus

(1) Ce corps entier étoit composé de douze cent quarante hommes, dont neuf cent quatre-vingt-neuf se rendirent aux Français.

affreux carnage, s'enfuirent enfin, laissant entre les mains des vainqueurs un grand nombre de canons et de prisonniers. Le général Blücher lui-même se sauva au moment où toute retraite alloit lui être coupée; et voyant, le lendemain 7 novembre, le prince de Ponte-Corvo sur le point de l'attaquer encore près de Schwartnau, il se rendit à ce prince avec tous les débris de son corps d'armée. Le combat de Lubeck et cette capitulation mirent au pouvoir des Français, outre le lieutenant-général Blücher et le jeune duc d'Oels, onze généraux majors, cinq cent dix-huit officiers, dont onze colonels et quarante majors, soixante drapeaux, vingt-deux étendards, quatre mille chevaux équipés et plus de vingt mille prisonniers. 1806. Nov.

Le jour où se signa cette capitulation, l'empereur de Russie ordonnoit, par un ukase, une levée de troupes, afin *d'arrêter le cours des dangers qui menaçoient l'Europe.* Il commençoit en effet à être temps de lever des recrues en faveur de la Prusse, car il ne restoit plus à cette puissance un seul corps en campagne; l'avant-garde française venoit de pénétrer en Pologne jusqu'à Posen; ce jour même, 7 novembre, le roi de Hollande,

1806. Nov. maître du Hanovre, faisoit investir Hameln; le lendemain, le prince Jérôme commençoit, en Silésie, le bombardement de Glogau; et le boulevard de la monarchie prussienne, Magdebourg, se rendoit par capitulation au maréchal Ney, qui trouva dans la place huit cents pièces de canon, un million de poudre, un équipage complet de pontons, cinquante-neuf drapeaux ou étendards et plus de vingt mille hommes, parmi lesquels on comptoit vingt généraux, huit cents officiers et deux mille artilleurs.

Ce fut dans les premiers jours de ce mois que commencèrent à Trieste les plaintes, si souvent et si vainement répétées depuis, contre les vexations exercées par les capitaines des vaisseaux russes et anglais sur le commerce et les navires autrichiens. Au reste, il paroît que l'Angleterre et la Russie méditoient dès-lors les projets qu'elles ont ensuite tentés contre la Porte; car les forces russes ne cessoient d'augmenter dans toutes ces mers; et l'on vit, dès le 12, trois vaisseaux de ligne anglais se montrer et croiser, sans motif apparent, devant les Dardanelles.

D'un autre côté, les troupes russes, si hautement promises, si long-temps attendues,

parurent enfin le 11 à Praga, le 12 à Varsovie, et poussèrent, le 15, des reconnoissances sur les routes de Thorn et de Posen. Elles comptoient même s'avancer le lendemain vers Sempoln, afin de marcher ensuite en Silésie; mais le maréchal Davoust étoit à Posen depuis le 10; il occupa Sempoln le 16, détachant des troupes légères sur Varsovie, tandis que le maréchal Lannes en portoit vers Thorn; le maréchal Augereau sur Bromberg; et les *deux cent cinquante mille Russes* que les journaux de Presbourg et de Londres avaient mis en campagne, crurent devoir se retirer à l'approche des hussards français. 1806. Nov.

Le cabinet britannique étoit à cette époque assez bien instruit des projets des Russes; car, à l'heure même où Béningsen paroissoit sur la Vistule, les gazettes de Londres donnoient jour par jour, son itinéraire, seulement avec quelques erreurs, car elles le conduisoient, triomphant jusqu'à Posen, où il ne parvint jamais, et elles mettoient sous ses ordres près de trois cent mille hommes, qui sans doute ne se fussent pas repliés sans combat devant de simples troupes légères. De telles exagérations seroient le comble de la maladresse

1806. Nov. si elles étoient moins ridicules, car quelle excuse laisseroient-elles aux vaincus; mais elles ne peuvent plus tromper aujourd'hui que ceux qui veulent, à toute force encore, se tromper eux-mêmes. Au reste, si les journalistes anglais étoient alors prodigues de recrues en faveur des Russes, ils ne se montroient pas moins prodigues de conseils et de victoires en faveur des Prussiens; car on les vit, les jours suivans (le 13 et le 15 novem.), conseiller au roi de Prusse *de donner l'exemple d'un prince chassé de ses États, plutôt que de signer la paix*, et lui faire ensuite remporter des victoires sur l'Oder, où il n'avoit plus un seul homme. Les plénipotentiaires de Frédéric-Guillaume signoient au contraire, le lendemain 16, à Postdam, une suspension d'armes, par laquelle il s'engageoit à remettre entre les mains du vainqueur à peu près toutes les places qui lui restoient. Mais la marche des événemens militaires, et plus encore peut-être les fautes de tous genres commises par la cour de Berlin, avoient placé ce malheureux prince dans la dépendance absolue de la Russie; cette puissance ne lui permit pas de ratifier l'armistice de Postdam, et les espérances de paix que l'on

avoit conçues s'évanouirent. Cependant le sort des armes fit encore tomber, le 19 et le 20, les places de Czentoschau et de Hameln au pouvoir des Français; et le 21 parut à Berlin le décret important qui déclara les îles Britanniques en état de blocus (1). La confiscation des marchandises anglaises s'effectua aussitôt dans tous les pays occupés par nos troupes, particulièrement à Leipsick, Hambourg, Brême, Lubeck et dans les duchés de Mecklembourg, dont le général Michaud prit possession quelques jours après (le 28 nov.) au nom de l'Empereur des Français. Cette occupation fut motivée sur la conduite des deux princes régnans, qui avoient agi d'une manière hostile contre la France l'année précédente, en livrant passage au général russe Tolstoy pour attaquer le Hanovre, et particulièrement sur un traité notoire, conclu à cet effet par le duc de Schwerin avec la Russie. 1806. Nov.

Trois jours après avoir adopté la grande mesure dont nous venons de parler, le 24,

(1) *Voyez* ce décret et le rapport qui le précède parmi les Pièces Justificatives, N.° V.

1806. Nov. l'Empereur Napoléon quitta Berlin pour se rendre en Pologne; mais avant de s'éloigner de la capitale de la Prusse, il avoit eu soin d'assurer lui-même les approvisionnemens de cette grande ville, de désigner des fonds pour le paiement des employés prussiens, de porter en un mot ses regards sur tous les besoins, sur toute l'administration intérieure du pays vaincu; et on le vit encore, au moment de son départ, assigner à la princesse héréditaire de Hesse-Cassel, sœur de Frédéric-Guillaume, les sommes que sa position et l'éloignement de sa famille lui rendoient nécessaires.

Le jour où ce prince arrivoit à Custrin (le 25), les deux dernières places qui restoient encore au roi de Prusse dans le Hanovre et en Franconie, Niembourg et le fort de Culmbach, Plassenbourg, se rendoient aux troupes françaises ou alliées. Deux jours après, le 27, l'Empereur fit son entrée à Posen, au milieu des acclamations des Polonais.

C'est vers cette époque que le cabinet russe, se croyant arrivé au moment favorable pour réaliser ses projets contre la Turquie, leva

tout-à-fait le masque, dans l'espoir de recueil- 1806. Nov.
lir enfin par les armes, le fruit des intrigues qu'il faisoit jouer, et de l'anarchie qu'il propageoit, depuis près de cent ans, dans ce malheureux empire. Le 26 de ce mois, ses troupes, sans aucun prétexte, sans négociations ou déclaration de guerre préalables commencèrent à entrer dans la Moldavie, qu'elles trouvèrent sans défense, et d'où elles se portèrent ensuite en Valachie. Le jour même où Michelson commençoit cette attaque imprudente, les avant-postes de Beningsen rencontrèrent enfin, sur la Bsura, les coureurs du grand duc de Berg, qui, les ayant culbutés, passa la rivière à Lowiez, continua cette espèce de chasse pendant toute la journée du lendemain, et fit son entrée le 28 à Varsovie, d'où les Russes venoient de s'enfuir, en brûlant le pont de la Vistule, dans l'espoir d'arrêter au moins pour quelques jours la poursuite des Français. Le maréchal Davoust parut, le 29, avec son corps d'armée, dans cette capitale; et, quoique séparé de nos troupes par un fleuve large et rapide, Beningsen crut devoir abandonner, des le 3 décembre, le faubourg de Praga; et

1806. Déc. se retira ensuite jusqu'au Bug, en dévastant, détruisant, brûlant tout sur sa route, en un mot, en commettant des cruautés, des vexations inouies, ainsi qu'il l'avoit déjà fait sur la rive gauche de la Vistule.

Tandis qu'une telle conduite augmentoit encore l'horreur des Polonais pour leurs tyrans, et que la présence du grand duc de Berg réveilloit dans tous les cœurs l'amour et l'espoir de la liberté, la forteresse silésienne de Glogau se rendoit, le 2 décembre, au prince Jérôme Napoléon; et les Empereurs de Russie et de France adressoient tous deux à la fois, le 1er et le 2 décembre, des proclamations à leur peuple ou à leur armée, l'un pour animer les Russes à la guerre, l'autre pour rappeler à ses soldats que tous ces barbares qu'ils alloient combattre, étoient les mêmes hommes qu'ils avoient déjà vus ou fuir ou mettre bas les armes devant eux, en Suisse, en Hollande, dans le Hanovre, et qu'ils avoient fait passer récemment sous le joug, à Austerlitz.

Cependant les ministres anglais continuoient alors, avec une constance étonnante, à répandre à Londres les bruits les plus ab-

surdes sur les affaires du Continent. Tantôt une armée prussienne, créée par la plume de leurs journalistes, battoit de nouveau les Français sur l'Oder; tantôt Sydney-Smith, qu'on avoit rappelé de Sicile depuis le commencement de novembre, détrônoit, en décembre, le roi Joseph-Napoléon; un autre jour, le général Moreau, tranquille alors en Amérique, se trouvoit, ou à Londres pour commander une expédition, ou dans le nord, pour diriger les armées de l'empereur Alexandre; quelques jours après l'Autriche armoit contre la France, et quatre cent mille Russes s'avançoient à grands pas sur Berlin. Mais le même jour aussi les mêmes feuilles insultoient la cour de Prusse, en rappelant avec aigreur sa conduite passée, et lui notifioient publiquement que « si Napoléon persistoit à garder » Berlin jusqu'à ce que les colonies françaises, » espagnoles et hollandaises fussent rendues, *le* » *plus terrible malheur attendoit la monar-* » *çhie prussienne*, car elle ne devoit pas es- » pérer que la Grande-Bretagne fît d'aussi » grands sacrifices, pour sauver une puis- » sance avec laquelle elle n'avoit aucune » liaison (1). »

1806. Déc.

(1) En effet, lord Morpeth n'avoit pas fait la cam-

1806. Déc. Au reste, le cabinet britannique voyoit alors les échecs se succéder de toutes parts, les inquiétudes naître de tous côtés. Trois tentatives de débarquement faites sur les côtes de Naples, à la fin de novembre, au commencement et au milieu de décembre, avoient complètement échoué ; et le décret de blocus rendu par l'Empereur, adopté le 2 de ce mois par le roi de Hollande, et le 10 par le vice-roi d'Italie, inspiroit pour l'avenir des craintes au commerce de Londres aussi bien qu'au ministère, qui ne put trouver aucune mesure à y opposer (1). Quelques troubles se réveillèrent aussi à la même époque, dans certaines contrées de l'Irlande.

Aucun de ces événemens n'étoit propre à consoler le cabinet de Saint-James des revers

---

pagne de Jéna? lord Hutchinson ne se trouvoit pas alors auprès du roi de Prusse à Memel? l'Angleterre ne payoit pas à ce prince des subsides? etc., etc. Combien faudra-t-il encore de leçons de ce genre aux rois d'Europe, pour leur apprendre à apprécier l'alliance des Anglais?

(1) Le conseil s'assembla à plusieurs reprises pour délibérer sur cet objet; les discussions furent longues et animées, et on se sépara toujours sans avoir rien résolu.

des rois coalisés, ou des progrès des armées françaises. Il voyoit en outre de nouveaux alliés se réunir alors autour de l'Empereur Napoléon. La paix avec l'Électeur et les ducs de Saxe, ayant été signée le 11 et le 15 décembre, tous ces princes accédèrent aussitôt à la confédération du Rhin ; l'Electeur reçut le titre de Roi, et se fit proclamer à Dresde, en cette qualité, dès le 20 du même mois. L'esprit et l'enthousiasme qui animoient en général la nation polonaise, étoient de même peu faits pour rassurer la Prusse et la Russie : à Posen, à Thorn, à Varsovie, partout où les Français s'étoient montrés, on les avoit accueillis comme des libérateurs. C'est en vain que le roi de Prusse lança d'Osterode, le 18 novembre, une proclamation terrible, dans l'espoir d'intimider les Polonais, et de les empêcher de se joindre à nos troupes : on les avoit vus dès le lendemain même contribuer à emporter le fort de Czentoschau ; on les voyoit accourir de toutes parts au-devant de nos colonnes ; les simples bateliers braver et les menaces et les armes des Prussiens, pour faciliter aux Français le passage des fleuves (1); 1806. Déc.

(1) C'est le jour de l'attaque et de la prise de Thorn

1806. Déc. les grands se disputer l'honneur d'appeler et de conduire le peuple aux combats pour la conquête de la liberté; les femmes enfin rivaliser avec les hommes, de dons et de générosité envers la patrie. La présence de l'Empereur augmenta encore cet enthousiasme, et l'on vit surtout le peuple de Posen se précipiter en foule sur son passage, en l'appelant le *héros du siècle* et le *libérateur de la Pologne.*

Une noble indignation contre les manœuvres et l'astucieuse politique de la Russie, éclatoit également à cette époque chez un autre peuple, l'ancien ami de la France. La Turquie, égarée par son amour pour la paix, avoit dévoré en silence mille outrages; la Russie et l'Angleterre venoient encore tout récemment de contraindre le Grand-Seigneur à remettre les provinces de Moldavie et de Valachie entre les mains de deux hospodars

---

par le maréchal Ney, le 6 décembre, que des bateliers polonais, bravant une grêle de balles et les efforts des bateliers prussiens, qu'ils repoussèrent de vive force, aidèrent aux bateaux qui portoient l'avant-garde française à se débarrasser des glaces, et à gagner la rive droite de la Vistule.

qu'il avoit déposés comme infidèles; les Serviens, excités plus que jamais par les Russes, qui leur fournissoient et des armes et des officiers, poussoient alors avec une nouvelle vigueur le siége de Belgrade, dont ils s'emparèrent dans le courant de ce mois; enfin, les efforts que des émissaires russes faisoient dans toutes les provinces turques pour soulever les Grecs, et surtout l'attaque subite et les hostilités commises par Michelson, forcèrent la Porte à songer sérieusement à sa défense. La guerre fut donc déclarée solennellement à la Russie le 17 de décembre; de grands préparatifs furent ordonnés dans tout l'Empire; et aussitôt il se manifesta dans toutes les classes une telle énergie, un tel desir de secouer le joug avilissant des Moscovites, que les districts voisins du théâtre de la guerre se couvrirent de troupes, et que les pachas rassemblèrent leurs forces avant même d'avoir reçu les ordres du divan. On remarqua surtout parmi eux le gouverneur de Rudschuck, Mustapha-Bareychtar, et le célèbre Paswan-Oglou, auprès duquel la cour de Russie avoit tenté, mais vainement, tous les moyens de corruption, et qui ne tarda pas à mourir de mort subite, non sans de violens soupçons

1806. Déc.

1806. Déc. d'empoisonnement. Mais des événemens d'une plus haute importance encore se préparoient alors sur la rive droite de la Vistule.

Quoique la saison, le climat et surtout la nature du sol et des chemins, ne permissent plus aux Français d'avancer avec leur rapidité ordinaire, ils continuoient pourtant à se porter à la suite des Russes et à occuper les différens districts de la Pologne prussienne. Le maréchal Ney avoit emporté, le 6, la ville de Thorn, dont il fit aussitôt rétablir le pont et réparer les fortifications; le 9, il poussa ses avant-postes jusqu'à Gollup, où ils rencontrèrent et défirent un corps prussien; le 10, le maréchal Augereau passa la Vistule entre Zakroczym et Utrata, et se couvrit aussitôt sur l'autre rive par une tête de pont formidable; dans le même instant on rétablissoit celui de Varsovie, et l'on commençoit à Praga un camp retranché; le 11, une brigade du maréchal Davoust, qui avoit passé le Bug à l'embouchure de la Wrka, rencontra enfin les Russes, les chassa, après un engagement de quelques heures, du village de Pomikuwo; et dès-lors on s'occupa à établir également des têtes de ponts au confluent de ces deux rivières.

Par un hasard remarquable, on vit alors,

dans l'espace de quatre jours, du 15 au 18 décembre, l'Empereur de Russie ordonner, par un ukase, la formation d'une milice dans tous ses états d'Europe; le Grand-Seigneur déclarer la guerre à cette puissance; et l'Empereur Napoléon décréter, pour le mois de janvier suivant, la levée de la conscription de 1807. Ainsi se préparoient de part et d'autre de nouvelles forces, de nouveaux moyens pour la campagne suivante. 1806. Déc.

On a beaucoup raisonné dans toute l'Europe sur le genre de guerre qu'il convenoit aux Russes de faire contre la France. Nous ne rapporterons point ici les diverses opinions ridicules émises à ce sujet, soit par l'ignorance qui s'égare ou qu'on abuse si facilement, soit par la mauvaise foi qui finit souvent, chose remarquable, par se tromper elle-même, tandis qu'elle n'a voulu d'abord qu'aveugler et que tromper les autres; mais quant aux hommes de bonne foi, qui joignent à une connoissance *réelle* de la population et des ressources de la Russie, de l'état de ce peuple et de son armée, quelques notions sur l'art militaire, ils ont paru assez généralement se partager entre deux opinions différentes. Les uns sembloient convaincus que le genre

1806. Déc. de guerre qui a si souvent réussi aux Parthes contre les Romains, et qui consiste à fuir devant l'ennemi, à l'attirer dans un pays qu'on ruine de toutes parts, à le harasser continuellement par des escarmouches sans combat, à ne l'attaquer, en un mot, qu'après l'avoir déjà vaincu à moitié par la lassitude et par la faim, pouvoit seul convenir à des Moscovites combattant contre des Français; et il faut avouer qu'une pareille tactique eût probablement réussi contre un nouveau Crassus, contre un Charles XII, ou quelqu'imprudent chef de Croisés; mais elle n'eût pas été sans inconvéniens contre celui qui n'avance jamais au hasard, qu'on a vu parcourir avec une poignée de troupes les sables et les déserts brûlans de l'Egypte ou de la Syrie, sans être jamais entamé par les nuées d'Arabes et de Musulmans qui partout l'entouroient et voltigeoient sans cesse autour de lui; enfin, contre celui qui, réunissant au même degré toutes les parties du grand capitaine, ne s'occupe pas avec moins de sollicitude des convois et des vivres, que de ses marches et de ses positions, et n'est pas moins admirable entouré de commissaires ou d'intendans, qu'à la tête de ses colonnes et de ses escadrons.

Les autres, au contraire, frappés sans doute de ces considérations, ont pensé que l'armée russe, brave et aguerrie sans être manœuvrière, ne pouvoit espérer de chance heureuse qu'en profitant d'une saison que devoit rendre presque nulle la tactique française, pour attaquer, corps à corps, si j'ose le dire, des troupes contre lesquelles alloit conspirer en outre la rigueur du climat; et l'on est forcé de convenir que cette hypothèse, moins satisfaisante peut-être au premier coup-d'œil que l'hypothèse précédente, a été en grande partie justifiée par l'événement, puisque les Russes sont parvenus à livrer deux batailles, sans éprouver ces défaites complètes qui avoient signalé Austerlitz ou Jéna, et qu'il a fallu toute la valeur française, jointe aux ressources du génie de l'Empereur, pour arracher, en dépit des marais, des boues, des neiges et des frimas, deux victoires plus glorieuses que décisives. 1806. Déc.

Les Russes avoient paru d'abord vouloir adopter le premier de ces deux plans; et l'on seroit tenté de croire, autant que l'on peut pénétrer par de simples conjectures dans les desseins d'un grand homme, que le projet de l'Empereur, en voyant Beningsen éviter le

1806. Déc. combat, avoit d'abord été de prendre, sur la Vistule, une position formidable avec quelques développemens, afin de s'y maintenir le reste de cet hiver, qu'il comptait employer tout à la fois et à préparer ses moyens offensifs pour la campagne suivante, et à faire tomber les places qui restoient encore aux Prussiens. Ce qui porte surtout à le penser, c'est la manière dont il fit sur-le-champ fortifier des têtes de ponts ou des camps retranchés à Thorn et à Praga, ainsi que sur le Bug et sur la Narew. Ce prince a dans ce genre, il est vrai, montré partout et dans toutes ses campagnes une prudence remarquable; mais les ouvrages dont nous parlons étoient si considérables et si multipliés, qu'ils sembloient annoncer bien moins le projet de continuer la guerre offensive, que celui d'assurer, contre toute attaque imprévue, ses opérations de siége et ses quartiers d'hiver.

Au reste, quoi qu'il en soit de cette supposition, le changement survenu dans les conseils des Russes amena bientôt de sa part d'autres mesures. Beningsen d'abord avoit paru comme on vient de le dire, vouloir se retirer dans l'intérieur des terres, et mettre, à force de dévastations, un désert entre lui et l'ar-

mée française. Mais soit qu'il eût ensuite changé d'avis; soit qu'il eût, ainsi que Buxhowden, reçu de Pétersbourg de nouveaux ordres; soit enfin que le vieux maréchal Kamensky, qui vint alors prendre le commandement en chef de leurs armées, trouvât honteux de reculer sans avoir combattu; il est certain qu'on vit presque aussitôt les Russes se reporter en avant, occuper des positions sur le Bug, sur la Narew, concentrer un corps considérable à Pultusck et établir un de leurs quartiers-généraux dans le château même de Sierock. A ces nouvelles, l'Empereur, décidé à ne point permettre aux ennemis de se fortifier dans des positions d'où ils auroient pu l'inquiéter chaque jour, et instruit d'ailleurs qu'ils avoient conçu le projet de reprendre Praga et la rive droite de la Vistule, afin d'être en mesure de former ensuite d'autres entreprises, partit, le 16, de Posen, ne s'arrêta à Kutno qu'un instant, et fit le reste de la route à cheval avec une telle promptitude que personne ne put le suivre, et qu'il entra, le 19, à deux heures du matin, dans Varsovie, n'ayant plus que deux hussards pour toute escorte. Après s'être reposé à peine quelques heures, il remonta à cheval le matin

1806. Déc.

1806. Déc. même, et alla reconnoître en personne le camp russe, placé au-delà du Bug, à huit milles de Varsovie.

Cependant ses premiers ordres avoient commencé, dès la veille, à s'exécuter sur plusieurs points. Le maréchal Davoust, chargé de se maintenir sur le Bug, ayant jugé nécessaire, pour rendre sa position meilleure, de s'emparer d'une petite île que les Russes occupoient au confluent de la Wrka, la fit attaquer le 18; la victoire et l'île restèrent aux Français; et une affaire de cavalerie, qui s'engagea, le lendemain 19, en avant de la tête du pont du Bug, tourna également à leur avantage. Pendant ces deux jours, la rive droite de la Vistule fut entièrement balayée depuis Thorn jusqu'à l'embouchure du Bug, par le corps du maréchal Ney, qui se porta le 18 de Gollup sur Rypin; par celui du maréchal Bessières, qui poussa vers Bintzuè, en appuyant sa droite à celui du prince de Ponte-Corvo; par le maréchal Soult, qui s'avança de Wiszogrod, où il venoit de passer le fleuve, et enfin par le maréchal Augereau, qui déboucha en avant d'Utrata et dans la direction de Plonsk.

L'Empereur, après avoir, comme nous

l'avons dit, reconnu pendant la journée du 19 l'armée russe le long du Bug, expédia aussitôt de nouveaux ordres à tous ses chefs, et annonça, le 21 (1), que si l'ennemi persistoit à rester dans sa position, il se livreroit une bataille sous peu de jours. En effet, les dispositions se trouvant faites le 22, le 23 au matin toutes les divisions s'ébranlèrent pour commencer contre l'ennemi ces attaques combinées qui l'ont si souvent frappé de terreur, et qui eussent renouvelé les jours d'Austerlitz ou de Jéna, si la nature et les élémens, conjurés cette fois contre le génie, n'eussent contrarié l'effet de ses combinaisons. 1806. Déc.

Le général Lestocq, posté avec les troupes prussiennes vers Gurzno, Soldau et Mlawa, formoit la droite des ennemis : les maréchaux Ney et Bessières reçurent ordre de l'attaquer de façon à le séparer d'abord, et à le couper de l'armée russe. Cette armée occupoit elle-même Sierock, Pultusck, une partie des bords de la Wrka, ceux de la Narew, et s'étendoit vers Ostrolenka; les dispositions furent faites, au centre et à la droite des Français,

(1) *Voyez* le Bulletin officiel.

1806. Déc. pour attaquer ou tourner à la fois tous ces différens corps. Enfin, le maréchal Soult fut chargé de se porter, avec une très-forte division, vers Ostrolenka, afin de tomber sur les derrières de l'ennemi, au moment où les maréchaux Ney et Bessières seroient parvenus sur son flanc droit, et où l'Empereur l'auroit culbuté de ses positions. Jamais bataille ne devoit être, comme on voit, plus décisive, jamais victoire plus complète que celle qui se préparoit.

Dès le 22, la cavalerie du grand duc de Berg et le corps du maréchal Davoust s'étoient concentrés vers le Bug. Le 23, l'Empereur quitta Varsovie à une heure du matin, passa le Bug à neuf heures, fit jeter un pont à l'embouchure de la Wrka, et attaquer vers le soir la position de Czarnovo qui fut emportée dans la nuit : un corps de douze à quinze mille Russes qui la défendoit, fut forcé à la retraite, avec perte de six pièces de canon qu'il abandonna au vainqueur. Le même jour, le maréchal Ney chassoit les Prussiens de Gurzno, et le maréchal Bessières en battoit à Biezun, un autre corps qui laissa entre ses mains cinq cents prisonniers, cinq pièces de canon et deux étendards.

Le 24, le maréchal Davoust et le grand duc de Berg, poursuivant leur premier avantage, se portèrent sur Nasilicsk, où le général en chef Kamensky commandoit en personne. Battu sans avoir opposé même une très-grande résistance, ce vieux maréchal ne put rallier ses troupes qui se replièrent en désordre sur Tykoczin, et fut tellement consterné de cette défaite, qu'il céda deux jours après le commandement à Beningsen. Le même jour, un autre corps russe étoit défait près de Kursomb; le maréchal Augereau forçoit, sur ce point, le passage de la Wrka d'une manière brillante; et le maréchal Ney poursuivoit les Prussiens jusqu'à Kunsbrock. 1806. Déc.

Ces diverses attaques n'étoient encore que des mouvemens préparatoires; et il paroît que le 25 étoit le jour destiné à devenir fatal à l'armée russe, si le climat n'eût pas combattu en sa faveur. Toutes les colonnes auroient dû être parvenues, ce jour-là, sur leurs points d'opération respectifs; mais la plupart se trouvèrent retardées d'une ou même de deux marches; et un fait qu'il est important de remarquer, parce qu'il prouve jusqu'à l'évidence que les chemins seuls arrêtèrent les Français et sauvèrent les Russes, c'est que tous les corps

1806. Déc. qui avançoient en combattant, comme ceux du grand duc de Berg, des maréchaux Ney, Bessières, etc., furent précisément ceux qui se trouvèrent, le 25, parvenus à leur destination; tandis que les colonnes qui n'avoient pas encore, ou qui avoient à peine combattu, sont celles qui n'arrivèrent que les jours suivans.

Toujours poursuivant les Prussiens, le maréchal Ney entama encore leur arrière-garde le 25. Dans le même instant, le maréchal Davoust, chassant devant lui les restes de l'armée du maréchal Kamensky, occupa Tykoczyn; et le grand duc de Berg, instruit qu'une division de l'armée de Buxhowden, commandée par le général Panin, se portoit sur cette dernière ville, marcha au-devant d'elle, l'atteignit, la culbuta et la mit en déroute à Loppackzyn.

Enfin, le 26, le maréchal Lannes réussit à arriver devant Pultusck qu'occupoit Beningsen, et le maréchal Augereau devant Golymin où se trouvoit Buxhowden; mais le retard que le dégel avoit mis dans leurs marches, avoit donné aux chefs ennemis le temps de réunir leurs forces, de préparer de nouveaux moyens de défense, et surtout de rallier à eux les troupes battues les jours précédens, ce qui

n'auroit point eu lieu si le terrain eût permis d'exécuter les manœuvres prescrites par l'Empereur, avec cette ponctualité surprenante qu'on admire dans tous ses autres combats. Beningsen avoit rangé son armée en bataille pendant la nuit du 25 au 26, et le corps du général en chef Kamensky, battu à Nasielsk, arriva et se réunit à lui à deux heures du matin. Le maréchal Lannes parut bientôt, et commença vers dix heures son attaque : il trouvoit un ennemi nombreux sur ses gardes, avantageusement posté; ses propres troupes étoient harassées de fatigue : aussi le combat fut-il chaud et long-temps balancé; mais la valeur française l'emporta à la fin; et Beningsen, horriblement maltraité, profita de la nuit pour se retirer vers Ostrolenka, avec perte de six mille prisonniers et de deux drapeaux. Le même jour, Buxhowden, également renforcé par une division de Kamensky qui s'étoit repliée dans cette direction, et par celle du général Panin, battue la veille à Lopackzyn, réunissoit toutes ses forces à Golymin, où il se vit attaqué, vers une heure après midi, par quelques divisions du maréchal Davoust et du grand duc de Berg qui arrivoient à la suite des fuyards, et par le maréchal Augereau qui

1806. Déc.

1806. Déc. débouchoit de Golaczyma. A trois heures, l'action devint très-vive; mais la nuit ayant commencé vers quatre heures, l'affaire se prolongea jusqu'à onze, où les Russes, entièrement culbutés, se retirèrent en désordre, comme Beningsen, sur Ostrolenka, en abandonnant leur artillerie, leurs bagages et presque tous les sacs du soldat.

On voit à quel point les mouvemens de la plupart de nos colonnes furent contrariés par la nature; mais ce qui acheva de sauver l'armée russe, sont les obstacles insurmontables qui arrêtèrent la marche du maréchal Soult, dont l'artillerie employa deux jours entiers à faire trois lieues au milieu des boues; ce général, qui devoit se porter vers l'Omülef, afin de couper la retraite aux vaincus et de compléter leur défaite, n'avoit encore pu, le 26, malgré tout son zèle, ses talens et des efforts presque surnaturels, dépasser Molati à deux lieues de Makow : et les Russes purent ainsi opérer leur retraite, en abandonnant, il est vrai, près de quatre-vingts pièces de canon, douze cents voitures, presque tous leurs caissons, et laissant, tant sur les champs de bataille que sur les routes, environ douze mille hommes tués, blessés ou prisonniers. L'Empereur les

fit poursuivre par quelques troupes légères au-delà d'Ostrolenka, et établit à Pultusck son quartier-général. 1806. Déc.

Le jour où Beningsen et Buxhowden fuyoient de Pultusck et de Golymin, le maréchal Ney, étant parvenu à amener enfin le général Lestocq à une affaire, battoit à la fois ses troupes à Soldau et à Mlawa; lui enlevoit six canons, quelques étendards, et le faisoit poursuivre par ses hussards si près de Koenigsberg, que la terreur s'emparant de toutes les administrations prussiennes, on les vit, à l'exemple de la reine et de la cour, s'enfuir à la hâte jusqu'à Memmel.

Quoique la bataille de Pultusck n'ait point offert les prodigieux résultats auxquels l'Empereur a habitué l'Europe, ce prince avoit atteint pourtant le but principal qu'il s'étoit proposé, celui de prévenir les projets ultérieurs des Russes, en les rejetant loin de nos avant-postes et les délogeant des positions d'où ils se flattoient de pouvoir à leur gré harceler nos têtes de cantonnemens, inquiéter nos quartiers d'hiver, et saisir le moment favorable pour reprendre l'offensive. Il jugea donc que la lassitude de l'armée, le défaut de vivres, et surtout l'état des chemins, défen-

1806. Déc. doient une plus longue poursuite; et, après avoir établi ses lignes sur l'Orcie et sur le Bug, il retourna, le 2 janvier suivant, dans la capitale de la Pologne.

Cependant, nous ne devons pas oublier de dire que l'Hanovrien Beningsen, sans égards pour les faits matériels qui constatoient la défaite de l'armée russe, eut l'impudeur ou plutôt la maladresse de présenter la bataille de Pultusck comme une victoire. Ce rapport, presque aussi ridicule que celui publié ensuite par le même homme sur la bataille d'Eylau (1), offre surtout deux traits remar-

---

(1) Dans l'un et dans l'autre il assure avoir remporté une victoire *complète*, et cependant, comme il lui étoit impossible de nier que Pultusk et Eylau fussent au pouvoir des Français le lendemain des deux batailles, il avoue s'être retiré; mais il assure l'avoir fait la première fois faute de vivres, et la seconde (ce qui est encore plus plaisant), dans la crainte d'être rattaqué par les vaincus. Il est impossible, à moins de les avoir lus en entier, de se faire une idée juste de l'inoptie de ces rapports; et pourtant il faudroit savoir, lorsqu'on ne veut pas dire la vérité, ou la déguiser avec art, ou tout au moins donner quelque vraisemblance au mensonge.

quables. Beningsen y accuse d'abord Buxhowden de ne l'avoir pas secouru, quoiqu'il ne fût, dit-il, qu'à quatre lieues de Pultusck, à Makow; tandis qu'il est de fait que Buxhowden se trouvoit attaqué lui-même vers Golymin, d'où il se retira pendant la nuit, à peu près à la même heure où Beningsen fuyoit de Pultusck. En second lieu, il prétend avoir eu à combattre à la fois les maréchaux Lannes et Davoust, et le grand duc de Berg, tandis qu'il est constant que les deux derniers battoient alors, à Golymin, M. de Buxhowden; qu'une seule division du maréchal Davoust ayant suivi les fuyards vers Pultusck, se réunit au maréchal Lannes, et qu'il n'y eut même qu'une partie du corps de ce dernier chef qui pût prendre part à l'action, le reste n'étant arrivé qu'après la fin du combat. Il y a donc dans ce rapport encore plus d'ignorance et peut-être de perfidie (1), que de mauvaise foi; mais, comme si les faits n'eussent pas suffi pour démentir la victoire prétendue des Russes, l'empereur Alexandre se chargea encore de la démentir lui-même aux yeux de toute l'Eu-

1806. Déc.

(1) M. de Beningsen est l'ennemi personnel de M. de Buxhowden; il vouloit le perdre, et il y réussit.

1806. Déc. rope, par une lettre officielle qu'il fit écrire aux habitans de Moskou (qui témoignoient quelque mécontentement du rappel du général en chef Kamenski) pour leur apprendre qu'il n'avoit destitué ce vieux maréchal que parce qu'il s'étoit *laissé battre en Pologne.* Ce témoignage est précis, et la bouche d'où il sort ne peut être suspecte.

Tandis que ces événemens se passoient sur la rive droite de la Vistule, les armées de Silésie se livroient des combats assez vifs, les 24, 29, 30 décembre; et le prince d'Anhalt-Pless, qui cherchoit à secourir Breslau, ayant échoué dans toutes ces attaques, cette capitale, défendue par une garnison de près de six mille hommes, se rendit le 5 janvier au prince Jérôme Napoléon.

Ainsi se termina l'année 1806. La guerre de Prusse étoit achevée, puisqu'il n'existoit plus d'armée prussienne en état de tenir la campagne; mais un nouvel ennemi entroit dans la lice; les Russes, toujours auxiliaires, vouloient cette fois combattre pour eux-mêmes; les Turcs, les Persans se trouvoient appelés, par la folie de leurs oppresseurs, à venger de longs outrages; enfin l'or et l'intrigue de l'Angleterre préparoient de

toutes parts de nouveaux désastres pour les crédules victimes de sa noire politique. Mais tous ces faits n'appartiennent plus au tableau que nous avons entrepris de tracer: qu'on nous permette seulement d'ajouter encore, avant de passer aux détails nécessaires pour compléter cet ouvrage, quelques réflexions qui naissent naturellement de l'état politique où nous laissons la France à la fin de 1806, comparé à celui où elle étoit durant les premières années de la révolution. 1806. Déc.

« *Nous ne pouvons*, disoient, il y a dix ans, la plupart des grands cabinets de l'Europe, *nous ne pouvons traiter avec la France républicaine, sans Gouvernement stable, sans forme permanente;* » et tout-à-coup de ce chaos politique est sorti un Gouvernement plus ferme, plus inébranlable qu'aucun autre en Europe, et dont toutes les promesses ont été jusqu'à ce jour aussi certaines, toutes les menaces aussi inévitables que les arrêts même du sort (1). — « *Quand je jette les yeux sur la carte de l'Europe*, disoit il y a quinze ans un orateur fameux,

(1) Cette réflexion a déjà été faite par un écrivain allemand, dans un ouvrage périodique, digne d'être plus connu en France.

1806. Déc. *je n'aperçois plus qu'une place vide au lieu où étoit la France* » ; et par un retour terrible, la carte de l'Europe n'est plus pour ainsi dire aujourd'hui que la carte de l'Empire français. Enfin, on s'étonnoit, il y a quelques années, des rapides campagnes des armées françaises; leurs triomphes sur les bords du Rhin ou en Italie passoient pour des prodiges; chaque automne se terminoit par quelques traités conclus dans les formes ordinaires, et par quelques cessions faites au vainqueur: aujourd'hui une monarchie tombe à chaque bataille; on n'entend plus parler de longues négociations, mais de paix données en quelques jours par le vainqueur, reçues avec soumission par les vaincus; on ne cède plus quelques provinces; ce sont des Etats, ce sont des royaumes entiers qui reçoivent ou une nouvelle forme, ou de nouveaux maîtres. Tel a été le résultat des attaques sans cesse renouvelées, et des fautes sans cesse commises par nos ennemis; tel est le résultat de deux campagnes, et du génie d'un grand homme. On a follement prétendu rayer les Français du tableau des peuples de l'Europe, et l'histoire de l'Europe entière n'est plus, depuis vingt ans, que l'histoire de la France.

TROISIÈME PARTIE.

PRÉCIS DES ÉVÉNEMENS DE L'ANNÉE 1806.

AFFAIRES PARTICULIÈRES DES DIFFÉRENS ÉTATS DE L'EUROPE.

Il nous reste encore, afin de rendre moins incomplet ce tableau de l'année 1806, à parler de quelques objets d'administration, à rapporter quelques événemens intérieurs, à présenter enfin quelques considérations qui ne pouvoient entrer dans le précis des affaires générales de l'Europe; et c'est ce que nous allons essayer de faire dans cette troisième partie, en disant un mot de chaque Etat en particulier.

France.
1805.

FRANCE.

S'il étoit aussi facile de suivre la marche et de détailler les bienfaits d'une sage et vigilante administration, que de saisir les résultats politiques et de constater les événemens militaires, il n'y a pas de doute que le tableau qu'il nous reste à tracer, en parlant de la France, ne fût presque aussi étonnant et encore plus intéressant, peut-être, que celui que nous venons d'offrir à nos lecteurs. En effet, si les coups d'Etat et les exploits guerriers frappent davantage au premier coup d'œil, s'ils éblouissent plus sûrement la multitude, l'homme instruit n'ignore pas qu'il faut tout autant d'habileté pour gouverner un empire, que pour surveiller des voisins jaloux, et une puissance de génie tout aussi grande pour reconstruire l'édifice social abattu par les révolutions, que pour gagner des batailles, pour élever ou renverser, les armes à la main, des trônes et des empires. Aussi l'homme qui a su, en si peu de temps, rendre des lois fixes et une administration régulière à un peuple qui venoit de parcourir tous les degrés de l'anarchie, n'est-il pas moins

étonnant, aux yeux de la réflexion, que celui qui a su affranchir, en un seul jour, ce même peuple de ses tyrans, et anéantir, en deux campagnes, les ennemis étrangers qui menaçoient ses frontières. Et quand on songe que cette double carrière a été fournie avec un égal succès, dans le même temps et par le même prince, on ne peut s'empêcher de convenir que cette réunion extraordinaire de moyens et de talens en fait un homme absolument à part. Jamais la rapidité de ses entreprises militaires, l'importance ou la complication de ses relations politiques ne détournèrent un instant ses regards du centre de son empire. Dès le premier succès obtenu au commencement de la campagne de 1805, on le vit (le 18 octobre) envoyer les drapeaux ennemis au Sénat-Conservateur et aux autres grands corps de l'Etat, qui tous, s'empressèrent de faire partir des députations pour aller féliciter le vainqueur au milieu de ses conquêtes. Celle des maires de la ville de Paris le complimenta, le 13 décembre, à Schoenbrunn, dans le palais de Marie-Thérèse; et celle du Tribunat fut chargée par lui de l'honorable mission d'apporter en France les trophées qu'il destinoit à orner les palais

France. 1806. du Sénat, du Corps-Législatif et du Tribunat, ainsi que l'Hôtel de ville et la Cathédrale de Paris. Peu de temps après (le 14 et le 22 janvier), le Sénat-Conservateur reçut communication officielle du traité de Presbourg, du mariage du vice-roi d'Italie avec la princesse Auguste de Bavière; de l'adoption de ce prince par l'Empereur; enfin de l'acte par lequel S. M. le désignoit, à défaut d'enfans mâles propres et légitimes, pour son successeur au trône d'Italie, et régloit tout ce qui peut avoir rapport à la succession de cette couronne.

Les victoires de nos armées et le nom du héros qui les commande, étendant leur influence au-delà des bornes de l'Europe, on avoit déjà vu le dey d'Alger rendre la liberté à tous les esclaves génois, dès qu'il avoit connu la réunion de Gênes à la France; et celui de Tunis s'empressa d'imiter cet exemple, pendant les premiers mois de cette année.

Le monarque victorieux rentra, comme nous avons eu occasion de le dire, le 26 janvier dans la capitale, et dès le lendemain il retira le porte-feuille du trésor public à un ministre dont on ne soupçonna jamais la probité, mais sous l'administration duquel des

bruits malheureux avoient, en ébranlant la confiance du public, qui tout-à-coup se porta en foule à la banque de France pour en réaliser les billets, mis cet établissement dans un embarras momentané, dont les spéculateurs seuls tirèrent parti (1). On paroissoit croire aussi, dans le public, que certains agens subalternes de ce ministère avoient malversé; et l'Empereur confia alors à M. Mollien cette place importante. France. 1806.

Le 20 du mois suivant (février) parurent à la fois deux décrets que l'on devoit attendre du prince qui avoit relevé les autels, ranimé la morale, recréé l'éducation publique, et ramené la nation aux principes de la monarchie. L'un rendit à l'église de Sainte-Geneviève, si indignement souillée, le nom de l'antique patronne de Paris, et restitua ce beau monument au culte catholique; par le second, l'Empereur ordonna de rétablir

(1) Ces bruits, répandus par la malveillance moins encore que par la cupidité, annonçoient qu'on avoit dégarni le trésor public de numéraire pour le porter à l'armée; supposition qui, à cette époque, auroit été absurde, si elle eût été moins criminelle.

France. 1806. St.-Denis, détruit ou dévasté par les fureurs démocratiques; le désigna pour le lieu de la sépulture des empereurs, créa, pour desservir ce temple célèbre, un chapitre de dix évêques sexagénaires, et ordonna enfin de consacrer trois autels expiatoires dans les lieux où de vils brigands avoient profané les tombeaux des trois races de nos rois.

La France perdit, vers cette époque, quatre hommes recommandables, devenus célèbres dans des genres différens. Le 27 de janvier, mourut à Paris M. Mounier, membre de l'Assemblée Constituante, qu'il présidoit à Versailles pendant la nuit du 5 au 6 octobre, et qui, ayant, à cette époque, quitté la France, y fut rappelé, après le 18 brumaire, par le premier Consul, qui lui confia d'abord la préfecture de Rennes, et qui venoit de le placer dans son Conseil d'Etat. Deux des membres les plus distingués de l'Académie française, MM. Gaillard et Collin-d'Harleville, laissèrent ensuite, du 19 au 24 février, deux places vacantes dans ce corps illustre. Enfin, une autre perte, non moins sensible, faite par le Sénat, fut celle de M. Tronchet, qui mourut le 11 de mars, regretté par tous les gens de bien.

L'Empereur avoit convoqué, peu de temps après son retour en France, le Corps-Législatif, et il fit lui-même, avec beaucoup de pompe, le 2 mars, l'ouverture de ses séances. Tout ce que l'Etat renferme de plus grand étoit rassemblé autour de sa personne; en face de son trône on remarquoit l'Impératrice, le prince royal de Bavière, l'Electeur archi-chancelier de l'Empire germanique; et comme le discours que prononça le monarque sera recueilli par l'histoire, ainsi qu'il fut alors médité par tous les cabinets de l'Europe, nous allons donner ici le texte même de cette pièce importante. France. 1806.

Discours de S. M. l'Empereur et Roi.

« Messieurs les députés des départemens au Corps-Législatif, messieurs les Tribuns, et les membres de mon Conseil d'Etat, depuis votre dernière session, la plus grande partie de l'Europe s'est coalisée avec l'Angleterre. Mes armées n'ont cessé de vaincre que lorsque je leur ai ordonné de ne plus combattre. J'ai vengé les droits des Etats foibles, opprimés par les forts. Mes alliés ont augmenté en puissance et en considération; mes ennemis ont été humiliés et confondus; la maison de Na-

France. 1806. ples a perdu sa couronne sans retour : la presqu'île de l'Italie toute entière fait partie du Grand Empire. J'ai garanti, comme chef suprême, les souverains et les constitutions qui en gouvernent les différentes parties.

» La Russie ne doit le retour des débris de son armée, qu'au bienfait de la capitulation que je lui ai accordée. Maître de renverser le trône impérial d'Autriche, je l'ai raffermi. La conduite du cabinet de Vienne sera telle que la postérité ne me reprochera pas d'avoir manqué de prévoyance. J'ai ajouté une entière confiance aux protestations qui m'ont été faites par son souverain. D'ailleurs, les hautes destinées de ma couronne ne dépendent pas des sentimens et des dispositions des cours étrangères. Mon peuple maintiendra toujours ce trône à l'abri des efforts de la haine et de la jalousie ; aucun sacrifice ne lui sera pénible pour assurer ce premier intérêt de la patrie.

» Nourri dans les camps, et dans des camps toujours triomphans, je dois dire cependant que, dans ces dernières circonstances, mes soldats ont surpassé mon attente ; mais il m'est doux de déclarer aussi que mon peuple a rempli tous ses devoirs. Au fond de la Moravie, je n'ai pas cessé un instant d'éprouver les

effets de son amour et de son enthousiasme. Jamais il ne m'en a donné des marques qui aient pénétré mon cœur de plus douces émotions. Français! je n'ai pas été trompé dans mon espérance. Votre amour, plus que l'étendue et la richesse de votre territoire, fait ma gloire. Magistrats, prêtres, citoyens, tous se sont montrés dignes des hautes destinées de cette belle France, qui, depuis deux siècles, est l'objet des ligues et de la jalousie de ses voisins. France. 1806.

» Mon ministre de l'intérieur vous fera connoître les événemens qui se sont passés dans le cours de l'année. Mon Conseil d'Etat vous présentera des projets de lois pour améliorer les différentes branches de l'administration. Mes ministres des finances et du trésor public vous communiqueront les comptes qu'ils m'ont rendus; vous y verrez l'état prospère de nos finances. Depuis mon retour, je me suis occupé, sans relâche, de rendre à l'administration ce ressort et cette activité qui portent la vie jusqu'aux extrémités de ce vaste Empire. Mon peuple ne supportera pas de nouvelles charges; mais il vous sera proposé de nouveaux développemens au système des finances, dont les bases ont eté posées l'année

France. 1806. dernière. J'ai l'intention de diminuer les impositions directes qui pèsent uniquement sur le territoire, en remplaçant une partie de ces charges par des perceptions indirectes.

» Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux après un combat imprudemment engagé. Je ne saurois trop me louer de la grandeur d'ame et de l'attachement que le roi d'Espagne a montrés dans ces circonstances pour la cause commune. Je desire la paix avec l'Angleterre. De mon côté, je n'en retarderai jamais le moment. Je serai toujours prêt à la conclure, en prenant pour bases les stipulations du traité d'Amiens. Messieurs les députés au Corps-Législatif, l'attachement que vous m'avez montré, la manière dont vous m'avez secondé dans les dernières sessions, ne me laissent point de doute sur votre assistance. Rien ne vous sera proposé qui ne soit nécessaire pour garantir la gloire et la sûreté de mes peuples. »

Le soir même de cette séance remarquable, le prince héréditaire de Bade arriva à Paris, et deux jours après un message apprit au Sénat que l'Empereur venait de le fiancer avec la princesse Stéphanie-Napoléon, nièce de l'Impératrice, et fille adoptive du monar-

que. Les cérémonies du mariage furent célébrées à Paris le 7 et le 8 du mois suivant. France. 1806.

Ainsi que l'Empereur l'avoit annoncé dans son discours au Corps-Législatif, le ministre de l'intérieur parut, trois jours après l'ouverture de la session (le 5 mars), à la tribune de cette assemblée pour y rendre compte de la situation de l'Empire. Après avoir dit quelques mots sur les résultats de l'administration du premier Consul, il examina plus en détail tout ce qui avoit rapport à la dernière année. Des travaux publics entrepris à Troyes, à Châlons, à Tournus et à Mâcon; le projet d'une navigation de la Seine jusqu'à Châtillon, adopté; l'amélioration de celle de la Saône, arrêtée; Mâcon voyant une cathédrale prête à faire oublier celle que regrettoient ses habitans; la Seille rendue bientôt navigable; l'industrie du département de l'Ain encouragée, et l'insalubrité d'une partie de son territoire combattue; Lyon prêt à voir renaître les édifices tombés sous les marteaux de l'anarchie; des digues s'élevant pour contenir le Rhône près de cette ville; des ordonnances rendues pour assurer son commerce; des écoles de dessins établies pour la prospérité de ses manufactures; des canaux destinés à la faire

France. 1806. communiquer bientôt par la Saône, la Loire et la Seine avec le Rhin, l'Océan et la Manche, comme elle communiquoit déjà avec le Midi; des routes nouvelles traversant, en dépit des obstacles, la Savoie dans presque tous les sens; les établissemens publics prodigués au Piémont, surtout à Casal, à Turin, à Alexandrie, et cette dernière ville destinée à devenir en outre un des principaux boulevards militaires de l'Empire; les brigands qui, de tout temps, ravagèrent ces contrées, chassés, dispersés ou exterminés; Gênes, par sa réunion à la France, offrant au Piémont son débouché naturel, et devant recevoir de lui, par la suite, des nouveaux moyens de prospérité; enfin, un code de lois et un meilleur système d'administration donnés aux Etats de Parme et de Plaisance : tel est, en résultat, la première partie du tableau tracé par le ministre.

Arrivé au moment de la guerre contre l'Autriche, il peint l'Empereur, au milieu des travaux, des hasards, des combinaisons militaires, et de toutes les fatigues qu'il partageoit avec le dernier soldat, tenant alors même, à trois cents lieues de sa capitale, tous les fils de l'administration de la France,

en soignant les plus petits détails, voyant tout par ses yeux, sachant tout par lui-même, et rendant à Ulm, à Viennes, à Austerlitz, cette foule de décrets, témoins à jamais irrécusables de ses travaux administratifs. France. 1806.

Les triomphes de l'Empereur, sa modération en donnant la paix, les alliances nouvellement contractées, et les avantages accordés aux alliés, occupent un instant le ministre, qui bientôt revenant aux affaires intérieures, rend compte des nouveaux sacrifices faits pour relever ou pour soutenir le culte, ainsi que des améliorations opérées dans l'administration de la justice, et des mesures adoptées pour porter encore à un plus haut point de perfection la police et la sûreté publique. Il parle ensuite des sommes considérables (quarante millions) consacrées à différens travaux, et appelle successivement les regards sur une foule d'objets du plus grand intérêt, tels que les routes du Simplon, du Mont-Cenis, de la Maurienne; celles qui traversent le Mont-Genèvre et les rochers entre Gênes et Toulon; plusieurs autres encore, ouvertes ou commencées sur différens points de l'empire; les travaux immenses faits sur les anciennes routes; des

France. 1806. ponts bâtis ou reconstruits sur le Rhin, la Meuse, la Loire, le Cher, le Rhône, la Saône, le Loing, la Durance et l'Isère ; des chemins de halage établis le long d'une foule de fleuves et de rivières ; le Pô débarrassé des obstacles qui interrompoient sa navigation ; six grands canaux et plusieurs autres moins importans commencés, tracés ou projetés, et tous destinés, ou à réunir les deux mers par des navigations intérieures, ou à joindre nos fleuves entre eux, afin d'ouvrir au commerce et aux transports de nouveaux débouchés ; l'établissement des ponts à bascule dans tout l'Empire ; celui de trois nouvelles lignes télégraphiques ; une meilleure organisation donnée aux ponts et chaussées ; enfin, deux cités nouvelles élevées à la place de celles que la barbarie avoit détruites dans le Morbihan et la Vendée ; et trente-cinq de nos villes maritimes voyant à la fois dans leur sein, des bassins creusés, des écluses de chasse et des canaux construits, des quais, des jetées ou des môles relevés, établis ou réparés, et des ports créés, agrandis ou nettoyés.

Le ministre passe alors aux embellissemens de tout genre exécutés dans la capitale ; mais on sent qu'il nous seroit impossible de le suivre

dans le détail des travaux prodigieux que chaque jour y voit achever ou commencer. La comptabilité de la ville de Paris a été, dit-il enfin, éclairée par l'Empereur lui-même; on a donné de nouveaux soins à la régie des hospices, et réorganisé, en leur faveur, le Mont-de-Piété, en supprimant les maisons de prêt, si dévorantes et si immorales; les hospices du reste de l'Empire ont été de même l'objet d'une constante sollicitude, ainsi que le prouvent des décrets continuels; le régime des prisons s'est amélioré; le calendrier qui nous isoloit du reste de l'Europe est remplacé par l'ancien; on a desséché des marais, multiplié les plantations; on s'occupe à réorganiser et à restaurer les harras; l'agriculture a été encouragée; les filatures, les métiers de tout genre, les manufactures de toute espèce sont protégés; enfin, les sociétés littéraires et savantes, les écoles de droit, celles des arts, des sciences militaires, les établissemens d'éducation, ont été rétablis ou créés; la banque de France a reçu une nouvelle organisation, et les impositions un nouveau système. France. 1806.

On voit que ce rapport (que nous avons cru devoir faire connoître d'une manière

France 1806. étendue, parce que rien ne nous sembloit aussi propre à remplir, quant à la France, le but que nous nous sommes proposé dans cette troisième partie) étoit peu fait pour flatter la manie de ceux qui rêvent encore chaque jour la perte, l'épuisement et la destruction de la France. Cependant il n'en fut pas moins expédié, avec une promptitude surprenante, par les ministres étrangers à toutes les cours ennemies de cet Empire.

D'importantes communications furent encore faites à la fin de ce mois (le 30 mars) au Sénat-Conservateur.

Le monarque lui notifia tout à la fois le réglement très-étendu qu'il venoit de faire pour l'éducation des Princes, et la police intérieure de la famille impériale ; les différens actes par lesquels il conféroit au prince Joseph le royaume de Naples et de Sicile ; au prince Murat, les duchés de Clèves et de Berg ; à S. A. I. la princesse Pauline, la principauté de Guastalla ; au maréchal Berthier, celle de Neufchâtel ; celles de Massa-Carara et de Guafargnana, à la princesse de Lucques ; et enfin les décrets par lesquels il établissoit en Italie vingt et un grands fiefs de l'Empire, savoir : douze dans le royaume d'Italie,

six dans celui de Naples, un dans la principauté de Lucques, et trois dans les États de Parme et de Plaisance. France, 1806.

Le 4 du mois suivant, ce prince ordonna l'introduction d'un seul catéchisme catholique dans tout l'Empire; le 2 de mai, il établit à Chambord une maison impériale d'éducation pour cent filles de membres de la Légion d'Honneur; et le 6 il ordonna qu'à compter de ce jour au 1er juillet suivant, tous les travaux fussent faits pour que l'eau coulât sans interrupion dans toutes les fontaines de Paris (ce qui fut ponctuellement exécuté), et pour que quinze fontaines nouvelles fussent construites dans les quartiers où il n'en existoit point auparavant.

Peu de temps après, le 26 de mai, rentra dans les murs de Paris, à la suite d'un long exil, un homme devenu célèbre pendant les premières années de nos troubles politiques, le cardinal Maury, qui venoit retrouver parmi nous une existence brillante, sous les auspices du Prince qui sait accueillir et employer les talens, dans quelque parti qu'ils aient d'abord brillé.

Rien n'échappant à ses regards, on le vit, à la fin de ce mois, se faire rendre compte des

France. 1806. exactions commises, et de l'usure exercée par des Juifs en Alsace et en Loraine, contre les malheureux cultivateurs; suspendre d'abord le paiement de ces créances illégitimes, et convoquer, pour le 15 du mois de juillet, une assemblée des principaux sectateurs de Moïse, afin de remonter à la cause du mal, et d'y trouver quelques remèdes.

Le ministre des relations extérieures, M. de Talleyrand-Périgord, et M. le maréchal Bernadotte, reçurent de l'Empereur, le 6 de juin, les duchés de Benevent et de Ponte-Corvo, en récompense des services qu'ils avoient l'un et l'autre rendus au Prince et à l'État.

Le Sénat-Conservateur, se conformant à l'exemple et aux intentions du souverain, consacroit déjà, depuis quelques années, des sommes considérables aux travaux nécessaires pour terminer ou embellir ses jardins et son palais; le Corps-Législatif résolut de même, le 11 de juin, d'élever à ses frais, du côté de la Seine, une façade nouvelle, digne, en correspondant avec celle de la Madeleine, de compléter le magnifique coup d'œil de la place de la Concorde.

Le ministre de l'intérieur avoit annoncé,

dans son rapport au Corps-Législatif, l'augmentation du traitement des juges ; et le 20 juin parut le décret qui mit cette utile mesure à exécution : il avoit annoncé de même la restauration des harras ; et le 4 juillet une loi rendue par l'Empereur acheva leur réorganisation, et donna des chefs à ces établissemens importans. Par un autre décret, vivement réclamé par la morale publique, ce prince venait de supprimer, le 24 juin, avec quelques exceptions malheureusement nécessaires, les maisons de jeu dans tout l'Empire. France, 1806.

Conformément à ses ordres, les députés juifs se rendirent dans la Capitale vers le milieu de juillet, et trois commissaires impériaux firent, le 26 (un samedi), l'ouverture solennelle de leur assemblée. Un de ces commissaires, chargé de leur apprendre les intentions de sa majesté, annonça que, voulant leur demander à eux-mêmes quels moyens ils jugeoient les plus propres à arrêter le mal, ainsi que les plaintes qui, de toutes parts, s'élevoient contre eux, ce prince avoit jugé à propos, pour arriver à ce but, de leur faire présenter une série de questions auxquelles l'assemblée devroit répondre.

Fruct. 1806. Les premiers jours d'août virent commencer les travaux préparatoires pour la construction d'un nouveau pont sur la Seine, en face de l'École Militaire ; et le 14 du même mois l'Empereur établit une sénatorerie à Gênes, et régla, par un autre décret, la manière dont les possesseurs des duchés qu'il venoit de créer en Italie, pourroient transporter en France la valeur territoriale de ces fiefs.

La veille, l'Académie Française avoit reçu dans son sein M. Daru, à la place de Collin-d'Harleville, dont il prononça l'éloge ; et M. de Bouflers y avoit lu également celui de l'auteur d'*Anacharsis*, Barthélemy, dont la révolution avoit empêché jusque-là de célébrer la mémoire.

Vers la fin de ce mois (le 26 août) le prince Jérôme rentra sur le vaisseau le *Vétéran* à Concarnau, après avoir tenu la mer pendant neuf mois, et célébré le jour de la fête de Napoléon en prenant, brûlant ou dispersant, non loin des côtes de France, une nombreuse flotte marchande, à la vue de deux frégates anglaises qui n'osèrent tenter de la secourir. Ce prince arriva à Saint-Cloud le 7 de septembre, et reçut le jour même le grand cordon de la Légion d'Honneur.

L'horison politique commençoit, à cette époque, à s'obscurcir vers le Nord; la guerre avec la Prusse devenoit chaque jour plus probable; les préparatifs ne tardèrent pas à commencer sur tous les points; et cependant les derniers momens du séjour de l'Empereur dans la Capitale n'en furent pas moins consacrés, en grande partie, aux travaux administratifs. Le 18 septembre, jour où les premiers corps de troupes partirent de Paris pour les frontières, il ordonna d'annoncer à l'assemblée juive que, satisfait des réponses qu'elle venoit de faire aux questions qu'on lui avoit adressées, il alloit convoquer un grand sanhédrin, afin qu'il pût donner la sanction religieuse à chacune de ces réponses. Le lendemain 19, il conféra au prince Jérôme le grade de contre-amiral. Le 20, il établit une *commission des pétitions*, chargée de recevoir toutes celles qu'on lui adressoit, d'en faire l'analyse, et de lui en présenter le rapport. Les plus petits travaux de son Conseil d'État, les moindres détails de l'administration, les objets relatifs aux arts, aux sciences, à l'industrie, l'occupèrent également pendant les jours qui précédèrent son départ. Différens décrets, qui parurent alors, ordonnèrent le desséchement

France. 1806. des marais de la Dalmatie ; réglèrent les travaux à entreprendre pour encaisser les rivières, et pour réparer les canaux de l'état de Venise ; la route pratiquée le long du lac de Genève, à travers les rochers de Meillerie, commença vers cette époque à être ouverte aux voyageurs ; la première pierre de l'écluse de chasse du port de Bruges fut posée le jour même où l'Empereur quittoit la Capitale pour se rendre à l'armée ; et le lendemain, 26 de septembre, commença l'exposition publique des produits de l'industrie française. Celle des tableaux, des statues, des gravures, ainsi que des plans et des modèles d'architecture, avoit déjà commencé au Louvre huit jours auparavant ; et cette double exposition frappa d'étonnement les Étrangers et les Français eux-mêmes, surpris de leur propre richesse, de l'état des arts, et surtout du degré de perfection où se trouvoient portées presque toutes les branches de l'industrie nationale.

L'Institut de France avoit perdu, le 7 et le 8 de ce mois, deux de ses membres, M. Target, avocat distingué avant la révolution, et qui depuis avoit dû à nos troubles un autre genre de célébrité ; et M. Anquetil, savant, estimable

tout à la fois par ses vertus, la douceur de ses mœurs, et par l'étendue de ses connoissances. Quelque temps après, le 1er et le 3 octobre, moururent, également à Paris, deux autres hommes qui s'étoient fait remarquer par des moyens différens, et en suivant de routes tout opposées. L'un, M. Bernier, d'abord prêtre et curé à Angers, ensuite l'un des chefs civils des Vendéens, avoit figuré depuis comme un de leurs pacificateurs, bientôt comme collaborateur du Concordat, et enfin comme évêque d'Orléans. L'autre, M. Grouvelle, après avoir débuté par des poésies fugitives, étoit devenu, au 10 août 1792, sécrétaire du Conseil Exécutif provisoire, ensuite ministre près de la cour de Danemarck; et rappelé, depuis le 18 brumaire, il venoit de reparoître dans la littérature, en se faisant l'Éditeur de madame de Sévigné et tout récemment de Louis XIV. Le cardinal Maury, que l'Empereur avoit nommé, avant son départ, aumônier du prince Jérôme, fut élu le 23 octobre à la place vacante dans l'Institut par la mort de Target.

Les mois d'octobre et de novembre furent

France. 1806. ceux des prodiges militaires ; mais tandis que l'Empereur détruisoit rapidement au-dehors les armées ennemies, on voyoit, grâce à sa prévoyance et à son nom, l'ordre le plus parfait se maintenir dans toutes les parties de l'administration intérieure, et la tranquillité la plus profonde régner dans tout l'Empire. Les circonstances ayant exigé au commencement d'octobre le départ de la réserve de 1806, cette mesure s'exécuta avec la plus grande promptitude ; et l'Empereur jugeant nécessaire de demander en décembre la levée de la conscription de 1807 pour le mois de janvier suivant, elle se fit avec plus de rapidité encore que toutes les levées précédentes. Rien ne prouvoit mieux sans doute la force et la stabilité réelle du gouvernement.

On avoit vu l'année précédente le Sénat-Conservateur complimenter l'Empereur Napoléon dans la capitale de l'Autriche : une députation alla de même, cette année, le complimenter en décembre dans la capitale de la Prusse ; et deux jours après, le 21, partit du Palais même du Grand Frédéric le décret remarquable, qui déclara le royaume d'Angleterre en état de blocus.

Ce décret, pour le considérer sous toutes ses faces, pour en examiner les causes, les moyens et les résultats, exigeroit à lui seul un ouvrage presque entier; nous nous contenterons donc de dire, avec ceux qui ont le mieux écrit sur cette matière, que cette mesure, provoquée par les abus et la tyrannie de la législation maritime de l'Angleterre, ne doit et ne peut être considérée que comme une représaille, exercée par un peuple dont les insulaires ont à la fin lassé la patience et la générosité. Elle semble, au premier coup d'œil, combattre les idées reçues; mais le code maritime des Anglais est lui-même opposé au droit des gens, contraire à l'humanité, entièrement étranger à la civilisation actuelle de l'Europe. En effet, dans l'enfance des sociétés, les guerres continentales étoient ce que sont encore aujourd'hui les guerres maritimes; dans ces luttes barbares, les propriétés particulières n'étoient pas distinguées de la propriété publique, tout passoit au vainqueur. Maintenant, sur terre, le droit de conquête ne s'étend plus sur l'habitant paisible, et sur sa propriété; mais, en dépit des efforts de la France, l'Angleterre a maintenu sur

France. 1806.

mer, ces coutumes sauvages (1). D'après son code, les propiétés particulières sont pillées, les individus non armés traînés en esclavage comme ceux qui portent les armes, les neutres même, sous mille prétextes, ne sont pas respectés : la législation des Anglais, en un mot, est encore celle des pirates et des peuples barbares. Elle s'est fait sur ce point une morale exclusive, des lois qui ne sont que pour elle, et le droit monstrueux de *blocus* n'est pas une des moins iniques et des moins dérisoires. « Contre une puissance qui mé-
» connoît à ce point toutes les idées de jus-
» tice, a dit le prince de Bénevent dans un
» de ses rapports à l'Empereur (2), que peut-
» on faire, sinon de les oublier soi-même
» un instant, pour la contraindre à ne les
» plus violer ? Le droit de la défense natu-
» relle permet d'opposer à son ennemi les
» armes dont il se sert, et de faire réagir

(1) On sait que la France avait proposé, en temps de paix, à toutes les puissances d'abolir l'usage de la course maritime ; mais l'Angleterre s'y est toujours opposé.

(2) *Voyez* ce rapport parmi les Pièces Justificatives, N.° V.

» contre lui ses propres fureurs. » Nous avons donc lieu de croire que la postérité ne s'étonnera pas qu'on ait cherché enfin à mettre un terme à de telles injustices ; mais qu'elle s'étonnera, avec raison, qu'on les ait si long-temps tolérées. France. 1806.

ITALIE.

Italie. Le royaume d'Italie se trouvant gouverné, sinon par les mêmes lois, du moins par le même sceptre que l'Empire Français, il nous reste peu de chose à ajouter à ce que nous avons déjà eu occasion d'en dire en parlant de la France. Les autres Etats d'Italie, couverts par nos armes, ont joui d'une paix constante pendant les deux dernières coalitions; les événemens dont le royaume de Naples, livré au contraire à toutes les horreurs de la guerre et de l'anarchie, vient d'être le malheureux théâtre, semblent donc seuls exiger ici quelques nouveaux développemens.

NAPLES.

Naples Aucun cabinet en Europe, sans même en excepter celui de Londres, ne s'est montré ennemi aussi constant et aussi implacable de la France que le cabinet de Naples. Conquis plusieurs fois par nos armes, toujours ce royaume avait été rendu à ses maîtres. L'Empereur avait cru devoir seulement, à la der-

nière paix, y laisser, tant que durerait encore la guerre maritime, un corps de troupes, capable de prévenir les nouvelles intrigues que l'Angleterre auroit pu vouloir y renouer contre la France. Cependant, vivement pressé par la reine, vers le milieu de 1805, de retirer ce corps d'observation, il voulut, au moment où la guerre alloit recommencer contre l'Autriche, essayer encore une fois les voies de la modération; et il consentit, par un traité signé à Paris avec M. de Gallo, à remplir les vœux de cette cour, sous la seule condition qu'elle ne recevroit dans ses états aucunes troupes étrangères. Cette convention, si la reine l'eût exécutée de bonne foi, auroit eu pour son royaume le double avantage de le délivrer de l'entretien des troupes françaises, et de lui assurer tous les bienfaits de la paix au milieu des guerres qui alloient peser de nouveau sur une partie du continent. Ce traité fut conclu à Paris le 21 septembre : le roi de Naples le ratifia à Portici le 8 octobre; mais dans le même instant la reine Caroline négocioit déjà secrètement pour livrer aux Anglais et aux Russes sa capitale et ses ports, aussitôt que l'armée française les auroit évacués; et en effet les

Naples 1805.

Naples 1805. derniers bataillons de cette armée avoient à peine repassé les frontières, qu'une escadre parut devant Naples, et y débarqua, le 20 novembre, douze à quinze mille Anglo-Russes. L'ambassadeur de France fit à l'instant enlever les armes de son souverain de dessus son hôtel, quitta Naples, et se retira à Rome.

Il étoit évident qu'égarée par une haine aveugle, la reine sacrifioit son peuple, sa couronne, sa famille, ses propres intérêts au seul espoir de nuire à la France. Dès ce moment elle dut s'avouer à elle-même que, quel que fût désormais son sort, elle venoit, par une telle conduite, d'autoriser d'avance, et de légitimer tout ce qu'il plairoit au vainqueur d'ordonner contre elle. Il est impossible même qu'elle n'ait pas prévu les maux qu'elle attiroit sur sa tête; mais qu'espérer d'un Conseil dont la passion dictoit seule toutes les résolutions, et qu'attendre d'une cour qu'on avoit vu tolérer; que dis-je! payer publiquement l'assassinat de quelques malheureux français, blessés, mutilés ou aveugles, que la tempête avoit jetés quelques années auparavant sur les côtes de la Calabre, à leur retour d'Égypte?

Six jours après cette folle démarche, le vice-roi d'Italie ordonna, comme nous l'avons

rapporté, la formation d'un camp de gardes nationales italiennes près de Bologne, afin de surveiller le royaume de Naples; et cette foible précaution, jointe à l'approche d'un petit corps de troupes françaises qui reçut ordre de se rendre dans l'état de l'Église, suffit pour frapper d'inaction l'armée de la Reine et tous ses auxiliaires, jusqu'au jour où les Bulletins de la Grande-Armée vinrent jeter dans leurs rangs la consternation et l'effroi. Loin de songer alors à des projets d'attaque, on ne sut pas même s'occuper de projets de défense; et à peine la proclamation de l'Empereur, du 27 décembre, datée de Schoenbrunn, fut-elle connue à Naples, que cette reine imprudente se vit abandonnée de ses prétendus alliés, qui ne songèrent plus qu'à regagner à la hâte leurs vaisseaux. Naples 1805.

Le maréchal Masséna, chargé des vengeances de la France, s'ébranla le 18 janvier de Spolette avec son armée. L'effroi régnoit dans Naples; le désordre, la confusion régnoient à la cour. Le roi, convaincu que toute résistance seroit vaine, auroit voulu éviter au moins de faire couler le sang. Le 23, il s'embarqua pour Palerme, en ordonnant (autant qu'il étoit en lui d'ordonner) de ne 1806.

Naples 1806. plus organiser et surtout de ne point employer les *masses* contre les Français ; mais la reine Caroline, livrée toute entière à sa haine, que s'appliquaient encore à exalter et Acton et le parti anglais, ne rêvant plus d'ailleurs qu'insurrections, mettoit déjà en avant *Fra-Diavolo*, qui occupa Itri avec ses bandes, et sacrifioit ainsi en intrigues des momens précieux, au lieu de rassembler ses troupes régulières qu'elle laissoit dispersées dans les villes, et de tenter un noble effort, afin de tomber au moins avec honneur s'il falloit succomber. C'est ainsi que les habitudes d'une cour intrigante et cruelle avoient corrompu ses idées, rapetissé ses vues, et donné une fausse direction au caractère prononcé qu'elle paroissoit avoir reçu de la nature.

Nous avons vu dans la seconde partie de cet ouvrage avec quelle rapidité l'armée française parcourut et occupa tout le royaume. Le prince héréditaire de Hesse-Philippsthal se distingua seul par la défense de Gaëte, comme il s'étoit distingué d'abord, en refusant d'admettre les Anglais dans cette place, en repoussant avec horreur les bandits dont on voulut renforcer sa garnison, et bientôt

les galériens et les malfaiteurs que les vaisseaux de Sidney-Smith lui apportèrent de la Sicile, afin d'organiser l'incendie, le vol et l'assassinat dans les provinces conquises par les Français. Naples 1806.

Cependant l'Empereur ayant élevé, le 30 mars, le prince Joseph-Napoléon sur le trône de Naples, les autorités civiles de la Capitale lui prêtèrent serment de fidélité le 25 de mai, et la plupart des provinces dans le courant de juin. Dès les premiers jours de ce mois, le nouveau souverain avoit déjà organisé en partie l'administration et nommé ses ministres, parmi lesquels on remarqua M. de Gallo, dernier ambassadeur du roi Ferdinand près du gouvernement français, et qui reçut alors le porte-feuille des affaires étrangères.

L'ancienne cour avoit juré, en fuyant, de couvrir au moins de ruines, de cendres et de sang une terre qu'elle ne pouvoit plus gouverner. Des moines se répandirent en conséquence pour colporter partout des libelles et des proclamations. Suivis bientôt par des brigands et des galériens, qui se glissèrent dans l'intérieur du pays, ces deux espèces d'hommes prêchèrent à l'envi l'insurrection;

Naples 1806. et quand on crut tout préparé pour une explosion générale, les Anglais, toujours ardens à seconder de pareilles entreprises, parurent à la fin de juin, et débarquèrent, le premier de juillet, à Sainte-Euphémie, un corps de troupes sous les ordres du général Stuart, qui ne tarda pas à témoigner hautement son indignation du genre de guerre atroce auquel on l'avoit condamné. La crainte de voir les bandes d'insurgés, qui se formoient de toutes parts sur leurs derrières, couper les communications et intercepter les convois, engagea les deux petits corps français, stationnés dans les Calabres, à se replier sur les frontières de la province citérieure, où ils se maintinrent jusqu'à ce que des renforts les missent en état de reprendre l'offensive. Ce fut pendant cet intervalle que la Calabre et quelques districts des provinces voisines devinrent un théâtre d'horreurs, et que les habitans des deux partis se massacrèrent entre eux avec plus d'acharnement encore que le parti sicilien n'en montroit contre les Français eux-mêmes. Le rôle affreux que les moines jouoient au milieu de ces scènes sanglantes, força le roi à les faire surveiller, et bientôt à bannir, le 3 de juillet, les Jé-

suites de toute l'étendue du royaume (1). Naples 1806.

Le petit nombre des troupes françaises avoit seul enhardi la cour de Palerme et les Anglais ; mais Gaëte ayant capitulé le 18 de juillet, aussitôt tout changea de face dans les Calabres. La division française eut à peine reçu quelques foibles renforts, que partout les insurgés furent poursuivis, les troupes siciliennes battues et dissipées, les débris de l'armée anglaise rejetés sur l'autre côté du détroit ; et dès-lors la guerre ne fut plus qu'une espèce de chasse, faite contre des hommes moins guerriers que voleurs ou assassins. Sidney-Smith lui-même, l'organisateur de cette insurrection, quittant Capri le 16 de septembre pour retourner à Messine, parut avoir abandonné tous ces nobles projets ; et le 27, le Journal Officiel de Naples publia le texte même des instructions données

(1) Un fait digne de remarque, parce qu'il peint l'esprit des guerres civiles, c'est que jamais ces bandes, conduites ou animées par des moines, ne se montroient plus cruelles que contre les prêtres qu'on soupçonnoit de tenir au parti français. Un archevêque de Calabre, vieillard plus que sexagénaire, fut, entr'autres, crucifié avec des raffinemens de cruauté qui font frémir.

Naples 1806. par cet Anglais aux chefs de bandes qu'il avoit brevetés, et notamment au trop célèbre Fra-Diavolo. Un Édit très-sévère, donné le 17 du même mois par le Pape contre ceux qui recevroient les insurgés, les priva du refuge que beaucoup d'entre eux espéroient trouver dans l'état de l'Église; poursuivis dans tous les sens, chaque jour les voyoit tomber entre les mains de la justice, ou venir déposer les armes; et Fra-Diavolo lui-même, après avoir erré, pieds nus, couvert de haillons, de montagne en montagne, fut enfin arrêté le premier novembre à Baronisi, près de San-Severino, conduit à Naples, jugé, condamné à mort le 10, et exécuté le 11 (1).

---

(1) Michel Pezza (il avoit un frère cadet, Joseph Pezza, faisant le même métier), surnommé *Fra-Diavolo*, étoit né à Itri de parens pauvres. Sa figure étoit aussi basse que son origine. Il avoit appris le métier de faiseur de bas; mais s'étant, dès sa tendre jeunesse, rendu coupable de plusieurs crimes, sa tête fut mise à prix, et il se jeta dans la campagne, où il vécut de vols, jusqu'en 1799, époque à laquelle il entra dans les *masses* qui se joignirent à l'armée du cardinal Ruffo, et fit sous lui la campagne de Rome. Frascati fut particulièrement le théâtre de ses cruautés; et ce nouveau

Les Anglais essayèrent encore une expédition près de Scylla à la fin de novembre ; mais elle

Naples 1806.

---

genre de crimes lui valut, avec l'oubli du passé, un brevet de chef de *masses*, une ferme et une pension de 3,600 ducats. Chargé de nouveau d'opérer des rassemblemens en 1806, il se sauva, à l'approche des Français, dans Gaëte, d'où le prince de Hesse-Philippsthal le chassa. Il se rendit ensuite un des premiers en Calabre ; mais détesté des autres chefs de *masses*, il retourna à Palerme, où on lui fit connoître le plan de révolte. Il en repartit bientôt sous les auspices de Sidney-Smith. Après avoir rassemblé quelques bandits vers le Cliento, il passa dans l'île de Capri, où se trouvoit Sidney, et de là dans les autres îles, où il réunit un assez grand nombre d'assassins condamnés aux galères perpétuelles. Débarqué à Sperlonga, par les Anglais, avec sa troupe, tous ses pas furent marqués par des incendies, des vols, des assassinats, jusqu'à ce qu'ayant perdu successivement tous ses compagnons, il finit par être arrêté par un apothicaire de Baronisi, caporal dans la garde bourgeoise, conduit à Salerne, et reconnu enfin par un sergent d'infanterie napolitaine. On assure qu'il se montra aussi lâche après son arrestation, qu'il s'étoit montré cruel à la tête de sa bande ; et que dans sa prison il ne cessa de vomir des imprécations contre la reine Caroline et Sidney-Smith, dont il prétendoit n'avoir fait, en dernier lieu, que suivre les instructions.

Naples 1806. leur réussit tout aussi mal que de nouveaux débarquemens de bandits, qu'ils tentèrent encore le 15 et le 20 de décembre. On pouvoit, à cette époque, regarder cette guerre comme terminée; et dès-lors le nouveau gouvernement s'occupa, avec plus de suite, à donner à ce royaume, si mal administré depuis long-temps, une meilleure organisation intérieure, et à chercher les moyens d'adoucir, autant que possible, les plaies nouvelles que la guerre civile venoit de faire à l'État.

Étrurie. La cour de Palerme, ainsi déçue dans tous ses projets, eut encore la douleur de voir, en novembre, son consul renvoyé de Livourne, où l'on avoit cessé de le reconnoître. Cet acte fut accompagné d'une proclamation remarquable de la reine-régente, relative à des machinations ourdies dans ses États contre la France, et de la destitution de plusieurs fonctionnaires publics, soupçonnés d'y avoir pris part.

Italie. Au reste, l'Étrurie jouissoit alors, ainsi que les États du Pape, ceux de Lucques, et le royaume d'Italie, de la tranquillité la plus profonde. La guerre tonnoit de toutes parts autour d'eux; le Tyrol, l'état de Venise, Naples, l'Istrie, la Dalmatie, étoient suc-

cessivement le théâtre de combats plus ou moins sanglans ; mais la tempête n'osa point approcher de leurs frontières ; et le royaume d'Italie, encore agrandi par nos victoires, vit alors son vice-roi, livré tout entier aux soins du gouvernement, encourager les arts, les lettres, la navigation, et ne rien oublier pour rendre bientôt à la superbe Venise son importance et ses richesses, en lui rendant son commerce et sa marine. Italie. 1806.

HOLLANDE.

Hollande. De tous les États d'Europe, aucun n'éprouva, pendant le cours de l'année 1806, une révolution aussi complète que la Hollande, puisqu'elle passa tout-à-coup d'une espèce de démocratie mal organisée à la monarchie. Mais cette révolution s'opéra sans secousse violente; le besoin d'un changement étoit à cette époque généralement senti, et les mœurs tranquilles, le caractère sensé et réfléchi de ce peuple le garantissoient, d'ailleurs, plus que tout autre, des menées sourdes et des intrigues plus ou moins secrettes des ennemis de son repos. Au reste, la prévoyance de l'Empereur avoit eu soin de mettre d'avance les Hollandais à portée de connoître et d'apprécier le prince
1805. qu'il destinoit à régner sur eux. A peine la guerre eut-elle éclaté en 1805 contre l'Autriche, que le prince Louis parut à la tête de l'armée du Nord, chargée de couvrir, contre les entreprises de l'Angleterre et de ses alliés, la Hollande et le nord de la France. Ce

prince employa le mois de décembre tout entier à examiner en détail, et avec un soin qui excita tout à la fois l'étonnement et la reconnoissance des Bataves, les magasins, les chantiers, les fonderies, les citadelles, les arsenaux de la République, et n'oublia rien pour mettre ses places et tous ses ports dans l'état le plus respectable. Aussi quand il quitta, le 8 de janvier, la ville de Nimègue où il avoit établi son quartier général, laissa-t-il tous les Hollandais, pour me servir des expressions même d'un de leurs écrivains, aussi enchantés des mesures qu'il avoit prises pour leur sûreté, que charmés de ses manières et de son affabilité. Hollande. 1805 1806.

Ce voyage eut donc alors, outre le but politique, une utilité militaire d'autant plus grande qu'on avoit mis jusque-là une négligence plus impardonnable dans tous les préparatifs de défense; et l'on doit ajouter même que la manière dont le Gouvernement Batave agissoit à cette époque pour la cause commune, auroit seule, sans le désordre intérieur et les vices de l'administration, suffi peut-être pour faire sentir enfin la nécessité d'une autre forme de gouvernement.

C'est vers cette époque que l'importante

Hollande. 1806. colonie du Cap de Bonne-Espérance, que l'Empereur avoit fait rendre par le traité d'Amiens à la Hollande, lui fut enlevée de nouveau par les Anglais. Les troupes britanniques y débarquèrent le 6 de janvier, défirent, le 8, le foible corps qui leur étoit opposé, et entrèrent le 10 dans la ville du Cap par capitulation.

Le changement que l'on méditoit en Hollande acheva de se mûrir pendant le mois de mars, et les États-Généraux s'assemblèrent le premier d'avril, afin de prendre une résolution définitive sur cet objet. Leurs délibérations, ainsi que les conférences avec les principaux membres du pouvoir exécutif, se prolongèrent jusqu'au 7; les bases étant alors convenues, LL. HH. PP. se réunirent de nouveau le 10 chez le Grand-Pensionnaire, afin d'arrêter les moyens d'exécution; et une seconde assemblée, tenue le 15, chargea des commissaires d'aller porter en France le vœu de la nation. Ces députés signèrent en conséquence, le 24 mai, avec l'Empereur Napoléon, un traité portant élévation du prince Louis sur le trône de Hollande; et les formalités publiques, relatives à leur demande, ainsi qu'à l'acceptation du prince, eurent lieu

dans la Capitale le 5 de juin. Le même jour LL. HH. PP. acceptoient, de leur côté, la démission du Grand-Pensionnaire, qui leur avoit été remise la veille; et dès le 10 l'amiral Verhuel, revêtu des pleins pouvoirs du nouveau roi, le fit proclamer à la Haye, prit, en son nom, possession du pouvoir exécutif, et publia la nouvelle loi constitutive du royaume. Enfin, le prince arriva lui-même le 20 au Palais du Bois, et fit, trois jours après, son entrée solennelle à la Haye. Hollande. 1806.

On le vit dès-lors s'adonner tout entier aux devoirs difficiles dont il venoit de se charger; consacrer tous ses momens aux soins et aux travaux pénibles devenus nécessaires pour relever cet état; et, secondé par le bon esprit de ce peuple, dont il sut captiver bientôt toute l'affection, il parvint, en très-peu de temps, à porter la lumière dans toutes les parties de l'administration; travail immense, qui sera à jamais un témoignage éclatant de son zèle pour ses sujets, aussi bien que de la foiblesse ou de l'impéritie des divers gouvernemens qui avoient précédé le sien, et qui laissoient, depuis deux générations, affoiblir la puissance et dénaturer le caractère de ce peuple industrieux.

Hollande. 1806. Menacé par la Prusse, quand ce royaume conçut la folle idée de se mesurer avec la France, le roi, tout en gémissant de ce que la guerre venoit arrêter ses projets d'améliorations, fit des préparatifs de défense avec la plus grande activité. Nous avons dit déjà de quelle manière il forma, en quelques jours, les camps de Zeist et de Groningue; avec quelle promptitude il s'ébranla, dès le 5 octobre, à la tête de ses troupes; comment il occupa les pays de Lamarck, de Munster, d'Osnabruck, et donna enfin aux Hollandais enchantés le spectacle de ces Prussiens, naguère encore leurs oppresseurs, fuyant de toutes parts devant eux. Après avoir ensuite secondé l'expédition d'une armée française contre Cassel, où il entra lui-même le premier novembre, voyant bientôt la guerre rejetée loin de ses frontières, il laissa une partie de ses troupes aux généraux français chargés de conquérir les pays qui bordent la mer du Nord, et retourna veiller lui-même à la sûreté, ainsi qu'à la prospérité de son royaume.

En effet, tandis que l'armée hollandaise partageoit, à Hameln et à Nienbourg les succès de nos troupes, on le vit, en novembre et en décembre, travailler, d'accord avec les

États, à la restauration des finances et des autres parties du régime militaire et civil; seconder ensuite, par deux décrets rendus le 2 et le 15 de décembre, la mesure de *blocus* adoptée par l'Empereur; prendre le 6 possession du pays d'Oldenbourg et des districts voisins, comme devant former déjà une compensation pour les pertes éprouvées par la Hollande; donner le même jour une première audience à l'ambassadeur de Portugal chargé de le reconnoître; enfin environner son trône d'un nouvel éclat, en nommant le lendemain les grands officiers de la couronne, et en créant le 11 un ordre royal, destiné à récompenser noblement les services rendus au prince et à la patrie.

Hollande. 1806.

SUISSE.

Suisse. La confédération helvétique est rentrée, depuis le bienfait de l'acte de médiation, dans cet état de calme qui fournit à l'histoire peu d'événemens. Sa tranquillité fut, il est vrai, un instant menacée à la fin de 1805. D'après le plan proposé à cette époque par le cabinet de Vienne aux puissances coalisées (les pièces même publiées par le ministère britannique en font foi), la Suisse devoit être attaquée par l'Autriche, comme offrant un passage plus facile pour pénétrer dans l'intérieur de la France, sans rencontrer sur la route aucunes forteresses. Nos armes, toujours victorieuses, devoient dissiper bientôt tous ces vains projets; mais la sage prévoyance du gouvernement suisse l'engagea néanmoins à prendre, au commencement des hostilités, quelques mesures de précaution. Une armée d'observation fut en conséquence organisée et aussitôt portée sur les frontières : on rassembla les fonds pour son entretien; mais nos

triomphes devinrent si rapides, et les ennemis se trouvèrent rejetés, en quelques semaines, si loin des frontières helvétiques, que, dès le 27 novembre, une partie de cette armée reçut l'ordre de rentrer dans ses foyers, et que par une espèce de pressentiment de ce qui se passoit alors en Moravie, le Landamman acheva même de la dissoudre le 4 de décembre. Suisse. 1805.

La Suisse vit, dans le courant du mois de mars de l'année suivante, un État voisin, depuis long-temps son allié, changer de domination. Le roi de Prusse venoit de céder les comtés de Neufchâtel et de Valangin à l'Empereur Napoléon, pour en disposer à son gré; le général Oudinot en prit possession le 17 de ce mois; le 22, un commissaire prussien délia les habitans des promesses de fidélité qu'ils avoient faites à leur ancien maître, et le même jour ils prêtèrent serment à l'Empereur, qui en donna, dès le 30, l'investiture au maréchal Berthier, avec le titre de Duc souverain héréditaire de Neufchâtel. 1806.

C'étoit, en 1806, le tour du canton de Bâle de posséder dans son sein la diète helvétique; et elle s'ouvrit, en effet, le 2 de juin dans cette ville, avec beaucoup de solen-

Suisse. 1806. nité. Tous les ministres étrangers près de la confédération y assistèrent. On examina d'abord les relations politiques, on traita quelques affaires contentieuses avec les états voisins ; mais on s'occupa surtout d'un grand nombre d'objets d'administration, de police, de législation intérieure ; le calme le plus parfait régna dans toutes les séances ; et la session entière prouva à quel point s'étoit appaisé l'esprit de discorde qui avoit, pendant quelques années, troublé l'état, séparé les cantons et divisé entre eux les citoyens.

ESPAGNE. — PORTUGAL.

Nous avons eu rarement occasion de nommer l'Espagne et surtout le Portugal en parlant des affaires générales de l'Europe, ce qu'il faut attribuer en grande partie à leur position géographique, à leur éloignement des lieux où se sont passées les scènes sanglantes, et d'où sont parties les secousses terribles qui ont changé la face d'une portion du continent. Ce n'est pas que l'Espagne, entraînée malgré elle dans la lutte qui venoit de se renouveler entre l'Angleterre et la France, ne se soit vue en butte dans les Deux-Mondes, aux attaques, ou, pour parler d'une manière plus exacte, aux machinations dont le cabinet britannique a fait, depuis quelque temps surtout, ses armes favorites. Mais le succès n'a point répondu, en général, aux soins que s'étoit donnés ce cabinet pour ourdir d'aussi nobles entreprises. Espag.

Unie à la France, l'Espagne a déployé, pendant le cours des années 1805 et 1806, de

Espag. l'énergie dans ses préparatifs maritimes ; ses troupes ont montré la plus grande valeur partout où elles ont combattu ; et, malgré quelques désavantages momentanés, ses pertes sont loin d'être telles que l'Angleterre se flattoit sans doute de lui en faire éprouver, lorsqu'elle commença la guerre par un acte de piraterie, digne seulement d'une troupe de forbans, ou d'un peuple qui en a adopté les maximes.

Il seroit tout-à-fait superflu de faire observer (puisque ce sont là des faits notoires et devenus journaliers dans l'histoire actuelle de l'Angleterre) que cette puissance, après avoir ainsi commencé la guerre contre l'Espagne par un attentat odieux, commis en pleine paix, la continua d'une manière toute aussi déloyale, en armant un sujet coupable, Miranda, contre son prince et sa patrie ; en faisant révolter un citoyen ambitieux, le colonel Burr, contre les lois et le gouvernement de son pays, dans l'espoir de révolutionner le Pérou, de porter le désordre dans les États-Unis d'Amérique, et de les entraîner malgré eux dans une guerre contre l'Espagne. Ces deux projets ; dans lesquels on retrouve tous les caractères de la politique anglaise,

qui consiste à employer contre ses adversaires, Espag.
au lieu de soldats et de généraux, de l'or et des intrigues, des révoltés et des scélérats, échouèrent également l'un et l'autre. Et ce qui nous semble digne de remarque, c'est que la seule entreprise courageuse et légitime tentée alors contre l'Espagne, la seule qui ait obtenu quelque succès, celle de Buenos-Ayres, fut faite sans l'aveu des ministres, qui s'empressèrent de la désavouer dès l'ouverture du parlement, et firent parfois comparoître en justice celui qui l'avoit exécutée, comme s'ils eussent voulu prouver eux-mêmes que tout ce qui n'est pas ou vil ou criminel (on a honte de le dire) ne sauroit venir d'eux ou obtenir leur approbation.

Si le même cabinet n'entraîna point, pen- Portu-
dant cette année, la cour de Portugal dans gal.
l'abîme, ce n'est pas qu'il n'ait tout tenté pour la séduire et pour la perdre. Les menées sourdes des agens britanniques ayant toujours échoué, il crut devoir essayer un autre moyen. Le 14 d'août, lord Saint-Vincent, violant toutes les lois de la neutralité, remonta le Tage jusqu'à Lisbonne avec cinq vaisseaux de ligne et une frégate, tandis que le reste de son escadre jetoit l'ancre devant

Portugal. l'embouchure du fleuve. Cette démarche, faite pour mécontenter la France et l'Espagne, étonna toute l'Europe, et fit trembler les amis du Portugal. L'Angleterre avoit cru l'apparition d'une flotte propre ou à entraîner, en l'intimidant, la cour de Lisbonne dans la coalition qui se formoit alors, ou à la compromettre de manière à la forcer enfin de se déclarer malgré elle. Heureusement pour le Portugal, le Prince Régent sut résister aux promesses, aux menaces, surtout aux insinuations des hommes vendus à l'Angleterre, et aux fables que l'on employa pour l'effrayer sur les prétendus projets de la France et de l'Espagne; les sommations de l'amiral produisirent tout aussi peu d'effet que les notes multipliées de l'ambassadeur anglais, et lord Saint-Vincent remit à la voile sans avoir rien obtenu.

ALLEMAGNE.

EMPIRE GERMANIQUE.

L'Empire germanique, ce champ de bataille ordinaire des grandes puissances du continent, a encore été, en 1805 et 1806, le théâtre de deux chocs terribles, et des plus mémorables événemens; mais ce vieux édifice, qui avoit résisté à tant de secousses violentes depuis plus de deux siècles, a tout-à-coup succombé, et tout-à-fait changé de forme en moins d'une année. Quelques mois ont suffi pour abattre cette antique constitution féodale, si respectée, mais si ruinée par le temps: d'imprudens efforts pour la soutenir n'ont fait que hâter sa chute entière; et plus d'un prince, affranchi de la tutelle autrichienne, a vu croître ses titres et augmenter ses états, tandis que d'autres, moins bien conseillés, ont perdu leur existence politique, et jusqu'à leurs possessions. Empire Germanique.

Il est permis de penser qu'une grande

Empire Germanique. 1805.

partie de l'Allemagne a des obligations réelles au roi de Bavière, car son exemple a contribué sans doute à déterminer et à sauver plusieurs de ses princes. Quand l'Autriche résolut, en 1805, d'attaquer de nouveau l'Empire Français, elle n'oublia rien pour entraîner la Bavière dans sa cause; promesses, menaces, tout fut employé tour à tour, mais tout échoua contre la sagesse de ce cabinet, qui se montra aussi ferme dans ses résolutions qu'éclairé sur ses véritables intérêts. Il est juste d'ajouter qu'il fut en cela secondé puissamment par l'esprit de la nation, dont la haine contre l'Autriche, née pendant les guerres cruelles qui ont divisé les deux États, subsistoit encore dans toute sa force au moment de notre révolution, et venoit d'être réveillée par la conduite, au moins très-impolitique, que tinrent les armées autrichiennes dans l'électorat et surtout envers les troupes bavaroises, pendant les campagnes faites en commun contre la France républicaine.

Nous avons vu comment l'archiduc Ferdinand et le général Mack envahirent en septembre la Bavière, et en furent aussitôt chassés; de quelle manière l'électeur réunit à l'armée française toutes ses forces, qu'il avoit con-

centrées en Franconie afin de les conserver intactes pour le moment où elles pourroient devenir utiles; enfin, avec quelle bravoure elles firent la campagne de 1805, et se distinguèrent surtout dans le Tyrol. Empire Germanique. 1805.

Les électeurs de Würtemberg et de Bade, qui venoient également de s'unir à la France, ne purent lui fournir cette année que peu de troupes, n'en ayant alors qu'un très-petit nombre sur pied.

Dans le même temps, c'est-à-dire pendant les mois d'octobre et de novembre 1805, d'autres princes, excités par la Prusse, faisoient, au contraire, des préparatifs destinés contre la France. Nous avons dit comment tous ces vains rassemblemens se dissipèrent d'eux-mêmes à la nouvelle des triomphes de la Grande-Armée. Nous devons ajouter que le sage prince de Darmstadt parut lui-même un instant ébranlé, et que l'électeur de Ratisbonne, presque seul depuis le Mein jusqu'au nord de l'Allemagne, persista, d'une manière franche et inébranlable, dans la résolution de conserver à ses Etats les bienfaits de la neutralité. Quant au Hanovre, ce pays n'existoit plus par lui-même, et il ne put qu'obéir alors à tous ces maîtres d'un moment, qui parcou-

Empire Germanique. 1805. rurent quelques mois ses provinces, et bientôt s'enfuirent à la hâte sur le bruit de l'approche d'une armée française. Occupé ensuite, de l'aveu de la France, par les troupes prussiennes, il ne tarda pas à retomber entre les mains de leur vainqueur.

Le traité de Presbourg, qui prouva de nouveau avec quelle sollicitude la France s'occupe des intérêts de ses alliés, puisqu'elle sembla n'avoir vaincu, en quelque sorte, que pour 1806. eux, commença le grand changement politique dont nous avons parlé. Les électeurs de Würtemberg et de Bavière acquirent un nouveau titre et de nouveaux états; celui de Bade, de nouvelles possessions : des unions formées entre les enfans de ces deux derniers princes et ceux de l'Empereur Napoléon, resserrèrent encore le lien qui les attachoit à la France ; et bientôt deux traités, conclus avec les rois de Prusse et de Bavière, donnèrent naissance à un nouveau duché, celui de Berg, qui prit rang parmi les puissances allemandes. Toutes ces innovations, quelque grandes qu'elles parussent aux vieux partisans du système autrichien, n'étoient encore que le prélude de la révolution complète que le nouvel état des choses rendoit nécessaire,

et dont l'électeur de Ratisbonne ne tarda pas à donner le signal. Empire Germanique. 1806.

Ce prince, aussi sage politique qu'il est éclairé et ami de ses peuples, notifia, le 27 de mai, à la diète de Ratisbonne, le choix qu'il venoit de faire du cardinal Fesch pour son coadjuteur. Il reçut, deux jours après, l'adhésion et les remercîmens de son chapitre; et, dès ce moment, tout se prépara avec une grande activité, pour la création de la *Confédération du Rhin*, qui devoit donner à l'Allemagne une face toute nouvelle. Le traité, négocié à Paris, fut signé le 12 de juillet par les ministres de toutes les parties contractantes (1); et le 1 r. d'août le ministre de France notifia à la diète allemande le pacte même de confédération et l'acte d'adhésion des princes confédérés, d'où suivoit la dissolution de l'Empire Germanique. Le même jour le prince de Nassau-Biberich, l'un des confédérés, publia un acte pareil dans ses Etats; les autres princes imitèrent son exemple; et, dès le 6 du même mois, cinq jours

(1) *Voyez* cet important Traité parmi les Pièces Justificatives, N° II.

Empire Germanique 1806.

après la notification faite à Ratisbonne, le souverain d'Autriche abdiqua, par une déclaration publique, la dignité d'empereur d'Allemagne (1).

Le traité de Paris accordoit des augmentations de territoire aux nouveaux confédérés; tous s'empressèrent d'occuper les possessions qui leur étoient dévolues; et l'on vit, à peu près vers la même époque, le 1er de septembre, le grand duc de Berg faire lui-même l'ouverture des Etats de ses différentes provinces, qu'il avoit réunis en une seule et même assemblée.

Cependant la Prusse, qui se livroit alors aux plus folles résolutions, et qui, non contente d'armer elle-même, rassembloit encore les troupes de Cassel et de tous les princes de la Saxe, conçut le projet d'opposer une confédération du Nord à celle du Rhin. L'attitude, chaque jour plus hostile, que prenoit cette puissance, provoqua une note circulaire que le prince Primat (ci-devant électeur de Ratisbonne) adressa le 13 de septembre à

---

(1) *Voyez* cet Acte parmi les Pièces Justificatives, N° IV.

tous les confédérés, pour leur proposer d'établir en principe, que le territoire de la Confédération étoit inviolable, qu'aucunes troupes étrangères ne pourroient, sous aucun prétexte, y être admises, et que violer les terres d'un seul des princes seroit s'en prendre à la confédération toute entière. L'empereur sanctionna bientôt cette résolution en sa qualité de protecteur; et les armemens de la Prusse l'ayant forcé, vers cette époque, à prendre enfin sérieusement des mesures de précaution, il en prévint, par des lettres du 21 du même mois, tous les membres de la nouvelle ligue, en les invitant à mettre de même leurs armées sur le pied de guerre. Empire Germanique. 1806.

La Confédération acquit alors un nouveau membre dans la personne de l'électeur de Wurtzbourg, frère de l'empereur d'Autriche, qui reçut, en y accédant par un traité signé à Paris le 21 septembre et publié le 30 dans ses Etats, le titre de grand duc de Wurtzbourg.

Nous ne reviendrons point une seconde fois sur les détails de la campagne de 1806; il nous suffira de dire que les princes confédérés remplirent, avec la plus grande exactitude, les engagemens qu'ils venoient de con-

Empire Germanique. 1806.

tracter; que les troupes bavaroises augmentèrent, en combattant contre les Prussiens en Silésie, la gloire qu'elles s'étoient acquise l'année précédente contre l'Autriche; que celles du roi de Würtemberg rivalisèrent constamment avec elles de zèle et d'intrépidité; enfin, que leur exemple ne tarda pas à être suivi par tous les contingens des autres princes, et en particulier par ceux de Bade et de Darmstadt.

Un sort bien différent atteignit alors les souverains et les armées que la Prusse avoit enveloppés dans ses fautes.

Toutes les troupes saxonnes se trouvoient, à l'ouverture de la campagne, réunies aux troupes prussiennes; et ce fut même sur elles, en grande partie, que frappèrent les premiers coups (1). Cependant l'Empereur ne voulant se rappeler, après la victoire, que les vertus personnelles de l'électeur et la situation politique de ce pays, que tout devoit attacher à la France, ne cessa de les traiter avec les

(1) Particulièrement à Saalfeld, où elles combattirent et furent défaites sous les ordres du prince Louis de Prusse.

ménagemens les plus marqués, et adressa même, dès le troisième jour de la campagne, un appel aux Saxons pour les ramener à leurs véritables intérêts. La bataille de Jéna, et les combats qui la précédèrent, coûtèrent un assez grand nombre d'hommes à la Saxe; mais dès le surlendemain de la victoire, l'Empereur, avec une confiance et une générosité sans exemple, renvoya à l'électeur plus de 6000 prisonniers: tous ceux que l'on fit par la suite en poursuivant les débris de l'armée prussienne, furent également rendus sans échange; et dès le 25 octobre, huit jours après la bataille, le vainqueur accorda à la Saxe la cessation de toute hostilité. Des commandans français s'établirent à Dresde et dans les autres villes, jusqu'à la conclusion de la paix définitive; et cette paix ayant été signée le 11 décembre à Posen, l'Électeur, au lieu de l'acheter par des sacrifices, fut admis dans la confédération du Rhin, et reçut le titre de roi, avec la perspective d'un accroissement de puissance. Empire Germanique. 1806.

La maison ducale de Saxe ne fut pas moins heureuse, quoique toutes ses branches, excepté celle de Gotha, eussent pris une part

Empire Germanique. 1805.

très-active à la guerre contre la France (1). La paix fut signée avec elle à Posen, le 15 du même mois (décembre), et tous les différens princes qui la composent furent admis dans la confédération.

Un sort moins favorable attendoit d'autres souverains désignés comme les auteurs de la guerre de Prusse. Le prince de Naussau-Fulde, fils du dernier Stathouder, fut déclaré, par l'Empereur de France, déchu de ses états; et le duc de Brunswick, entouré toute sa vie de l'estime de l'Europe, mourut, au commencement de novembre, dans un village près d'Altona, moins de ses blessures que de sa douleur, après avoir vu ses vieux lauriers arrachés de son front à Jéna, la monarchie de Frédéric renversée en un seul jour à quelques lieues de Rosbach, et lui-même et ses enfans privés de ses états.

---

(1) Le prince héréditaire de Cobourg servoit dans l'armée prussienne, ainsi que le prince régnant et le prince héréditaire de Weimar. Ce dernier se trouvoit en outre beau-frère de l'empereur de Russie; le prince héréditaire de Cobourg étoit beau-frère du grand-duc Constantin; et toute la maison, excepté, comme on l'a dit, la branche seule de Gotha, avoit fourni des troupes au roi de Prusse.

Le même coup frappa l'Electeur de Cassel, à qui le nombre et la discipline de ses troupes donnait quelque importance en Allemagne. Loin de se ranger franchement du côté de la Prusse, à l'ouverture des hostilités, ce prince tint alors une conduite équivoque, et essaya même un double rôle qui devroit naturellement indigner le vainqueur. Après avoir armé déjà en 1805, puis désarmé tout-à-coup par suite de la bataille d'Austerlitz, et employé les déclarations publiques, aussi bien que les protestations particulières pour appaiser la France ; après avoir de nouveau, en 1806, pris part à tous les projets de la Prusse, s'être concerté avec cette cour, et avoir mis enfin sur pied toutes ses forces, malgré les déclarations de l'Empereur, qui lui notifia, en septembre, qu'il regarderoit ses armemens comme une rupture s'il les continuoit, on ne l'en vit pas moins affecter ensuite une neutralité apparente, afin de pouvoir, à l'abri des événemens, rester en mesure de tomber, avec trente mille hommes, sur les derrières de l'armée française, si elle éprouvoit un échec. Mais cet échec, qu'il attendoit pour se déclarer, n'eut point lieu ; le roi de Hollande. et le maréchal Mortier étoient d'ailleurs, dans tous les cas, chargés l'un et l'autre

Empire Germanique. 1806.

Empire Germanique. 1806.

de le surveiller et de le punir; en vain offrit-il, le 31 octobre, de *se joindre aux Français, et de marcher, avec toutes ses forces, contre leurs ennemis;* sa capitale et son pays furent occupés le 1er novembre; deux bulletins officiels, datés de Berlin, lui annoncèrent qu'il avoit cessé de régner; et sa conduite tortueuse, jointe à son caractère personnel, diminuant la pitié qu'inspirent toujours de grandes infortunes, il fut de tous les princes celui dont la chute fit naître en Europe le moins d'intérêt.

Les troupes françaises occupèrent également, du 19 au 28 de novembre, plusieurs petits états du nord de l'Allemagne, tels que les villes d'Hambourg, de Brême et de Lubeck, afin d'en fermer les ports au commerce britannique, et ensuite les deux duchés de Mecklenbourg, afin de s'assurer, jusqu'à la paix, d'un pays qui auroit pu favoriser les entreprises de l'Angleterre ou de la Suède, et dont les princes, unis par les liens du sang ou attachés comme militaires aux ennemis de la France, s'étoient déjà conduits hostilement envers elle pendant la campagne précédente (1).

(1) Le prince héréditaire de Mecklenbourg-Schwe-

AUTRICHE.

Autriche. On a remarqué, depuis des siècles, que la maison d'Autriche, souvent malheureuse dans ses guerres, avoit toujours su réparer ses pertes, et même s'agrandir par les négociations, les traités de paix ou les mariages de ses princes (1). Peut-être doit-on l'attribuer à ce qu'elle a possédé plus de négociateurs habiles que de grands généraux, mais sur-tout à ce qu'elle a eu seule, en Europe, pendant plus de trois siècles, un système politique fixe et déterminé, un but constant, vers lequel elle avançait avec persévérance, malgré les changemens de princes ou de ministres. Il est peu d'états qui n'aient éprouvé,

---

rin a épousé une sœur de l'empereur Alexandre. La reine d'Angleterre est sœur du duc régnant de Mecklenbourg-Strelitz. La reine de Prusse et la princesse de Solms (veuve d'un frère du roi de Prusse) sont filles du même prince.

On comptoit en outre, en 1806, deux princes de Schwerin et un prince de Strelitz au service de Prusse, et un prince de Schwerin au service de Russie.

(1) De là ce vers connu :

« *Bella gerant alii, dum felix Austria nubat.* »

Autriche plus ou moins, les effets de sa lente, mais adroite ambition. La même politique l'a guidé dans ces derniers temps, lors des partages de la Pologne : elle a laissé aux autres puissances à peu près tout l'odieux, sinon de l'usurpation, du moins de l'envahissement, et a reçu, pour prix de sa seule adhésion, de riches provinces, qui, arrondissant ses états, l'ont consolé de la Silésie, perdue par le sort des armes. Mais ce qui réussit dans un temps peut devenir funeste dans un autre. Aveuglée par l'envie de s'agrandir, elle n'a pas voulu voir qu'elle ne faisoit, en résultat, que travailler pour un autre en abattant la Pologne, en affoiblissant la Turquie, et que tous ces partages ou ces conquêtes ne servoient qu'à établir sur ses frontières le plus dangereux de tous les voisins. Mais cette faute, au reste, quelque grande qu'elle puisse paroître, n'est pas la seule que l'on doive reprocher à l'Autriche, pendant ces derniers règnes.

Comme tous les cabinets d'Europe, celui de Vienne jugea mal la révolution française, et jugea plus mal encore sa propre position. Il ne vit d'abord dans les troubles de la France qu'un moyen de satisfaire deux anciennes passions, sa jalousie contre la famille de

Louis XIV et le desir de s'étendre au couchant et au midi (1). Cette cour ne sentit pas qu'il s'agissoit bien moins alors, pour elle comme pour les autres princes, d'acquérir que de conserver; elle commit la faute, à jamais irréparable, de planter ses propres drapeaux sur quelques villes françaises qu'un succès éphémère lui avait livrées; et tout homme de sens dut prévoir dès-lors qu'elle paieroit cher un jour cette aveugle et coupable imprudence. Autriche

Quant aux pertes qu'elle a faites, quoique considérables sans doute, elles sont pourtant beaucoup moins importantes en elles-mêmes que par leurs conséquences. En effet, si la cession de la Belgique, du Milanais, du Tyrol, du Brisgaw, des états de Souabe et des autres pays qui dépendoient de ces provinces, lui a enlevé quelques revenus et un assez

(1) Il seroit sans doute superflu de rappeler ici les prétentions que l'Autriche manifesta, en 1792, sur plusieurs des provinces réunies à la France depuis Louis XIII; et tout le monde, en Europe, se ressouvient encore qu'elle voulut, à la même époque, exiger du roi de Sardaigne, pour prix des secours qu'elle lui offroit contre la France, la cession d'une partie du Piémont, sur laquelle elle prétendoit avoir des droits.

Autriche grand nombre de sujets, leur perte est d'une toute autre importance, et lui a été bien autrement funeste sous le rapport politique et militaire. Il seroit impossible de développer ici cette intéressante question; nous ne ferons que l'indiquer.

Les possessions de la maison d'Autriche se trouvoient disposées de manière qu'elle avoit droit de se mêler naturellement dans toutes les affaires, tous les démêlés, toutes les négociations du continent. Il ne se tiroit pas un coup de canon depuis les mers du Nord jusqu'à la Manche et à l'Adriatique qu'elle n'eût la possibilité d'intervenir. Maîtresse de la Belgique, elle avoit des ports sur l'Océan et une communication directe avec l'Angleterre; elle pesoit sur la Hollande et la couvroit contre l'influence immédiate de la France; elle dominoit les élections de Munster, de Cologne, et y plaçoit souvent des princes de sa maison; à la première altercation, elle se trouvoit une armée sur les frontières de la France à cinquante lieues de sa capitale, ou bien sur les derrières de la Prusse, et à portée, dans l'un et l'autre cas, surtout avant que Joseph II eût commis la faute de détruire les places fortes, d'inquiéter ou de contenir tour à tour

ces deux puissances. Le Brisgaw et ses états de Souabe lui donnoient à peu près les mêmes avantages contre la France du côté de l'Alsace; lui fournissoient, ainsi que la Belgique, des prétextes toujours renaissans pour faire chaque jour traverser l'Empire par ses troupes, et pour tenir, par conséquent, tous les petits états intermédiaires dans une entière dépendance. La manière dont elle enveloppoit la Suisse de trois côtés différens lui procuroient de même une très-grande influence dans cette république. Celle qu'elle exerçoit sur la plupart des états d'Italie, à raison du Tyrol, du Milanais, de la Toscane, etc., qui lui en ouvroient tous les chemins, étoit plus considérable encore. Autriche

Un autre avantage inappréciable que la maison d'Autriche retiroit de la possession de toutes ces provinces, et auquel on n'a peut-être pas assez fait attention toutes les fois que l'on a voulu expliquer comment elle se relevoit si promptement de ses revers, c'étoit de soutenir toutes ses guerres et même les guerres malheureuses, à deux cents lieues d'elle, sur ces espèces de théâtres avancés, qui pouvoient être envahis, dévastés, sans que le noyau de la monarchie, ce qu'elle nommoit ses pays

Autriche héréditaires, eût aperçu même les feux d'un camp ennemi. Aussi avons-nous toujours vu cette maison, qui bravoit au loin les états les plus formidables, chanceler à la moindre attaque dirigée contre ses *propres foyers* : aussi le plus grand de tous ses griefs contre le traite de Lunéville, dont elle n'avoit pas entrevu d'abord toutes les conséquences, fut-il de ne lui avoir point laissé de *frontières*, et le mot *des frontières ou la guerre*! devint-il, en 1805, le cri de ralliement de son cabinet; aussi se trouva-t-elle enfin hors d'état de soutenir une campagne entière contre la France, dès qu'elle fut privée de ces avant-murs dont elle avoit coutume d'être couverte.

Tous ces faits prouvent qu'outre la valeur intrinsèque des provinces, c'est-à-dire, leur population et leurs richesses, elles ont encore, soit par les avantages militaires qu'elles présentent, soit par les moyens d'influence politique qu'elles assurent, un autre genre d'importance, qui, pour frapper moins le vulgaire, n'en mérite que plus de fixer toute l'attention des hommes d'état.

Le traité de Presbourg ayant complété, contre l'Autriche, ce qu'avoit commencé la paix de Lunéville, il est donc devenu indis-

pensable pour elle de se former, à l'avenir, Autriche
un tout autre système militaire et politique.

Mais un mal, auquel il lui importe de trouver avant tout quelque remède, est le délabrement de ses finances, dont l'état malheureux n'a fait que devenir, à chaque coalition, plus déplorable encore. Si nous jetons les yeux sur son administration intérieure au moment où elle se rengagea si imprudemment, en 1805, dans une lutte contre la France, nous la voyions très-inquiète alors, et très-occupée de sa dette publique, malgré les banqueroutes partielles et déguisées qu'elle faisoit depuis long-temps à ses créanciers. Son papier-monnoie, beaucoup trop nombreux et surtout très-discrédité, perdoit près d'un tiers avant même la reprise des hostilités. Le gouvernement auroit voulu avoir recours aux Hongrois, mais il ne l'osa point alors. Une Diète fut convoquée pour le mois de juin à Presbourg; on la différa ensuite sous différens prétextes; elle ne s'ouvrit qu'au moment des désastres de l'armée autrichienne en Souabe; et ce ne fut que le 16 octobre, le jour même où les Français gagnoient la bataille de Néresheim et Ulm, qu'il demandait à capituler, que l'Empereur y parut en personne.

Autriche Elle arrêta cependant quelques mesures ; mais ces mesures ne produisirent aucuns résultats ; et, à peine les Français furent-ils maîtres de Vienne, que des députés hongrois vinrent demander au vainqueur et obtinrent la neutralité de leur pays.

Cette campagne frappa encore doublement les finances d'Autriche, puisqu'au désordre et à la pénurie qui s'accrurent dans le trésor public, vinrent se joindre les pertes qu'éprouvèrent, sous mille formes différentes, les fortunes particulières ; et ce mal est devenu, depuis cette époque, si considérable, qu'il ne faut rien moins, pour y remédier, que des ressources extraordinaires fournies par le patriotisme des peuples, et l'union d'une extrême économie intérieure, avec une profonde sagesse au dehors. Il est donc permis de croire qu'une seule faute suffiroit aujourd'hui pour rendre l'abaissement et les maux de l'Autriche à jamais irréparables. Déjà la formation d'une armée de neutralité, précaution peut-être plus dangereuse qu'utile, a suffi pour faire échouer de nouvelles mesures de finances que l'Empereur avoit adoptées en août 1806 ; et dès le mois d'octobre il s'est vu contraint d'appliquer à l'entretien

de cette armée, la meilleure partie de fonds *extraordinaires* qu'il avoit levés pour l'amortissement de la dette : cela seul donne la mesure de ses ressources, de sa position et des dangers auxquels la moindre imprudence livreroit cette monarchie. Placé dans une position délicate entre la France et la Russie, puisqu'il ne pourroit voir sans effroi l'abaissement total de l'une ou l'autre de ces deux puissances, le cabinet autrichien semble donc n'avoir aucun rôle qui lui convienne mieux aujourd'hui que celui de médiateur ; mais ce rôle même demande, pour qu'il puisse le jouer avec succès et sans trop s'apercevoir combien il a diminué de poids dans la balance de l'Europe, beaucoup de mesure, beaucoup d'adresse, ou plutôt, ce qui vaut toujours mieux à la longue, beaucoup de bonne foi et de sincérité. Autriche

PRUSSE.

L'année 1806 restera à jamais gravée en caractères ineffaçables dans l'histoire de la Prusse. Elle a vu cette monarchie, parvenue à son plus haut degré, sinon de gloire, du moins de puissance territoriale et positive ; en

Prusse. descendre tout-à-coup, pour tomber, en quelques heures, dans l'état d'abaissement le plus complet. Nous ne reviendrons point ici sur les détails de cette catastrophe; il nous suffira d'y ajouter quelques réflexions.

La Prusse s'étoit mise, en 1805, dans une position très-dangereuse vis-à-vis de la France. Un des hommes d'état les plus distingués du dernier siècle a dit, que l'on ne doit s'apercevoir d'une offense que lorsqu'on est décidé à la punir sur-le-champ. Il est tout aussi vrai de dire qu'un gouvernement ne doit jamais témoigner d'humeur à un autre, ne doit jamais l'inquiéter que lorsqu'il est résolu à l'attaquer aussitôt et tout prêt à le combattre. Les menaces déguisées, les demi-préparatifs, et toutes ces petites tracasseries maladroites, qui ne font que trahir la mauvaise volonté secrète sans pouvoir produire aucun résultat, prouvent bien plus encore l'inhabileté d'un cabinet que sa foiblesse. Elles ont été fatales à la Prusse, et elles finiront toujours par l'être, ou plus tôt ou plus tard, aux cabinets qui seraient assez mal inspirés pour suivre la même route. Dès que l'on voit un état ne savoir plus faire franchement ou la paix ou la guerre, on peut en conclure qu'il est sur le penchant de sa ruine.

Après s'être déclaré chef de la coalition de 1792, le roi de Prusse avait, le premier, abandonné la cause commune, et fait sa paix particulière. On ne tarda pas à voir même son cabinet devenir l'allié du gouvernement révolutionnaire, applaudir souvent à sa politique, la seconder quelquefois, en profiter pour son propre compte; et, par une inconséquence difficile à expliquer et qui a répandu la teinte du ridicule sur tout le manifeste prussien de 1806 (1), c'est lorsque la France rentra dans les formes monarchiques, quand son gouvernement eut repris une marche fixe et régulière, qu'il commença à s'éloigner d'elle peu à peu. Soit que, partageant une erreur répandue alors en Europe, et qui vouloit que la France eût, en renonçant à l'anarchie, Prusse.

(1) Ce manifeste, rédigé par un homme aux gages de l'Angleterre, M. Genz, est une des satires les plus fortes qu'on pût faire de la conduite de la Prusse depuis quinze ans; car il n'est pas un des griefs allégués contre la France, auquel on ne puisse répondre par ces trois mots: Mais vous y avez, dans le temps, applaudi par vos ambassadeurs; vous avez ou aidé alors ou participé à ce que vous blâmez aujourd'hui; vous en avez vous même retiré ou partagé les fruits.

Prusse. perdu une portion de ses forces et de son énergie, ce cabinet cessa tout-à-coup de la craindre; soit qu'il imaginât n'avoir plus rien à en espérer; soit enfin qu'il eût été séduit et entraîné, d'une part par les insinuations et l'or de l'Angleterre, de l'autre par les conseils, les promesses, la présence de l'empereur de Russie, et par la perspective d'une coalition nouvelle que l'on regardoit comme irrésistible, il est certain que dès le printemps de 1805 il se détacha de la France d'une manière marquée, entra bientôt en pourparlers avec la coalition, et prit enfin des engagemens positifs en octobre avec la Russie.

Le traité de Postdam donna une telle activité aux préparatifs militaires déjà commencés dans toute la monarchie, que l'on dut croire, en dépit des protestations pacifiques de la cour de Berlin, à une rupture prochaine entre les deux pays. La confiance aveugle, l'esprit de vertige qui se sont développés d'une manière si ridicule avant la campagne de 1806, et qui ont précipité, sans aucune précaution, sans aucunes mesures de prudence, tant militaires que politiques, ce malheureux état dans une guerre désastreuse, régnoient déjà vers cette époque, à en juger par le ton avec

lequel on proclamoit, dans les journaux de Prusse. la capitale, la marche de la garnison de Berlin, le départ du roi pour l'armée, et les rassemblemens qui se faisoient de toutes parts vers les frontières. Les triomphes rapides et constans des armées françaises en Souabe, en Autriche, en Moravie, étouffèrent, dans son principe, ce développement de forces, annoncé avec tant d'emphase : chaque corps regagna à petit bruit ses garnisons; un ambassadeur prussien fut dépêché à la suite du vainqueur : mais il faut convenir que si l'Empereur Napoléon eût voulu, après la conclusion du traité de Presbourg, revenir en France par Berlin, la conduite de la Prusse lui en avoit donné le droit et fourni l'occasion. Il ne le fit pas, sans doute parce que l'abaissement d'un prince, allié naturel de la France et de la Turquie, n'entroit pas dans les vues de sa politique. Cependant les traités d'échanges qui furent conclus alors entre les deux puissances, durent faire sentir à la cour de Berlin le vice de sa conduite précédente. Ce n'est pas que ces échanges lui fussent désavantageux; mais les conditions qui s'y trouvoient jointes purent lui paroître onéreuses, entre autres celle de l'exclusion des Anglais

Prusse. des ports de l'Ems, de l'Elbe et du Weser, mesure qui devoit naturellement la mettre en état de guerre avec eux, bientôt avec la Suède, et probablement avec la Russie.

Telles sont les suites ordinaires d'une conduite tortueuse, et tel fut le résultat des demi-volontés de la cour de Prusse. Sans prendre les armes, elle s'étoit donné, envers la France, toute la mauvaise grâce et tous les torts d'une agression. Pour se les faire pardonner, elle abandonna ses nouveaux amis, accepta leurs dépouilles, et prit contre eux des engagemens. Mais comme elle n'avoit encore contracté ces engagemens qu'à regret, elle ne les exécuta qu'à demi; elle en fit trop peu pour satisfaire à ce qu'elle avoit promis à la France, beaucoup trop pour ne pas se brouiller avec l'Angleterre et la Suède; et il est vrai de dire que, depuis le mois de janvier 1806 jusqu'au mois de septembre, le gouvernement prussien se trouva dans une position telle, que, pour avoir voulu tromper ou ménager tous les partis, il ne se vit plus entouré que de mécontens ou d'ennemis.

On a observé depuis long-temps que personne n'est aussi propre à se jeter dans les partis extrêmes que les gens foibles; et il en

est de même des gouvernemens. Ne sachant plus de quelle manière se tirer de ce labyrinthe, où il s'étoit engagé à force de détours et d'hésitations, obsédé d'ailleurs par le parti anglais, circonvenu par la faction russe alors toute puissante à sa cour, abusé enfin par un enthousiasme factice que l'on joua à dessein autour de lui, le prince, qui auroit, dans toute autre position, résisté sans doute à ces menées, céda, et se laissa entraîner à la guerre, comme vers un moyen prompt de sortir enfin de cet état pénible d'incertitude et d'irrésolution. Prusse.

Il étoit facile, pour tout homme de sang froid, de prévoir l'issue d'une guerre entreprise par de tels motifs, amenée par de tels moyens, conduite et préparée par de tels chefs, surtout en considérant contre quelle armée et contre quel prince elle étoit dirigée. Ses résultats n'ont pu étonner, jusqu'à un certain point, que les hommes hors d'état de rapprocher les effets de leurs causes : jamais une lutte ne peut être longue, et surtout ne sauroit être douteuse entre l'expérience courageuse et la téméraire inexpérience, entre le talent et la médiocrité, entre la prévoyante sagesse et la plus folle imprévoyance. Personne ne parut avoir calculé en Prusse

Prusse. sur la possibilité d'une défaite; il étoit donc tout naturel qu'une défaite suffît pour détruire l'armée et renverser le trône.

Ce qui augmenta le désespoir des amis de la Prusse pendant tout le reste de la campagne, ce fut de voir les mêmes fautes se répéter après les désastres, la même désunion, les mêmes intrigues agiter cette cour fugitive, le ministère tomber de main en main sans autre raison que les petites passions du moment, les cabales des femmes et les menées des courtisans.

Cependant l'état où cette cour se trouvoit réduite, auroit dû devenir pour elle une utile leçon. En vain avoit-elle voulu conclure, en novembre, une suspension d'armes avec la France; le cabinet russe ne lui permit pas de ratifier un acte qui devoit amener une paix moins désavantageuse que celle qui suivra de nouveaux revers. Environnée d'une soldatesque barbare, dont la défaite n'avoit pas encore, à cette époque, rabaissé l'orgueil, elle voyoit chaque jour humilier sous ses yeux les débris de son armée, le reste de ses fidèles serviteurs, et elle se voyoit elle-même condamnée à suivre, en esclave, les pas, le sort, et les volontés

despotiques d'un cabinet étranger. Quel avenir attendroit cette cour aveugle et malheureuse, si elle ne rencontroit pas dans son vainqueur plus de générosité qu'elle n'a trouvé de délicatesse et de ressources dans ses défenseurs. Prusse.

ANGLETERRE.

Angleterre. Il est impossible de ne pas être frappé, chaque fois que l'on arrête ses regards sur les convulsions qui agitent l'Europe depuis quinze ans, du rôle singulier qu'y joue l'Angleterre. Elle ressemble à cet esprit malfaisant, que les poëtes nous ont peint toujours occupé à séduire, à égarer les hommes, à semer entre eux la discorde, et à les armer les uns contre les autres, sans paroître jamais lui-même sur la scène. C'est, en quelques mots, toute l'histoire de l'implacable ennemie de la France et du Continent.

Je ne rappellerai pas ici tout ce qu'elle a fait pour souffler, entretenir et ensanglanter notre révolution; je ne parlerai pas du machiavélisme de sa conduite avec les Vendéens; de sa perfidie envers les malheureuses victimes, dont le sang crie, et demande encore vengeance sur la plage de Quiberon. Ce sont là, ainsi que la mort de Paul, des crimes déjà anciens; et nous n'aurions que trop à faire

s'il nous falloit seulement retracer les horreurs nouvelles dont elle a noirci l'histoire des deux dernières années. Angleterre.

Depuis long-temps on ne voit plus ses armées combattre nulle part : elles ne paroissent que pour porter le feu de la guerre, et se retirent dès que l'incendie est allumé. Mais on la voit insinuer partout ses agens, semer l'or, acheter, corrompre, nouer et renouer les intrigues, toujours s'adresser à ce qu'il y a de plus factieux et de plus vil dans chaque état, ne rejeter aucun moyen, n'en trouver aucun de trop criminel, recueillir enfin avec avidité le fruit des désastres du Continent, spéculer sur la misère commune et s'en faire un patrimoine.

Ce qui surprend toujours, c'est qu'elle trouve encore des dupes parmi les peuples européens. En effet, ses moyens sont connus, et sa conduite est constamment la même. Habile à effrayer d'abord, afin de les armer contre la France, ceux qu'elle a, sous le nom d'*alliés*, choisis pour ses victimes, ils n'ont plus rien à espérer d'elle, une fois qu'ils se sont imprudemment laissés pousser dans l'arène. Quels secours efficaces, leur a-t-elle jamais donnés? Satisfaite de pouvoir, à l'aide

Angleterre. des diversions qu'ils opèrent en Europe, s'étendre en Amérique, ou compléter dans l'Inde son système d'envahissement, elle ne leur envoie pour auxiliaires que quelques ridicules ambassadeurs, des fabricateurs de manifestes, ou des libellistes. Tous ses explois se sont bornés à armer des assassins ou des brigands; à inventer ou à essayer des machines infernales. Ennemie du Continent, mais du Continent tout entier, si elle hait aujourd'hui la France plus que tous les autres peuples, c'est que la France seule ose vouloir affranchir l'Europe du monopole auquel son avidité prétend l'assujettir. Tout homme d'un sens droit, qui a vu par lui-même, et étudié quelque temps cette nation, sait qu'un gouvernement étranger n'est jamais à ses yeux qu'un obstacle ou un instrument; un obstacle à renverser, n'importe par quels moyens; un instrument à employer, n'importe à quel prix, et dût-on le briser en s'en servant. Ce qui frappe tous les regards, et ce que n'ont pas voulu voir cependant jusqu'à ce jour les princes qui se perdent pour l'Angleterre, c'est que jamais le cabinet britannique ne les secourra d'une manière efficace au moment du danger, parce qu'il a déjà atteint son but du

moment où il les a armés. Il aimeroit sans doute à voir succomber la France, parce que la France est maintenant son plus redoutable ennemi; mais il n'en est pas moins vrai que chaque guerre, quelle qu'en soit l'issue, satisfait le cabinet de Londres, parce qu'elle énerve le Continent, et le lui livre plus affoibli. Il suffiroit, pour s'en convaincre, d'observer l'étonnante activité qui règne dans la diplomatie anglaise, dans ses arsenaux et dans ses ports, chaque fois qu'il s'agit de nouer une coalition, et l'état complet d'inaction dans lequel tout retombe, aussitôt que l'imprudent allié a donné dans le piége. On vouloit seulement une nouvelle guerre continentale; on l'a obtenue, et l'on se garde d'y prendre part : on conserve ses forces, ou si on les emploie, c'est loin de ses alliés, et pour des entreprises purement personnelles. Depuis Toulon, que l'on ne prit que pour brûler le port et les vaisseaux, et où l'on abandonna tout à la fois et ses alliés et les malheureux qu'on avait égarés, jusqu'au débarquement fait à Naples, que l'on évacua aussitôt qu'on eut attiré l'orage sur cette ville; depuis la Vendée, à laquelle on ne fournit jamais de secours que ce qu'il en falloit pour

Angleterre. alimenter l'incendie, jusqu'à la Calabre, où l'on ne porta de troupes que ce qu'il étoit nécessaire d'en montrer pour opérer un soulèvement, et que l'on quitta dès qu'on eut lancé tous les maux et déchaîné tous les crimes sur ce malheureux pays; toujours ce furent les mêmes principes, les mêmes moyens, les mêmes résultats.

Nous avons eu occasion de parler ailleurs de ces scènes de perfidie et de désolation; il seroit trop pénible d'y revenir une seconde fois.

Cependant, au milieu des jouissances que dut éprouver le cabinet britannique, pendant ces deux années, en voyant tant de princes s'armer et se battre à son profit, il eut néanmoins, sans parler du spectacle affligeant des succès prodigieux de l'armée française, de graves sujets d'affliction pour le moment, et de crainte pour l'avenir. Il perdit, en quelques mois, ses chefs ou ses hommes d'état les plus distingués. On ignoroit encore en Europe la mort de lord Cornwalis, qui eut lieu, le 5 octobre 1805, à Bénarès, que lord Nelson périssoit (le 21 du même mois) à Trafalgar; et le gouvernement n'avoit pas achevé de prendre les mesures nécessaires

pour témoigner à la mémoire et à la famille de M. Pitt, mort le 23 janvier 1806, la reconnoissance que l'on croyoit lui devoir, que les amis de la paix eurent à pleurer une perte, pour eux plus réelle, celle de M. Fox, qui succomba, le 13 septembre, à une maladie longue et douloureuse. La même année vit encore mourir à Londres (le 30 mars) la duchesse de Devonshire, célèbre par sa beauté, son esprit, et par une sorte d'influence politique. Angleterre.

Si la perte qu'a faite l'Angleterre dans la personne de lord Cornwalis a été, en général, mal appréciée en Europe, il est certain qu'on l'a sentie vivement en Angleterre, dans les Indes, et que beaucoup de gens instruits l'ont regardée même comme à peu près irréparable. Le colosse de la prospérité britannique repose sur l'Inde : l'administration, tant militaire que politique et financière de cette immense colonie, est donc une tâche aussi importante qu'elle est difficile ; et l'on convient assez unanimement à Londres, que l'on ne connoît pas, en ce moment, d'homme capable de remplacer, à la fois sous ce triple rapport, lord Cornwalis dans les Indes. A une haute considération personnelle, à une répu-

Angleterre tation militaire assez brillante, obtenue par des victoires contre Tipo, venait se joindre la confiance qu'inspirait le souvenir de son administration précédente; administration dont les folies, la futile vanité, et les dissipations du dernier gouverneur, lord Wellesley, n'ont pas peu contribué sans doute à relever encore le mérite et l'éclat.

Quant à la perte de lord Nelson, il nous semble qu'on est tombé dans un excès tout opposé. Je veux dire que cette perte, quelque réelle qu'elle soit pour l'Angleterre, est pourtant au-dessous de l'idée qu'on s'en fait généralement, comme ses talens militaires sont au-dessous de sa renommée. Peu d'esprit, et un esprit étroit; beaucoup de caractère, beaucoup de valeur, et encore plus de présomption et d'orgueil; une vanité, poussée quelquefois jusqu'au ridicule; des vues très-bornées pour toutes les grandes combinaisons de la guerre, mais une extrême habitude et une connoissance parfaite du matériel de son métier; une grande audace et une grande habileté dans la manœuvre; enfin l'art, sinon de se faire aimer, du moins de se faire craindre et de se faire obéir, d'inspirer de la confiance et même à la fin de l'enthousiasme à ses troupes : tels

sont les traits sous lesquels s'accordent à le peindre les hommes éclairés qui l'ont vu de près; et les principaux événemens de sa vie militaire, examinés de sang froid, fournissent à peu près les mêmes résultats. Commencer toutes ses expéditions par des erreurs, par des fautes de combinaison presque inconcevables; puis réparer presque toujours ces fautes par son activité, par l'audace et la précision de ses manœuvres au moment du combat, telle est, en abrégé, l'histoire de toutes ses campagnes. Il faut en excepter pourtant celle contre les Canaries, où la hardiesse de l'attaquen'ayant pu remédier au manque de conduite et au défaut de plan, il fut défait, en août 1797, de la manière la plus complète par les Espagnols, après avoir laissé une partie de son monde sur la place et perdu lui-même un bras dans l'action. Angleterre.

Ce qui a le plus contribué à étendre sa réputation en Europe, surtout auprès des gens incapables de juger autrement que par les résultats, est sa victoire d'Aboukir. En effet il y déploya éminemment toutes les qualités qui le distinguoient; mais il ne les employa encore qu'à réparer ses fautes précédentes; car, quelque chose qu'on allègue en sa faveur, il paroîtra toujours étrange qu'il ait erré près

Angleterre. de trois mois (du milieu de mai jusqu'au 1er août), sur une route aussi circonscrite que celle qui conduit de Toulon à Alexandrie, sans pouvoir rencontrer une flotte qui couvroit la mer de ses nombreux transports.

Qu'on nous permette ici quelques détails, afin de justifier notre opinion.

Ce fut le 9 mai (1798) que l'amiral Saint-Vincent détacha lord Nelson de Cadix pour aller observer Toulon. Il fut arraché de devant ce port le 17 par un coup de vent, et les Français sortirent le 19, pendant qu'il relâchoit en Sardaigne. Il remit à la voile le 26, continua à croiser dans ces mers, sans se douter que la flotte française eût pu gagner le large, jusqu'au 11 mai, jour où il reparut devant Toulon. Désabusé enfin, il se dirigea vers Messine, où il apprit, le 19, que Napoléon-Bonaparte étoit déjà maître de Malte. C'étoit le jour même où ce général en repartoit; et par conséquent les deux flottes se trouvèrent en même temps, les Anglais au nord, les Français au sud de la Sicile comme elle s'étoient déjà trouvées quinze jours auparavant séparées par la Sardaigne, et tournant autour de cette île sans se rencontrer. Nelson repartit de Messine le 21 juin, porta droit sur l'Égypte, et y parvint, le 28, avant

la flotte française, dont la marche étoit embarrassée par un immense convoi. Instruit qu'elle n'avoit pas encore paru devant Alexandrie, il revira de bord pour aller à sa rencontre; mais il la manqua de nouveau, s'étant jeté vers l'Ouest, tandis que l'amiral Bruéis portoit un peu vers le Nord. Après une inutile croisière, il quitta le 9 juillet les eaux de Candie, arriva en Sicile le 19 pour se ravitailler, en repartit le 24, et reparut enfin le 1er août vers les côtes d'Égypte, bien résolu à réparer, à quelque prix que ce fût, les fautes qu'il sentoit lui-même avoir commises. En effet s'il eût seulement détaché quelques bâtimens légers, d'abord sur les côtes de la Sardaigne, puis de la Sicile, opposées à celles qu'il observoit lui-même, il devenoit presque impossible que la marche des Français pût lui échapper; et, ce qui paroîtra plus incontestable encore, si, au lieu de quitter Alexandrie pour aller, au hasard, errer au-devant des Français, qui arrivèrent deux jours après son départ, il les avoit attendus dans ces parages, quelles chances favorables ne se seroient pas offertes à lui pour attaquer une flotte embarrassée d'un nombre prodigieux de bâtimens de transports, qu'elle n'eût peut-être que très-difficilement sauvés, même en se sacrifiant. Angleterre.

Angleterre. On retrouve les mêmes fautes à peu près, le même défaut de pénétration, de prévoyance et de conduite dans sa campagne de 1805, à la suite de la flotte française, qu'il alla chercher en Égypte, tandis qu'elle ravageoit les possessions anglaises en Amérique; et l'on retrouve à Trafalgar le même homme qu'à Aboukir, décidé à réparer son erreur par une victoire ou à la payer de son sang. Sans doute une telle résolution est celle d'un homme brave; ses manœuvres dans les deux batailles furent celles d'un marin expérimenté; mais l'ensemble de sa conduite ne fut jamais celui d'un homme supérieur.

Il nous semble que les préjugés, les passions, et souvent l'ignorance, ont de même dicté la plupart des jugemens que l'on a portés, en Europe, sur les deux ministres que vient de perdre l'Angleterre.

De tous les hommes d'État de l'époque actuelle, M. Pitt est peut-être le plus difficile à juger sainement. Comment se flatter en effet de trouver un juste milieu entre les exagérations de ses ennemis, et celles de ses admirateurs? Personne ne songe à lui refuser de l'éloquence, de l'habileté financière et l'art de composer et de dominer les parlemens; mais une grande question seroit de savoir s'il

Owen pinx.

Gautier sculp.

Guillaume Pitt,

né en 1756, peint à l'âge de 32 ans, et mort en 1806.

NAPOLI

usa de son influence intérieure d'une manière utile ou nuisible à la prospérité *réelle* de son pays; si, même en consentant à oublier le machiavélisme de sa politique extérieure, et l'odieux des moyens qu'il n'employa que trop souvent, cette politique ne fut pas plus funeste qu'utile à sa nation. Il y aurait aujourd'hui plus que de la sottise, il y aurait de l'absurdité à vouloir nier la part qu'il eut aux troubles de la France. Reste à décider si cette conduite n'a pas été plutôt le résultat de la passion, que de la prudence et de l'habileté; si, au lieu d'assurer la prépondérance de l'Angleterre, et de la délivrer pour longtemps de toute rivalité, il ne l'a pas environnée au contraire de périls tels qu'elle n'en auroit probablement jamais eu à redouter de la France. Reste à savoir enfin si, en aidant, on peut le dire, à renverser le trône des Bourbons, il n'a pas porté un coup mortel à toutes les monarchies d'Europe, telles qu'elles existoient à cette époque. Et si les faits viennent à répondre, pour nous, d'une manière affirmative à toutes ces questions, que pensera la postérité des talens, si vantés, d'un homme qui n'a su ni prévoir les conséquences, ni diriger les résultats des événemens que

Angleterre.

Angleterre. lui-même provoquoit? Ne sera-t-elle pas tentée d'adopter, en grande partie, l'épitaphe suivante, qu'un écrivain des Etats-Unis d'Amérique proposa, en novembre 1806, de graver sur un monument élevé à sa mémoire, et que nous croyons devoir rapporter ici, à cause de sa singularité?

A la mémoire éternelle
de William PITT,
mort le 23 janvier 1806, à l'âge de quarante-sept ans.
Il fut, pendant vingt-trois ans, premier ministre en Angleterre,
et jouit d'une influence inconnue jusqu'à lui.
Il fut doué de grands talens et d'une rare éloquence.
Pour apprécier son mérite,
il ne faut que consulter l'expérience et les faits.
Il plaida pour la réforme du parlement,
et la réforme n'eut pas lieu.
Il combattit les partisans de la traite des nègres,
et la traite s'étendit:
Il se déclara le protecteur des catholiques d'Irlande,
et les catholiques ne furent point émancipés.
Il fut le plus ferme appui de l'Angleterre, le plus ardent ennemi de la France;
et, pendant son administration,
les bonlevards de la liberté anglaise furent renversés,
l'ancienne noblesse fut dégradée, la pauvre noblesse avilie, et les classes intermédiaires de la société anéanties.
Les associations populaires furent abolies;

Les sources de la corruption creusées et élargies : Le papier fut substitué à l'or, Et la richesse réelle changée en une opulence imaginaire. Angleterre.

Il doubla le prix des denrées de première nécessité, tripla le montant des taxes, ajouta trois cents millions sterling à la dette nationale, et sacrifia deux cent mille Anglais dans des guerres *justes et nécessaires*.

Il contribua à renverser l'équilibre de l'Europe, Fut témoin de la destruction de tous les alliés de l'Angleterre, et survécut à la conquête ou à l'abaissement, des Pays-Bas, de la Hollande, du Portugal, de la Suisse, de l'Espagne, de l'Autriche, de l'Italie et de l'Empire germanique.

Que l'Angleterre se glorifie d'un tel appui !

La France, durant son administration, sortit du gouffre de la banqueroute pour s'élever à la richesse, anéantit sa dette nationale, doubla sa population, tripla ses revenus, et obtint l'Empire du monde.

Que les nations ennemies se plaignent d'un tel adversaire !

Anglais ! voulez-vous apprécier ses talens politiques ? Réfléchissez sur le passé, observez le présent, lisez dans l'avenir.

Angleterre.

Le café de Lloyd,
les collecteurs des taxes,
les acquéreurs d'emprunts,
les fournisseurs des armées,
la noblesse nouvelle,
et lord Melville en Angleterre;
Et en Europe,
Napoléon, Empereur des Français,
furent agrandis, enrichis, comblés de gloire,
par cet ami du peuple anglais!
ce sauveur de la Grande-Bretagne!
ce protecteur de l'Europe!
ce ministre donné par le ciel!
ce pilote qui commandoit à la tempête!

Ce monument a été érigé
en mémoire de son mérite sans égal,
et en témoignage de notre éternelle gratitude
et de nos inconsolables regrets.

La dernière perte, et la plus réelle sans doute que l'Angleterre ait faite en 1806, est celle de M. Fox, puisqu'il paroît certain que s'il eût vécu, il auroit mis un terme à la lutte terrible qui, en ensanglantant l'Europe, menace d'une chute, plus ou moins prochaine, le trône de la Grande-Bretagne. Les talens et la gloire de M. Fox ont trouvé sur le Continent beaucoup moins de prôneurs que ceux de

Peint en 1788 par Hoppner, à l'âge de 39 ans. Tassaert. sculp.

Charles-Jacques Fox,

Né en 1749, mort en 1806.

NAPOLI

M. Pitt, et la raison en est simple. Ce dernier a constamment, depuis la révolution française, flatté les passions ou servi la haine des particuliers et des gouvernemens; et il est, par cela seul, devenu pour beaucoup de gens un grand homme. L'autre, au contraire, n'a cessé d'offrir aux yeux des vérités, souvent salutaires, mais toujours importunes, et que l'on s'entêtoit à vouloir méconnoître; la prévention qui rendoit sourd à ses avis, devoit donc faire refuser justice entière à ses talens. Angleterre.

M. Fox, né le 12 janvier 1749, étoit le second fils de Henri, premier lord Holland. Il se trouvoit, par sa mère, allié aux familles royales de Stuart et de Brunswick. Il fut élu membre du parlement assez long-temps avant sa majorité, et il entra dans le parti des ministres. Il ne tarda pas à être fait lord de l'amirauté. Il se démit ensuite de cette place, à raison de quelques désagrémens qu'il éprouva; y fut nommé une seconde fois, et passa de là à la trésorerie, où il ne resta que peu de temps; lord North, alors premier ministre, ayant eu avec lui une discussion, lui ôta cet emploi. Il prit, à cette époque, place sur les bancs de l'opposition; et l'on se rappelle à quel point il se montra antagoniste

Angleterre. redoutable des ministres pendant la guerre d'Amérique. A la chute du lord North, il rentra dans le ministère, mais il le quitta au moment de la mort du marquis de Buckingham. Bientôt on le vit encore une fois ministre, avec lord North, qui avoit repris les rênes de l'administration. Enfin, cette administration ayant donné toute entière sa démission, il reparut dans les rangs du parti de l'opposition, et y resta pendant les deux ministères de M. Pitt et celui de M. Adington, depuis lord Sidmouth.

La mort de M. Pitt lui ayant rendu une place dans le cabinet, fidèle aux opinions qu'il avoit constamment manifestées, il chercha bientôt à entrer en négociations avec la France; et tout porte à croire que s'il eût vécu, son pays lui auroit eu l'obligation d'une paix durable.

M. Fox était orateur éloquent; ses discours, pleins de force et de hardiesse, abondoient en idées originales, en observations fines, et souvent en expressions piquantes; personne ne saisissoit un sujet avec plus de promptitude, et ne l'analysoit avec plus de justesse. Dans sa jeunesse, il se montra aussi recherché dans sa parure, qu'on l'a vu de-

puis simple et modeste. Ses mœurs ne furent jamais citées comme un modèle de pureté ; mais l'âge avoit mûri son caractère ; et comme avec beaucoup de défauts il n'en avoit aucun de ceux qui dégradent l'homme, qu'il étoit franc, sincère et humain, il eut beaucoup d'amis, et les a conservés jusqu'à sa mort. Angleterre.

Nous ne pouvons mieux terminer sans doute ce que nous avons cru devoir dire sur les deux hommes les plus remarquables que l'Angleterre ait produits dans ces derniers temps, que par l'extrait d'un parallèle, entre M. Pitt et M. Fox, qui parut à Londres peu de temps après la mort de ce dernier.

Charles-Jacques Fox, dit l'auteur, a été, pendant trente-deux ans, un des hommes qui ont eu la principale part dans les discussions de la Chambre des Communes. Il tient incontestablement le premier rang parmi les membres qui ont défendu la cause de la liberté. A peine, pendant tout le cours de cette longue carrière, pourroit-on citer quelque circonstance où il ait pris la parole pour autre chose que pour soutenir les droits de l'humanité, combattre la corruption et la tyrannie, ou s'élever contre les usurpations de la puissance. Pendant la guerre d'Amé-

Angleterre. rique, lors des débats sur les projets de réforme parlementaire, et, plus récemment, à l'occasion de la révolution française, on l'a vu professer constamment les mêmes principes; et la justice due aux habitans de l'Afrique ou de l'Asie, fut défendue par lui comme les priviléges et le bonheur de ses compatriotes.

Sous le règne des deux premiers princes de la maison d'Hanovre, qui n'aimèrent ni les lettres, ni les beaux arts, les débats parlementaires ressembloient aux discussions que des marchands auroient entre eux sur leurs intérêts particuliers. Robert Walpole n'aimoit que le commerce et l'argent, et dans les Communes on n'entendit parler que d'argent et de commerce aussi long-temps qu'il fut ministre. Sous Georges III, au contraire, des questions du plus grand intérêt moral furent agitées; et M. Fox put développer, en les traitant, toute la force de sa logique et l'éclat de son imagination. Jamais personne ne saisit avec plus de promptitude le vice des raisonnemens de ceux qu'il combattoit; jamais personne ne les réfuta mieux, et ne sut montrer avec plus de force ce qu'ils présentoient de ridicule. Il

rétorquoit surtout avec une habileté rare les argumens que ses adversaires croyoient les plus victorieux. Angleterre.

On a souvent agité la question de supériorité entre M. Pitt et M. Fox. M. Pitt fut, presque toute sa vie, environné de tout ce qui peut éblouir l'œil d'un observateur vulgaire; il posséda le pouvoir le plus étendu, et fut aussi despotique pendant le temps qu'il administra l'Angleterre, que peut l'être un ministre dans un gouvernement mixte. Les faveurs de la couronne, les trésors de la nation, la force politique de la Grande-Bretagne, il disposa de tout. M. Fox, pendant la plus grande partie de sa vie, n'a eu aucun de ces avantages.

On a souvent répété que M. Pitt sauva son pays de l'anarchie dont il étoit menacé. Cette assertion n'est rien moins que prouvée; et, fût-elle vraie, il n'est nullement évident que ce but ne put être atteint que par les guerres sanglantes que ce ministre a entreprises, par les atteintes qu'il a portées aux droits du peuple, la duplicité, la perfidie dont il a souillé toute sa carrière politique, et l'abandon, enfin, qu'il a fait, avec tant d'audace, de toute espèce de principes moraux.

Angleterre. Quant à M. Fox, il a rempli avec autant de fidélité que de courage le devoir qu'il s'étoit imposé, celui de combattre toutes les mesures folles ou despotiques de son rival.

L'éloquence de ces deux hommes d'État étoit parfaitement analogue à la situation politique où chacun d'eux se trouvoit placé. Celle de M. Pitt étoit froide et étudiée. Personne ne connut mieux que lui l'art de déguiser sa pensée, et de l'envelopper dans des paroles obscures, quand il jugeoit que cette obscurité pouvoit être utile à ses projets : personne n'eut plus que lui le talent de répondre sans opposer des raisons aux raisons de son adversaire; et s'il paroissoit quelquefois s'échauffer dans ses discours, c'étoit encore une chaleur calculée, qu'il savoit augmenter ou diminuer avec la même facilité que l'acteur qui remplit un rôle sur la scène.

M. Fox sembloit, au contraire, comme orateur, devoir tout à la nature. S'il s'exprimoit avec clarté, c'est qu'il concevoit fortement et avec promptitude. Son éloquence étoit impétueuse. Sa voix s'élevoit insensiblement, sans qu'il fût maître d'en modérer les éclats; et il en calculoit si peu l'effet, que souvent on l'a vu forcé de s'arrêter au milieu

d'une période pour prendre respiration. Il étoit facile de s'apercevoir qu'il n'y avoit rien d'artificiel dans sa manière; et souvent on l'a vu, au milieu d'un discours, suffoqué par les larmes que lui arrachoit sa sensibilité naturelle. S'il défendit la liberté dans le parlement, c'est que son cœur étoit né pour elle. Il aimoit si peu la domination, qu'il avoit même la réputation de se laisser mener facilement; et celui qui ne l'auroit vu qu'au milieu de ses amis, ne se seroit jamais douté que ce fût l'homme qui déployoit un si grand talent, et un caractère si plein de fermeté à la tribune. Aux lumières qu'il dut à son siècle, il joignit la franchise et la noblesse de caractère de grands hommes des siècles passés. M. Pitt, que nous lui avons comparé, étoit sans doute un homme d'État, mais l'homme des circonstances, et digne d'avoir appartenu à l'ancienne Carthage ou à l'Italie moderne. M. Fox ne démentit jamais son caractère de franchise. Il fut le même dans toutes les situations de sa vie; ministre ou particulier, dans le parlement ou dans la société, il n'affecta jamais de supériorité sur personne. Quiconque l'a connu conservera éternellement le souvenir de ses belles qualités, ainsi que

Angleterre. des services désintéressés qu'il a rendus, et qu'il vouloit rendre à son pays.

Après avoir parlé, avec quelques détails, des quatre hommes célèbres que l'Angleterre a perdus en moins d'une année, il convient de jeter maintenant un coup d'œil sur les questions les plus importantes traitées en 1806 dans le parlement. Peut-être devrions-nous relever ici les injures prodiguées, sous toutes les formes, par ce peuple marchand, aux malheureux princes qui se sont sacrifiés pour sa cause; les mensonges grossiers, les fables absurdes, dont le gouvernement britannique amuse à tout propos la stupide crédulité de la populace anglaise, et dont il a inondé le Continent; enfin, les rôles, tour à tour ridicules et atroces, qu'il a fait jouer à ses agens diplomatiques dans toutes les cours d'Europe; mais nous avons déjà eu occasion d'en parler à plusieurs reprises différentes, et l'on répugne à revenir sur de pareils sujets.

1806. Le premier *bill*, d'un intérêt général, décrété en 1806, est celui pour la participation des Américains au commerce des îles anglaises. Ce ne fut qu'à regret et après avoir hésité long-temps, que l'orgueil et l'avidité britanniques se décidèrent enfin à adopter, en juin

et en juillet, une mesure aussi contraire à l'*acte de navigation*. Depuis la lutte terrible que l'Angleterre soutient contre la France, et surtout depuis l'époque où la descente, dont l'Empereur menaçoit la Grande-Bretagne, a contraint cette puissance à tripler ses forces de terre, et à augmenter d'une manière prodigieuse le nombre de ses vaisseaux en croisière, le commerce anglais, manquant de matelots, s'étoit vu dans l'impossibilité de suffire à l'approvisionnement des colonies d'Amérique; et la famine y eût bientôt éclaté, sans les approvisionnemens que leur ont, de toutes parts, apportés les navires américains. Le cabinet de Londres n'avoit jamais permis ostensiblement ce commerce étranger : ses gouverneurs en Amérique, contraints par la nécessité, l'autorisoient néanmoins depuis long-temps, chacun dans son ressort; et c'est cette mesure que le parlement, vaincu par la force des choses, a enfin légalisé par le *bill* dont nous parlons. Il est vrai de dire que cette atteinte à l'acte de navigation, cette concession faite aux États-Unis d'Amérique, est une victoire remportée par la France et due à l'énergie des préparatifs de l'Empereur contre l'éternel ennemi du Continent.

Angleterre. 1806.

Angleterre. 1806. Un autre *bill* qu'ont de même nécessité les démonstrations de la France, et qui a beaucoup occupé le parlement et les ministres pendant la session d'été, est celui dit d'*Exercice*, au moyen duquel M. Windham, que les papiers de l'opposition ont couvert, à ce sujet, de sarcasmes et de ridicules, vouloit créer une milice, chargée d'abord de remplacer, puis de seconder seulement (car M. Windham a beaucoup varié dans ses plans), les volontaires établis par M. Pitt. L'organisation des volontaires avoit eu de grands inconvéniens et de foibles résultats ; le projet des milices, resté nul jusqu'à ce jour, entraîneroit des inconvéniens plus graves encore, en ce qu'il ôteroit un plus grand nombre de bras à l'agriculture, au commerce et aux manufactures; tant il est vrai qu'on ne peut aller contre la nature des choses, et qu'il est impossible à la Grande-Bretagne d'entretenir jamais une armée de terre considérable; effort qui va lui devenir plus impossible encore, aujourd'hui que la Hanovre, la Hesse et toute l'Allemagne, d'où elle tiroit annuellement des recrues, lui sont enlevés ou fermés par nos armes.

Les finances d'Angleterre, celles de l'Inde

ont occupé de même, pendant le mois de juillet, plusieurs séances du parlement. Les documens officiels fournis à la Chambre des Communes sur le premier objet, et un rapport, plein de clarté, fait par lord Morpeth sur le second, ont prouvé une augmentation prodigieuse dans la dette nationale, et la naissance d'un déficit effrayant dans les finances de l'Inde. L'accroissement de la dette n'a produit que peu de sensation, le système d'emprunts et d'amortissement étant organisé de manière à ne laisser que bien peu d'inquiétudes, tant que les sources de la prospérité publique ne seront pas fermées; mais le déficit dans les finances de la compagnie des Indes a fait naître au contraire une sensation d'autant plus forte, que c'est en Asie que repose maintenant la véritable base de la puissance anglaise, et que la balance, jusqu'à cette année, avoit toujours été constamment favorable. En effet, d'après le tableau présenté par lord Morpeth lui-même, les revenus de l'Inde, en 1803, avoient surpassé les charges de 63,900 livres sterling; ils les surpassoient, en 1804, de 308,339 liv. sterl.; et tout-à-coup les charges se sont trouvées, au contraire, en 1805, surpasser les revenus de 365,341 liv.

Angleterre 1806. sterl.; ce qui fait, dans le cours d'une seule année, une différence, en moins, de près de 700,000 liv. sterl.

Ce n'est pas ici le lieu de nous étendre sur un objet de ce genre; il nous suffira donc de l'avoir indiqué, et nous en abandonnons l'examen aux hommes en état d'en sentir toute l'importance, et d'en saisir les conséquences probables et peut-être prochaines.

Deux affaires d'un autre genre, et qui parurent n'avoir été mises en avant par les ministres que pour occuper l'attention publique et faire diversion aux nouvelles désastreuses que l'on recevoit sans cesse des alliés du continent, remplirent encore, à cette époque, quelques séances du parlement. L'une est la poursuite intentée, pour la forme (en avril et en mai), par M. Paull, contre lord Wellesley, sur son administration dans l'Inde; l'autre, le singulier procès de lord Melleville, qui duroit déjà depuis près d'un an, et que l'on vit se terminer enfin le 12 de juin, comme tous les gens sensés l'avoient prévu, c'est-à-dire à l'avantage d'un homme que l'on vouloit bien livrer à l'animadversion publique, afin de fournir une sorte de pâture à l'inquiète curiosité d'un peuple ignorant et crédule,

mais que tous ses complices en administration étoient résolus d'avance à ne pas sacrifier, dans la crainte, surtout, du danger que pourroit avoir bientôt pour eux-mêmes un exemple pareil. Angleterre. 1806

Au reste, il seroit impossible de trouver, pendant tout le cours de cette session, un seul objet sur lequel le parlement ait contrarié les ministres d'une manière effective; cependant, par suite de la mort de M. Fox et de la rupture des négociations avec la France, ce parlement, prorogé d'abord en juillet, fut ensuite dissous en octobre, et un autre parlement convoqué pour le mois de décembre.

C'est pendant l'intervalle de ces deux sessions que parut le décret de *blocus*, rendu par l'Empereur des Français contre l'Angleterre, et que les ministres, après un grand nombre de conférences pour aviser aux moyens de parer à cette mesure, se séparèrent sans avoir rien résolu. C'est vers le même temps encore, le 26 novembre, que le gouvernement britannique publia, avec sa mauvaise foi accoutumée, une partie des pièces relatives aux négociations avec la France.

Le nouveau parlement s'ouvrit au milieu de décembre. L'adresse de remercîment à voter

Angleterre. 1806.

au roi, la conduite des ministres, les missions des lords Yarmouth et Lauderdale, servirent de texte à quelques discours assez véhémens des membres de l'opposition; mais on put s'apercevoir, dès les premières séances, que le ministère avoit pris ses mesures pour dominer dans les deux chambres avec plus de facilité encore que les années précédentes. Des assertions fausses ayant été émises à propos de la rupture des négociations ouvertes à Paris, et les ministres ayant supposé même l'existence de pièces autres que celles publiées par le gouvernement de France, le journal officiel français démentit ces assertions, et somma le ministère britannique de déposer à Londres, dans un lieu ouvert au public, toutes les pièces relatives à cette négociation, offrant d'en faire autant à Paris, afin de mettre l'Europe entière à même de juger, avec connoissance de cause, lequel des deux gouvernemens en imposoit; mais on se doute bien que le nouveau cabinet *punique* n'eut garde d'accéder à une pareille proposition.

DANEMARCK. — SUÈDE.

La conduite du gouvernement danois, pendant l'année 1806, fut telle qu'elle a été constamment depuis que ce royaume est gouverné par le régent actuel. Tandis qu'une administration éclairée, vigilante, et tout à la fois ferme et paternelle, assure au-dedans le bonheur des sujets, et leur ouvre chaque jour de nouvelles voies de prospérité, une politique pleine de modération, de noblesse et de prudence, a su leur conserver, au milieu des secousses qui agitent les états voisins, tous les bienfaits de la paix. On a pu reconnoître la sagesse de ce cabinet jusque dans la manière dont il a opéré, sans ostentation et sans éclat, la réunion civile du Holstein à la monarchie danoise, lors de la dissolution de l'Empire germanique. Cette simplicité dans la manière d'opérer le bien, est un des caractères particuliers de l'administration de ce pays; et une chose très-digne d'observation, c'est qu'il n'est peut-être pas une innovation ou une

Dane-marck.

Dane-marck. amélioration importante tentée en Europe, tels que l'affranchissement des paysans, la liberté des nègres, l'émancipation des Juifs, qui n'ait été ou commencée ou même consommée en Danemarck, sans faste, sans secousse et sans bruit. Heureux cet état aussi long-temps que les mêmes principes continueront à régler son administration, et à diriger sa politique extérieure.

Suède. Ces réflexions, malheureusement, ne sont rien moins qu'applicables à la Suède, cette ancienne et naturelle alliée de la France. Les démarches de son gouvernement en 1805; l'humeur qu'il a montrée au moment de la formation de la ligne du Rhin, ses querelles bizarres avec la Prusse, ses armemens et ses proclamations en 1806, ne contrastent que trop avec la sage modération du Danemarck. Nous avons déjà parlé sommairement de tous ces faits; et comme nous savons qu'ils n'ont pas été approuvés davantage à Stockholm qu'à Paris, nous nous abstiendrons de revenir sur cet objet.

Un des plus grands malheurs des souverains d'Europe, et peut-être le plus grand de tous, a été, dans ces derniers temps, d'accorder leur confiance à des hommes qui, soit que leurs passions les aveuglassent eux-mêmes, soit qu'ils préférassent, afin de plaire, dire des mensonges flatteurs, plutôt que d'effrayantes vérités, les ont toujours trompés sur l'état réel de la France et du Continent, se sont fait une étude de les repaître de chimères, et ont fini par conduire, à force de

rapports ineptes ou de renseignemens faux, leurs maîtres et leurs pays jusqu'au bord du précipice. Est-ce donc servir son prince que de l'aveugler sur sa position? Croit-on diminuer les dangers en les dissimulant; et n'est-ce pas plutôt en sachant les envisager dans toute leur étendue, que l'on peut se flatter ou de les vaincre, ou de les éviter? Ces réflexions, applicables à presque tous les cabinets d'Europe, naissent naturellement au souvenir des comptes ridicules rendus au roi de Suède, pendant l'automne 1806, par M. de Duben (1), son ambassadeur en Autriche, sur l'état prétendu des affaires de la France en Allemagne, en Italie et dans le royaume de Naples. Peindre les armées françaises partout vaincues et la France aux abois, afin de pousser la Suède dans l'arène, c'étoit peut-être bien servir l'Angleterre; mais étoit-ce donc servir son souverain et sa patrie? Suède.

Que le Gouvernement suédois consulte l'histoire et l'expérience, au lieu de consulter quelques hommes ignorans ou corrompus; et il verra que la Suède n'a jamais reçu de la France que des services, n'a jamais connu la Russie que par des revers et par des pertes; que,

(1) Ce sont quelques-unes de ces dépêches qui, ayant été interceptées et publiées dans les journaux, ont donné lieu à une discussion très-vive entre ce ministre et M. de Wrède, l'un des généraux les plus distingués de l'armée bavaroise, qui s'y trouvoit injurié, ainsi que les braves troupes sous ses ordres. Leurs souverains respectifs arrêtèrent les suites qu'alloit avoir cette affaire.

Suède. tandis que d'un côté on s'étudioit à lui enlever ses provinces, à exciter ou à nourrir dans son sein des dissentions, de l'autre, on l'a secondé dans ses succès, on l'a secouru dans ses revers, on a tout employé pour calmer ses troubles intérieurs; et il sentira si c'est au midi ou à l'orient qu'il doit chercher des amis. Au reste, on ne résiste pas à la force des choses, et il est impossible de tenir éloignés longtemps deux peuples que rapprochent tout à la fois et leurs intérêts et leur inclination.

Quoique la Russie ait partagé depuis plusieurs années les projets des ennemis de la France, et qu'elle ait eu en 1805 une grande part dans les défaites de l'Autriche en Moravie, elle n'a cependant commencé qu'en décembre 1806, à paroître, pour son propre compte, sur le théâtre des événemens militaires; ce que nous aurions à dire d'elle, et de la Turquie, n'appartient donc point à l'année 1806: nous avons rendu compte, dans la seconde partie de cet ouvrage, des événemens auxquels ses armées ou ses ministres ont pris part; l'examen de sa position, de ses forces, de ses ressources, de ses intérêts et de sa politique, appartient naturellement à un tableau de l'année 1807.

Paris, Mai 1807.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N.° I.

Traité de Presbourg.

Sa Majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, également animés du desir de mettre fin aux calamités de la guerre, ont résolu de procéder, sans délai, à la conclusion d'un traité de paix définitif, et ont, en conséquence, nommé pour plénipotentiaires; savoir :

S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, M. le prince Jean de Lichtenstein, prince du Saint-Empire romain, grand'croix de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan, lieutenant-général des armées de sadite majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et propriétaire d'un régiment d'hussards; et M. le comte Ignaz de Gyulai, commandeur de l'ordre militaire de Marie-Thérèse, chambellan de sadite majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, lieutenant-général de ses armées, et propriétaire d'un régiment d'infanterie :

Et S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, M. Charles-Maurice Talleyrand Périgord, grand-chambellan, ministre des relations extérieures de sadite majesté l'Empereur des Français et roi d'Italie, grand-cordon de la Légion d'honneur, chevalier des ordres de l'Aigle-Rouge et Noir de Prusse;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, sont convenus des articles suivans :

Art. I. Il y aura, à compter de ce jour, paix et amitié entre S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Au-

triche, et S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs, à perpétuité.

II. La France continuera de posséder en toute propriété et souveraineté les duchés, principautés, seigneuries et territoires au-delà des Alpes, qui étoient, antérieurement au présent traité, réunis et incorporés à l'Empire français, ou régis par les lois et les administrations françaises.

III. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, pour lui, ses héritiers et ses successeurs, reconnoît les dispositions faites par S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, relativement aux principautés de Lucques et de Piombino.

IV. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche renonce, tant pour lui que pour ses héritiers et successeurs, à la partie des Etats de la république de Venise, à lui cédée par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, laquelle sera réunie à perpétuité au royaume d'Italie.

V. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnoît S. M. l'Empereur des Français comme roi d'Italie. Mais il est convenu que, conformément à la déclaration faite par S. M. l'Empereur des Français, au moment où il a pris la couronne d'Italie, aussitôt que les puissances nommées dans cette déclaration auront rempli les conditions qui s'y trouvent exprimées, les couronnes de France et d'Italie seront séparées à perpétuité, et ne pourront plus, dans aucun cas, être réunies sur la même tête. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche s'engage à reconnoître, lors de la séparation, le successeur que S. M. l'Empereur des Français se sera donné comme roi d'Italie.

VI. Le présent traité de paix est déclaré commun à leurs altesses sérénissimes les électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, et à la République Batave, alliés de S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, dans la présente guerre.

VII. Les électeurs de Bavière, de Wurtemberg, ayant pris le titre de *roi*, sans néanmoins cesser d'ap-

partenir à la confédération germanique, S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche les reconnoîtra en cette qualité.

VIII. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, tant pour lui, ses héritiers et successeurs, que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs respectifs, renonce aux principautés, seigneuries, domaines et territoires ci-après désignés :

Cède et abandonne à S. M. le roi de Bavière le margraviat de Burgaw et ses dépendances, la principauté d'Eichstadt, la partie du territoire de Passau appartenant à S. A. R. l'électeur de Salzbourg, et située entre la Bohême, l'Autriche, le Danube et l'Inn ; le comté de Tyrol, y compris les principantés de Brixen et de Trente ; les sept seigneuries de Vorarlberg avec leurs enclaves ; le comté de Hohen-Ems, le comté de Konigsegg-Rothenfels, les seigneuries de Telnang et Argen, et la ville et territoire de Lindan ;

A S. M. le roi de Wurtemberg les cinq villes dites du Danube, savoir : Ehingen, Munderkingen, Reidlingen, Mengen et Sulgaw, avec leurs dépendances ; le haut et le bas comté de Hohenberg, le landgraviat de Nellenbourg et la préfecture d'Altoff, avec leurs dépendances (la ville de Constance exceptée), la partie du Brisgaw faisant enclave dans les possessions wurtembergeoises, et située à l'est d'une ligne tirée du Sshlegenberg jusqu'à la Molbach, et les villes et territoire de Villingen et Bretingen.

A S. A. S. l'électeur de Bade, le Brisgaw (à l'exception de l'enclave et des portions séparées, ci-dessus désignées), l'Ortenaw et leurs dépendances, la ville de Constance et la commanderie de Meinan.

Les principautés, seigneuries, domaines et territoires susdits, seront possédés respectivement par leurs majestés les rois de Bavière et de Wurtemberg, et par S. A. S. l'électeur de Bade, soit en suzeraineté, soit en toute propriété et souveraineté, de la même manière, aux mêmes titres, droits et prérogatives que les possédoient S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, ou les princes de sa maison, et non autrement.

IX. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnoît les dettes contractées par la maison d'Autriche au profit des particuliers et des établissemens publics du pays, faisant actuellement partie intégrante de l'Empire français; et il est convenu que sadite majesté restera libre de toute obligation par rapport à toutes dettes quelconques que la maison d'Autriche auroit contractées, à raison de la possession, et hypothéquées sur le sol des pays auxquels elle renonce par le présent traité.

X. Les pays de Saltzbourg et de Berchtolsgaden appartenant à S. A. R. et E. l'archiduc Ferdinand, seront incorporés à l'empire d'Autriche, et S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche les possédera en toute propriété et souveraineté, mais à titre de duché seulement.

XI. S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, s'engage à obtenir, en faveur de S. A. R. l'archiduc Ferdinand, électeur de Saltzbourg, la cession, par S. M. le roi de Bavière, de la principauté de Wurtzbourg, telle qu'elle a été donnée à sadite majesté par le recès de la députation de l'empire germanique, du 25 février 1803 (6 ventose an XI).

Le titre électoral de S. A. R. sera transféré sur cette principauté, que S. A. R. possédera en toute propriété et souveraineté de la même manière et aux mêmes conditions qu'elle possédoit l'électorat de Saltzbourg.

Et quant aux dettes, il est convenu que le nouveau possesseur n'aura à sa charge que les dettes résultant d'emprunts, formellement consentis par les Etats du pays, ou des dépenses faites pour l'administration effective dudit pays.

XII. La dignité de grand-maître de l'ordre Teutonique, les droits, domaines et revenus, qui, antérieurement à la présente guerre, dépendoient de Mergentheim, chef-lieu de l'ordre, les autres droits, domaines et revenus qui se trouveront attachés à la grande-maîtrise, à l'époque de l'échange des ratifications du présent traité, ainsi que les domaines et revenus dont, à cette même époque, ledit ordre se trouvera en possession,

deviendront héréditaires dans la personne et la descendance directe et masculine, par ordre de primogéniture de celui des princes de la maison impériale qui sera désigné par S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche.

S M. l'Empereur Napoléon promet ses bons offices pour faire obtenir, le plus tôt possible, à S. A. R. l'archiduc Ferdinand, une indemnité pleine et entière en Allemagne.

XIII. S. M. le roi de Bavière pourra occuper la ville d'Augsbourg et son territoire, les réunir à ses Etats et les posséder en toute propriété et souveraineté. Pourra également S. M. le roi de Wurtemberg occuper, réunir à ses états et posséder en toute propriété et souveraineté le comité de Bondorff, et S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche s'engage à n'y mettre aucune opposition.

XIV. Leurs majestés les rois de Bavière et de Wurtemberg, et son altesse sérénissime l'électeur de Bade jouiront, sur les territoires à eux cédés, comme aussi aur leurs anciens Etats, de la plénitude de la souveraineté et de tous les droits qui en dérivent, et qui leur ont été garantis par S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, ainsi et de la même manière qu'en jouissent S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et S. M. le roi de Prusse, sur les Etats allemands. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, soit comme chef de l'Empire, soit comme co-Etat, s'engage à ne mettre aucun obstacle à l'exécution des actes qu'ils auroient faits ou pourroient faire en conséquence.

XV. Sa majesté l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, tant pour lui, ses héritiers et successeurs, que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs, renonce à tous droits, soit de souveraineté, soit de suzeraineté, à toutes prétentions quelconques, actuelles ou eventuelles, sur tous les Etats, sans exception, de leurs majestés les rois de Bavière et de Wurtemberg, et de S. A. S. l'électeur de Bade, et généralement sur tous les Etats, domaines et territoires compris dans les cercles de Bavière, de Franconie et de Souabe, ainsi qu'à tout titre pris desdits domaines et

territoires ; et réciproquement toutes prétentions actuelles ou éventuelles desdits Etats, à la charge de la maison d'Autriche ou de ses princes, sont et demeureront éteintes à perpétuité ; néanmoins les renonciations contenues au présent article, ne concernent point les propriétés qui sont par l'article XI, ou seront en vertu de l'article XII ci-dessus, concédées à LL. AA. RR. les archiducs désignés dans lesdits articles.

XVI. Les titres domaniaux et archives, les plans et cartes des différens pays, villes et forteresses, cédés par le présent traité, seront remis dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété.

XVII. S. M. l'Empereur Napoléon garantit l'intégrité de l'empire d'Autriche dans l'état où il sera en conséquence du présent traité de paix, de même que l'intégrité des possessions des princes de la maison d'Autriche.

XVIII. Les hautes parties contractantes reconnoissent l'indépendance de la répnblique helvétique, régie par l'acte de médiation, de même que l'indépendance de la république batave.

XIX. Les prisonniers de guerre faits par la France et ses alliés sur l'Autriche, et par l'Autriche sur la France et ses alliés, et qui n'ont pas été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

XX. Toutes les communications et relations commerciales seront rétablies dans les deux pays comme elles étoient avant la guerre.

XXI. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche et S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, conserveront entre eux le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que celui qui a été observé avant la présente guerre.

XXII. Dans les cinq jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, la ville de Presbourg et ses environs, à la distance de six lieues, seront évacués.

Dix jours après ledit échange, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la Moravie, la

Bohême, le Wiertel-Unter-Vienner-Wald, le Wiertel-Unter-Manhartsberg, la Hongrie et toute la Styrie.

Dans les dix jours suivans, elles évacueront le Wiertel-Ober-Vienner-Wald et le Wiertel-Obers-Manhartsberg.

Enfin, dans le délai de deux mois, à compter de l'échange des ratifications, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la totalité des Etats héréditaires de S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, à l'exception de la place de Braunau, laquelle restera pendant un mois de plus à la disposition de S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, comme lieu de dépôt pour les malades et pour l'artillerie.

Il ne sera, pendant ledit mois, fait aux habitans aucune réquisition, de quelque nature que ce soit.

Mais il est convenu que, jusqu'à l'expiration dudit mois, il ne pourra être stationné, ni introduit aucun corps quelconque de troupes autrichiennes dans un arrondissement de six lieues autour de ladite place de Braunau.

Il est pareillement convenu que chacun des lieux qui devront être évacués successivement par les troupes françaises dans les délais susmentionnés, ne pourra être occupé par les troupes autrichiennes que quarante-huit heures après l'évacuation.

Il est aussi convenu que les magasins laissés par l'armée française dans les lieux qu'elle devra successivement évacuer, resteront à sa disposition; et qu'il sera fait par les hautes parties contractantes un arrangement relatif à toutes les contributions quelconques de guerre précédemment imposées sur les divers Etats héréditaires occupés par l'armée française; arrangement en conséquence duquel la levée desdites contributions cessera entièrement à compter du jour de l'échange de la ratification.

L'armée française tirera son entretien et ses subsistances de ses propres magasins établis sur les routes qu'elle doit suivre.

XXIII. Immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, des commissaires seront nommés de part et d'autre, pour remettre et recevoir, au

nom des souverains respectifs, toutes les parties du territoire vénitien, non occupées par les troupes de S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie.

La ville de Venise, les lagunes et les possessions de terre ferme seront remises dans le délai de quinze jours; l'Istrie et la Dalmatie vénitienne, les Bouches du Cattaro, les îles Vénitiennes de l'Adriatique, et toutes les places et forts qu'elles renferment, dans le délai de six semaines, à compter de l'échange des ratifications.

Les commissaires respectifs veilleront à ce que la séparation de l'artillerie ayant appartenu à la république de Venise et de l'artillerie autrichienne, soit exactement faite, la première devant rester en totalité au royaume d'Italie. Ils détermineront, d'un commun accord, l'espèce et la nature des objets qui, appartenant à S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, devront en conséquence rester à sa disposition. Ils conviendront soit de la vente au royaume d'Italie, de l'artillerie impériale et des objets susmentionnés, soit de leur échange contre une quantité équivalente d'artillerie ou d'objets de même ou d'autre nature qui seroient laissés par l'armée française dans les états héréditaires.

Il sera donné toute facilité et toute assistance aux troupes autrichiennes et aux administrations civiles et militaires, pour retourner dans les Etats d'Autriche par les voies les plus convenables et les plus sûres, ainsi que pour le transport de l'artillerie impériale, des magasins de terre et de mer, et autres objets qui n'auroient pas été compris dans les stipulations, soit de vente, soit d'échange qui pourront être faites.

XXIV. Les ratifications du présent traité seront échangées dans l'espace de huit jours, ou plus tôt si faire se peut.

Fait et signé à Presbourg, le 26 décembre 1805 (5 nivose an XIV).

Signé JEAN, *prince de Liechtenstein* (L. S.)

Signé, CH. MAUR, TALLEYRAND (L. S.)

Signé, IGNAZ, *comte de Gyulai.* (L. S.)

N.° II.

Traité de la Confédération des États du Rhin.

Sa Majesté l'Empereur des Français, et Roi d'Italie, d'une part; et, d'autre part, leurs majestés les rois de Bavière et de Wurtemberg, LL AA. SS. les électeurs archichancelier et de Bade, le duc de Berg et Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstad, les princes Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmarigen, les princes de Salm-Salm et Salm Kyrbourg, le prince d'Ysembourg-Birstein, le duc d'Aremberg, le prince de Lichtenstein et le comte de Leyen, voulant, par des stipulations convenables, assurer la paix interieure et extérieure du midi de l'Allemagne, pour laquelle l'expérience a prouvé depuis long-temps, et tout récemment encore, que la constitution germanique ne pouvoit plus offrir aucune sorte de garantie, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, M. Charles Maurice Talleyrand, prince et duc de Bénévent, son grand-chambellan, et ministre des relations extérieures, grand-cordon de la légion-d'Honneur, chevalier des Ordres de l'Aigle-Noir et de l'Aigle-Rouge de Prusse, et de l'Ordre de Saint Hubert.

S. M. le roi de Bavière: M. Antoine de Cetto, son conseiller-d'état ordinaire, envoyé extraordinaire, et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, et chevalier de l'Ordre du Lion.

S. M. le roi de Wurtemberg: M. Levin, comte de Wintzingerode, son ministre d'état des conférences et du cabinet, chevalier de son Grand-Ordre, commau-

deur de celui de Saint-Jean-de-Jérusalem, chevalier de l'Aigle-Blanc.

S. A. S. l'électeur-archichancelier de l'Empire germanique : M. Charles, comte de Beust, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie, et chevalier de l'Ordre du Lion-d'Or.

S. A. S. l'électeur de Bade : M. Sigismond (Charles-Jean), baron de Reitzenstein, ministre du cabinet de S. A. E., grand-cordon de l'Ordre de la Fidélité.

S. A. I. monseigneur le prince Joachim, duc de Clèves et de Berg : M. le baron Maximilien de Schell.

S. A. S. le landgrave de Hesse-Darmstadt : M. Auguste, baron de Pappenheim, son ministre plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français, roi d'Italie.

LL. AA. SS. les princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbour : M. Jean Ernest, baron de Gagern, leur ministre.

LL. AA. SS. les princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen : M. François-Xavier, major de Fischler.

LL. AA. SS. les princes de Salm-Salm, et Salm-Kyrbourg : le même M. François-Xavier, major de Fischler.

S. A. S. le prince d'Ysenbourg-Birstein : M. de Greuhm, président et chargé de pouvoirs de S. A.

S. A. S. le duc d'Aremberg : M. Durant (Saint-André):

Le comte de la Leyen : M. Durant (Saint André).

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivans :

Art. I. Les Etats de LL. MM. le roi de Bavière et de Wurtemberg, de LL. AA. SS. les électeurs, archi-chancelier et de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et Nassau-Weilbourg, le prince de Hohenzollern-Hecheingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et de Salm-Kyrbourg, le prince d'Ysembourg-Birstein, le duc d'Aremberg et le prince

de Lichtenstein ; et le comte de la Leyen, seront séparés à perpétuité du territoire de l'Empire germanique, et unis entre eux par une confédération particulière, sous le nom d'*Etats confédérés du Rhin*.

II. Toute loi de l'empire germanique qui a pu jusqu'à présent concerner et obliger leurs majestés et leurs altesses sérénissimes les rois et princes et le comte, dénommés en l'article précédent, leurs sujets et leurs Etats ou partie d'iceux, sera à l'avenir, relativement à leursdites majestés et altesses et audit comte, à leurs Etats et sujets respectifs, nulle et de nul effet, sauf néanmoins les droits acquis et des créanciers et pensionnaires par le recès de 1803, et les dispositions du paragraphe XXXIX dudit recès, relatives à l'octroi de navigation du Rhin, lesquelles continueront d'être exécutées suivant leur forme et teneur.

III. Chacun des rois et princes confédérés renoncera à ceux de ses titres qui expriment des rapports quelconques avec l'empire germanique, et le 1er août prochain il fera notifier à la diète sa séparation d'avec l'Empire.

IV. S. A. S. l'électeur archichancelier prendra les titres de prince-primat et d'altesse éminentissime.

Le titre de prince-primat n'emporte avec lui aucune prérogative contraire à la plénitude de la souveraineté dont chacun des confédérés doit jouir.

V. LL. AA SS. l'électeur de Bade, le duc de Berg et de Clèves et le landgrave de Hesse-Darmstad, prendront le titre de grand-duc. Ils jouiront des droits, honneurs et prérogatives attachés à la dignité royale.

Le rang et la prééminence entre eux sont et demeureront fixés conformément à l'ordre dans lequel ils sont nommés au présent article.

Le chef de la maison de Nassau prendra le titre de duc, et le comte de la Leyen le titre de prince.

VI. Les intérêts communs des Etats confédérés seront traités dans une Diète dont le siége sera à Francfort, et qui sera divisé en deux colléges ; savoir : le collége des rois et le collége des princes.

VII. Les princes devront nécessairement être indé-

pendans de toute puissance étrangère à la confédération et ne pourront conséquemment prendre de service d'aucun genre que dans les États confédérés ou alliés à la confédération. Ceux qui, étant déjà au service d'autres puissances, voudront y rester, seront tenus de faire passer leurs principautés sur la tête d'un de leurs enfans.

VIII. S'il arrivoit qu'un desdits princes voulût aliéner, en tout ou en partie, sa souveraineté, il ne le pourra faire qu'en faveur de l'un des états confédérés.

IX. Toutes les contestations qui s'éleveront entre les états confédérés seront décidées par la diète de Francfort.

X. La diète sera présidée par S. A. Emin. le prince-primat; et lorsqu'un des deux collèges seulement aura à délibérer sur quelques affaires, S. A. Emin. présidera le collège des rois, et le duc de Nassau le collège des princes.

XI. Les époques où, soit la diète, soit un des collèges séparément devra s'assembler, le mode de leur convocation, les objets qui devront être soumis à leurs délibérations, la manière de former les résolutions et de les faire exécuter, seront déterminés par un statut fondamental que S. A. Emin. le prince primat proposera dans un délai d'un mois après la notification faite à Ratisbonne, et qui devra être approuvé par les états confédérés. Le même statut fondamental fixera définitivement le rang entre les membres des collèges des princes.

XII. S. M. l'Empereur des Français sera proclamé protecteur de la confédération, et en cette qualité, au décès de chaque prince primat, il en nommera le successeur.

XIII. S. M. le roi de Bavière cède à S. M. le roi de Wurtemberg la seigneurie de Wiesenteig, et renonce aux droits qu'à raison de la préfecture de Burgau, il pourroit avoir ou prétendre sur l'abbaye de Wibligen.

XIV. Sa majesté le roi de Wurtemberg cède à S. A. S. le grand-duc de Bade le comté de Bondorf, les villes de Breunlingen et de Villengen avec la partie du terri-

toire de cette dernière, située à la droite de la Briga, et la ville de Tuttlingen, avec les dépendances du bailliage de ce nom, situées à la droite du Danube.

XV. S. A. S. le grand-duc de Bade cède à S. M. le roi de Wurtemberg la ville de Biberach avec ses dépendances.

XVI. S. A. S. le duc de Nassau cède à S. A. I. le grand-duc de Berg la ville de Deutz ou Duytz avec son territoire, la ville et le bailliage de Kœnigswinter et le bailliage de Willich.

XVII. S. M. le roi de Bavière réunira à ses États et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Nuremberg, et les commanderies de Rehr et de Waldstettin de l'ordre Teutonique.

XVIII. S. M. le roi de Wurtemberg réunira à ses Etats et possédera en toute souveraineté et propriété la seigneurie de Wiesensteig et les villes, territoires et dépendances de Biberach, en conséquence des cessions à lui faites par S. M. le roi de Bavière et S. A. S. le grand-duc de Bade; la ville de Waldsée, le comté de Schelklingen, la commanderie de Kappfenbourg ou Laucheim, la commanderie d'Alschausen, distraction faite des seigneuries de Achberg et Hohenfels et l'abbaye de Wiblingen.

XIX. S. A. S. le grand-duc de Bade réunira à ses Etats et possédera en toute souveraineté et propriété le comté de Bondorf, les villes de Breunlingen, Villingen et Tuttlingen, les parties de leurs territoires et leurs dépendances, spécifiées en l'article 14, et tels qu'ils lui ont été cédés par S. M. le roi de Wurtemberg.

Il possédera en toute propriété la principauté de Heitersheim et toutes celles de ses dépendances situées dans les possessions de S. A. S. telles qu'elles seront en conséquence du présent traité.

Il possédera également en toute propriété les commanderies teutoniques de Beuggen et de Fribourg.

XX. S. A. I. le grand-duc de Berg possédera en toute souveraineté et propriété la ville de Deutz ou Duytz avec son territoire, la ville et le bailliage de Kœnigswenter, et le baillage de Willich, en conséquence de

la cession à lui faite par S. A. S. le duc de Nassau.

XXI. S. A. S. le grand duc de Hesse-Darmstadt réunira à ses Etats le bourgraviat de Friedberg, pour le posséder en souveraineté seulement pendant la vie du bourgrave actuel, et en toute propriété après le décès dudit bourgrave.

XXII. S. A. Em. le prince-primat réunira à ses Etats et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Francfort.

XXIII. S. A. S. le prince de Hohenzollern-Sigmaringen possédera en toute propriété et souveraineté les seigneuries d'Achberg et de Hohenfels, dépendantes de la commanderie d'Alschausen, et les couvens de Klosterwald et de Habsthal.

S. A. S. possédera en souveraineté les terres équestres, situées entre ses possessions actuelles et les territoires au nord du Danube, sur lesquels sa souveraineté doit s'étendre en conséquence du présent traité, nommément les seigneuries de Gamertingen et de Herlingen.

XXIV. Leurs majestés les rois de Bavière et de Wurtemberg; leurs altesses sérénissimes les grands-ducs de Bade, de Berg et de Hesse-Darmstadt: S. A. Em. le prince primat; leurs altesses sérénissimes les duc et prince de Nassau; les princes de Hohenzollern-Sigmaringen, de Salm-Kyrbourg, d'Ysembourg-Birstein, et le duc d'Aremberg, exerceront tous les droits de souveraineté, savoir:

S. M. le roi de Bavière, sur la principauté de Schwarzenberg, le comté de Castel, la seigneurie de Speckfeld et Wiecentheig, les dépendances de la principauté de Hohenlohe, enclavées dans le marquisat d'Anspach et dans le territoire de Rothembourg, nommément les grands bailliages de Schillingsfurst et de Kirchberg; le comté de Sternstein; les principautés d'Œttingen; les possessions du prince de la Tour-et-Taxis, au nord de la principauté de Neubourg; le comté d'Edelstetten; les possessions des princes et comtés de Fugger; le bourgraviat de Winterrieden, et enfin les seigneuries de Buxheim et de Tannhau-

sen, et sur la totalité de la grande route allant de Memmingen à Lindau.

S. M. le roi de Wurtemberg, sur la possession des prince et comtes Truchess-Waldbourg, les comtés de Baindt, d'Egloff, de Guttenzell, d'Egbach, d'Isny, de Kœnigseck Aulendorff d'Ochsenhausen, de Roth et de Schussenried et Wissenau, les seigneuries de Mittengen et Sulningen, Newrawensbourg, Tannheim, Warthausen et Weingarten, distraction faite de la seigneurie de Hagnau; les possessions du prince de la Tour et Taxis, à l'exception de celles qui sont situées au nord de la principauté de Neubourg, et de la seigneurie de Strasberg et du bailliage d'Ostrach; les seigneuries de Gundelfingen et de Neufra, les parties du comté Limbourg-Gaildorf non possédées par sadite Majesté; toutes les possessions du prince de Hohenlohe, sauf l'exception faite au paragraphe précédent; et enfin la partie du bailliage ci-devant mayençais de Krautheim, située à la gauche de la Yaxt.

S. A. S. le grand-duc de Bade, sur la principauté de Furstemberg (étant exceptées les seigneuries de Gundelfingen, Neufra, Trochtelfingen, Jungnau, et la partie du bailliage de Moërskich, située à la gauche du Danube), la seigneurie de Hagnau, le comté de Thengen, le landgraviat de Klettgau, les bailliages de Neidenau et Bittigheim, la principauté de Linange, les possessions des prince et comtes de Loësvenstein-Wertheim, situées à la rive gauche du Mein (étant exceptés le comté de Lœwenstein, la partie du Limbourg Gaildorf appartenant aux comtes de Lœwenstein, et les seigneuries de Heubach, de Breüberg et de Habitzheim); et enfin sur les possessions du prince de Salm-Reiferscheid-Krautheim, au nord de la Yaxt.

S. A. I. le grand-duc de Berg, sur les seigneuries de Limbourg-Styrum, de Bruck, de Hardenberg, de Gimborn et Neustadt, de Wildenberg, les comtés de Hombourg, de Beintheim, de Theinfurt, de Horstmar, les possessions du duc de Looz, les comtés de Siegen, de Dillembourg (les bailliages de Wehrheim

et de Burbach exceptés), et de Hadamac, les seigneuries de Westerbourg, de Schadeck et de Beisstein, et la partie de la seigneurie de Runckel, proprement dite, située à la droite de la Lahn; et, pour les communications entre le duché de Clèves et les possessions susdites, au nord de ce duché, S. A. I. aura l'usage d'une route à travers les états du prince de Salm.

S. A. S. le grand-duc de Darmstadt, sur la seigneurie de Breuberg et de Hembach, sur la seigneurie ou bailliage d'Habitsheim; le comté d'Erbach, la seigneurie d'Ilbenstadt, la partie du comté de Kœnigstein, possédée par le prince de Stolberg-Gedern; les possessions des barons de Riedesel, enclavées dans les états de ladite altesse, ou qui leur sont contiguës, nommément les juridictions de Lauterbach, de Hockansen, Moos et Frienstern; les possessions des prince et comtes de Solms, en Wetteravie, à l'exception des bailliages de Hohensolm, Braunfels et Greiffenstein; et enfin sur les comtés de Wittgenstein et Berlebourg, et le bailliage de Hesse-Hombourg, possédés par la branche de ce nom, apanagée de Hesse-Darmstadt.

S. A. éminentissime le prince primat, sur les possessions des prince et comtes de Loëswenstein-Wertheim, situées à la droite du Rhin, et sur le comté de Rieneck.

LL. AA. SS. les duc de Nassau-Usingen et prince de Nassau-Weilbourg, sur les bailliages de Dierdorf, Athunvied, Neuerbourg, et la partie du comté du Bas-Ysembourg appartenant au prince de Wied-Runckel; les comtés de Wied-Neu-Wied et Holzapfel, la seigneurie de Schaumbourg, le comté de Dietz et ses dépendances, la partie du village de Munzfelden appartenant au prince de Nassau-Fulde, le bailliage de Wehrheim et de Burbach, la partie de la seigneurie de Runckel située à la gauche de la Lahn, la terre équestre de Gransberg, et enfin le bailliage de Hohensolms, Braunfels et Gruffenstein.

S. A. S. le prince de Hohenzollern-Signamaringen, sur les seigneuries de Trochtelfingen, de Jungnau, de Strasberg; sur le bailliage d'Ostrach, et la partie de

la seigneurie de Moëskirch, située à la gauche du Danube.

S. A. S. le prince de Salm-Kyrbourg sur les seigneuries de Gehmen.

S. A. S. le prince d'Ysenbourg-Birstein, sur les possessions des comtes d'Ysenbourg-Budingen Wœchtersbach et Meerholz, sans que les comtes apanagés de sa branche puissent se prévaloir de cette stipulation pour former aucune prétention à sa charge.

Et S. A. S. le duc d'Aremberg, sur le comté de Dulmen.

XXV. Chacun des rois et princes confédérés possédera en toute souveraineté les terres équestres enclavées dans ses possessions. Quant aux terres équestres interposées entre deux des états confédérés, elles seront partagées, quant à la souveraineté entre les deux Etats, aussi également que faire se pourra, mais de manière à ce qu'il n'en résulte ni morcellement ni mélange de territoires.

XXVI. Les droits de souveraineté sont ceux de législation, de juridiction suprême, de haute-police, de conscription militaire ou de recrutement et d'impôt.

XXVII. Les princes ou comtes actuellement régnans, conserveront chacun, comme propriété patrimoniale et privée, tous les domaines sans exception qu'ils possèdent maintenant, ainsi que tous les droits seigneuriaux et féodaux non essentiellement inhérens à la souveraineté, et notamment les droits de basse et moyenne juridiction en matière civile et criminelle, de juridiction et de police forestière, de chasse, de pêche, de mines, d'usines, de dîmes et prestations féodales, de pâturage et autres semblables, et les revenus provenans desdits domaines et droits.

Leurs domaines et biens seront assimilés, quant à l'impôt, aux domaines et biens des princes de la maison sous la souveraineté de laquelle ils doivent passer en vertu du présent traité, ou si aucun des princes de ladite maison ne possédoit d'immeubles, aux domaines et biens de la classe la plus privilégiée. Ne pourront lesdits domaines et droits être vendus à un souverain

étranger à la confédération, ni autrement aliénés, sans avoir été préalablement offerts au prince sous la souveraineté duquel ils se trouvent placés.

XXVIII. En matière criminelle, les princes et comtes actuellement régnans et leurs héritiers, jouiront du droit d'austrègues, c'est-à-dire, d'être jugés par leurs pairs; et dans aucun cas, la confiscation de leurs biens ne pourra être prononcée ni avoir lieu, mais les revenus pourront être séquestrés pendant la vie du condamné.

XXIX. Les Etats confédérés contribueront au paiement des dettes actuelles des cercles, non seulement pour leurs possessions anciennes, mais aussi pour les territoires qui doivent être respectivement soumis à leur souveraineté.

La dette du cercle de Souabe sera à la charge de LL. MM. les rois de Bavière et de Wurtemberg, de LL. AA. SS. le grand-duc de Bade, les princes de Hohenzollern et Sigmaringen, de Lichtenstein et de la Leyen, et divisée entre eux dans la proportion de ce que chacun desdits rois et princes possédera dans la Souabe.

XXX. Les dettes propres de chaque principauté, comté ou seigneurie, passant sous la souveraineté de l'un des Etats confédérés, seront divisés entre ledit état et les princes ou comtes actuellement régnans, dans la proportion des revenus que ledit état doit acquérir, et de ceux que les princes ou comtes doivent conserver d'après les stipulations ci-dessus.

XXXI. Il sera libre aux princes ou comtes actuellement régnans et à leurs héritiers, de fixer leur résidence partout où ils le voudront, pourvu que ce soit dans l'un des Etats, membres ou alliés de la confédération du Rhin, ou dans la possession qu'ils conserveront en souveraineté hors du territoire de ladite confédération; et de retirer leurs revenus ou leurs capitaux, sans pouvoir être assujettis pour cette cause à aucun droit ou impôt quelconque.

XXXII. Les individus employés dans l'administration publique des principautés, comtés ou seigneuries qui doivent, en vertu du présent traité, passer sous la souveraineté de l'un des Etats confédérés, et que le souverain

ne jugeroit pas à propos de conserver dans leur emploi, jouiront d'une pension de retraite égale à celle que les lois et réglemens de l'Etat accordent aux officiers de même grade.

XXXIII. Les membres des ordres militaires ou religieux qui pourront être, en conséquence du présent traité, dépossédés ou sécularisés, recevront une pension annuelle et viagère, proportionnée aux revenus dont ils jouissoient, à leur dignité et à leur âge, et hypothéquée sur les biens dont ils étoient usufruitiers.

XXXIV. Les rois, grands-ducs, ducs et princes confédérés renoncent, chacun d'eux pour soi, ses héritiers et successeurs, à tout droit actuel qu'il pourroit avoir ou prétendre sur les possessions des autres membres de la confédération, telles qu'elles sont et telles qu'elles doivent être en conséquence du présent traité. Les droits éventuels de succession demeurant seuls réservés, et pour le cas seulement où viendroit à s'éteindre la maison ou la branche qui possède maintenant, ou doit, en vertu du présent traité, posséder en souveraineté les territoires, domaines et biens sur lesquels les susdits droits peuvent s'étendre.

XXXV. Il y aura entre l'Empire français et les Etats confédérés du Rhin, collectivement et séparément, une alliance, en vertu de laquelle toute guerre continentale que l'une des parties contractantes auroit à soutenir, deviendra immédiatement commune à toutes les autres.

XXXVI. Dans le cas où une puissance étrangère à l'alliance, et voisine, armeroit, les hautes parties contractantes, pour ne pas être prises au dépourvu, armeront pareillement, d'après la demande qui en sera faite par le ministre de l'une d'elles à Francfort.

Le contingent que chacun des alliés devra fournir étant divisé en quatre quarts, la diète déterminera combien de quarts devront être rendus mobiles; mais l'armement ne sera effectué qu'en conséquence d'une invitation adressée par S. M. l'Empereur et Roi à chacune des puissances alliées.

XXXVII. Sa majesté le roi de Bavière s'engage à for-

tifier les villes d'Ausbourg et de Lindau, à former et entretenir en tout temps dans la première de ces deux places, des établissemens d'artillerie, et à tenir dans la seconde une quantité de fusils et de munitions suffisantes pour une réserve, de même qu'à avoir à Ausbourg des boulangeries pour qu'on puisse confectionner une quantité de biscuits telle, qu'en cas de guerre la marche des armées n'éprouve pas de retard.

XXXVIII. Le contingent à fournir par chacun des alliés, pour le cas de guerre, est fixé comme il suit:

La France fournira 200,000 hommes de toutes armes;

Le royaume de Bavière, 30,000 hommes de toutes armes;

Le royaume de Wurtemberg, 12,000;

Le grand-duc de Bade, 8,000;

Le grand-duc de Berg, 5,000;

Le grand-duc de Darmstadt, 4,000.

LL. AA. SS. les duc et prince de Nassau fourniront, avec les autres princes confédérés, un contingent de 4,000 hommes.

XXXIX. Les hautes parties contractantes se réservent d'admettre, par la suite, dans la nouvelle confédération, d'autres princes et états d'Allemagne, qu'il sera trouvé de l'intérêt commun d'y admettre.

XL. Les ratifications du présent traité seront échangées à Munich, le 25 juillet de la présente année.

Fait à Paris, le 12 juillet 1806.

Signés: *Ch. Mau. Talleyrand*, prince de Bénévent, grand-chambellan de S. M. l'Empereur des Français et Roi d'Italie, miuistre des Relations extérieures, *Antoine de Cetto*; *Levin*, comte de Wintzingerode; *Charles*, comte de Beust; *Sigismond Ch. J.*, baron de Reitzenstein; *Maximilien*, baron de Schell; *Auguste-Guillaume de Pappenheim*; *Jean Ernest*, baron de Gagern; pour les maisons de Hohenzollern, *François-Xavier de Fischler*; pour la maison de Salm, *François-Xavier de Fischler*; pour le prince d'Ysembourg-Birstein, *Louis de Greuhm*; pour S. A. S. le duc d'Aremberg, *Durant-Saint-André*; pour le comte de la Leyen, *Durant-Saint-André*.

N° III.

Traité conclu à Paris, le 20 juillet, par M. d'Oubril, tel qu'il a été publié le 25 août, dans la gazette de la Cour de Russie, avec les Reflexions qui l'accompagnoient, le refus fait par l'Empereur ALEXANDRE *de le ratifier.*

« Le Conseiller-d'Etat Pierre d'Oubril, parti dans les premiers jours du mois de mai pour Paris, pour secourir les prisonniers russes, reçut en même temps des instructions pour le cas où l'occasion se présenteroit d'opérer des rapprochemens entre la France et la Russie. Il est revenu ici avec une diligence extraordinaire portant un traité de paix qu'il avoit conclu et signé, le 20 juillet, avec le général Clarke, plénipotentiaire du Gouvernement Français.

« Autant cet événement eût eté agréable à S. M. I., si ce traité eût été conforme à la dignité de S. M., à ses engagemens avec ses alliés, à la sûreté de ses sujets et au repos général de l'Europe, autant il lui a été dé-

sagréable de voir qu'il ne répondoit en aucune manière à ses intentions droites et bienveillantes.

« Ce traité est ainsi conçu :

« ART. Ier. A dater de ce jour, il y aura pour toujours paix et bonne amitié entre S. M. l'Empereur de Russie et S. M l'Empereur des Français, Roi d'Italie, leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et leurs sujets.

« II. En exécution du premier article, les hostilités, tant par terre que par mer, cesseront aussitôt entre les deux nations. Les ordres nécessaires pour cet effet seront en conséquence expédiés dans les vingt-quatre heures qui suivront la signature de ce traité. Tous vaisseaux de guerre ou autres bâtimens appartenant à l'une des deux puissances ou aux sujets de l'une d'elles qui seroient pris dans quelque partie du monde que ce puisse être, seront restitués aux propriétaires.

« III. Les troupes russes remettront aux Français le pays connu sous le nom de *Bouches du Cataro*, qui, comme dépendance de la Dalmatie, appartient à S. M. l'Empereur des Français en sa qualité de Roi d'Italie, d'après l'article IV du traité de Presbourg.

« Il sera fourni aux troupes russes toutes les facilités possibles pour leur sortie tant des Bouches du Cataro, que du territoire de Raguse, du pays des Monténégrins et de la Dalmatie, où les circonstances de la guerre peuvent les avoir conduites.

« Aussitôt que ce traité sera connu, les commandans de terre et de mer des deux nations feront, de concert, les dispositions nécessaires, tant pour la retraite des troupes que pour la remise du territoire.

» IV. S. M. l'Empereur des Français Roi d'Italie, voulant donner à S. M. l'Empereur de Russie une preuve de son desir de lui être agréable, consent, 1.° à ce que la république de Raguse recouvre son indépendance précédente, à condition qu'elle sera,

comme par le passé, sous la protection de la Porte-Ottomane; 2.° à ce qu'aucune hostilité n'ait lieu à dater du jour de la signature du présent traité, contre les Monténégrins, tant qu'ils se tiendront paisibles comme sujets de la Porte. Ils seront obligés de rentrer aussitôt dans leurs foyers, et l'Empereur Napoléon promet de ne pas les inquiéter, et de ne faire aucune recherche en raison de la part qu'ils ont prise aux hostilités contre Raguse, ses dépendances et les pays circonvoisins.

» V. L'indépendance de la république des Sept-Isles est reconnue par les deux puissances. Les troupes russes qui se trouvent maintenant dans la Méditerranée, se réuniront aux isles Ioniennes. S. M. I. Russe, pour donner une preuve de ses intentions pacifiques, n'y tiendra au plus que quatre mille hommes de ses troupes, qui en repartiront même, lorsque S. M. I. le jugera nécessaire.

» VI. On se promet, de part et d'autre, de ne porter aucune atteinte à l'indépendance de la Porte-Ottomane, et les deux hautes parties contractantes s'engagent réciproquement à maintenir cette puissance dans l'intégrité de ses possessions.

» VII. Aussitôt qu'en conformité de la présente convention de paix, l'ordre pour l'évacuation des Bouches du Cataro par les troupes russes aura été donné, les troupes françaises se retireront de l'Allemagne. S. M. l'Empereur Napoléon déclare que, dans moins de trois mois après la signature du présent traité, les troupes françaises seront toutes rentrées en France.

» VIII. Les deux cours promettent d'interposer leurs bons offices pour procurer la paix entre la Prusse et la Suède.

» IX. Les deux hautes parties contractantes désirant accélérer autant qu'il dépend d'elles le retour de la paix maritime, S. M. l'Empereur des Français accepte les bons offices de S. M. russe à cet égard.

» X. Les relations de commerce entre les sujets des deux puissances seront rétablies sur le même pied où elles étoient lorsque les hostilités ont commencé.

» XI. Aussitôt après l'échange des ratifications, les prisonniers des deux nations seront remis sans exception aux agens respectifs de leur nation.

» XII. Les relations diplomatiques et l'étiquette entre les deux cours seront les mêmes qu'avant la guerre.

» XIII. Les ratifications de la présente convention seront échangées à Pétersbourg, dans l'espace de 25 jours, entre deux plénipotentiaires chargés par leur cour respective de pleins pouvoirs à cet effet. »

Conclu et signé à Paris, le 8 (20) juillet 1806.

Signés PIERRE OUBRIL, CLARKE.

» Il a plu à S. M. de soumettre la convention de paix ci-dessus à l'examen d'un conseil qu'elle a tenu à cet effet. Cette convention y a été comparée aux instructions qu'avoit reçues le sieur Oubril, lors de son départ, ainsi qu'à celle qu'il avoit reçues à Vienne avant de se rendre à Paris; le résultat de cet examen a été que le Conseiller d'Etat Oubril, en signant cette convention, s'est non seulement écarté des instructions qu'il avoit reçues, mais qu'il a contrevenu formellement aux intentions de S. M.

» Le Conseil d'Etat, animé d'un même sentiment pour l'honneur de la patrie, et se fondant sur les principes connus de S. M., que guide le plus sévère amour de la justice, a unanimement délibéré que cet acte ou con-

vention de paix, nullement conforme aux intentions de S. M., ne peut en aucune manière être ratifié par elle. S. M. a ordonné en conséquence d'en donner connoissance au gouvernement français et de lui déclarer qu'elle étoit prête à reprendre les négociations de paix, mais seulement sur des bases compatibles avec l'honneur et la dignité de sa couronne.

Le ministre des affaires étrangères a fait à cet égard des communications officielles aux ministres étrangers accrédités auprès de S. M.

N° IV.

Déclaration de François II, Empereur d'Autriche, portant renonciation aux titres et aux droits d'Empereur d'Allemagne.

» Nous François II, etc.

» Depuis la paix de Presbourg, toute notre attention et tous nos soins ont été employés à remplir avec une fidélité scrupuleuse tous les engagemens contractés par cette paix, à conserver à nos sujets le bonheur de la paix, à consolider, par tous les rapports amicals heureusement rétablis, et à attendre pour voir si les changemens causés par la paix nous permettroient de satisfaire à nos devoirs importans, en qualité de chef de l'Empire germanique d'une manière conforme à la capitulation d'élection.

» Mais les suites de quelques articles du traité de Presbourg, immédiatement après sa publication, et encore à présent, et les événemens généralement connus, qui ensuite ont eu lieu dans l'Empire germanique, nous ont convaincu qu'il est impossible, dans ces circonstances, de continuer à remplir les obligations contractées par la capitulation d'élection; et si, en réfléchissant sur les rapports politiques, il étoit même possible de s'imaginer un changement de choses, la convention du 12 juillet, signée à Paris, et approuvée ensuite par les parties contractantes, relativement à une séparation entière de plusieurs Etats considérables de l'Empire, et leur confédération particulière, a entièrement détruit toute espérance.

» Etant par-là convaincu de l'impossibilité de pouvoir plus long-temps remplir les devoirs de nos fonctions impériales, nous devons à nos principes et à notre devoir de renoncer à une couronne qui n'avoit de valeur à nos yeux que pendant que nous étions à même de répondre à la confiance des électeurs, princes et autres Etats de l'Empire germanique, et de satisfaire aux devoirs dont nous nous étions chargés. Nous déclarons donc, par la présente, que nous considérons comme dissous les liens qui, jusqu'à présent, nous ont attachés au corps d'états de l'Empire germanique; que nous considerons comme éteinte, par la confédération des Etats du Rhin, la charge de chef de l'Empire, et que nous nous considérons, par-là, acquittés de tous nos devoirs envers l'Empire germanique, en déposant la couronne impériale et le gouvernement impérial. Nous absolvons en même temps les électeurs, princes et Etats, et tout ce qui appartient à l'Empire, particulièrement les membres du tribunal suprême et autres magistrats de l'Empire, de leur devoir, par lequel ils ont été liés à nous comme chef légal de l'Empire, d'après la constitution.

» Nous dissolvons également toutes nos provinces allemandes et pays de l'Empire, de leurs devoirs réciproques envers l'Empire germanique, et nous tâcherons, en les incorporant à nos Etats autrichiens, comme Empereur d'Autriche, de les porter, dans les rapports amicals subsistant avec toutes les puissances et Etats voisins, à cette hauteur de prospérité et de bonheur qui est le but de tous nos desirs, et l'objet de nos plus doux soins.

» Fait dans notre résidence, sous notre sceau impérial.

» Vienne, le 6 août 1806. *Signé*, FRANÇOIS. »

N° V.

Rapport du Ministre des Relations Extérieures à S. M. l'Empereur et Roi, relativement au Blocus des Iles Britanniques.

« Sire, trois siècles de civilisation ont donné à l'Europe un droit des gens que, selon l'expression d'un écrivain illustre, la nature humaine ne sauroit assez reconnoître. Ce droit est fondé sur le principe, que les nations doivent se faire, dans la paix, le plus de bien, et dans la guerre, le moins de mal qu'il est possible.

« D'après la maxime que la guerre n'est point une relation d'homme à homme, mais une relation d'Etat à Etat, dans laquelle les particuliers ne sont ennemis qu'accidentellement, non point comme hommes, non pas même comme membres ou sujets de l'Etat, mais uniquement comme ses défenseurs, le droit des gens ne permet pas que le droit de guerre et le droit de conquête qui en dérive s'étendent aux citoyens paisibles et sans armes, aux habitations et aux propriétés privées, aux marchandises du commerce, aux magasins qui les renferment, aux chariots qui les transportent, aux bâtimens non armés qui les voiturent sur les rivières ou sur les mers, en un mot à la personne et aux biens des particuliers.

» Ce droit, né de la civilisation, en a favorisé les progrès. C'est à lui que l'Europe a été redevable du maintien et de l'accroissement de sa prospérité, au milieu même des guerres fréquentes qui l'ont divisée. L'Angleterre seule a conservé ou repris les usages des temps barbares. C'est par son refus de renoncer à la course

maritime que cette pratique injuste et cruelle a été maintenue malgré la France qui, en temps de paix, et mue uniquement par des idées de justice et d'humanité, avoit proposé de l'abolir.

» La France a tout fait pour adoucir du moins un mal qu'elle n'avoit pu empêcher. L'Angleterre, au contraire, a tout fait pour l'aggraver. Non contente d'attaquer les navires de commerce, et de traiter comme prisonniers de guerre les équipages de ces navires désarmés, elle a réputé ennemi quiconque appartenoit à l'Etat ennemi, et elle a fait aussi prisonniers de guerre les facteurs du commerce et les négocians qui voyageoient pour les affaires de leur négoce.

» Mais il ne pouvoit suffire à ses vues d'envahir ainsi des propriétés privées, de dépouiller, d'opprimer des particuliers innocens et paisibles. Restée long-temps en arrière des nations du continent, qui l'ont précédée dans la route de la civilisation, et en ayant reçu d'elles tous les bienfaits, elle a conçu le projet insensé de les posséder seule, et de les leur ôter. Elle voudroit qu'il n'y eût sur la terre d'autre industrie que la sienne, et d'autre commerce que celui qu'elle feroit elle-même. Elle a senti que, pour réussir, il ne lui suffiroit pas de troubler, qu'elle devoit encore s'efforcer d'interrompre totalement les communications entre les peuples. C'est dans cette vue que, sous le nom de *droit de blocus*, elle a inventé et mis en pratique la théorie la plus monstrueuse.

» D'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, le droit de blocus n'est applicable qu'aux places fortes. L'Angleterre a prétendu l'étendre aux places de commerce non fortifiées, aux havres, à l'embouchure des rivières.

» Une place n'est bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter d'en approcher, sans s'exposer à un danger imminent. L'Angleterre a déclaré bloqués les lieux devant lesquels elle n'avoit pas un seul bâtiment de guerre. Elle a fait plus, elle a osé déclarer en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies étoient incapables de bloquer, des côtes im-

menses, et tout un vaste empire. Tirant ensuite, d'un droit chimérique et d'un fait supposé, la conséquence qu'elle pouvoit justement faire sa proie, et la faisant en effet, de tout ce qui alloit aux lieux mis en interdit, par une simple déclaration de l'amirauté britannique, et de tout ce qui en provenoit, elle a effrayé les navigateurs neutres, et les a éloignés des ports que leur intérêt les invitoit et que la loi des nations les autorisoit à fréquenter. C'est ainsi qu'elle a fait tourner à son profit et au détriment de l'Europe, mais surtout de la France, l'audace avec laquelle elle se joue de tous les droits, et insulte à la raison même.

» Contre une puissance qui méconnoît à ce point toutes les idées de justice et tous les sentimens humains, que peut-on faire, sinon de les oublier un instant soi-même, pour la contraindre à ne les plus violer? Le droit de la défense naturelle permet d'opposer à son ennemi les armes dont il se sert, et de faire, si je puis ainsi parler, réagir contre lui ses propres fureurs et sa folie. De plus, quand les principes de la civilisation sont attaqués par des entreprises sans exemple, et que l'Europe entière est menacée, la préserver et la venger n'est pas seulement un droit, c'est encore un devoir pour la puissance qui seule en a les moyens.

» Puisque l'Angleterre a osé déclarer la France entière en état de blocus, que la France déclare à son tour que les Iles Britanniques sont bloquées. Puisque l'Angleterre répute ennemi tout Français, que tout Anglais ou sujet de l'Angleterre, trouvé dans les pays occupés par les armées françaises, soit fait prisonnier de guerre. Puisque l'Angleterre attente aux propriétés privées des négocians paisibles que les propriétés de tout Anglais et sujet de l'Angleterre, de quelque nature qu'elles soient, soient confisquées. Puisque l'Angleterre veut anéantir toute industrie sur le Continent, quiconque fait le commerce des marchandises anglaises favorise autant qu'il est en lui ses desseins, et devient son complice. Que tout commerce de marchandises anglaises soit déclaré illicite, et que tout produit de manufactures ou des colonies anglaises trouvé dans les

lieux occupés par les troupes françaises soit confisqué. Puisque l'Angleterre veut interrompre toute navigation et tout commerce maritime, qu'aucun navire venant des îles ou des colonies britanniques ne soit reçu ni dans les ports de France, ni dans ceux des pays occupés par l'armée française, et que tout navire qui tenteroit de se rendre de ces ports en Angleterre, soit saisi et confisqué.

» Votre Majesté, je le sens, ne prendra qu'à regret de telles mesures, et je ne les propose moi-même qu'à regret; mais la situation de l'Europe les rend nécessaires: et d'ailleurs, aussitôt que l'Angleterre admettra le droit des gens que suivent universellement les peuples policés, aussitôt qu'elle reconnoîtra que le droit de guerre est un, et le même sur mer que sur terre; que ce droit et celui de conquête ne peuvent s'étendre ni aux propriétés privées, ni aux individus non armés et paisibles, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies, Votre Majesté fera cesser ces mesures rigoureuses, mais non pas injustes; car la justice entre les nations n'est que l'exacte réciprocité.

» *Signé*, CH. M. TALLEYRAND, *prince de Bénévent.* »

Berlin, le 20 novembre 1086.

Décret Impérial qui déclare les Iles Britanniques en état de Blocus.

Au quartier impérial de Berlin, le 21 novembre 1806.

Napoléon, Empereur des Français, roi d'Italie, considérant,

1.° Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les peuples policés;

2.° Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'Etat ennemi, et fait en conséquence prisonniers de guerre, non seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, et même les facteurs du commerce et les négocians qui voyagent pour les affaires de leur négoce;

3.° Qu'elle étend aux bâtimens et marchandises de commerce, et aux propriétés des particuliers, le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'Etat ennemi ;

4.° Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures des rivières, le droit de blocus, qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes; qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoiqu'une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent ; qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seroient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire.

5.° Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples, et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent ;

6.° Que tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce des marchandises anglaises, favorise par-là ses desseins et s'en rend le complice ;

7.° Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres ;

8.° Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre de la même manière qu'il combat, lorsqu'il méconnoît toutes les idées de justice et tous les sentimens libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes;

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans sa législation maritime.

Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un, et le même sur terre que

sur mer ; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes ;

Nous avons, en conséquence, décrété et décrétons ce qui suit :

ART. I. Les îles britanniques sont déclarées en état de blocus.

II. Tout commerce et toute correspondance avec les îles britanniques sont interdits. En conséquence, les lettres ou paquets adressés, ou en Angleterre, ou à un anglais, écrits en langue anglaise, n'auront pas cours aux postes et seront saisis.

III. Tout individu sujet de l'Angleterre, de quelque état et condition qu'il soit, qui sera trouvé dans les pays occupés par nos troupes ou par celles de nos alliés, sera fait prisonnier de guerre.

IV. Tout magasin, toute marchandise, toute propriété, de quelque nature qu'elle puisse être, appartenant à un sujet de l'Angleterre, sera déclaré de bonne prise.

V. Le commerce des marchandises anglaises est défendu ; et toute marchandise appartenant à l'Angleterre, ou provenant de ses fabriques et de ses colonies, est déclarée de bonne prise.

VI. La moitié du produit de la confiscation des marchandises et propriétés déclarées de bonne prise par les articles précédens, sera employée à indemniser les négocians des pertes qu'ils ont éprouvées par la prise des bâtimens de commerce qui ont été enlevés par les croisières anglaises.

VII. Aucun bâtiment venant directement de l'Angleterre ou des colonies anglaises, ou y ayant été depuis la publication du présent décret, ne sera reçu dans aucun port.

VIII. Tout bâtiment qui, au moyen d'une fausse déclaration, contreviendra à la disposition ci-dessus, sera saisi ; et le navire et la cargaison seront confisqués comme s'ils étoient propriété anglaise.

IX. Notre tribunal des prises de Paris est chargé du jugement définitif de toutes les contestations qui pourront survenir dans notre Empire, ou dans les pays occupés par l'armée française, relativement à l'exécution du présent décret. Notre tribunal des prises, à Milan, sera chargé du jugement définitif des contestations qui pourront survenir dans l'étendue de notre royaume d'Italie.

X. Communication du présent décret sera donnée par notre ministre des relations extérieures, aux rois d'Espagne, de Naples, de Hollande et d'Etrurie, et à nos alliés, dont les sujets sont victimes, comme les nôtres, de l'injustice et de la barbarie de la législation maritime anglaise.

XI. Nos ministres des relations extérieures, de la guerre, de la marine, des finances, de la police, et nos directeurs-généraux des postes, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent décret.

Signé, NAPOLÉON.

TABLE
DES MATIÈRES
Contenues en ce Volume.

A.

Acron s'applique à exalter la haine de Caroline, reine de Naples, contre la France, 260.
Aïcha (affaire d') : ses résultats, 71.
Albech : résultats des deux combats d'Albeck, *ibid.*
Alexandre, empereur de Russie : lois qu'il publia aussitôt qu'il eut été élevé sur le trône, 21 ; il conclut la paix avec la France, 26 ; s'occupe avec Bonaparte des indemnités des princes d'Allemagne, 29 ; cède aux insinuations de l'Angleterre et se déclare contre la France, 42 et suiv. Demandes qu'il adresse au Gouvernement français, 46 et suiv. Il s'empare d'une partie de l'Arménie et de la république des Sept-Isles, 47. Marche qu'il devoit exécuter contre la France, 67. Il arrive à Wilna, 69. Démarche qu'il fait faire au roi de Prusse, 76. Il sert avec une grande activité la coalition, *ibid.* Son entrevue à Olmutz avec François II, 81. Il refuse celle que lui demande Napoléon, 86. Sa fausse sécurité, *ibid.* Défaite de ses troupes à Austerlitz, 88 et suiv. Capitulation qu'il obtient de Napoléon, 92 ; il retourne dans sa capitale, 93. Sa conduite envers Napoléon, et ses nouvelles hostilités, 114. Il refuse de ratifier le traité de paix du 20 juillet avec la France. 124, 126. Il fait proclamer son refus, 135. Sa lenteur à seconder le roi de Prusse, 150. Ordonne une levée de troupes en faveur de la Prusse, quand celle-ci est

au pouvoir des Français, 197. Leur arrivée à Praga, à Varsovie, 198 et suiv. Il empêche Frédéric-Guillaume de ratifier un armistice signé par les plénipotentiaires de celui-ci, 200. Ses troupes entrent dans la Moldavie et en Valachie, 203. Proclamation à ses troupes, 204. Son armée doit son salut au climat qui combat pour elle, 219. *Voyez* Russes, Russie.

Alger (le dey) rend la liberté aux esclaves génois, 232.

Allemagne : ses limites déterminées du côté de l'Italie par le traité de Lunéville, 16. L'empereur Alexandre et Bonaparte s'occupent de régler les indemnités de ses princes, 29 et suiv. Coup d'œil sur ses affaires particulières en 1806, 281 et suiv. *Voyez* François II.

Amiens : époque et résultats du congrès tenu dans cette ville, 26. Le traité de paix qui s'y conclut aussitôt rompu qu'adopté par l'Angleterre, 36.

Anglais (les) abandonnent la reine de Naples, 99 et suiv. Ils évacuent l'électorat d'Hanovre, 100. Leur mésintelligence avec la Prusse, 108. Ils occupent l'île de Capri ; à quel dessein, 116. Débarquent à Sainte-Euphémie, 121. Résultats de ce débarquement, 122.

Angleterre : ses tentatives pour prolonger la guerre, 16. Esquisse des attentats du cabinet de Saint-James en 1800 et 1801, 17 et suiv. Part qu'il eut à l'assassinat de Paul I, 20. Suite de ses attentats, 24 et suiv. Sa paix avec la France, 26. Coup d'œil sur la conduite de son Gouvernement en 1802 et 1803, 35 et suiv. Conspiration suscitée en 1804 par ses agens, 44 et suiv. Elle arme la Russie contre la France, 47 et suiv. Comment elle contribua à l'agrandissement de la France et à l'élévation de Bonaparte à l'Empire, 48. Suite des attentats de son Gouvernement, 49 et suiv. Projet et vues de la descente tentée par Napoléon, 42 et suiv. Ses intrigues à l'époque de la bataille d'Austerlitz, 95 et suiv. Époque où elle enleva aux Hollandais le cap de Bonne-Espérance, 99. Indiscrétion de son parlement, 100. Sa position en février

1806, 103 et suiv. Son dépit, de voir la Hollande érigée en royaume, 110. Elle met l'embargo sur les navires prussiens, 111. Réflexions sur sa mésintelligence apparente avec la Prusse, 112 et suiv. Suite des intrigues de son cabinet, 115, qui met le blocus sur tous les ports depuis Hambourg jusqu'à Brest, 117. Ses intrigues près de la cour de Russie, 120. Fourberie de son Gouvernement, 125 et suiv. Annonce de son rapprochement avec la Prusse, 130. Son activité continuelle dans l'intrigue, *id.* et suiv. Comment elle seconde le roi de Prusse, 151. Faux bruits qu'elle fait répandre, *ib.* et suiv., sur l'affaire de Jéna, 181. Son cabinet publie une déclaration très-circonspecte sur la rupture des négociations, 185. Pertes qu'il éprouve, 191. Faux bruits répandus par son Gouvernement. Consolation qu'elle donne au roi de Prusse après sa défaite, 205. Echecs qu'elle éprouve, 206. Réflexions sur le décret qui la déclare en état de blocus, 253 et suiv. Coup d'œil sur ses affaires particulières, 310 et suiv.

Anhalt-Pless (le prince) cherche inutilement à secourir Breslau, 226.

Anquetil (M.) : époque de sa mort, 250.

Anspach, pays donné à la Bavière, 103.

Aristocratie établie au sein de la convention, 2.

Armée française passe le Rhin en 1805. Sa marche en Allemagne, 69. Ses opérations, 70 et suiv. Ses victoires à Donawerth, *ibid.* Affaires diverses, 71. Prise d'Augsbourg, de Munich, de Memmingen, 72. D'Ulm, 73. De Braunaw, de Lintz, 75. De Steyer, 76. Son entrée à Vienne, 77. A Plisen, à Dirstein, à Lindau, à Bregentz, 78. Elle célèbre l'anniversaire du couronnement de Napoléon, 88. Bataille d'Austerlitz, *ibid.* et suiv. Marche sur Naples, 105. Passage du Garigliano, les Français entrent dans Naples, 106. Les troupes françaises en Calabre se retirent vers les frontières de ce pays, 122. Elles assiégent Gaëte, *ib.* L'armée quitte ses cantonnemens en Franconie et en Souabe, 137. Ses succès en Italie, 138. et suiv. Sa position avant la bataille de Jéna,

153 et suiv. Engagement de l'action, 164. Victoire de l'armée française, 169 et suiv.

Arménie, envahie en partie par l'empereur Alexandre, 47.

Aschaffembourg: accueil qu'y reçoit Napoléon, 145.

Augereau (le maréchal) force Lindau, Bregentz et le général Jellachich à se rendre, 78. Couvre les derrières de la Grande-Armée, 83. Position qu'il occupe sur le Mein, 102. Son poste à l'affaire de Jéna, 153, 159. et suiv. Il commande la gauche de l'armée, 166. Il est chargé de repousser Ruchel, 167. Détache des troupes légères sur Bromberg, 199. Passe la Vistule, 210. En balaie la rive droite, 216. Force le passage de la Wrka, 219. Arrive devant Golymin, 220. Force Buxhowden à la retraite, 221. et suiv.

Augsbourg occupé par l'armée française, 72.

Auguste (la princesse) épouse le vice-roi d'Italie, 97.

Austerlitz (bataille d') : quelques détails sur cette bataille mémorable, 86 et suiv.

Autriche (maison d') : époque de la convention qui règle le complément de ses indemnités, 31. L'Angleterre la fait se déclarer contre la France, 51. Résultats de sa conduite, 56. Hostilités, 59, 63 et suiv. Motifs et espoir de cette cour, en s'armant contre la France, 66. Sa position en février 1806, 104. Elle est forcée de remettre Braunaw à l'armée française, 107. Coup d'œil sur ses affaires particulières en 1806, 293 et suiv. *Voyez* François II.

Autrichiens envahissant la république Cisalpine, 10. Leur défaite à Austerlitz, 88 et suiv.

B.

Bacher : notification qu'il fait à la diète de Ratisbonne, 127.

Bade (le prince héréditaire de) quitte Carlsrhue pour rendre à l'armée impériale française, 146. Son arrivée à Paris, 238. Son mariage avec la princesse Stéphanie, *ibid.*

Banque de France : embarras qu'elle éprouva en janvier 1806, 232 et suiv.
Batavia : entreprises des Anglais contre Batavia, 24.
Baudin : ce capitaine met à la voile pour un voyage de découvertes, 14.
Bavière : époque de la paix qu'elle conclut avec la France, 26. Son territoire envahi par les Autrichiens, 65. Elle est érigée en royaume, 97. Son agrandissement sous les auspices de la France, 104.
Belges : levée du séquestre mis sur les biens des Belges émigrés, 43.
Belgrade tombe au pouvoir des Serviens, 209.
Bellegarde (M. de) : son départ de Trieste, à la tête d'une escadrille; objet de son voyage, 119.
Beningsen : faux rapport sur les forces de ce général, 199 et suiv. Il fuit devant le grand duc de Berg, 203. Veut éviter l'armée française, 214. Kamensky lui remet le commandement, 219. Il range son armée en bataille; est forcé à la retraite par le maréchal Lannes, 221. Ses rapports sur les affaires de Pultusck et d'Eylau, 224.
Bentheim (le comté de) occupé par l'armée française, 39.
Berg (le duché de) cédé à la France, 103. Le prince Murat est investi de ce duché, 107.
Berg (le grand duc de). *Voyez* Murat.
Berlin envoie une députation à Napoléon, après l'affaire de Jéna, 184. Reçoit les Français dans ses murs, 186. Et Napoléon, 188. Départ de ce dernier, 202.
Bernadotte (le maréchal duc de Ponte-Corvo) entre dans la capitale de l'électorat de Wurtzbourg, 75. Mouvement de son corps de troupes vers Bareuth et Cobourg, 141. Il emporte le village de Schleitz, 149. Son poste à l'affaire de Jéna, 163. Avantage qu'il remporte à Halle sur les Prussiens, 182. Son entrée à Brandbourg, 186. Atteint et prend un corps de Suédois, 195. Il fait prisonnier le général Blucher, 197. Epoque où il fut investi du duché de Ponte-Corvo, 246.

Bernier, prêtre : époque de sa mort, 251.
Berthier (le maréchal) est nommé prince de Neufchâtel, 110. Son poste à l'affaire de Jéna, 168. Epoque où il fut investi de sa principauté, 244, 275.
Bessières (le maréchal) accompagne Napoléon à l'affaire de Jéna, 168. Entre à Potzdam, 186. Pousse vers Bietzun, 216. Reçoit l'ordre d'attaquer Lestocq, 217.
Bila (général prussien) : sa division tombe au pouvoir des Français, 190.
Blocus : réflexions sur le décret qui déclare l'Angleterre en état de blocus, 253 et suiv. Rapport du ministre des relations extérieures relativement à cette mesure, 370 et suiv. Texte de ce décret, 373 et suiv.
Blucher (le général) : ses mouvemens inutiles contre la France, 140. Son indécision sur le Mein, 145. Il erre avec sa division devant les Français qui le poursuivent, 190. Son entrée à Lubeck ; défense qu'il y oppose ; il tombe au pouvoir des vainqueurs, 194 et suiv.
Bologne : nomination de trente professeurs à l'université de cette ville, 43.
Bonaparte : son entrée dans la carrière militaire, 4. Il recrée l'armée d'Italie, 5 ; constitue et organise la république Cisalpine, 6. Ses succès en Egypte, *ibid.* et suiv. Son retour en France, 8. Il est nommé premier Consul de la république, 9. Ses premières opérations à la tête du Gouvernement, *ibid.* Il franchit les Alpes ; ses nouveaux succès en Italie, 10 et suiv. Après la bataille de Marengo, il adopte des préliminaires de paix, 11, que l'Empereur d'Allemagne refuse de ratifier, 12. Bonaparte repousse les armées de ce dernier, et le force à traiter de la paix à Lunéville, 13. Ses opérations dans l'intérieur, *ibid.* Ses succès en Allemagne, 15. Conspiration contre sa vie, 16 et suiv. Il fait la paix avec le Danemarck, 22. Avec l'Autriche, 25. Et les autres puissances du Continent, 26. Coup d'œil sur ses opérations dans l'intérieur, 27. Il

est nommé Consul à vie, 28, et président de la république Italienne, 29. Il s'occupe de régler les indemnités accordées aux princes d'Allemagne, *ibid.* et suiv. Il maintient et ramène la tranquillité en Hollande et en Suisse, 32 et suiv. Sa réponse aux démandes du cabinet de Saint-James, 38. Représailles dont il use envers l'Angleterre, 41. Suite de son administration intérieure, 42 et suiv. Conspiration contre sa personne, 44. Circonstances de son élévation à l'Empire, 48 et suiv. *Voyez* Napoléon.

Bonaparte (Jérôme) : il part de Brest à la tête d'une escadre : objet de son expédition, 96. Il rentre dans la baie de Concarnau, 131. Est décoré du grand ordre royal de Wurtemberg, 147. Son poste à l'affaire de Jéna, 154. Il bombarde Glogau, 198. Force la place à se rendre, 204. S'empare de Breslaw, 226. Résultat de son expédition maritime : il reçoit le grand cordon de la légion d'honneur, 248. Est nommé contre-amiral, 249.

Bonaparte (Joseph) entre dans Naples à la tête de l'armée française, 106. Est nommé roi de Naples, 110, 224.

Bonaparte (Louis) se rend en Hollande : objet de son voyage, 96 et suiv. Il en est nommé roi, 110, 270. Promptitude de ses préparatifs contre la Prusse, 140. Il occupe le comté de la Marck et Munster, 186. Il s'empare de l'électorat de Cassel, 191. Fait investir Hameln, 198.

Boulogne bombardé par les Anglais, 40. Tentative inutile de Sidney Smith contre ce port, 81.

Brandebourg : Entrée des Français dans cette ville, 186.

Braunaw : Place remise aux Français par les Autrichiens, en 1800, 15. Sa prise, en 1805, 75. Reste entre les mains des Français, 107.

Brégentz ouvre ses portes aux Français, 78.

Breslau : reddition de cette place aux Français, 226.

Bressia : prise de cette ville par Bonaparte, 11.

Brunn : pourquoi Napoléon diffère d'un jour l'attaque de cette place où les Russes s'étaient retirés, 80.

Brunswich (le duc régnant de) quitte Pétersbourg et

se rend à Berlin, 109. Commande une des divisions de l'armée prussienne à Jéna, 165. Y est blessé, 170. Arrive à Altona, 190. Et meurt de sa blessure, 172.

Brunswick-Œls erre poursuivi par les Français, 190. Il tombe en leur pouvoir, 197.

Buenos-Ayres occupée et abandonnée par les Anglais, 120.

Burr (le colonel) : mauvais succès de sa conjuration, 192. L'Angleterre le fit révolter contre les lois de son pays ; 278.

Euxhowden : son armée mise en déroute à Loppackzyn; il se trouve à Golymin, 220. Forcé à la retraite par les Français, 221 et suiv. Reproches que lui fait Beningsen, 225.

C.

Calabres (les) exposées aux ravages des Siciliens et des insurgés, 122. Déclarées en état de guerre, 123.

Cambridge (le duc de) : sa fuite précipitée de l'électorat de Hanovre, 39. Opération dont il étoit chargé par la coalition en 1805, 67.

Cap de Bonne-Espérance enlevé aux Hollandais par l'Angleterre, 269 et suiv.

Capoue se rend aux Français, 106.

Capri (l'île de) occupée par les Anglais, 116.

Caracchi porte sa tête sur l'échafaud, 17.

Carlsrhue : séjour de Napoléon en cette ville, 69.

Caroline (reine de Naples) seconde le ministre anglais à la cour de Vienne pour l'armer contre la France, 51, 62. Elle négocie en même temps un traité pour et contre la France, 66. Ses vues, *ibid.* Elle lève le masque, 81. Se voit abandonnée par les Russes et les Anglais, 99 et suiv. Désordre qui règne dans sa cour, 105 et suiv. Coup d'œil sur les opérations que sa haine lui dicta contre la France, 257 et suiv.

Carraques (les). Voyez *Miranda.*
Cassel (électeur de) : ses États sont occupés par les troupes françaises, 191. Se perd par sa conduite équivoque envers la France, 291.
Catherine, impératrice de Russie, sa conduite envers Paul I, 19 et suiv.
Cattaro (le) occupé par les Russes, 107. Doit être remis aux Français, 118.
Chambord, date de cet établissement, 245.
Charles (l'archiduc) : revers que lui fait éprouver Masséna, 74. Il est contenu dans la Styrie, 83. Epoque de son entrevue avec Napoléon, 97.
Christophe remplace Dessalines, 192.
Clarke (le général) est nommé gouverneur de Vienne et d'Autriche, 79.
Clèves (le pays de) cédé à Napoléon, 103. Le prince Joachim Murat est investi de ce duché, 110.
Coalition. Espoir et projets des puissances qui la formèrent en 1805 contre la France, 66 et suiv. Embarras et incertitude des coalisés à l'époque de la bataille d'Austerlitz, 95 et suiv.
Cobentzel (le comte de) admis à Lunéville pour y traiter de la paix, 13. Protocole qu'il y établit, 16. Ses protestations amicales et pacifiques en 1805, 63 et suiv.
Cochrane erra pendant plusieurs mois à la suite des amiraux français, 53.
Collin d'Harleville : sa mort, 234.
Colloredo (le régiment de) culbuté à Donawerth par le général Vandamne, 70.
Concordat : époque de sa conclusion, 26.
Confédération du Rhin : époque où elle fut signée, 124. Note circulaire qu'elle fit publier, 137. Texte du traité qui la constitue, 351 et suiv.
Constantin (le grand duc) : son arrivée à Olmutz, 82. Il partage avec deux Empereurs leur défaite à Austerlitz, 90. Son départ de Berlin, 101.
Copenhague bombardée par Nelson, 21.
Cornwalis (lord) : Il meurt à Benarès, 70. Epoque de

sa mort, 314. Sa perte est sentie en Angleterre, 315 et suiv.
Corps Législatif. Discours de Napoléon en 1806, à l'ouverture de ses séances, 235.
Culmbach. Reddition de ce fort aux Français, 202.
Curzola, île occupée par les Russes que les Français en chassent, 114.
Custrin. Reddition de cette forteresse aux Français, 190.
Cuxhaven: Débarquement des troupes anglaises et hanovriennes à ce port, 81.
Czentoschau tombe au pouvoir des Français, 201.

D.

Dalberg (le baron). Epoque où il succéda au baron d'Erthal dans l'électorat de Mayence, 32 et suiv.
Dalmatie (la) : occupée par les Français, 103. Fait hommage de fidélité à Napoléon, 131.
Danemarck ferme aux Anglais l'embouchure de l'Elbe, 18. Fait la paix avec la France, 22 et suiv. Ses possessions en Amérique enlevées par les Anglais, 24. Coup d'œil sur les affaires particulières de ce royaume, 339 et suiv.
Danube (le) traversé par les armées françaises, 71.
Daru (M.) nommé intendant général des pays conquis en Allemagne, 79. Est aussi nommé à l'Institut, 248.
Davoust : son poste à la journée d'Austerlitz, 90. Il reçoit l'ordre de s'arrêter, 93. Occupe Naumbourg avant l'affaire de Jéna, 153. Son poste à cette bataille, 159 et suiv. Avantages qu'il y obtient, 164 et suiv. Il met en fuite l'aile gauche des Prussiens, 169. Danger qu'il courut à Jéna, 172. Il s'empare de trente pièces de canon, 180. Son entrée à Leipsick, 182. Il passe l'Elbe, 184. Entre à Berlin, 186. Arrive sur l'Oder, 189. Occupe Sempoln, 199. Paroît devant Varsovie, 203. Chasse les Russes de Pomikuwo, 210. S'empare d'une île au confluent de la Wrka, 216. Bat Kamensky, 219. Occupe Tykoczyn, 220. Force les Russes à la retraite, 221.

Demerville porte sa tête sur l'échafaud, 17.
Dessalines trouve un allié dans le gouvernement britannique, 40. S'est fait couronner roi d'Haïty, 51. Epoque où il fit massacrer les blancs de Saint-Domingue, 115. Il est massacré et remplacé par Christophe, 192.
Dessau (le pont de) : rétabli par le maréchal Lannes, 184.
Devonshire (duchesse de) : époque de sa mort, 315.
Directoire de France : son inaptitude à gouverner, 3. Esquisse de ce gouvernement, 6 et suiv. Sa chute, 9.
Dirstein : Témoin de la déroute de vingt mille Russes, 78.
Dolgorouki (le prince) envoyé par Alexandre vers Napoléon, 86.
Dombrowski, général Polonais, quitte l'Italie pour se rendre à la Grande-Armée, 152 ; proclamation qu'il adresse aux Polonais, 193.
Dominique (la) occupée par l'escadre de Rochefort, 54.
Don (le général) débarque ses troupes à Cuxhaven, 81.
Dracke. Epoque où il conspira contre le Premier Consul, 44.
Dupont (le général.) Sa division se couvre de gloire à Albeck, 71.

E.

Égypte. Les Anglais aident les Turcs à la reconquérir, 24.
Elbe. Son embouchure fermée aux Anglais, 18, qui le déclarent en état de blocus, 40.
Élisa (la princesse) reçoit les principautés de Piombino et de Lucques, 58.
Elten (le pays d') occupé par le grand duc de Berg, 113, 191.
Émigrés. Clôture de la liste des émigrés, 9. Ceux qui furent rappelés par Bonaparte, 14.
Empire Germanique. Annonce de sa dissolution, 127. Coup d'œil sur ses affaires particulières en 1805, 281 et suiv. En 1886, 284 et suiv. *Voyez* François II.

Ens, rivière traversée par les Français, 76.
Erfurth. Pourquoi cette place s'est rendue si promptement aux Français, après l'affaire de Jéna, 177. Sa reddition, 179.
Erthal (le baron d'). Époque de sa mort, 31 et suiv.
Espagne. Époque de sa paix avec la France, 26. Ses vaisseaux attaqués par les Anglais, sans déclaration de guerre préalable, 50. Coup d'œil sur ses affaires particulières en 1806, 277 et suiv.
Espagne (le roi d') ferme ses ports aux vaisseaux suédois, 120.
Essen (le pays d') occupé par le grand duc de Berg, 113.
États-Unis. Objet de leur convention avec la France, 13.
Étrurie. Coup d'œil sur ses affaires particulières en 1806, 266.
Etrurie (le roi d'): époque où ce nouveau roi prit possession de ses États, 26.
Europe: tableau de l'Europe à la fin de 1806, 226 et suiv.
Eylau (bataille d'): rapport de Beningsen sur cette journée, 224.

F.

Ferrand: ce général attaque les nègres à Saint-Domingue, 54. Avantages qu'il remporte sur Dessalines, 192.
Ferdinand (l'archiduc): destination de ce prince et de son armée contre la France en 1805, 67. Il est contenu dans la Bohême, 83.
Ferdinand (le prince): Napoléon lui rend visite, 188.
Fesch (le cardinal) nommé coadjuteur de Ratisbonne, 118.
Fiefs: établissement de vingt-un grands fiefs de l'empire français, 244.
Foret (M. de la), ministre de France à Berlin, témoin des provocations qu'on y fait à la France, 135.
Fox (M.) appelé au ministère, 104. Avoit commencé

des négociations de paix avec la France, 125 et suiv. Sa mort, 137, 315. Esquisse historique de sa vie, 324. Parallèle entre ce ministre et M. Pitt, 327 et suiv.

Fra-Diavolo : son arrestation et son supplice, 191 et suiv. Il avoit occupé Itri avec ses bandes, 260. Notice sur sa vie, 264.

Français : leurs succès en Italie sous le commandement de Masséna, 74. Voyez *Armée française.*

France : état de la France sous le gouvernement du directoire, 7. Sa nouvelle face sous le gouvernement consulaire, 8 et suiv. Ses limites déterminées par le traité de Lunéville, 16. Sa position après la bataille d'Austerlitz, 96. Son état à la fin de 1806, comparé à celui où elle étoit au commencement de la révolution, 227. Coup d'œil rapide sur ses affaires particulières en 1806, 230 et suiv. Travaux publics, 239. Triomphes militaires, 240. Embellissemens de la capitale, 242. Police intérieure de la famille impériale, 244. Catéchisme, établissement de Chambord, fontaines publiques, 245. *Voyez* Bonaparte Napoléon.

Franco-Bavarois (les) s'emparent de Landshut, de Kemptem, 73. De Kuffstein, 77.

François II, empereur d'Allemagne, refuse de ratifier les préliminaires de paix qui suivirent la bataille de Marengo, 12. Il se rend à la tête de son armée en Allemagne, *ibid.* Regagne précipitamment sa capitale, 13. Conditions auxquelles il achète une nouvelle suspension d'armes, 15. Il adhère au traité de Lunéville, 25. L'Angleterre change ses dispositions, 51. Résultat de ce changement, 56. A quelle époque il assemble un conseil de guerre à Vienne, 73. Caricatures anglaises sur ce prince, 75. Il s'enfuit de Vienne, 77. Il demande inutilement une suspension d'armes, *ib.* Son entrevue avec Alexandre à Olmutz, 81. Il fait à Napoléon des ouvertures de paix, 84. Et vient s'établir à Wischau avec Alexandre, 85. Sa défaite à Austerlitz, 88 et suiv. Son entrevue avec

Napoléon, armistice qui la suivit, 92. Il conclut la paix, 97. Et rentre dans sa capitale, 99. Il ferme ses ports aux vaisseaux anglais et russes, 116 et suiv. Induit en erreur par M. d'Oubril; ordres qu'il donne en conséquence, 119. Il renonce au titre d'empereur d'Allemagne, 127 et suiv. Texte de sa déclaration, 368 et suiv.

Franconie (la) occupée par l'armée française, 69. Par les Prussiens, les Hessois et les Saxons, 82.

Frédéric le Grand: ordre de Napoléon, relatif à la victoire de ce roi à Rosbach, 183.

Frédéric, roi de Wurtemberg : époque de la proclamation qu'il fit en cette nouvelle dignité, 98.

Frédéric Guillaume, roi de Prusse, accède à la convention de neutralité armée, 15. Il ferme aux Anglais les ports de l'Ems et du Weser, 18 et suiv. Espoir qu'il leur donne contre la France, 67. Il fait partir la garnison de Berlin; à quelle époque, 73. A quoi il s'engage par un traité solennel, 76. Contre la foi des traités *patens* il ouvre aux Russes les portes de la capitale de la Silésie, 80. Sa position militaire en novembre 1805, 82. Examen de sa conduite à l'époque de la bataille d'Austerlitz, 94 et suiv. Il est compromis par l'indiscrétion du parlement d'Angleterre, 100 et suiv. Prend possession du Hanovre, 102. Sa position en 1806, février, 104. Ordonne de fermer les ports de la mer d'Allemagne aux Anglais, 108. Il se rend en pompe à Stettin avec sa cour, 109. Embargo qu'il met sur les navires suédois; réflexions au sujet de la mésintelligence des rois de Suède et de Prusse, 111 et suiv. Discussion qui s'élève entre celui-ci et le grand duc de Berg, 113. Il arme contre la France, 127. Démarches qui ne laissent plus aucun doute sur ses dispositions, 128 et suiv., Il écrit à Napoléon, 129. Les gazettes annoncent son rapprochement avec la Suède et l'Angleterre. 130, 132. Ses préparatifs militaires, 133 et suiv., malgré sa modération apparente envers la France, 134. L'entrée de ses troupes en Saxe, premier

signal de la guerre entre lui et Napoléon, 136. Suite de ses préparatifs, 140. Opposition de ses mouvemens militaires avec la tranquillité de Napoléon, 141. Il part avec la reine pour l'armée de Saxe, 142. Donne à dîner au pamphlétiste Gentz, 147. Son aveuglement; demandes qu'il fait à Napoléon, 148. Lenteur ou insouciance de ses alliés, 150. Position de son armée avant la bataille de Jéna, 153. Lettre que lui écrit Napoléon, 155. Ses dispositions militaires, 161 et suiv. Engagemens de l'action, 164. Déroute, 169 et suiv. Perte de son armée, 172. Hypothèse à son sujet sur l'affaire de Jéna, 175. Il répond trop tard à la lettre de Napoléon, 180. Il lui écrit une troisième lettre, 188. Il fuit derrière la Vistule, 189. Ses plénipotentiaires signent à Potzdam un armistice que la Russie l'empêche de ratifier, 200. Sa proclamation aux Polonais, 207.

G.

Gaete assiégée par les Français, 106, 122. Capitule. 123, Sa défense distingua le prince de Hesse-Philippsthal, 260.

Gafarguana (le duché de) réuni à la principauté de Lucques, 110.

Gaillard (M.) de l'Institut; sa mort, 234.

Gallo (le marquis de), nommé ministre des affaires étrangères par le roi de Naples, 261.

Garigliano traversé par les Français, 106.

Gazettes anglaises. Leur véridicité, 143.

Gênes. Le pays de Gênes envahi par les Autrichiens leur échappe par la victoire de Marengo, 11. Sa réunion à la France, 58. Etablissement d'une Sénatorerie à Gênes. 248.

Gentz (M.). Ce pamphlétiste dîne avec le roi de Prusse, 147. Et lui rédige son manifeste contre la France, 303.

Géographe. Départ de ce vaisseau sous le commandement du capitaine Baudin, 14.

George, roi d'Angleterre : Bonaparte lui propose de ramener la paix en Europe, 9. *Voyez* Anglais, Angleterre.
Géorgie. Epoque de sa réunion à la Russie, 23 et suiv.
Giulay (le général) envoyé par l'empereur d'Autriche pour demander une suspension d'armes à Napoléon, 77.
Glogau bombardé par le prince Jérôme, 198. Reddition de cette forteresse, 204.
Gravina inutilement poursuivi par Cochrane et Nelson, 53; meurt des blessures qu'il a reçues au combat de Trafalgar, 74.
Grouvelle (M.); époque de sa mort, 251.
Guastalla : sa réunion à la France, 34. La princesse Pauline est investie de ce duché, 110.
Gunzbourg (affaire de) : ses résultats, 71.

H.

Hameln, forteresse occupée par le roi de Prusse, 108; investie par le roi de Hollande, 198. Sa reddition, 201.
Hanovre occupé par l'armée française, 39. Spectacle qu'il offroit à l'époque de novembre 1805, 80 et suivantes. Il est évacué par les Anglais, les Russes et les Hanovriens, 100. Le roi de Prusse en prend possession, 102; et le rend à l'Angleterre, 185. Malheureux sort de ce pays, *ibid.* et suiv.
Hardenberg (M. de), chef du parti anglais à Berlin, reçoit la visite du grand duc Constantin avant le départ de celui-ci pour se rendre en Russie, 101.
Hartzfeld (la princesse d'). Napoléon lui accorde la grâce de son mari; crime dont il s'étoit rendu coupable, 189.
Hartzfeld (le prince d') prépare les habitans de Berlin à recevoir les Français après l'affaire de Jéna, 183.
Haugwitz, agent de la Prusse, renvoyé par Napoléon négocier avec M. Talleyrand à Vienne, 85. Il signe un traité pour rapprocher son maître de Napoléon, 95. Il est de nouveau dépêché à Paris, 101; où il conclut un nouveau traité, 102.

Havre (le) bombardé inutilement par les Anglais, 50 et suiv.
Hédouville, ambassadeur français en Russie, quitte Saint-Pétersbourg, 46.
Henri (le prince). Napoléon rend visite à sa veuve, 188.
Hesse (la), traversée par l'armée française, 69. Sa position militaire en novembre 1805, 82. Conduite de son électeur à l'époque de la bataille d'Austerlitz, 95. Il arme contre la France, 129.
Hesse-Cassel (princesse de): égards de Napoléon pour elle, 202.
Hesse-Philippsthal (le prince de), se distingua par la défense de Gaëte, 260.
Hoff, ville forcée par le maréchal Soult, 149.
Hohenlohe (le prince de) prend le commandement des troupes sur les frontières de la Bohème, 82. L'occupation de la Saxe par ses premiers bataillons est le signal de la guerre entre la Prusse et la France, 136. Son avant-garde est battue à Saafeld par le maréchal Lannes, 149. Il est blessé à Jéna, 172. Sa retraite est coupée par Lannes; sa cavalerie défaite, il se rend au grand duc de Berg, 187.
Hollandais: leurs possessions en Amérique envahies par les Anglais, 24. Ainsi que le Cap de Bonne-Espérance, 99.
Hollande: époque de sa paix avec la France, 26. Ses troubles appaisés par le premier consul de France, 32. Son érection en royaume, 110. Coup d'œil sur ses affaires particulières en 1806, 268 et suiv. *Voyez* République Batave. *Hollande* (le roi de) *Voyez* Bonaparte (Louis).
Hongrie (la) conserve la neutralité, 78.
Howick (lord) donne à Londres audience au ministre prussien, 151.

I.

Isles britanniques, déclarées en état de blocus

par Napoléon; suites de ce décret, 201. *Voyez* Angleterre.
Ingolstadt cédée par l'Empereur d'Allemagne aux Français, 13.
Inn: passage de cette rivière par les Autrichiens, 65. Les Russes ne font que paroître sur ses bords, 74.
Inspruck ouvre ses portes au maréchal Ney, 77.
Institut national: époque de sa réorganisation, 42.
Irlande: époque de sa réunion politique avec l'Angleterre, 16.
Istrie (l'): Napoléon en fait prendre possession, 103.
Italie, Coup d'œil sur les affaires particulières de ce royaume, 256 et suiv. 266.
Italie (le vice-roi d'): mesure de sûreté qu'il prend contre les Anglais et les Russes réunis aux Napolitains, 84. Il épouse la princesse Auguste, 97.

J.

Jacobi (M.), ministre de la Prusse, revenant d'Angleterre, débarque à Altona, 129. Se rembarque à Hambourg pour l'Angleterre, 135.
Jean (l'archiduc) prend le commandement de l'armée autrichienne en Allemagne; ses mauvais succès, 12 et suiv.
Jefferson: époque où il fut nommé président des Etats-Unis, 16.
Jellachich (le général) se rend au maréchal Augereau, 78.
Jéna: position militaire des deux armées avant l'affaire de Jéna, 159 et suiv. L'action s'engage, 164. Victoire des Français, 169 et suiv. Perte des Prussiens, 172. Effet que cette journée produisit en Prusse, 178. Ses résultats, 189 et suiv.
Jérôme (le prince). *Voyez* Bonaparte (Jérôme).
Joachim (le prince). *Voyez* Murat.
Joseph (le prince). *Voyez* Bonaparte (Joseph).
Juifs: convocation de leurs députés à Paris, 246 et suiv. Convocation d'un grand sanhédrin, 249.
Junsterdorff: théâtre de la déroute des Russes, 79.

K.

Kalitscheff nommé ambassadeur extraordinaire de la Russie près le gouvernement français, 25.
Kalkreuth, général : son indécision sur le Mein, 145. Il est battu par le général Soult, 180.
Kamensky, maréchal russe : position qu'il fait prendre à son armée, 215. Il est battu par Davoust, et remet son commandement à Beningsen, 219. Mécontentement que son rappel excite à Moskow, 226.
Kempten : cette ville se rend aux Franco-Bavarois, 73.
Knobelsdorf (le général), porteur d'une lettre du roi de Prusse à Napoléon, 129. Remplace M. de Luchésini à la cour de France, 134.
Krusenmarck (M. de) part pour Pétersbourg avec une mission du roi de Prusse, 133.
Kuffstein : reddition de cette forteresse aux Franco-Bavarois, 77.

L.

Lampedouse. L'Angleterre demande que le roi de Naples lui cède cette île, 38.
Landshut se rend aux Franco-Bavarois, 73.
Lannes (le maréchal) bat le prince Louis de Prusse. 149. Son poste à l'affaire de Jéna, 153, 159, 161, 166. Marche qu'on lui ordonne, 167. Bonheur qu'il éprouve, 172. Il rétablit le pont Dessau, 184. Entre à Potzdam, 186. Coupe la retraite du prince de Hohenlohe, 187. Détache ses troupes légères sur Thorn. 199. Arrive devant Pultusck, 220. Commence son attaque contre les Russes, et force Beningsen à la retraite, 221.
Larisch, régiment prussien; perte qu'il éprouve à Jéna, 171.
Lassalle (général) : sa brigade culbute l'escorte des bagages prussiens, 149.
Lauderdale (le lord) : Mission dont il est chargé par son Gouvernement, 126. Il négocie à Paris, 130. Quitte la France, 151.

Lauriston (le général) défait les Russes unis aux Monténégrins, 116.
Lawenbourg (le duché de) cédé à l'armée française par capitulation, 39 et suiv. Il est envahi et abandonné par les Russes, 78. Occupé par les Suédois. 152.
Lecoq, général prussien : ses mouvemens inutiles contre la France, 140.
Lefevre (maréchal) entre à Potzdam, 186.
Légion d'Honneur : époque de sa création, 28 et suiv.
Légion du Nord : sa création, 145.
Lestocq, général posté à la droite de l'armée russe, 217.
Lichtenstein (le prince Jean de) est envoyé par François II, pour demander une entrevue à Napoléon, 92. Il arrive à Brunn pour traiter de la paix, 93.
Liésina, île témoin de la défaite des Russes, 114.
Lindau ouvre ses portes aux Français, 78.
Lintz tombe au pouvoir des Français, 75 et suiv.
Louis (le prince). *Voyez* Bonaparte (Louis).
Lubeck, occupée par le général Blucher, se rend aux Français, 195 et suiv.
Luchésini (M. de) présente à Napoléon ses lettres de rappel, 134; lui porte une lettre de Frédéric-Guillaume, 184.
Lucques (la république de) donnée à la princesse Elisa, 58.
Lunébourg (le) occupé et évacué par les Russes, 78.
Lunéville : époque des conférences tenues dans cette ville pour traiter de la paix, 13. Leurs résultats, 15 et suiv.

M.

Macx. Destination de ce général et de son armée contre la France, en 1805, 67. Son embarras; position qu'il cherche à prendre, 70. Il est resserré par les Français vers Ulm, 71. Proclamation ridicule qu'il adresse à ses soldats, 72. Sa détresse, *ib.* Sa capitulation, 73.
Madère. Sous quel prétexte les Anglais voulurent l'enlever aux Portugais, 24.

Magdebourg investi par les Français, 184. Sa reddition, 198.
Malte : époque où les Anglais occupèrent cette île, 16. L'Empereur de Russie renonce à la grande maîtrise de Malte, 21. L'Angleterre, au mépris des traités, refuse de rendre cette île à l'ordre, 36. Elle demande qu'on lui en maintienne encore la possession pendant dix ans, 38.
Marattes (les princes) : l'Angleterre leur dicte différens traités de paix, 40.
Marchandises anglaises. Leur entrée prohibée dans le royaume d'Italie, 121.
Marck (le comté de) occupé par le roi de Hollande, 186.
Marengo : résultats de cette victoire, 11.
Marmont (le général) défait les Russes et les Monténégrins à l'extrémité de l'Italie, 139.
Massa-Carara (le duché de) réuni à la principauté de Lucques, 110.
Masséna retient les Autrichiens devant Gênes, 10. Il ouvre la campagne d'Italie en 1805, 73. Passe l'Adige, 74. Ses succès sur le Tagliamento et l'Izonzo, 78. Sa marche sur Naples, 99.
Maury (le cardinal) : sa rentrée à Paris, 245. Il remplace M. Target à l'Institut national, 251.
Maximilien-Joseph, roi de Bavière : époque de la proclamation qu'il fit en cette nouvelle qualité, 98.
Mayence : époque de l'établissement d'une école de médecine en cette ville, 43.
Mayence. (électeur de) : complément de sa dotation en 1802, 31.
Mecklenbourg (les duchés de) occupés par les Français, 201.
Mecklenbourg-Schwerin fait prisonnier des Français, 187 et suiv.
Mélas. Ce général remet à Bonaparte les forteresses du pays de Gênes, du Piémont et du Milanais, 11. Hypothèse au sujet de ce général, à l'affaire de Marengo, 175.
Melleville (le lord) : un mot sur son procès, 236.

Memmingen. Entrée des Français dans cette ville, 72.
Metternich (M.), ambassadeur d'Autriche, reçoit audience de Napoléon, 131.
Meudon. Levée du camp de Meudon pour marcher contre la Prusse, 141.
Michaud (le général) prend possession pour Napoléon des duchés de Mecklenbourg, 201.
Michelson commence les hostilités des Russes contre la Turquie, 203.
Milan occupé par Bonaparte, 10.
Ministère anglais. Epoque de son renouvellement, 23 et suiv. *Voyez* Angleterre.
Miranda. Son départ de Newyorck, 105. Approche des Carraques et fuit devant les Espagnols, 115. Il tente une nouvelle expédition contre les Carraques, 124. Se fait battre par ses compatriotes au port de Veladel-Corro, 130. Mauvais succès de son expédition, 192. Ce fut l'Angleterre qui l'arma contre son prince et sa patrie, 278.
Misiessi : inutilement poursuivi par Nelson, 53.
Moines : rôle affreux qu'ils jouèrent dans le royaume de Naples, 261 et suiv.
Molitor, (le général) secourt Raguse, défait les Russes et les Monténégrins, 123.
Mollendorf, général prussien blessé à Jéna, 170. Tombe au pouvoir des Français à Erfurth, 180.
Mollien (M.) nommé ministre du trésor public, 233.
Moluques (les) : entreprises des Anglais contre les Moluques, 24.
Monténégrins : leur défaite en Italie, 139.
Moravie : singulier spectacle qu'offroit ce pays en Novembre 1805, 80.
Moreau : faux bruits répandus à son sujet, 205.
Morpeth (le lord) part de Londres pour suivre Frédéric-Guillaume à l'armée, 136, 144 : débarque à Hambourg, et se rend à l'armée prussienne, 147. Services qu'il rend aux Prussiens, 151. Son entrée à Hambourg, 183. D'où il quitte le continent, 185. Son retour à Londres, 191. Résultat d'un de ses rapports au parlement d'Angleterre, 335.

Mortier (le maréchal) occupe Cassel et les Etats du prince d'Orange-Fulde, 191.
Mounier (M.): époque de sa mort, 234.
Munich: entrée des Français dans cette ville, 72. Retour de Napoléon dans ses murs, 98.
Munster occupé par le roi de Hollande, 186.
Murat (le prince) s'empare du pont du Lech, 70. Fait capituler la division de Werneck, 73. Va camper aux portes de Vienne, 77. Charge les Russes à Hollabrunn, 79. Cession qui lui est faite par Napoléon des duchés de Berg et de Clèves, 103 et suiv., 110, 244. Discussion entre ce prince et le roi de Prusse, 113. Il passe la Saala, 149. Son poste à l'affaire de Jéna, 153, 160, 166. Il prend part à l'action, 169. Investit Magdebourg, 184. Bat la cavalerie du prince Holenlohe, 187. Prend possession des pays d'Elten, Werten, etc., 191. Son entrée à Varsovie, 203. Il bat Kamensky, 219, et le général Panin commandant une division de l'armée de Buxhowden, 220. Force Buxhowden à la retraite, 221.
Mustapha Bayrachtar: ses dispositions contre les Russes, 209.

N.

Naples se rend aux Français, 106. Le prince Joseph Bonaparte en est nommé roi, 110. Organisation de son nouveau gouvernement, 121. Coup d'œil sur les affaires particulières de ce royaume, 256 et suiv.
Naples (roi de) fait la paix avec la France, 25. Il abandonne ses Etats, 105. *Voyez* Caroline, reine de Naples.
Napoléon, Empereur des Français, écrit au gouvernement anglais pour lui proposer un rapprochement, 49. Ses projets pour tenter une descente en Angleterre, 52 et suiv. Il réorganise les républiques helvétique et batave, 57. Est nommé roi d'Italie, 58. Il se rend à Boulogne, 59. Aperçu de ses opérations, en 1806, 61 et suiv. Sa déclaration à la

cour de Vienne, sur la violation du territoire de la Bavière, 64. Il passe le Rhin, ses opérations à Carlsrhue. 69. A Stuttgard, à Nordlingue, 70 et suiv. Il envoie quarante drapeaux ennemis au Sénat de France, 73. Sa marche victorieuse fait fuir les Russes, 74. Son entrée à Vienne, 78. Il transporte son quartier général à Znaïm, en Moravie, 79. Pourquoi il diffère d'un jour l'attaque de Bruun, 80. Mesures que lui dicte sa prudence au milieu de ses succès, 83 et suiv. Il taxe les Etats conquis autrichiens à une contribution de cent millions, et demande une entrevue à Alexandre, 85. Elle lui est refusée, 86. Détails sur sa victoire à Austerlitz, *ibid.* et suiv. Fête que l'armée lui donne pour l'anniversaire de son sacre, 88. Son entrevue avec François II, armistice qui la suivit, 92. Il renvoie sans échange le prince Repnin, 93. Ses opérations politiques après la bataille d'Austerlitz, 96 et suiv. Il quitte Vienne, 97. Son arrivée à Munich, où il marie son fils adoptif à la princesse de Bavière, 98. Son retour à Paris; arrangemens que lui dicte sa prudence, 102. Il se fait remettre Braunaw par l'Autriche, 107. Suite de ses opérations politiques, 109 et suiv. Nouvelles dispositions militaires, 116. Ses sentimens modérés envers Alexandre, 118. Sa marche toujours égale, 124. Il conclut la paix avec Alexandre qui refuse sa ratification, *ibid.* Il fait prendre possession de Wesel, 129. Déclaration qu'il fait à l'Allemagne entière, 136. Ses premiers ordres militaires contre la Prusse, *ibid.* et suiv. Contraste de sa tranquillité avec les mouvemens de Frédéric-Guillaume, 142. Il écrit à ses alliés les rois de Bavière et de Wurtemberg, *ibid.* Il quitte la capitale, laisse l'Impératrice à Mayence, 143. Il passe le Rhin, 144. Accueil qu'il reçoit dans sa marche, *ibid.* et suiv. Il joint son armée à Utrecht, 146. Confère avec le roi de Wurtemberg, 147. Quitte Bamberg pour aller répondre à la sommation du roi de Prusse, 148. Ses dispositions militaires avant la bataille de Jéna, 149 et suiv. Sa lettre au roi de Prusse, 155. Son arrivée à Jéna, 160.

160. Il fait porter du canon sur le plateau de Jéna, 165. Suite de ses dispositions militaires, 163. Courte harangue à l'armée, *ibid.* et suiv. Commencement de l'action, 164 et suiv. Prévoyance constante de Napoléon, 168. Sa victoire, 169 et suiv. Réflexions à ce sujet, 170 et suiv. Sa réponse à l'impatience d'un jeune vélite, 173. Observations sur ses succès militaires, 174 et suiv. Il reçoit réponse de Frédéric-Guillaume, 180. Ordre qu'il donne en traversant le champ de bataille de Rosbach, 183. Il entre à Potzdam, 186. A Berlin, 188. Proclamation à son armée, *ibid.* Il réorganise l'administration prussienne, 193. Il déclare les îles britanniques en état de blocus, 201. Quitte Berlin, 202. Ses égards pour la princesse de Hesse-Cassel, *ibid.* Son entrée à Posen, *ibid.* Proclamation à ses troupes au sujet des Russes, 204. Il fait occuper la Pologne prussienne par les Français, 210. Réflexions sur la manière dont il combat les Russes, 214 et suiv. Il se rend à Varsovie, 215. Ses dispositions contre les Russes, 216 et s. Il quitte Varsovie, 218. Le climat combat contre lui en faveur des Russes, 219. Il établit son quartier-général à Pulstuck, 223. Il retourne à Varsovie, 224. Son discours, au Corps-Législatif, en 1806, en faisant l'ouverture de ses séances, 235. Police intérieure établie dans sa famille, 244. Travaux dont il s'est occupé avant de partir pour la guerre contre la Prusse, 249.

Nassau-Fulde (le prince), ci-devant prince héréditaire d'Orange, est fait prisonnier à Erfurth, 180. Ses nouvelles possessions occupées par les Français, 191. Déclaré déchu de ses Etats, 290.

Naturaliste (le); départ de ce vaisseau sous le commandement du capitaine Baudin, 14.

Nelson; destination de la flotte à ses ordres en 1801, 19. Il bombarde Copenhague, 21. Sa forfanterie, 22. Il attaque inutilement la flotille de Boulogne, 24; erre pendant plusieurs mois à la suite des amiraux français, 53; est tué au combat de Trafalgar, 74.

Epoque de sa mort, 314. Opinion de l'auteur sur cet amiral, 316.
Neresheim ; époque où les troupes françaises y remportèrent un avantage, 73.
Neufchatel (le pays de) cédé à Napoléon, 103. Le maréchal Bertier est investi de cette principauté, 110.
Ney (le maréchal). Ce général appaise avec son armée les mouvemens de la république Hevétique, 33. et suiv. Son entrée dans Inspruck, 77. Son poste à l'affaire de Jéna, 153, 160, 161, 166. Mouvement qu'il opère, 168 et suiv. Il cerne Magdebourg, 186; qu'il force à capituler, 198. Il emporte la ville de Thorn, 210. Balaie la rive droite de la Vistule, 216. Reçoit l'ordre d'attaquer le général Lestocq, 217. Chasse les Prussiens de Gurzno, 218 Les poursuit jusqu'à Kunsbrock, 219. Entame leur arrière-garde, 220. Bat le général Lestocq, 223.
Nice occupée par les Autrichiens, 120.
Niembourg se rend aux Français, 202.
Nowosilzow envoyé par la Russie à Berlin, sous quel prétexte, 56. Il retourne à Pétersbourg, *ibid.*
Nuremberg: son territoire occupé par les troupes françaises et remis aux Bavarois, 103.

O.

Olmutz : époque de l'entrevue qui eut lieu dans cette ville entre les empereurs de Russie et d'Autriche, 81.
Orange (le prince d'): traité qui lui assure ses dédommagemens en Allemagne, 30.
Orange (le prince héréditaire d'). *Voyez* Nassau Fulde.
Otto : époque où il signa des articles préliminaires de paix à Londres, 26.
Oubril (M. d') chargé d'affaires russe : demandes qu'il présenta au gouvernement français de la part d'Alexandre, 46. Son départ de Paris, 47. Il a plusieurs conférences avec l'ambassadeur français, 116. Il promet la restitution des Bouches du Cattaro, 118. Il induit en erreur l'empereur d'Autriche, 119. Signe à Paris un traité de paix entre la France et la Russie, 124. Il est rayé de la liste des membres

du ministère, 126. Texte du traité qu'il signa à Paris, et qu'Alexandre refusa de ratifier, 363 et suiv.
Oudinot (le général) prend possession, au nom de Napoléon, des comtés de Neufchâtel et de Valangin, 275.

P.

Palfy (le comte de) obtient de Napoléon la neutralité de la Hongrie, 78.
Panin (général), battu par le grand duc de Berg, 220.
Paris : coup d'œil sur les embellissemens de cette capitale en 1806, 242 et suiv. Texte du traité de Paris signé par M. d'Oubril, et auquel Alexandre a refusé sa ratification, 363 et suiv.
Parker : destination de la flotte à ses ordres en 1801, 19. Il passe le Sund, 21.
Parme : sa réunion à la France, 34.
Paswan-Oglou : ses dispositions à l'égard des Russes; sa mort, 209.
Paul, empereur de Russie, refuse d'admettre un ambassadeur autrichien, ordonne de mettre l'embargo sur les navires anglais, et signe avec la Suède et le Danemarck une neutralité armée, 14 et suiv. Est tombé victime des attentats du cabinet de Saint-James, 19. Esquisse de son caractère, 21. Epoque de sa mort, *ibid.*
Pauline (la princesse) est nommée duchesse de Guastalla, 110, 244.
Paull (M.) : un mot sur la poursuite qu'il intenta contre lord Wellesley, 336.
Pavie occupée par Bonaparte, 11.
Pescaro se rend aux Français, 106.
Philisbourg cédé par l'empereur d'Allemagne aux Français, 13.
Piémont : sa réunion à la France, 34.
Pilsen ouvre ses portes aux Français, 78.
Piombino : sa principauté donnée à la princesse Elisa, 58.

Pitt : époque de sa mort, 315. Opinion de l'auteur sur ce ministre, 320. Son épitaphe, 322. Parallèle entre ce ministre et M. Fox, 327 et suiv.

Plaisance : prise de cette ville par Bonaparte, 11. Sa réunion à la France, 34.

Plassenbourg : reddition de cette place, 202.

Pologne Prussienne occupée par les Français, 210.

Polonais : leur dévouement aux Français, 207 et suiv.

Poméranie (la) séparée du crps germanique, 120.

Ponte-Corvo (le prince de), 141. *Voyez* Bernadotte.

Popham (l'amiral) s'empare de Buénos-Ayres, 120

Porlitz : théâtre de la défaite des Russes, 80.

Porte Ottomane (la) : sa position en 1806, février, 104. Elle envoie un ambassadeur extraordinaire près de Napoléon, 118. Et accueille celui de ce monarque, 131.

Portugal : sous quel prétexte l'Angleterre voulut lui enlever Madère, 24. Epoque de la paix qu'il conclut avec la France, 26. Coup d'œil sur ses affaires particulières en 1806, 279 et suiv.

Potzdam : entrée des Français dans cette place, 186.

Presbourg (traité de) : texte de ce traité, 343 et suiv.

Prusse (royaume de) : annonce de son anéantissement, 188. Coup d'œil sur ses affaires particulières en 1806, 301 et suiv. *Voyez* Frédéric Guillaume.

Prusse (Guillaume-Auguste de) blessé à Jéna, 172. Est fait prisonnier des Français, 188.

Prusse (le prince Louis de) prend le commandement des troupes près d'Erfurth, 82. Est battu à Saalfeld, où il perd la vie, 149, 172.

Prussiens : position de leur armée avant la bataille de Jéna, 153. Engagement de l'action, 164. Leur déroute, 169. Leur perte, 172.

Puissances coalisées : leur aveuglement sur la marche et le caractère de la révolution française, 2. *Voyez* Coalition.

Pultusck : détails sur cette bataille entre les Français

et les Russes, 217 et suiv. Ses résultats, 225. Rapport de Beningsen sur cette affaire, 224.

R.

Raguse (république de) occupée par les troupes françaises, 116. Est ravagée par les Russes et les Monténégrins, 122. Qui en sont chassés, 123.
Ratisbonne (l'électeur de) : accueil qu'il fait à Napoléon, 145.
Rayneval, chargé des affaires de France en Russie, quitte Pétersbourg, 47.
Repnin (le prince), prisonnier de Napoléon, est renvoyé avec les siens sans échange, 93.
République Batave, reconnue par la maison d'Autriche, 16. Epoque des changemens qu'elle éprouva en 1801, 23. Elle adopte une nouvelle constitution, 57. Reçoit le prince Louis pour son roi, 110. *Voyez* Hollande.
République Cisalpine, constituée et organisée par Bonaparte, 6. Envahie par les Autrichiens, 10. Son rétablissement, 11. Elle est reconnue par la maison d'Autriche, 16. Prend le nom de République Italienne, et nomme Bonaparte son président, 29. Elle s'érige en royaume, et confère la couronne à son président, 58. *Voyez* Italie.
République Helvétique, reconnue par la maison d'Autriche, 16. Epoque des changemens qu'elle éprouva en 1801, 23. Esquisse de ses troubles en 1802, 33. Ils sont appaisés par le premier consul de France, 34. Renouvellement de ses anciennes capitulations avec le gouvernement français, 43.
Révolution de France attisée par les Anglais, 1.
Rhin, création et destination d'un péage sur ce fleuve, 31.
Rochefort (escadre de), résultats de son expédition, 54.
Rohan (le prince de), battu et fait prisonnier à Castel-Novo, 83.
Rosbach (le champ de bataille de) traversé par Napoléon, 183.

Ruchel, général prussien: ses mouvemens inutiles contre la France, 140. Son indécision sur le Mein, 145. Il commande une des divisions de l'armée prussienne à l'affaire de Jéna, 165. Est repoussé par le maréchal Augereau, 167. Est blessé, 170, 172.

Russes: résultats de leur défaite en Hollande et en Suisse, l'an 1800, 10. Ils arrivent en 1805 sur les bords de l'Inn, 74. Leur déroute à Dirstein, 78. Leur conquête du Lunébourg et du Lawenbourg, *ibid.* Chargés à Hollabrunn, ils demandent à capituler; leur proposition rejetée, 79. Leur défaite à Junsterdorff, *ibid.* A Porlitz, à Brunn, 80. A Austerlitz, 88 et suiv. Ils abandonnent la reine de Naples, 99 et suiv. Evacuent le Hanovre, 100. S'emparent de Cattaro, 107. Accueil que leur fait le roi de Prusse à leur retour du Hanovre, 109. Ils occupent l'île de Curzola, d'où ils sont chassés et ensuite battus près de Liésina, 114. Ils ravagent l'état de Ragnse, 122; qu'ils sont forcés d'abandonner, 123. Leur défaite en Italie, 139. Réflexions sur le genre de guerre qu'il leur convenoit de faire à la France, 211 et suiv. *Voyez* Alexandre.

Russes (prisonniers); époque où ils quittèrent la France en 1801, 25.

Russie: convention de neutralité armée entre cette puissance, la Suède et le Danemarck, 14 et suiv. Elle conclut la paix avec la France, 26. Sa réunion avec l'Angleterre contre le gouvernement français, 55. Sa position en février, 1806, 104. Annonce de la guerre prête à commencer contre cette puissance, après l'affaire de Jéna, 188.

S.

Saala. Le grand duc de Berg passe cette rivière. 149.

Saint-Denis, un décret ordonne son rétablissement pour la sépulture des empereurs, 233 et suiv.

Saint-Domingue: époque des massacres qui eurent lieu dans cette colonie en 1801, 23.

Saint-Julien signe les préliminaires de paix qui suivirent la bataille de Marengo, 12.
Saint-Polten : les Français y établissent leur quartier général, 77.
Saint-Vincent (le lord) entre dans le Tage avec une flotte, 131. Le remonte jusqu'à Lisbonne, 279.
Sainte-Euphémie : les Anglais débarquent à ce port, 121 et suiv.
Sainte-Geneviève (église de) rendue à sa patrone, 233.
Saxe (l'électorat de) arme contre la France ; son occupation par les Prussiens est le signal de la guerre, 136. Les débris de son armée capitulent avec les Français, 189. Il est érigé en royaume, 207.
Saxe (l'électeur de) : sa conduite à l'époque de la bataille d'Austerlitz, 95. Il reçoit le titre de roi, 207. *Voyez* Saxe.
Saxons, prisonniers à l'affaire de Jéna, renvoyés par Napoléon, 179.
Schimmelpenink nommé grand pensionnaire de la république Batave, 57 ; donne sa démission, 271.
Schleitz emporté par le prince de Ponte-Corvo, 149.
Schemettau, général prussien, blessé à mort à Jéna, 170. Est fait prisonnier à Weimar, meurt de ses blessures, 179.
Sebastiani (le général) nommé ambassadeur près la Porte Ottomane, 117. Sensation que son arrivée à Constantinople fit sur les Anglais, 131.
Sempoln occupé par Davoust, 199.
Sept-Isles (république des) envahie en partie par l'empereur Alexandre, 47.
Serviens s'emparent de Belgrade, 209.
Sidney Smith : époque où il fit dans les Dunes l'épreuve d'une nouvelle machine infernale, 73. Sa tentative inutile contre Boulogne, 81. Il quitte l'île de Capri, 138. Faux bruits répandus à son sujet, 205.
Silésie : causes de la résistance de ses forteresses contre les Français, après l'affaire de Jéna, 177.
Souabe (la) occupée par l'armée française, 69.
Soult (le maréchal) force la ville de Hoff, 149. Son poste à l'affaire de Jéna, 153, 160, 161. Son corps

de troupes forme la droite de l'armée, 166. Attaque qu'il livre, 167. Son succès, 168. Il bat le général Kalkreuth et le poursuit jusqu'à Magdebourg, 180 et suiv. Il investit cette place, 184. Poursuit la colonne du duc de Weimar, 186, 190. Assiége Lubeck, 196. Balaie la rive droite de la Vistule, 216. Il est chargé de se porter vers Ostrolenka, 218. Obstacles qu'il éprouve, 222.

Spandau : pourquoi cette place s'est rendue si promptement aux Français, après l'affaire de Jéna, 177.

Spenser Smith : époque où il conspira contre la vie du premier consul, 45.

Stéphanie (la princesse) : son mariage avec le prince de Bade, 238.

Stettin : capitulation de cette place, 189.

Steyer : les Français s'emparent de cette place, 76.

Stuart (le général) débarque à Sainte-Euphémie, 121. Se rembarque pour la Sicile, 138.

Suède (la) ne s'opposa point au passage de Nelson et Parker dans le Sund, 22. Ses possessions en Amérique envahies par les Anglais, 24. Coup d'œil sur ses affaires particulières, 340 et suiv.

Suède (le roi de) se déclare contre la France, 47. Opération dont il étoit chargé par la coalition en 1805, 67. Il débarque à Stralsund ; événemens qui signalèrent son arrivée près du théâtre de la guerre, 75 et suiv. Il se porte en personne à Lunebourg, 81. Il évacue le Hanovre, 100. Il reste l'allié constant de l'Angleterre, 104. Menacé par la Prusse, il se retire sur la Poméranie, 108. Epoque de son manifeste contre la Prusse, 111. Il continue ses armemens, 119; sépare le duché de Poméranie du corps Germanique, 120. Continue ses négociations avec la Prusse, en même temps qu'il paroît armer contre elle, 124. Ses dispositions envers la France, 126. Ses déclamations contre cette puissance, 127. Annonce de son rapprochement avec la Prusse, 130, 132; qu'il abandonne ensuite, 133, 150.

Suisse : coup d'œil sur ses affaires particulières en 1806, 274 et suiv. *Voyez* République Helvétique.

T.

Talleyrand signe les préliminaires de paix qui suivirent la bataille de Marengo, 11 et suiv.; et une convention avec les Etats-Unis, 13. Il est chargé de négocier avec le comte d'Augwitz à Vienne, 85. Reçoit l'investiture du duché de Bénévent, 246.
Target (M.) : époque de sa mort, 250.
Tauenzien, général prussien, fait prisonnier des Français, 187.
Teano se rend aux Français, 106.
Thorn : cette ville est emportée par le maréchal Ney, 210.
Tolstoy : opération dont ce général étoit chargé par la coalition en 1805, 67.
Toscane (grand duc de) : époque de la convention qui règle le complément de ses indemnités, 31.
Trafalgar (combat de) : partie de ses résultats, 74.
Traité de paix conclu à Paris entre la France et la Russie, et non ratifié par l'empereur Alexandre, 365 et suiv.
Trieste tombe au pouvoir des Français, 83.
Tronchet (le sénateur) : sa mort, 234.
Tunis (le dey de) rend la liberté aux esclaves génois, 232.
Turcs aidés par les Anglais à reconquérir l'Egypte, 24. *Voyez* Porte Ottomane.
Turin : époque de l'établissement d'une école de médecine en cette ville, 43.
Turquie : outrages que lui font éprouver la Russie et l'Angleterre, 208 et suiv. Elle déclare la guerre à la Russie, 209. *Voyez* Porte Ottomane.
Tykoczyn : place occupée par le maréchal Davoust, 220.
Tyrol (le) évacué par les Autrichiens, 15; remis aux délégués du roi de Bavière, 103.

U.

Ulm cédée par l'empereur d'Allemagne aux Français, 13. Le général Mack s'y réfugie, 72. Elle se rend aux Français, 73.

V.

Vandamme (le général) porte les premiers coups dans la campagne de 1805, 70.
Varsovie : entrée des Français dans cette ville, 203.
Vendée : époque de la pacification conclue entre Bonaparte et ses chefs, 9.
Venise est réunie au royaume d'Italie, 97, 110. Travaux pour recréer sa marine, 121.
Verhuel fait proclamer le roi de Hollande à la Haye, 271.
Vienne, capitale de l'Autriche, ouvre ses portes aux Français, 77. Napoléon quitte cette ville, 97.
Villeneuve inutilement poursuivi par Cochrane et Nelson, 53; meurt du chagrin que lui a causé l'issue du combat de Trafalgar, 74.
Villes Anséatiques : la France tient à ce qu'elles restent indépendantes, 128.

W.

Weimar : les Français et les Prussiens y entrent pêle-mêle à la journée de Jéna, 169.
Weimar (le duc de) poursuivi près de Magdebourg par le maréchal Soult, 186, se retire dans ses Etats, 190 et suiv.
Wellesley (le lord) : un mot sur la poursuite que lui intenta M. Paull, 236.
Werden (le pays de) occupé par le grand duc de Berg, 113 et suiv.
Werneck (la division de) capitule avec le prince Murat, 73.

Werten (le pays de) occupé par le grand duc de Berg, 191.
Wertingen (affaire de) : ses résultats, 71.
Wesel (le pays de) cédé à Napoléon, 103. Qui en fait prendre possession, 129.
Weser déclaré en blocus par l'Angleterre, 40.
Whitwort : demandes qu'il fit à la France au nom de l'Angleterre, 38. Il quitte la France, *ibid.*
Windham : bill qu'il proposa au parlement d'Angleterre, 334.
Wurtemberg conclut la paix avec la France, 26. Est érigé en royaume, 97. Son agrandissement sous les auspices de la France, 104.
Wurtemberg (roi de) se rend près de Napoléon à Wurtzbourg, 147. Fait publier deux proclamations avant l'affaire de Jéna, 152. Fait partir une partie de ses troupes pour rejoindre la Grande-Armée, 181.
Wurtzbourg : place livrée aux Français par les Autrichiens, en 1800, 15. Se rend au maréchal Bernadotte, 75. Il est cédé au frère de l'empereur d'Autriche, 103. Accueil qu'y reçoit Napoléon; ordres qu'il y donne, 145.
Wurtzbourg (l'électeur de) : son adhésion à la confédération du Rhin, 142.
Wybicki adresse aux Polonais une proclamation, 193.

Z.

Zastrow (le général) chargé de remettre à Napoléon une troisième lettre du roi de Prusse, 188.
Znaïm, en Moravie : Napoléon y établit son quartier général, 79.

Fin de la Table des Matières.

Ouvrages qui se trouvent chez le même Libraire.

Voyage à la Cochinchine, par les Isles de Madère, de Ténériffe et du Cap Vert, le Brésil et l'Isle de Java; contenant des Renseignemens nouveaux et authentiques sur l'état naturel et civil de ces divers Pays; accompagné de la *Relation officielle d'un Voyage au Pays des Boushouanas*, dans l'intérieur de l'Afrique Australe; par *John Barrow*, Membre de la Société royale de Londres; traduit de l'Anglais, avec des Notes et des Additions, par *Malte-Brun.*

2 vol. *in*-8° de près de 800 pages, avec un Atlas *in*-4° de 18 Planches gravées en taille-douce par *Tardieu* l'aîné.

Prix : 18 f. brochés, en papier vélin, 36 f.

La Gérocomie ou *Code Physiologique et Philosophique* pour conduire les individus des deux Sexes à une longue Vie, en les dérobant à la Douleur et aux Infirmités; par M. *Millot*, auteur de l'*Art de procréer les Sexes à volonté.*

1 vol. *in*-8°. Prix : 5 f.; en pap. vélin, 10 f.

Le Nestor Français ou *Guide Moral et Physiologique pour conduire la Jeunesse au Bonheur;* par *J.-A. Millot*, ancien Membre des Colléges et Académie de Chirurgie de Paris, Correspondant de la ci-devant Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon, Accoucheur des ci-devant Princesses de France, Membre de la Société Académique des Sciences de Paris, Correspondant de celle de Médecine-Pratique de Montpellier; et par *A.-J. Coffin-Rony*, Avocat au ci-devant Parlement de Paris, et Membre de la Société Académique de la même ville.

3 vol. *in*-8°. Prix : 10 f. 50 c. brochés, en pap. vélin, 21 f. sans le port.

Les Anténors Modernes ou *Voyage de Christine et de*

Casimir en France, sous Louis XIV: Esquisse générale et particulière des Mœurs du dix-septième siècle, d'après les Mémoires secrets des deux ex-Souverains, continués par *Huet*, évêque d'Avranches.

3 gros volumes *in*-8°, sur caractères de Cicéro neuf et beau Carré fin d'Auvergne; avec de belles Planches, gravées à l'eau-forte, d'après les Dessins de M. *Lafitte*. Prix : 17 f. brochés, en pap. vélin, 34 f.

Le Salon de 1806 ou *Pausanias Français; Etat des Arts du Dessin en France à l'ouverture du Dix-Neuvième Siècle*: Ouvrage dans lequel les principales Productions de l'Ecole actuelle sont classées, expliquées, analysées, à l'aide d'un Commentaire exact, raisonné; et représentées dans une suite de Gravures exécutées par les plus habiles Artistes. On y a joint quelques Portraits gravés en taille-douce de grands Artistes *vivans*, avec une Notice historique concernant leur Personne et leurs Ouvrages. Publié *par un Observateur impartial.*

Cet Ouvrage forme un gros volume *in*-8°, imprimé sur papier grand-raisin fin d'Auvergne, avec 28 Gravures. Prix : 15 f.; en pap. vélin, 30 f.

Les Beaux-Arts en Angleterre; Ouvrage dans lequel on trouve des Notices raisonnées des principaux Monumens d'*Architecture* anciens et modernes, et des Ouvrages remarquables de *Peinture* et *Sculpture* qui sont dans les Collections publiques et particulières de Londres, d'Oxford et dans les Châteaux et Maisons de Campagne; une indication des Statues, Bustes et Bas-Reliefs extraits récemment des fouilles faites au compte des Anglais à Rome, et des Tableaux qui ont été achetés pour eux sur le Continent; une Histoire de l'*Architecture*, de la *Peinture*, de la *Sculpture* en Angleterre; des Anecdotes sur les plus célèbres Artistes, anciens et modernes. *Ouvrage propre à servir de Guide aux Amateurs qui voyagent en Angleterre;* traduit de l'Anglais de M. *Dallawa*, par M***; publié et augmenté de Notes par *A.-L. Millin*, Membre de l'Institut et de la Légion d'Honneur, Conservateur du Cabinet des Médailles, des Antiques et des Pierres gravées de la Bibliothèque Impériale, etc., etc.

2 vol. *in*-8°. Prix : 7 f.

Elégies de Tibulle, traduction nouvelle en Vers français ; par *F. de Carondelet-Potelles.*

1 vol. *in*-8°. imprimé sur beaux caractères neufs de philosophie et de cicéro, et sur du papier d'Annonay ; très-jolie Edition des presses de Madame veuve *Jeunehomme;* avec le Portrait de Tibulle gravé en taille-douce. Prix : 4 f. broché.

Antiquités Gauloises et Romaines, recueillies dans les Jardins du Palais du Sénat pendant les travaux d'embellissement qui y ont été exécutés depuis l'an IX jusqu'à ce jour; pour servir à l'Histoire des Antiquités de Paris ; précédées de Recherches sur cette grande Capitale, sur le Palais du Sénat (ci-devant Luxembourg), ses Dépendances et ses Environs. On a joint aux Planches d'Antiquités, le Plan du Jardin de ce Palais, avec les changemens qui y ont été faits, et les Vues des parties intérieures les plus curieuses de ce bel Edifice ; par *C.-M. Grivaud*, Sous-Chef de la Trésorerie du Sénat.

1 vol. *in*-4° de texte, imprimé sur caractères neufs de *Saint-Augustin*, et beau papier carré superfin d'Auvergne, avec 1 vol. *in-folio* sur Nom-de-Jésus, contenant 26 Planches gravées en taille-douce. Prix : 26 f. broché, avec l'Atlas cartonné à la Bradel ; en pap. vélin, 50 f. ; sur pap. Jésus d'Auvergne, 30 f. ; et sur Jésus vélin, 60 f.

Mémoires du Marquis d'Argens, Chambellan de Frédéric-le-Grand, Roi de Prusse, et Directeur de l'Académie Royale de Berlin ; contenant le récit des Aventures de sa Jeunesse, écrits par lui-même ; des Anecdotes et des Observations sur plusieurs Evénemens du Règne de Louis XV, et des Personnes de ce temps. *Nouvelle Edition*, augmentée d'une Notice Historique sur la Vie de l'Auteur, sur son séjour à la Cour de Frédéric II, sur ses Relations avec ce Prince, et sur les Personnes dont il est parlé dans l'Ouvrage ; et de Lettres du même Auteur sur différens sujets.

1 vol. *in*-8° de 450 pages, avec une Planche gravée en taille-douce. Prix : 5 f. broché, en pap. vélin, 10 f.

613101

Digitized by Google